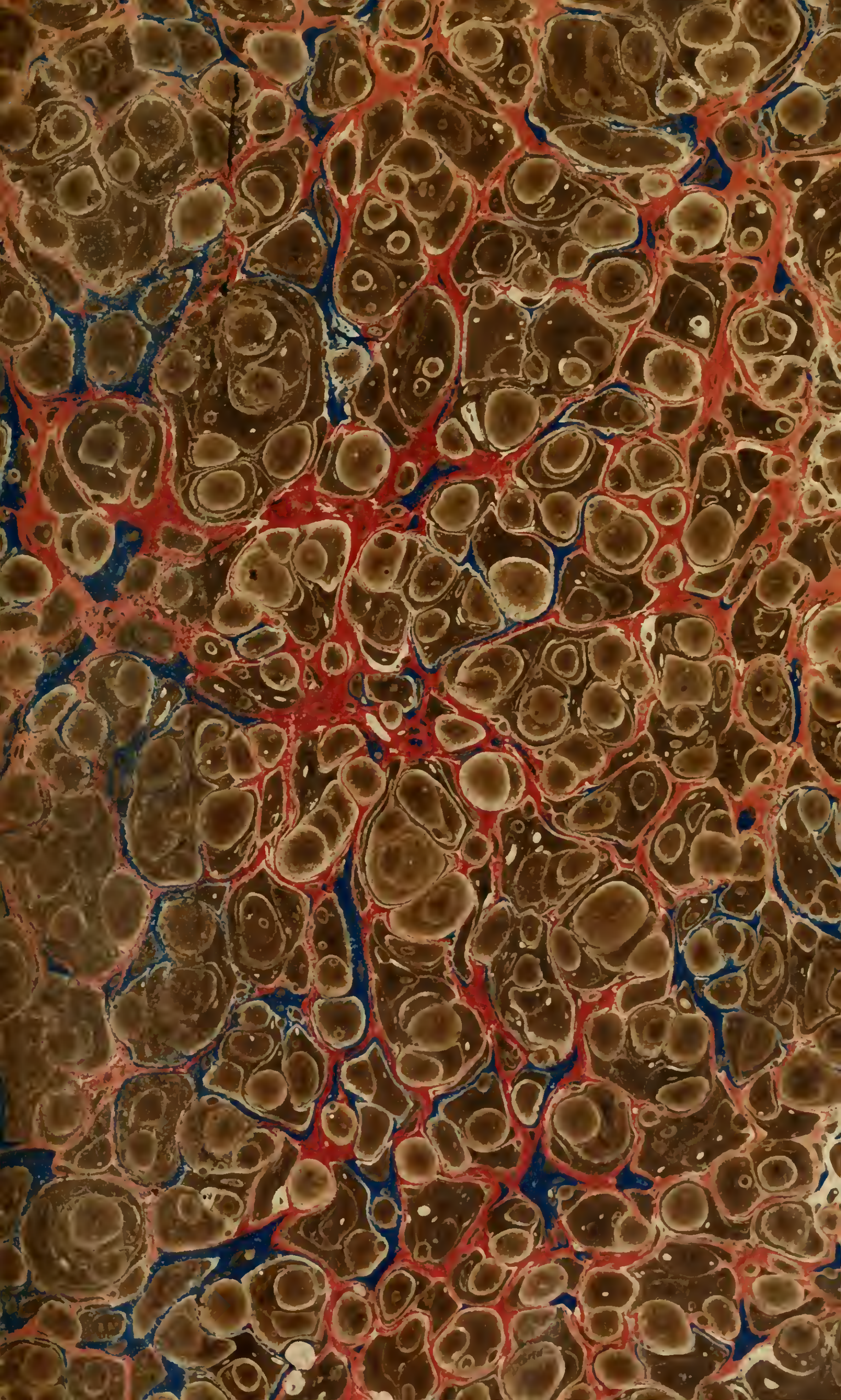

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01307856 3


University of Toronto.
King Alfred Library of History
Founded by
Goldwin Smith and Harriet Smith
1901



COLLECTION

DES MÉMOIRES

RELATIFS

A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

23

LA VIE
ET LES MÉMOIRES
DU GÉNÉRAL DUMOURIEZ.

IMPRIMERIE DE J. TASTU,
RUE DE VAUGIRARD, N° 36.

LA VIE
ET LES MÉMOIRES
DU GÉNÉRAL DUMOURIEZ,

AVEC

DES NOTES ET DES ÉCLAIRCISSEMENS HISTORIQUES.

TOME QUATRIÈME.

PARIS.
BAUDOUIN FRÈRES, LIBRAIRES,
RUE DE VAUGIRARD, N° 36.

1823.

LA VIE
DU
GÉNÉRAL DUMOURIEZ.

Non omnis moriar.

LIVRE HUITIÈME.

CHAPITRE I.

Plan de campagne.

Ce livre contient les détails de la campagne la plus courte, la plus variée, et peut-être la plus importante qui ait jamais été faite. Elle a été conçue avec la plus grande rapidité depuis le 7 février, exécutée de même, puisqu'elle a été ouverte le 22 de ce mois, et qu'elle a fini le 5 avril. Elle présente à la méditation des militaires des prises de villes incroyables, au milieu des inondations ; une grande bataille, plusieurs combats, et une retraite qui a étonné même les généraux ennemis, et mérité leur approbation : elle offre dans ce court espace de temps les deux genres de guerre, l'offensive et la défensive ; enfin, elle a décidé en partie le

sort de la France, et peut-être, par influence, celui de toute l'Europe.

Elle n'est pas moins intéressante aux yeux du philosophe, qu'elle confirmera dans l'opinion que la destinée des empires dépend souvent des plus petites circonstances, et qu'un homme seul, de plus ou de moins, peut décider du sort d'une nation entière. L'année précédente, le général Dumouriez, en prenant le commandement de l'armée de La Fayette, avait sauvé la France dans les plaines de la Champagne, et l'avait illustrée dans celles de la Belgique, parce qu'alors la grandeur du danger avait réuni les esprits autour de lui, et avait forcé la nation à l'écouter, à lui obéir et à le seconder. Cette année, les circonstances étaient changées. La nation, ou plutôt ceux qui la gouvernaient et l'égaraient, enivrés de leurs succès, aveuglés par leurs crimes, n'écoutaient plus le général qui voulait encore les sauver, et du joug de l'ennemi, et de leur propre fureur; il fut mal secondé, mal obéi, contrarié, trahi; sa campagne fut malheureuse, malgré tous les efforts qu'il fit pour fixer en sa faveur le sort de la guerre. Après s'être vu arracher des mains la Hollande qu'il allait conquérir sous peu de jours, il fit un second plan : la victoire lui fut arrachée par ses propres troupes; au milieu d'une retraite, aussi savante qu'ensanglantée, il fit un troisième projet qui sauva son armée, et qui empêcha la ruine entière des Pays-Bas; ce projet, qui avait le salut de la France pour but, manqua encore par

l'imprudence féroce et orgueilleuse de la Convention nationale, et par la légèreté et l'inconstance de son armée; il fut obligé de l'abandonner, et de se retirer chez des ennemis qui ne pouvaient s'empêcher de l'estimer.

Dès-lors les Français ne furent plus les mêmes; une fureur sauvage succéda dans les troupes à une valeur raisonnée; on ne vit plus ni plans dans les opérations de la guerre, ni talent dans l'exécution; on tuait, on se faisait tuer avec acharnement; et cette guerre qu'on faisait si mal paraissait devoir se terminer dans une seule campagne, si un seul peuple eût combattu contre la France, ou si la combinaison des forces militaires qui l'attaquaient à la fois, n'eût pas été perpétuellement contrariée par le choc des intérêts politiques, qui faisaient mouvoir chacune d'elles.

Dumouriez, abandonnant sa malheureuse patrie, désespéra de son sort. Le général Dampierre, son successeur, répara ses erreurs par une mort glorieuse qu'il provoqua (1). Le camp de Famars fut

(1) Dampierre mourut le 8 mai 1793; un boulet de canon qui lui avait emporté la cuisse, lors d'une attaque sur les bois de Vicoigne, de Ruisme et de Saint-Amand, le ravit à sa patrie. Si l'on en croit, au reste, les historiens de l'époque, cette fin glorieuse de Dampierre le préserva de l'échafaud. Quelques mois plus tard, Couthon, à la tribune de la Convention, déclara qu'il n'avait manqué à Dampierre que peu de jours pour trahir sa patrie. Dampierre avait différé d'opinion, avec les commissaires conventionnels, sur quelques points relatifs à l'art militaire, et c'était là sa trahison. (*Note des nouv. édit.*)

forcé, Valenciennes fut pris. Le malheureux général Houchard, successeur de Custine, fut guillotiné, pour récompense d'avoir battu les Anglais sous Dunkerque. Il ne restait de ressources que dans les débris de l'armée française, échappée du camp de Famars, réfugiée dans le camp de César, sous Cambrai. Si le duc d'York avait été promptement détaché par le prince de Cobourg contre ce camp, avec la moitié de son armée, il lui serait resté assez de troupes pour continuer ce siége, et le sort du camp de César aurait décidé celui de la France, en rejetant la défense de ce côté au-delà de la Somme qui serait redevenue frontière de la France, comme du temps de Henri IV.

Mais l'armée alliée fit la même faute que le roi de Prusse en Champagne, devant Verdun. Elle resta tout entière devant Valenciennes. Le siége fut long; la défense fut opiniâtre et glorieuse. Les armées françaises eurent le temps de s'organiser, et la France fut sauvée.

Sa renaissance fut due à un seul homme : l'ingénieur Carnot s'empara de la direction de la guerre, dans laquelle il fut parfaitement secondé par les plus habiles ingénieurs et officiers d'artillerie, dont il sauva plusieurs de la guillotine pour se les associer, entre autres l'habile et vertueux général d'Arçon. Alors il déploya tous les ressorts de son étonnant génie et de ses sublimes talens dans toutes les parties de l'art de la guerre. Deux généraux habiles, tirés des rangs inférieurs et de la classe

plébéienne, Pichegru et Jourdan, qui regagnèrent la confiance des troupes et rendirent aux soldats leur énergie naturelle, secondés par des états-majors choisis, dressés et organisés par l'habile Carnot, exécutèrent ses plans avec tant de précision, que la campagne de 1794 rétablit la gloire des drapeaux français, et leur ouvrit une carrière brillante de victoires et de conquêtes, qui leur assure une gloire ineffaçable.

C'est Carnot (1) qui est le créateur du nouvel art militaire en France, que Dumouriez n'a eu le temps

---

(1) Carnot est mort à Magdebourg, dans les premiers jours d'août 1823. Ce général était né à Nolay en Bourgogne en 1753. Il entra en 1771, comme lieutenant, dans le corps du génie militaire. En 1783, l'Académie de Dijon lui décerna le prix pour l'*Éloge de Vauban*, et elle le choisit au nombre de ses membres en 1784. Carnot était déjà l'associé et le correspondant de plusieurs sociétés savantes, et il fut depuis agrégé à presque toutes celles de l'Europe.

Carnot était livré à l'étude des sciences et des lettres; il s'était même fait connaître par quelques pièces de poésie insérées dans les recueils du temps. Lorsque la révolution éclata, Carnot en adopta les principes avec chaleur, et fut député par le Pas-de-Calais à l'Assemblée législative. Après avoir rempli auprès des armées une mission importante, il fut nommé membre de la Convention nationale, et fit partie du comité de salut public. Sur lui seul reposa toute la dictature militaire, et Carnot, dans ce poste si fameux, mérita qu'on dît de lui, *qu'il avait organisé la victoire*.

Carnot se trouva malheureusement associé aux mesures coupables de l'Assemblée et du comité dont il faisait partie. Après la journée du 9 thermidor, Carnot demanda à partager le sort des députés accusés et poursuivis par le parti vainqueur.

Son département l'honorant, pour la troisième fois, de ses suf-

que d'esquisser, et que Bonaparte a perfectionné. Carnot s'est plié à servir sous l'obscure tyrannie de Robespierre, ne tendant qu'au but unique de faire connaître à sa nation sa force et ses ressources. Cette utilité inappréciable excuse quelques écarts de sa conduite personnelle, qu'on ne doit attri-

---

frages, le nomma député au conseil des Cinq-Cents. Il fut en même temps élu membre du directoire, et dans ce dernier poste il contribua aux succès de nos armées jusqu'à l'époque du 18 fructidor, où le parti vaincu dans cette journée l'entraîna dans sa chute. Rappelé après le 18 brumaire, Carnot accepta le ministère de la guerre; mais bientôt la politique de Bonaparte lui paraissant contraire à la liberté publique, il donna sa démission. Membre du tribunat, il s'opposa énergiquement au consulat à vie; seul, il combattit plus tard l'établissement du gouvernement impérial.

Rentré dans la vie privée, Carnot ne consentit à reprendre du service que lors de l'invasion de 1814; il fit admirer ses talens et son courage à la défense d'Anvers dont il avait accepté le commandement.

Depuis la restauration, Carnot adressa au roi ce mémoire fameux que l'on a vu depuis répandre avec profusion dans Paris, et qui a donné lieu à tant de commentaires et d'interprétations.

Bonaparte, de retour de l'île d'Elbe, le choisit pour l'un de ses ministres. Carnot accepta cette fonction, et même le titre de comte: on le lui a souvent reproché. L'ordonnance du 24 juillet le condamna à l'exil. On convient généralement du rare désintéressement dont il fit preuve en France et sur le sol étranger. Il refusa d'un grand monarque la première place dans l'instruction publique militaire; il refusa une donation de 60,000 liv. de rente qui lui était offerte par un autre prince; il refusa les offres magnifiques de plusieurs gouvernemens; il refusa, enfin, les présens considérables de plusieurs sociétés qui s'étaient réunies pour consoler ses malheurs. Après avoir administré les affaires et les trésors de l'État, Carnot est mort pauvre sur une terre étrangère.

(*Note des nouv. édit.*)

buer qu'aux circonstances de la révolution. Carnot sera regardé de la postérité comme un philosophe austère, un parfait citoyen, bon époux, et un grand homme.

Après cette digression que Dumouriez a jugée intéressante, il revient à sa narration (1).

Il venait d'acquérir la funeste certitude que les forces de l'Angleterre et de la Hollande allaient se joindre à celles des autres ennemis de la France. Si elle eût été gouvernée par des hommes raisonnables, il aurait proposé d'abandonner les Pays-Bas qu'on ne pouvait plus défendre, et de retirer l'armée derrière les places du département du Nord, en gardant quelque temps les bords de l'Escaut et la citadelle de Namur; mais une proposition aussi raisonnable eût été regardée comme une lâcheté ou une trahison, et elle eût coûté la tête au général.

Si d'ailleurs elle eût été acceptée, elle l'eût mis sous la puissance des tyrans féroces qu'il avait le projet d'opprimer un jour pour sauver la France. S'il y rentrait avec son armée, suivi par l'ennemi, et ayant l'air de fuir, il perdait auprès d'elle toute sa considération qu'il ne pouvait conserver que par de grands succès; elle eût été bien vite influencée par les jacobins de Paris, que cette retraite eût renforcés de soixante et dix mille hommes. Il

---

(1) Ce paragraphe et les quatre précédens ont été ajoutés à cette édition par le général Dumouriez.

ne pouvait donc se tirer de la position désespérée dans laquelle il se trouvait, que par les projets les plus audacieux. Sa réputation et la célérité de son attaque pouvaient seules suppléer à tout ce qui manquait à son armée. Armes, habillemens, chevaux, vivres, argent, tout était en Hollande, il fallait aller l'y chercher. Il fit donc le projet de conquérir sur-le-champ la Hollande. Voici son plan et ses moyens.

Les réfugiés hollandais avaient assemblé un petit comité révolutionnaire à Anvers où était aussi la légion batave. Ils avaient plus de zèle que de lumières, et quoiqu'ils dépensassent beaucoup d'argent pour entretenir des correspondances avec les diverses provinces de leur république, les renseignemens que le général recevait par eux étaient très-médiocres, surtout pour la partie militaire. Il jugea seulement, d'après tout ce qu'il put tirer d'eux, que leur parti était très-considérable, surtout à Amsterdam, à Harlem, à Dordrecht ou Dort, et en Zélande. Il reprit la proposition qu'ils lui avaient faite à Paris, de faire une irruption en Zélande; il l'examina avec eux, et il eut l'air de s'y attacher, pour mieux couvrir un dessein plus hardi, et qui était plus aisé, parce qu'il paraissait plus impraticable; il ne confia ce projet qu'à MM. Koch et de Niss, qu'il jugea dignes de toute sa confiance, et qui, par leur zèle, leur probité, leur grandeur d'ame et leur civisme, auraient mérité d'être les libérateurs de leur patrie.

Voici d'abord le projet de la Zélande. Le comité hollandais avait appris que le stathouder avait fait le projet de faire fortifier l'île de Walkeren, pour s'y retirer avec les états et tous les membres du gouvernement, en cas que les Français fissent une incursion dans la Hollande, et que les peuples, dont il se méfiait, se joignissent à eux. Le comité batave proposait qu'on fît partir d'Anvers quelques mille hommes, qui se seraient glissés dans le Zuid-Beveland, d'îles en îles, et de-là dans celle de Walkeren où il y avait à prendre Middelbourg et Flessingue. C'était par Sandvliet qu'on devait, après avoir traversé les canaux de l'Escaut, passer sur les bas-fonds de l'île de Zuid-Beveland. Il fallait ensuite traverser un bras de mer qui se trouve entre Zuid-Beveland et Walkeren; arrivé dans cette dernière île, il n'y avait encore rien de fait, si les habitans ne se déclaraient pas, ne se joignaient pas à leurs libérateurs, et ne désarmaient pas sur-le-champ la garnison de ces deux places qui, à la vérité, ne composaient pas plus de douze à quinze cents hommes de troupes peu aguerries. Mais pour peu qu'il y eût du retard, l'île pouvait recevoir un secours au double plus considérable que les assaillans; en ce cas, non-seulement l'entreprise était échouée, mais le détachement français eût été perdu sans ressource, sa retraite eût été impossible, plusieurs frégates anglaises stationnaient déjà à Flessingue, et les Hollandais avaient sous l'île de Batz, dans l'Escaut, à une lieue au-dessous

de Lillo, une flottille qui aurait sur-le-champ coupé au détachement français toute communication avec la terre-ferme de Flandre.

Il fallait, pour cette expédition, une rapidité et une précision que le général ne pouvait attendre, ni de ses troupes, ni des Hollandais révolutionnaires; il n'avait pas un seul officier-général à qui il pût confier l'exécution d'une entreprise aussi dangereuse; il ne pouvait pas abandonner son commandement général pour s'en charger lui-même. S'il avait abondé dans le sens des Hollandais, il eût certainement échoué; ce mauvais début de la campagne, avec des troupes peu nombreuses et toutes neuves, eût achevé de ruiner son armée qui, comme on le verra, souffrait déjà beaucoup de son absence, et a été, peu de temps après, battue, consternée et débandée sur la Roër et la Meuse.

Si, par le plus grand hasard du monde et contre toute probabilité, il eût réussi, cette expédition, quoique brillante, ne lui eût servi à rien, il eût perdu cinq à six mille hommes qui se fussent trouvés séparés de lui par un bras de mer, ayant entre deux toutes les places de la Flandre hollandaise, et il ne lui serait pas resté assez de troupes pour exécuter aucune autre entreprise.

Cependant, pour mieux cacher son véritable projet, il fit semblant d'adopter ce plan d'attaque, et il fit quelques dispositions qui pouvaient faire croire qu'il s'occupait de son exécution. Il avait à

Anvers la petite flottille du capitaine Moultson, officier américain au service de la France, qui avait aidé à la prise de la citadelle d'Anvers; elle était composée de *l'Ariel*, de vingt-quatre canons, d'un brick de quatorze, et de trois chaloupes canonnières portant du calibre de vingt-quatre livres, la quatrième ayant échoué et étant hors d'état de servir. Il fit préparer ces bâtimens, et leur donna ordre d'aller mouiller sous le fort Lillo. Il ordonna qu'on construisît sur chaque canonnière un fourneau pour faire rougir les boulets; il ordonna le ravitaillement et l'armement des deux forts de Lillo et de Liefkenshoeck, et de la citadelle d'Anvers. Il fit rassembler à Anvers tous les bâtimens hollandais arrêtés, lors de la déclaration de la guerre, dans les canaux de l'Escaut, pour les faire armer en brûlots. Il eut l'air de vouloir tenter de mettre le feu à la flottille hollandaise, mouillée sous le fort de Batz, et de vouloir emporter de vive force ce fort, armé de quarante canons. Cette flottille se retira d'abord à Ramekens; enfin, toutes ses vues, pendant plusieurs jours, semblèrent indiquer la Zélande, dont il laissa soupçonner que l'invasion aurait lieu à l'ouverture de la campagne.

Cependant, il s'occupa tout entier de son projet, qui était très-simple, mais qui, n'ayant jamais été tenté, devait paraître impraticable : c'était d'avancer avec le corps d'armée qu'il rassemblait sur le Mordyck, en masquant les places de Bréda et Gertruydenberg sur sa droite, de Berg-op-Zoom,

Steenberg, Klundert et Williamstadt sur sa gauche, et de tenter le passage de ce bras de mer, qui est d'à peu près deux lieues, pour arriver à Dort, où une fois débarqué, il se trouverait dans le cœur de la Hollande, et ne pourrait plus rencontrer d'obstacles, en marchant par Rotterdam, Delft, La Haye, Leyde et Harlem, jusqu'à Amsterdam. Il prenait alors à revers toutes les défenses de la Hollande, pendant que le général Miranda, avec une partie de la grande armée, aurait masqué et bombardé Maëstricht et Venloo, et dès qu'il aurait su le général Dumouriez abordé à Dort, aurait laissé continuer le siége de Maëstricht, par le général Valence, et aurait marché avec vingt-cinq mille hommes sur Nimègue, où le général Dumouriez l'aurait joint par Utrecht. Ce plan de campagne, exécuté avec rapidité, devait rencontrer très-peu d'obstacles, parce que le stathouder n'avait, ni une armée rassemblée, ni un plan de défense arrêté, et parce que de tous les projets auxquels il pouvait avoir à s'opposer, celui-ci était le moins présumable, car c'était, pour ainsi dire, faire passer une *armée par le trou d'une aiguille*.

En cas de réussite, Dumouriez avait le projet, dès qu'il serait maître de la Hollande, de renvoyer dans les Pays-Bas tous les bataillons de volontaires nationaux; de s'environner de troupes de ligne, et de ses généraux les plus affidés; de faire donner par les états-généraux les ordres pour

faire rendre toutes les places; de ne laisser faire dans le gouvernement que les changemens les plus indispensables; de dissoudre le comité révolutionnaire hollandais, à qui il annonça d'avance, qu'en cas de réussite, chacun d'eux, en supposant qu'il eût la confiance de ses concitoyens, entrerait dans les places d'administration de la province dont il était; de préserver la république batave des commissaires de la Convention et du jacobinisme; d'armer sur-le-champ à Rotterdam, en Zélande et dans le Texel, une flotte, pour s'assurer des possessions de l'Inde et en renforcer les garnisons; d'annoncer aux Anglais une neutralité parfaite; de placer dans les pays de Zutphen et dans la Gueldre hollandaise une armée d'observation de trente mille hommes; de donner de l'argent et des armes pour mettre sur pied trente mille hommes du pays d'Anvers, des deux Flandres, et de la Campine, sur lesquels il pouvait compter; de restreindre l'armée française dans le pays de Liége; d'annuler dans toute la Belgique le décret du 15 décembre; d'offrir aux peuples de s'assembler comme ils voudraient à Alost, à Anvers, ou à Gand, pour se donner une forme solide de gouvernement, telle qu'elle leur conviendrait; alors de rassembler un certain nombre de bataillons belges, à huit cents hommes chacun, qu'il comptait porter à quarante mille hommes, d'y joindre de la cavalerie; de proposer aux Impériaux une suspension d'armes; s'ils

la refusaient, il comptait avec plus de cent cinquante mille hommes les chasser au-delà du Rhin ; s'ils l'acceptaient, il avait plus de temps et de moyens pour exécuter le reste de son projet qui était, ou de former une république des dix-sept provinces, si cela convenait aux deux peuples ; ou d'établir une alliance offensive et défensive entre les deux républiques belge et batave ; si la réunion ne leur convenait pas, de former entre elles deux une armée de quatre-vingt mille hommes jusqu'à la fin de la guerre ; de proposer à la France de s'allier avec elles, mais à condition qu'elle reprendrait la constitution de 1789, pour faire cesser son anarchie, et, en cas de refus, de marcher sur Paris avec les troupes de ligne françaises et quarante mille Belges et Bataves, pour dissoudre la Convention et anéantir le jacobinisme.

Tel est le projet, qui n'a été connu que de quatre personnes (1), qui paraîtra au lecteur une chimère, qui cependant a failli réussir, et qui, d'après la disposition des esprits, et d'après tous les calculs de l'art, était immanquable, si les événemens les plus funestes, entièrement étrangers aux dispositions et à la conduite du général, n'avaient pas rompu toutes ses mesures, et ne l'avaient pas forcé de renoncer à ses espérances, pour aller ré-

(1) S'il faut en croire le général Miranda, trois de ces quatre personnes étaient Danton, Lacroix et Westermann.

parer les fautes de ses lieutenans, et sauver la grande armée qui était sur le point d'être entièrement perdue. Ce projet, s'il eût réussi, eût terminé la guerre et sauvé la France.

CHAPITRE II.

Formation de l'armée. — Ordres à la grande armée. — Conseils au ministre de la guerre. — Thouvenot et Petit-Jean à Anvers. — Ordres pour la levée des bataillons belges. — Valence à Anvers. — Emprunt. — Manifeste.

Le plan une fois conçu, pour l'exécuter il fallait tout créer. Il n'y avait à Anvers que deux faibles bataillons de gendarmerie nationale, d'environ trois cent cinquante hommes chacun, la troupe la plus indisciplinée, la plus détestable pour la guerre, la plus dangereuse, pour les généraux et pour les citoyens paisibles, qui ait jamais existé. Ces féroces janissaires avaient chacun quarante sous par jour, en argent, sans retenue; ils nommaient eux-mêmes leurs officiers, et commettaient tous les crimes. Le général, en les passant en revue, leur annonça très-sévèrement que s'ils continuaient à se permettre les désordres dont on les accusait, ou la moindre mutinerie, il les renverrait sur-le-champ en France. Cette gendarmerie était composée des anciennes gardes-françaises. Il y avait en outre cent cinquante hommes du vingtième régiment de cavalerie et trois bataillons de gardes nationales, avec la légion batave d'environ deux mille hommes, dont deux cents à cheval. Une douzaine de bataillons de gardes nationales, nouvellement levés, la plupart sans fusils, sans gibernes

et sans souliers, étaient cantonnés dans les villes et villages de la West-Flandre, et ne s'attendaient à entrer en campagne qu'au mois de mai.

Il n'y avait pas une pièce de canon de siége, pas un obusier, point de magasin, point d'argent, point de commissaire des guerres, ni commis d'aucune espèce. Il n'y avait cependant pas de temps à perdre. La précipitation avec laquelle la Convention nationale avait déclaré la guerre le 1er février, avertissait les Hollandais qui préparaient leur défensive; pour peu que le général ne les prévînt pas par la plus étonnante célérité, l'attaque devenait impossible; s'ils avaient mis la même rapidité que lui dans leurs préparatifs, il eût certainement échoué.

Le général Miranda était resté pendant l'hiver à la tête de l'armée du Nord. Ce général était né à Carracas, Terre-Ferme, Amérique du sud; il était homme d'esprit et très-instruit, sachant la guerre par théorie mieux qu'aucun des autres généraux de l'armée, mais ne l'ayant pas pratiquée; son amitié intime avec Pétion l'avait fait entrer au service l'année précédente comme maréchal-de-camp; il était venu joindre le général Dumouriez en Champagne au camp de Grandpré; s'était attaché à lui, et lui avait été fort utile dans les différentes attaques des Prussiens, et nommément à la retraite du 15 septembre, sur Sainte-Menehould. Ce général avait un caractère bizarre, hautain et dur, qui le faisait universellement haïr; il

ne savait pas mener les Français qu'il faut toujours conduire avec gaieté et confiance (1).

Le général Dumouriez l'avait fait nommer lieutenant-général dès le mois de novembre 1792, et lui avait conféré le commandement de l'armée du Nord, avec l'espoir du titre de général en chef à la première occasion. Miranda était jaloux de ce que Valence, plus ancien lieutenant-général que lui, ayant, pendant la campagne de 1792, commandé, d'une manière brillante, l'avant-garde du général Kellermann et des corps détachés, avait été fait général en chef sur la demande du général Dumouriez à qui il ne pardonnait pas cette préférence. Ses passions fougueuses n'avaient point encore éclaté, et il ne les a développées, pour le malheur de la France, qu'à la bataille de Nerwinde. Il paraissait alors plein de zèle et d'attachement pour son général, qui lui avait mandé de Paris de préparer son artillerie de siége pour ouvrir la campagne de très-bonne heure par celui de Maëstricht, en cas que les affaires ne s'arrangeassent pas avec l'Angleterre et la Hollande.

Le général Lanoue commandait l'armée du général Dumouriez, c'est un très-brave et honnête homme. Cinquante ans de service le rendaient respectable, mais avaient diminué sa vigueur. Il

(1) Voyez, relativement à Miranda, la note de la page 10 du tome III de cette édition. Voyez également les Mémoires de madame Roland. (*Note des nouv. édit.*)

avait auprès de lui le général Thouvenot, chef de l'état-major de l'armée, officier du plus rare mérite.

L'armée du général Valence était commandée, en son absence, par le lieutenant-général Leveneur, homme très-brave, mais sans tête et sans capacité (1).

Le général Dumouriez ordonna au général Miranda de se présenter devant Maëstricht avec une partie de son armée, sans dégarnir la Basse-Meuse; de se renforcer jusqu'à vingt-cinq ou trente mille hommes aux dépens des deux autres armées; de communiquer ses ordres aux autres généraux, pour qu'ils resserrassent leurs quartiers, et tinssent les troupes alertes et toutes prêtes, afin de pouvoir les rassembler sur un seul point, si les Impériaux, qui se renforçaient sur l'Erffle, et les Prussiens, qui en faisaient autant à Wesel, paraissaient vouloir faire une jonction pour secourir Maëstricht, comme on devait s'y attendre. Le général Dumouriez crut bien faire, en n'indiquant point le quartier de rassemblement de cette armée d'observation, et c'est en quoi il avoue qu'il a eu très-grand tort.

Dans la suite de son instruction, il lui développait avec confiance son plan d'attaque. Il lui mandait de ne point s'attacher à faire un siége en règle dans

---

(1) Consultez, au sujet du général Leveneur, une note insérée dans le tome second (page 378).

(Note des nouv. édit.)

une saison qui ne le permettait pas, de brusquer la place, de l'écraser de bombes et de boulets rouges, comme le duc de Saxe-Teschen avait fait devant Lille; de ne pas s'y arrêter, mais, dès qu'il apprendrait par un courrier que le général Dumouriez aurait passé le Mordyck, de laisser continuer le siége par le général Valence qui devait incessamment arriver de Paris, et de marcher avec la plus grande promptitude sur Nimègue, en passant par la frontière du duché de Clèves, pour couper les Prussiens, s'ils voulaient arriver en Hollande avant lui : il devait, pour cela, faire attaquer Venloo par le général Champmorin, excellent ingénieur, pendant que lui-même assiégerait Maëstricht, afin d'être maître du bas de la Meuse jusqu'à Genep: il lui fixait vingt-cinq à trente mille hommes au plus, pour ne pas trop dégarnir les Pays-Bas et la Haute-Meuse; il lui recommandait la plus grande célérité dans ses préparatifs, pour que Maëstricht fût entièrement bloqué du 12 au 15; il lui donnait pour la conduite du siége le lieutenant-général Bouchet, excellent ingénieur.

Il mandait à peu près la même chose aux généraux Lanoue et Thouvenot, en leur enjoignant d'annoncer à l'armée qu'il allait bientôt y arriver, après avoir visité les quartiers d'hiver le long de la Basse-Meuse. Il mandait au lieutenant-général Moreton, commandant à Bruxelles, qu'il allait incessamment se rendre dans cette ville. Il mandait au général d'Harville de rassembler ses quartiers

d'hiver sous Namur le 20 février, parce qu'il devait aller le 22 inspecter sa division. En trompant ainsi ceux de ses généraux qui ne devaient pas coopérer avec lui, il trompait également les ennemis qui ne pouvaient plus prévoir par où il commencerait sa campagne.

Quelques jours après le départ de Paris du général Dumouriez, Pache était enfin sorti du ministère de la guerre, pour prendre la mairie de Paris. On avait nommé à sa place le général Beurnonville que Dumouriez avait fait lieutenant-général, et général en chef en très-peu de temps, qu'il avait appelé son *Ajax et son fils* (1), et qui débuta franchement par exécuter, autant qu'il le pouvait, tout ce que lui représentait ou recommandait *son père*, et ce qu'il croyait pouvoir lui être utile. Le général lui annonça seulement qu'il allait attaquer la Hollande, sans lui détailler son plan, de peur d'être trahi par l'indiscrétion ou la mauvaise volonté des commis de la guerre.

Pache, peu de jours avant son départ du ministère, avait ordonné la démolition du peu de fortifications qui restaient à Mons et à Tournay. Cet ordre maladroit avait indigné les habitans de ces deux villes; le général l'avait fait suspendre; non-seulement, il priait le nouveau ministre de le ré-

---

(1) Voyez dans le tome second des Mémoires de Dumouriez quelques détails biographiques sur le général Beurnonville (p. 341).

(*Note des nouv. édit.*)

voquer, mais il lui conseillait très-fortement d'ordonner qu'au contraire on réparât très-promptement les fortifications de ces deux places; qu'on fortifiât avec la même promptitude la hauteur du château d'Huy; qu'on fît une enceinte en terre autour de Malines qui, au moyen de ses eaux, pouvait facilement être mise en état de défense; qu'on établît de bonnes batteries à Ostende, Nieuport et Dunkerque, pour lier la défensive de nos frontières, de manière à ce qu'elles ne pussent pas être facilement pénétrées, dans le cas très-probable de l'évacuation des Pays-Bas : il lui conseillait de rétablir complètement les lignes entre Dunkerque et Bergues; de faire tracer un camp retranché sur le Mont-Cassel; de faire fortifier, comme poste de campagne, Orchies, entre Lille, Douai et Condé, Bavay en avant du Quesnoy, entre Condé et Maubeuge, et Beaumont, entre Maubeuge et Philippeville.

Tels étaient les conseils que donnait le général Dumouriez qu'on accuse d'avoir trahi sa patrie qu'il a bien servie jusqu'au dernier moment, et qu'il servira encore avec le même zèle, si jamais elle a un roi et une constitution; si ces conseils eussent été ponctuellement suivis, l'armée combinée aurait été arrêtée plus long-temps sur l'extrême frontière, et n'aurait pas pénétré si facilement en France.

Il demandait aussi au ministre de lui faire passer des renforts, et de lui envoyer sur-le-champ le

général d'Arçon avec quelques ingénieurs, ayant à faire une guerre de siéges. Beurnonville exécuta sur-le-champ tout ce qui était en son pouvoir, et d'Arçon arriva à temps. Ce maréchal-de-camp est un des meilleurs ingénieurs, et un des plus honnêtes hommes de France : il avait été accusé d'aristocratie par le fameux prince de Hesse, un jacobin des plus méprisables (1), et il avait été destitué. Le général Dumouriez, qui connaissait depuis long-temps son mérite, le fit rétablir au service de sa patrie, et s'en est bien trouvé.

Le général de Flers commandait à Bruges. Il était très-brave, mais entêté et sans capacité. Comme il avait reçu un coup de fusil au camp de Maulde, le général l'avait fait maréchal-de-camp, et l'avait envoyé à Bruges, commandant dans la West-Flandre, et chargé d'y recevoir les dix mille hommes de renfort que le ministre Pache y avait fait passer sur sa demande. A son passage à Bruges, de Flers lui avait expliqué un projet qu'il avait de surprendre la ville de l'Écluse. Le général avait fait semblant de l'adopter; il envoya de Flers à Beurnonville, en le priant de lui composer un corps

(1) Il s'agit probablement ici du prince Charles-Constantin de Hesse-Rhinfels, commandant à Perpignan, qui, en 1792, dénonça devant l'Assemblée législative la municipalité de cette ville et les administrateurs du département des Pyrénées-Orientales, et qui, en 1793, sollicita vainement son admission aux Jacobins, Dufourni ayant invoqué contre lui un arrêté qui s'opposait à l'admission des princes dans la société.

(*Note des nouv. édit.*)

de cinq à six mille hommes, avec un petit train d'artillerie, dans la partie de Bruges, pour menacer la Flandre hollandaise, ce qui fut exécuté complètement et avec promptitude.

Le projet du général n'était point de charger de Flers d'attaquer les places de la Flandre hollandaise, qu'il n'aurait pas pu prendre, mais d'avoir ce petit corps à sa disposition pour remplacer dans la partie d'Anvers et de Bréda le corps d'armée qu'il allait conduire en Hollande. Ce petit rassemblement devait encore aider à tromper les Hollandais sur le véritable point d'attaque, surtout le général de Flers étant trompé le premier, et faisant des préparatifs très-ostensibles pour son expédition.

Le général n'avait pas encore un seul officier d'état-major, il les avait tous laissés à Liége, ainsi que ses aides-de-camp : il n'était accompagné que de son fidèle Baptiste. Il crut devoir laisser ses équipages et ses aides-de-camp à la grande armée, pour faire croire qu'il y retournait ; il ne fit venir que quelques chevaux à Anvers, sous le prétexte de vouloir parcourir à cheval les cantonnemens de la Meuse. Pour son état-major, il fit venir quatre aides, et il choisit, pour en être chef, le colonel Thouvenot, frère cadet du général du même nom. Cet officier, qui a toujours été l'ami de son général, est rempli d'honnêteté, de connaissances, de courage et de ressources. Il a été de la plus grande utilité au général pendant la campagne de Hol-

lande, et depuis qu'ils ont l'un et l'autre abandonné l'armée.

Le général Thouvenot était bien nécessaire à la grande armée. Lui seul connaissait bien les quartiers d'hiver et les détails de l'état-major; lui seul pouvait concilier les généraux qui s'entendaient mal entre eux. On savait qu'il avait la confiance entière de Dumouriez, on savait qu'il la méritait, on ne l'en aimait pas davantage; mais il était respecté, et on jugeait que ses avis, étant d'accord avec les intentions de son général, devaient être regardés comme ses propres ordres.

Le commissaire-ordonnateur, Petit-Jean (1), était seul à l'armée pour pourvoir à tous les détails du siége de Maëstricht, des cantonnemens entre la Meuse et la Roër, des quartiers d'hiver de toute la Belgique, des magasins de toute espèce à former. Il était fâcheux de le distraire de ces soins multipliés avant l'arrivée du commissaire-ordonnateur Malus, qu'on retenait toujours à Paris, quoiqu'on eût promis au général de le lui rendre. Il se détermina à faire venir à Anvers le général Thouvenot et le commissaire Petit-Jean, et, en deux jours, il arrangea avec eux un corps d'armée et tous les ordres nécessaires pour son rassemblement, son armement,

---

(1) Il avait été absous et rétabli dans ses fonctions.

(*Note des nouv. édit.*)

son équipement, enfin pour la mettre tout de suite en campagne.

Il fit venir de Liége le général la Bayette et le lieutenant-colonel la Martinière, pour former son train d'artillerie qui, à la vérité, était très-peu considérable. Ces deux officiers ont servi avec un zèle et une intelligence qui passent tout éloge.

Il remit au général Thouvenot et au commissaire Petit-Jean, à leur départ, une instruction pour une levée uniforme de vingt-cinq bataillons belges, à huit cents hommes chacun; il en chargea les officiers-généraux, commandant dans les différentes provinces, et il en nomma inspecteur-général le général Thouvenot; il chargea Petit-Jean de leur habillement, de leur armement, de leurs revues, de leur solde, en conséquence d'un décret rendu par la Convention qui mettait toutes ces troupes à la solde de la France. Jusqu'alors les provinces avaient projeté ou exécuté arbitrairement des levées de légions, de régimens, de corps inégaux, surchargés d'officiers qu'on payait sur la bonne foi d'un comité militaire belgique, très-ignorant, très-fripon, gouverné par un général Rozière, ancien officier français sans mérite ni talens.

Le général Valence, en arrivant de Paris, passa par Anvers pour venir prendre ses instructions. Dumouriez lui communiqua tout son plan, les ordres qu'il avait donnés à Miranda, et ceux qui regardaient l'armée qu'il allait commander, pour

protéger d'abord le siége de Maëstricht, et pour le continuer ensuite, s'il n'était pas pris lorsque Miranda serait obligé de partir pour Nimègue. Il lui recommanda de visiter ses quartiers d'hiver et ceux de l'armée entière, d'indiquer un point de rassemblement, de veiller sur les mouvemens des ennemis, et de se disposer à les observer, et même à les combattre, s'ils tentaient de marcher au secours de Maëstricht, comme on devait s'y attendre. Il lui recommanda surtout de faire diligence, et de se bien concerter avec Miranda. Il envoya en même temps ordre au général Lanoue d'obéir au général Valence à qui il recommanda de bien s'entendre avec le général Thouvenot, qui ne pouvait que lui être infiniment utile.

Le comité des finances de la Convention nationale, se méfiant des généraux, ou voulant les contrarier, avait ordonné que les trésoriers ne fourniraient aux troupes que la solde, sans assigner de fonds pour les autres dépenses, quoique les troupes fussent sans armes, sans habits, sans souliers. Le trésorier de l'armée n'avait donc fait les fonds pour le corps de troupes destiné à l'expédition de la Hollande, que pour la solde de quinze jours, et ces fonds ne montaient qu'à deux cent quarante mille livres. C'est tout ce qui a été mis en caisse pour l'expédition de Hollande, qui n'a même pas coûté cette somme, parce que l'armée a vécu aux dépens du pays. Il y avait cependant une quan-

tité prodigieuse de dépenses accessoires à faire.

Malgré toutes les vexations des Français, toute la nation belgique rendait justice au général Dumouriez. Aucune ville en Europe ne rassemble autant de riches capitalistes qu'Anvers. Depuis la destruction de son commerce, les habitans ont suppléé à cette source de richesses par la plus stricte économie. Ils ne dépensent qu'une petite partie de leurs revenus; du surplus, ils en font de nouveaux capitaux qu'ils accumulent et augmentent tous les ans. Le général assembla les magistrats et les notables, et il ouvrit un emprunt de douze cent mille florins. Un négociant nommé Verbrouck fut chargé de la recette, et le commissaire-ordonnateur Petit-Jean fut chargé de donner tous les ordres pour l'emploi de ces fonds. Cet emprunt a produit deux cent mille florins, qui ont été une ressource très-précieuse. Ils ont servi à habiller et à armer la légion du Nord, les hussards de la république et plusieurs autres corps français ou belges. Le général Dumouriez, qui n'a pas même eu le temps de voir le détail de l'emploi de cet emprunt, et qui était en Hollande pendant qu'on le percevait et qu'on l'employait, a encore été calomnié à cet égard. On a dit aux Jacobins, et depuis à la Convention, qu'il avait mis cet emprunt dans sa poche. Un homme, occupé d'aussi grands intérêts que ceux qui l'agitaient, ne pense guère à l'argent.

Il publia, avant d'entrer en Hollande, un ma-

nifeste qui, avec beaucoup de raison, a choqué la maison d'Orange (1). Cette pièce, dans une guerre ordinaire, eût été très-déplacée, quoique l'histoire nous accoutume à voir ordinairement précéder les hostilités entre les peuples les plus civilisés, par des injures et des accusations mutuelles. Mais on aurait tort d'attribuer au caractère moral du général Dumouriez ce que lui imposait son caractère public. Il s'agissait d'encourager un parti très-considérable que ses malheurs précédens avaient rendu timide; il s'agissait d'abattre le courage et l'espoir des partisans du stathouder; il était nécessaire de séparer la nation de sa cause, et de la lui rendre personnelle; cela était même strictement juste, car la nation hollandaise ne désirait pas la guerre, elle la craignait même comme très-contraire à ses intérêts. C'est donc une pièce de circonstance qui, d'ailleurs, le mettait à l'abri d'être censuré et poursuivi trop vivement par la Convention nationale dont il avait tout à craindre, jusqu'à ce qu'il fût parvenu à pénétrer en Hollande.

Non-seulement tous ces préparatifs furent faits, mais l'armée fut prête en dix jours, et les premières colonnes entrèrent le 17 sur le territoire hollandais. Ce qui était le plus important, c'était

---

(1) Le lecteur trouvera dans les pièces officielles placées à la fin de ce volume ce manifeste de Dumouriez aux Bataves, et la réponse qui fut faite par les états-généraux de Hollande (A).

(*Note des nouv. édit.*)

de cacher à tout le monde la faiblesse de ce corps de troupes ; le général s'y appliqua, et réussit si bien, que les troupes elles-mêmes ne se croyaient pas moins fortes que de trente mille hommes. Quant aux Hollandais, ils ont toujours cru avoir affaire à une armée très-considérable, et ceux des habitans d'Anvers qui leur donnaient des nouvelles, les confirmaient dans cette fausse opinion, en exagérant le nombre de ces troupes qui passaient au travers de la ville.

CHAPITRE III.

Rassemblement de l'armée ; sa force. — Premiers mouvemens. — Rencontre de l'ambassadeur de Suède. — Prise de Bréda, Klundert, Gertruydenberg. — Siége de Willemstadt. — Blocus de Berg-op-Zoom, Steenberg. — Sommation d'Heusden. — Le général au Mordyck. — Préparatifs pour le passage par le Mordyck et Roowært. — Second projet par Gertruydenberg. — Le général reçoit ordre de partir, quitte son armée. — Instruction qu'il laisse au général de Flers.

L'armée fut rassemblée le 17 en avant d'Anvers sur le territoire hollandais, depuis Berg-op-Zoom jusqu'à une lieue de Bréda, dans des cantonnemens serrés où elle eut ordre de se maintenir ; elle attendit là son artillerie ; et le général qui avait beaucoup de choses à régler, tant pour son expédition, que pour ce qui regardait la grande armée de la Meuse et les affaires des Pays-Bas, fut obligé de rester à Anvers jusqu'au 22, et n'en put partir que ce jour là avec l'artillerie et les dernières colonnes.

Cette armée était composée de vingt-un bataillons, dont deux seulement de troupes de ligne, le quatre-vingt-dixième régiment, ci-devant Conti, qui n'avait pas fait la guerre, et la gendarmerie nationale. Ces vingt-un bataillons au complet auraient fait de douze à quatorze mille hommes, mais il n'y en avait pas dix mille sous les armes.

Trois bataillons de volontaires avaient fait la

campagne précédente en Flandre, tous les autres étaient de nouvelles levées, la plupart des enfans de treize à seize ans. Il n'y avait que huit bataillons qui eussent du canon. La cavalerie consistait en cent hommes excellens du vingtième régiment de cavalerie, cinquante dragons du sixième régiment, le huitième régiment de hussards, formant à peu près trois cents hommes, mal armés, mal montés et de nouvelle levée, cent hussards belges assez bons, quatre-vingts dragons bataves, et trois cents hommes à cheval de la légion du Nord, commandée par le colonel Westermann, de nouvelle levée et très-indisciplinée. Cela formait environ mille chevaux. Les troupes légères consistaient en trois bataillons bataves, qui ont fort bien servi, faisant à peu près quinze cents hommes, environ mille Belges levés à Bruges et à Gand, dont deux cents dragons à pied, et l'infanterie de la légion du Nord, d'à peu près douze cents hommes, très-pillards et médiocres soldats. Enfin cette armée, qui, au complet, aurait pu monter à dix-huit mille hommes, formait en totalité un corps de treize mille sept cents combattans. Son artillerie consistait en quatre pièces de douze, huit de huit, quatre mortiers de dix pouces, vingt petits mortiers pour des grenades, et quatre obusiers.

Le général divisa cette petite armée en quatre parties. Une avant-garde, composée de deux bataillons de gardes nationales, deux bataillons bataves, le corps des Belges, une partie de la légion

du Nord, les cinquante dragons du sixième régiment et les quatre-vingts dragons bataves, enfin la cavalerie de la légion du Nord; elle était commandée par le général Berneron. La division de droite, commandée par le général d'Arçon, ayant sous lui le colonel Westermann, était composée de neuf bataillons de gardes nationales et des deux bataillons de gendarmerie, qui ne comptaient que pour un, avec la moitié des hussards de la république. La division de gauche, commandée par le colonel Leclerc, chef du régiment de Bouillon, que le général avait fait venir de la grande armée, était pareillement composée de neuf bataillons, dont un de troupes réglées et de cent cinquante hussards de la république : il est à noter que ce régiment de hussards, faute de chevaux et d'armes, était resté en arrière, qu'il n'a rejoint qu'à Bréda en très-mauvais ordre, et que le général a été obligé de casser le colonel, nommé Dumont, qui était un tailleur de Lille, imbécille, ivrogne et fripon, mais grand jacobin; il donna ce régiment au lieutenant-colonel Morgan, un de ses aides-de-camp. L'arrière-garde, commandée par le colonel Tilly, un des aides-de-camp du général, était composée d'un bataillon de gardes nationales, d'un bataillon batave, de deux cents Belges, de cent hommes du vingtième régiment de cavalerie et des cent hussards belges. Le général attacha à chacun de ces quatre corps une petite division d'artillerie. C'est avec cette armée que le général entreprit la

conquête de la Hollande, parce qu'il savait qu'il y avait un parti puissant qui l'attendait avec impatience, et qui devait se déclarer à mesure qu'il entrerait dans le pays. Il n'eut ni le temps, par la rapidité de ses mouvemens, ni le moyen, faute d'officiers à la tête des corps, d'organiser cette armée, et de lui donner de la discipline et de l'ensemble. Mais elle était pleine d'ardeur et de confiance; l'expédition à laquelle il la menait était un coup de main très-convenable au génie de la nation. Le général prévint ses troupes de la rigueur du climat, de la quantité de places fortes à prendre, entourées d'inondations, de canaux, de bras de mer à traverser; mais en leur peignant tous ces obstacles, il leur annonçait qu'une fois arrivés en Hollande, ils trouveraient en abondance des amis, des vivres, des armes, des habits et de l'argent.

Le soldat français est très-spirituel, il faut raisonner avec lui; et dès que son général a le bon esprit de le prévenir sur les obstacles qu'il rencontrera, il ne pense plus qu'à les vaincre, et il s'en fait un jeu. Si au contraire on lui cache ses dangers, il s'étonne en les apercevant; et une fois que le découragement le presse, ou plutôt le dégoût de ce qu'on veut lui faire faire, la méfiance s'en mêle, il devient presqu'impossible de le rallier et d'en tirer aucun parti.

Le général avait fait partir, le 16, le général Berneron avec l'avant-garde; il lui avait annoncé qu'il serait soutenu par échelons, par le corps

d'armée. L'instruction qu'il lui avait donnée par écrit lui prescrivait, 1° d'envoyer sur-le-champ un corps détaché de huit cents hommes d'infanterie et cent de cavalerie, commandé par le lieutenant-colonel Daendels, hollandais, au Mordyck, pour y arrêter tous les bateaux, ainsi qu'à Swaluwe et à Roowært, et les garder; 2° d'établir son avant-garde sur la petite rivière de Merck, depuis Oudenbosch et Sevenbergen jusqu'à Bréda; 3° d'établir un pont sur la Merck, pour se donner une communication assurée par le lieutenant-colonel Daendels, et pouvoir le soutenir contre les sorties des garnisons voisines.

Il y avait dans Berg-op-Zoom, Gertruydenberg et Bréda trois régimens de dragons, qui étaient plus forts que toute la cavalerie du général, et assez d'infanterie pour les soutenir. Il est certain que s'ils se fussent réunis, et qu'ils eussent été joints par la cavalerie de Bois-le-Duc et Heusden, ils auraient suffi pour replier l'avant-garde, et faire échouer l'expédition; mais le général Dumouriez savait qu'il n'y avait pas un seul général hollandais, chargé de la défense du pays, qui pût rassembler cette cavalerie; et il était sûr, que n'y ayant pas un plan de défense générale, chaque commandant de place, ne pensant qu'à lui, ne voudrait compromettre extérieurement aucune partie de sa garnison, contre une armée que chacun d'eux croyait très-forte, et qui paraissait, par l'étendue de son cantonnement, menacer plusieurs villes à la fois. Chaque commandant ne s'étant pas attendu à une

attaque aussi prompte, et dans cette saison, était assez embarrassé à travailler à mettre sa place en état de défense.

Le général, en arrivant le 22 à son premier cantonnement, fut étonné et affligé de voir que ses ordres n'avaient point été exécutés, qu'aucune partie de l'avant-garde n'avait encore passé la Merck, ce qui avait donné le temps aux Hollandais de retirer tous les bateaux du Mordyck vers l'autre bord, du côté de Dort, sous la protection de trois bâtimens garde-côtes, qu'ils faisaient stationner dans ce passage. Cette première faute lui rendait le passage plus difficile et presque impossible, s'il ne trouvait pas d'autres bateaux pour remplacer ceux sur lesquels il avait compté.

Il poussa sur-le-champ en avant Berneron et Daendels. Il ordonna au général d'Arçon avec la division de droite de bloquer Bréda, et au colonel Leclerc avec la division de gauche de bloquer, par un cantonnement serré, Berg-op-Zoom et Steenberg. Les commandans de ces deux dernières places abandonnèrent tous les dehors; le colonel Leclerc s'empara du petit fort de Blaw-Sluys en avant de Steenberg, et fit sommer le commandant. Celui de Berg-op-Zoom hasarda deux ou trois petites sorties qui ne produisirent que quelques déserteurs qui vinrent s'engager dans les Bataves.

Le général avec son arrière-garde s'avança entre les deux divisions de son armée à Sevenbergen, et il porta devant lui l'avant-garde dans la partie du

Princeland où sont les deux places de Klundert et Williemstadt, qu'il lui ordonna d'assiéger, et il ordonna au lieutenant-colonel Daendels de se porter au Nordschantz, pour couper la communication entre Williemstadt et Klundert : cet officier y trouva trois petits bâtimens pontés qu'il garda, pour exécuter, quand il en serait temps, la partie de l'entreprise dont il était personnellement chargé. Le général avait nommé colonels MM. Koch et de Nyss; le premier, plein d'audace et d'éloquence, devait accompagner Daendels; le second, plein de sagesse et de courage, devait rester auprès de lui.

Il ne se dissimulait pas la difficulté du passage du Mordyck, et voici, dans le premier projet, comment il comptait l'exécuter. D'après l'instruction donnée au général Berneron, Koch et Daendels devaient, dès le 17, se trouver au Mordyck avec neuf cents hommes soutenus par toute l'avant-garde placée sur la Merck. Ils devaient y ramasser tous les bateaux qu'ils auraient trouvés sur la côte. Dès le 21 ou le 22 au plus tard, ils devaient, en s'entassant dans ces bateaux pour un passage d'à peu près deux lieues, aborder à l'île de Dort, entrer dans la ville, sur laquelle ils comptaient désarmer ou joindre à eux à peu près deux cent cinquante hommes qui y étaient en garnison, avec l'aide des habitans qu'ils espéraient faire déclarer, et amener de Dort au Mordyck plus de cent bâti-

mens pontés qui s'y trouvaient tout grées, en mettant du canon sur trois ou quatre des plus forts, qui feraient l'avant-garde, pour chasser les trois petits bâtimens garde-côtes, qu'ils prétendaient même tenter d'enlever à l'abordage, ces bâtimens étant très-mal armés et très-faibles d'équipages. L'armée alors devait arriver à Sevenbergen, Oudenbosch, Mordyck et Swaluwe, et devait passer en une ou deux divisions, protégée par son arrière-garde qui aurait coupé le pont de la Merck pour en défendre le passage contre les garnisons qui auraient pu sortir pour l'inquiéter. Une fois trois ou quatre mille hommes passés, le pont était fait; une fois l'armée à Dort, il n'y avait plus d'obstacles à craindre.

Le jour que le général quitta Anvers, il eut à souper, dans un village, le baron de Staël, ci-devant ambassadeur de Suède en France, qui allait à Paris, et qui lui apprit que toute la partie de l'Allemagne et de la Hollande, qu'il venait de traverser, lui souhaitait les plus grands succès, et qu'on l'attendait à Utrecht où son logement était préparé. Il lui confirma ce que le général savait déjà, que la plus grande consternation régnait dans le parti stathoudérien. Sans vouloir pénétrer le secret de son voyage, le général lui conseilla d'attendre le succès de son expédition avant de s'ouvrir avec le ministère de France, pour ne pas compromettre sa cour et se faire désavouer,

et, dans tous les cas, de ne dire à Paris que ce qu'il voudrait bien qui fût imprimé et su de tout le monde. Ce ministre l'assura qu'il n'allait que pour ses affaires particulières. Le général, avant son départ d'Anvers, avait donné le même conseil à un personnage très-important de la Pologne, qui était pareillement venu le voir. Sa maxime était de compromettre le moins qu'il pouvait les nations étrangères avec un ministère esclave d'une assemblée de sept cents factieux qui n'avaient ni expérience, ni justice, ni discrétion.

Le premier plan du général avait été totalement dérangé par la négligence que les commandans de l'avant-garde avaient apportée dans l'exécution de sa première instruction. Il ne perdit cependant pas l'espoir de réussir, mais il fit de nouvelles dispositions. Il avait trouvé dans les canaux, entre Oudenbosch et Sevenbergen, vingt-trois bateaux pontés, depuis vingt jusqu'à soixante-dix tonneaux. Il chargea un commissaire des guerres, nommé Boursier, homme zélé et intelligent, de les faire arranger pour porter douze cents hommes. Quatre devaient porter du canon et faire l'avant-garde de cette flottille. Il ordonna la levée de tous les charpentiers et de tous les matelots des petits ports des environs, il assigna à ces hommes une forte paie sur les fonds que le comité hollandais prélevait sur les biens appartenant en propre au prince d'Orange et à ses partisans connus.

Depuis son entrée en Hollande, l'armée ne coû-

tait plus que sa solde. Le pays fournissait gratuitement les vivres et les fourrages, les habitans offraient et donnaient de l'argent pour favoriser le succès de l'expédition. Jamais armée n'a été reçue avec plus de cordialité, et jamais soldats n'ont moins mérité une réception aussi amicale, car les gendarmes et les troupes légères se permettaient tous les crimes. Il n'en était pas de même des troupes de ligne et des gardes nationales qui se sont toujours conduites avec honneur et humanité.

Comme la préparation de la flottille demandait du temps, le général fit encore un autre changement dans sa première disposition. D'après son premier projet, il ne devait que masquer les places fortes, et se glisser, pour ainsi dire, entre elles, pour aller s'embarquer sur-le-champ au Mordyck. Alors il avait le temps d'insulter ces places, et il comptait assez sur la faiblesse et l'inexpérience des commandans et des garnisons, pour espérer d'en enlever au moins une, ce qui devait donner un grand relief à ses armes, et lui procurer de l'artillerie et des munitions, dont il était assez mal pourvu.

Il ne voulait point faire de siége en règle. 1°. Parce qu'il aurait fallu, pour le pousser, rassembler en un seul point sa petite armée, dont l'ennemi aurait bientôt connu la faiblesse. 2°. Parce qu'il n'aurait plus été le maître de la campagne, et qu'il eût été alors très-facile aux garnisons des places qui auraient été libres, de revenir de leur

étonnement, de se mettre en campagne, de lui couper sa communication avec Anvers, et d'aller chasser ses travailleurs, et détruire sa petite marine, sa seule espérance. Ainsi, sans rien déranger à la première disposition des cantonnemens, en continuant de faire bloquer par le colonel Leclerc Berg-op-Zoom et Steenberg, il ordonna au général d'Arçon d'attaquer Bréda, et il fit en même temps attaquer Klundert par son avant-garde.

Bréda est une place renommée pour sa force; elle était garnie de deux cents pièces de canon, bien palissadée, et couverte par une inondation. Deux mille deux cents hommes d'infanterie et un régiment de dragons défendaient la place; mais le gouverneur, le comte de Byland, était homme de cour, et n'avait pas fait la guerre. Les troupes prenaient leur pain chez le boulanger, leur viande chez le boucher, et n'avaient point de magasins. Les places hollandaises, pour la plupart, sont couvertes d'inondations, et hérissées d'ouvrages extérieurs, mais beaucoup manquent de cazemates. Les habitans, quoique sujets particuliers du prince, étaient fort attachés à la faction contraire. Le général d'Arçon, sans ouvrir de tranchée, dressa deux batteries de quatre mortiers et quatre obusiers, très-près de la place, du côté du village de Hage. Les ennemis répondirent par un feu très-vif pendant trois jours. Le quatrième, il ne restait plus que soixante bombes au général d'Arçon; il allait être forcé de lever le siége, après les avoir tirées, lors-

que le colonel, Philippe de Vaux, aide-de-camp du général Dumouriez, qui entrait pour la seconde fois dans la place, pour réitérer la sommation, ayant annoncé au comte de Byland, que le général Dumouriez allait arriver avec toute son armée, et qu'alors il n'y aurait aucun quartier à espérer, détermina le gouverneur, de l'aveu de tous les officiers de sa garnison, à capituler. On lui accorda les honneurs de la guerre et tout ce qu'il voulut. Les Français entrèrent dans la place qui n'était point du tout endommagée, n'y ayant eu que quelques maisons offensées par nos bombes. On y prit deux cent cinquante bouches à feu, près de trois cents milliers de poudre, et cinq mille fusils de munition dont nous avions grand besoin. Ce siége n'avait pas coûté vingt hommes des deux côtés. Les Français poussaient la témérité jusqu'à danser la *Carmagnole* sur les glacis, du côté qui n'était pas inondé. Trente dragons de Byland firent une sortie sur les danseurs, en sabrèrent quelques-uns et rentrèrent dans la place avec six prisonniers, ayant perdu quelques hommes et quelques chevaux. L'armée assiégeante était de cinq mille hommes, dont encore à peu près douze cents détachés s'emparèrent de plusieurs forts postés sur les écluses, du côté d'Heusden.

Klundert fut pris deux jours après. C'est un petit fort, très-régulier, au milieu d'un terrain inondé. Il fut défendu très-vigoureusement, mais sans beaucoup d'intelligence, par un brave lieute-

nant-colonel westphalien, qui n'avait que cent cinquante hommes de garnison. Berneron avait établi une batterie de quatre canons et quantité de petits mortiers derrière la digue même d'inondation, à cent cinquante toises de la place, de sorte que toutes les maisons de la petite ville de Klundert étaient percées à jour : le commandant n'ayant plus aucun abri, après avoir répondu pendant plusieurs jours à ce feu par un feu aussi violent, mais sans effet, prit le parti d'enclouer ses canons et de tâcher de se sauver dans Williemstadt avec sa garnison. Il fut coupé en chemin par un détachement batave, commandé par le lieutenant-colonel Hartmann à qui il brûla la cervelle ; mais il eut aussitôt le même sort : on le rapporta mort à Klundert, et on trouva les clefs de la place dans sa poche ; on fit la garnison prisonnière. On trouva dans la place cinquante-trois pièces de canon, quelques mortiers, beaucoup de bombes et de boulets, et à peu près quatre-vingts milliers de poudre. Le général donna ordre à Berneron d'aller sur-le-champ assiéger Williemstadt ; on remit dix pièces de l'artillerie de Klundert en état de servir, et c'est avec les munitions de cette petite place que le général Berneron a entrepris le nouveau siége.

Le général ordonna pareillement au général d'Arçon d'aller assiéger Gertruydenberg. Cette place est petite et assez mauvaise du côté de Ramsdonck, n'ayant par-là qu'une simple enceinte

derrière la rivière, et étant dominée. Mais sur la rive gauche de la Donge, elle est couverte d'une bonne inondation et de deux rangs d'ouvrages extérieurs très-forts, et qu'on n'aurait pas pris en trois semaines, s'ils avaient été défendus avec vigueur et intelligence. La garnison était composée du régiment de Hirtzel de huit à neuf cents hommes, et du superbe régiment des dragons, gardes du stathouder. Le gouverneur était un vieux général-major octogénaire, nommé Bedault. Le général d'Arçon amena devant cette place quelques pièces de canon et quelques mortiers de Bréda. Tous les ouvrages extérieurs furent emportés, ou abandonnés dès le premier jour. D'Arçon en mit deux ou trois pour monter des batteries; dès qu'elles furent prêtes, après quelques coups de canon échangés, le colonel de Vaux entra dans la place, la capitulation fut bientôt arrangée, les honneurs de la guerre accordés; le général Dumouriez arriva sur ces entrefaites, alla dîner avec le vieux général Bedault qui lui avoua qu'il s'était rendu parce qu'il avait en vain attendu qu'on lui envoyât, de Dort ou de Gorcum, des bâtimens pour évacuer la place par eau. Il était tombé quelques bombes dans la ville, dont une sur sa maison.

Pendant le dîner on vint avertir le gouverneur que la capitulation était violée par l'insolence d'un lieutenant-colonel des gardes nationales, ivre, qui voulait entrer dans la ville malgré les gardes, et qui avait voulu tirer un coup de pistolet au lieu-

tenant-colonel d'Hirtzel. Le général Dumouriez se fit amener cet ivrogne, lui arracha son épaulette, et le fit soldat, au grand étonnement de tous les officiers de la garnison, qui intercédaient pour qu'il lui fît grâce.

Le général causa beaucoup avec cette garnison, qui était très-belle ; et il se souviendra toujours de ce que le lieutenant-colonel du régiment d'Hirtzel, se promenant avec lui sur la place, lui dit : *Hodie mihi, cras tibi*. Le bon Suisse était prophète. Cette nouvelle conquête nous donna encore plus de cent cinquante bouches à feu, deux cents milliers de poudre, beaucoup de bombes et de boulets, deux mille cinq cents fusils neufs, et ce qui était bien plus essentiel, un bon port, et plus de trente bâtimens de transport de toutes grandeurs ; on en avait encore pris cinq à Bréda.

Nous n'étions encore que dans les premiers jours de mars. Pendant ces siéges, le général se tenait au Mordyck, pour être au centre de ses opérations ; de-là il veillait sur les siéges qui se faisaient à sa droite et à sa gauche, et sur sa marine. Le commissaire Boursier, avec des peines incroyables, avait trouvé moyen d'armer vingt-trois bâtimens qui avaient des vivres à bord pour douze cents hommes. Il les avait fait descendre par le canal de Sevenbergen à Roowært, qui est une petite anse à un quart de lieue à l'ouest de Mordyck.

Le jour que le général avait établi son quartier dans ce village avec cent chasseurs bataves et cin-

quante dragons, il avait été canonné toute la journée par les trois bâtimens garde-côtes : ayant placé des chasseurs le long de la digue, il avait tué à un de ces bâtimens un gabier, dans les hunes, et un patron de chaloupe, ce qui les avait forcés de s'éloigner. Peu de jours après il avait fait venir de Bréda douze pièces de vingt-quatre, et des munitions, et il avait établi plusieurs batteries, dont une à Roowært, pour protéger la sortie de sa flottille, les autres au Mordyck, pour protéger l'embarquement. Il s'était assuré que son canon portait à plus de mi-canal; effectivement les bâtimens armés ne s'approchaient plus de la côte occupée par les Français.

Il fit pratiquer des huttes, couvertes en paille, le long des dunes, depuis Roowært jusqu'à Swaluwe; le soldat y était gai, mais impatient de passer à l'autre bord. Le général leur disait en plaisantant qu'ils ressemblaient à des castors, et ils appelaient ce cantonnement aquatique le camp des castors. Les vivres ne manquaient pas, les eaux mêmes n'étaient pas mauvaises, et on leur distribuait de l'eau-de-vie tous les matins. A la vérité, le général leur donnait l'exemple de la constance, et n'était pas beaucoup mieux logé qu'eux.

C'est dans cette expédition qu'il s'est fait à lui-même un système de guerre pour les pays inondés. On peut, au moyen des digues, cheminer dans toute la Hollande au travers des inondations, conduire l'artillerie, établir les batteries très-près des

places, et des ouvrages qu'on veut attaquer, à moins que l'ennemi n'ait des bateaux armés, auquel cas il faut lui en opposer.

Il avait parmi ses bataillons volontaires des Gascons, des Bretons, des Normands, des Dunkerquois qui avaient navigué; il se procura ainsi quatre à cinq cents matelots, en leur donnant vingt sous par jour au-delà de leur paie. La flottille de Roowært devait porter son avant-garde. Un marin anglais et un lieutenant de marine hollandaise, avec des pilotes côtiers, devaient diriger ses manœuvres. Cependant, tous ces retards avaient donné le temps aux Hollandais d'augmenter considérablement leur marine dans le Bisbos, qui est la petite mer du Mordyck; elle était déjà de douze bâtimens armés, dont un de vingt canons. Ces bâtimens étaient très-bien disposés pour se correspondre et se secourir. Mais le général, soit qu'il passât avec le flot ou avec le jusant, ayant un vent fait, avait calculé qu'il n'aurait à combattre que la moitié au plus de cette flottille, celle qui serait au vent, et que celle sous le vent ne pourrait rien faire.

Les Hollandais avaient aussi établi quelques batteries au *Stry* et le long de l'île de Dort où on disait qu'on avait fait passer douze cents hommes des gardes anglaises qui débarquèrent dans cet intervalle à Helvoet-Sluys. Mais ce qui prouvait au général qu'on n'avait pas encore de certitude de son projet, c'est que tous les apprêts de la grande défense du prince d'Orange étaient à Gorcum, où

se réunissait l'armée pour s'opposer à sa marche. Cette armée était encore peu considérable, et le renfort des Anglais et des émigrés ne l'augmentait pas de quatre mille hommes.

Cependant, pour continuer à dérouter l'ennemi sur son projet, il faisait continuer le blocus de Berg-op-Zoom et de Steenberg. Le général de Flers était revenu de Paris et avait obtenu un renfort qui était arrivé avec promptitude. Le général lui ordonna de venir occuper avec six mille hommes les cantonnemens du colonel Leclerc, à Rosendael et autour de Berg-op-Zoom, ce qui fut très-rapidement exécuté. Il rapprocha la division de gauche à Oudenbosch et Sevenbergen. Il envoya par sa droite la gendarmerie nationale avec quelque cavalerie, montrer une tête du côté d'Heusden. Un lieutenant-colonel de cette gendarmerie somma cette place, en traitant assez ridiculement le gouverneur de *citoyen-commandant*, au lieu de *monsieur*.

Le siége de Williemstadt continuait toujours et allait fort mal. Le général Berneron avait commencé son attaque de trop loin, consumait beaucoup de munitions et ne faisait aucun progrès. Cette place n'est attaquable que par un front fort étroit : les Hollandais la rafraîchissaient par mer. Le général y envoya Dubois-de-Crancé, ingénieur d'un grand mérite, bien différent de son indigne frère, membre de la Convention nationale ; il lui joignit un capitaine du même corps, nommé

Marescot. Ces deux bons officiers voulurent rapprocher les batteries, ils en tracèrent une à deux cents toises de la place, et comme ils étaient occupés à la construire, ils furent abandonnés par leurs soldats et massacrés par les ennemis qui firent une sortie sur les travailleurs. Cependant Berneron s'y entêta encore, et ne leva le siége qu'après le départ du général.

Dumouriez avait trouvé à Gertruydenberg une marine très-considérable, il voulait en tirer parti et augmenter ses moyens de passage. Il avait à Roowært assez de bâtimens pour son avant-garde : maître de Bréda, Klundert et Gertruydenberg, il n'avait plus à craindre d'être inquiété sur ses derrières, puisqu'il laissait derrière lui le corps d'armée du général de Flers pour continuer le blocus de Steenberg et Berg-op-Zoom; il avait donc rapproché son arrière-garde et l'avait cantonnée à Swaluve où il y avait quelques barques qui devaient servir à la passer. Il fit le projet de se servir des bâtimens de Gertruydenberg pour embarquer sa division de droite.

Le passage de Gertruydenberg à l'île de Dort est un peu plus long que celui du Mordyck. A la droite, et même en avant de ce port, le *Bisbos* est rempli de bas-fonds et d'un archipel de petites îles détachées du continent de Gorcum, dont la plupart sont couvertes d'arbres et de taillis. On y aborde par des canaux serpentant dans ces îles. La marine hollandaise ne pouvait pas en approcher,

n'y ayant pas assez d'eau. Ils avaient cependant placé sur différens points trois barques armées chacune de quatre canons et de trente hommes d'équipage. En dehors de ces îles, dont plusieurs sont couvertes d'eau à la haute mer, il y en avait une plus élevée, sur laquelle était une petite ferme avec une canardière, appartenant à un habitant de Gertruydenberg. Cette petite île, que les gros bâtimens armés des Hollandais ne pouvaient approcher que de sept à huit cents toises, n'était séparée de l'île de Dort que par un canal d'environ six cents toises. Sur le rivage opposé de l'île de Dort était une batterie de six pièces de canon, dans un terrain bas et fangeux; sous cette batterie mouillait un bâtiment de quatorze canons.

Le général fit le projet de faire passer dans cette île six pièces de canon de vingt-quatre et deux bataillons, d'y établir une batterie pour déloger la frégate qui ne pouvait avoir que du petit calibre, de faire suivre les bâtimens les plus légers de Gertruydenberg, remplis de troupes, et de passer par-là avec sa division de droite. Comme on pouvait être forcé de combattre, pour arriver dans l'île, un des bateaux de quatre canons stationnés dans les canaux, on destina plusieurs grandes chaloupes remplies de soldats choisis pour l'abordage, et on fit placer deux canons sur le pont de deux bâtimens qui devaient faire l'avant-garde de la flottille, et qui devaient être commandés, l'un, par un officier de marine anglais, nommé

White, et l'autre par le lieutenant-colonel La Rue, aide-de-camp du général, qui avait servi sur mer. Tout fut préparé avec tant de célérité, que le passage devait se tenter dans la nuit du 9 au 10. Mais la destinée avait arrangé loin de là des événemens qui ont anéanti tous ces projets, qui ont remplacé ces premiers succès par un enchaînement de malheurs qui se sont suivis avec la même rapidité, et qui ont décidé le sort de la guerre.

Le général, au milieu de ses projets et de ses succès rapides, était livré aux plus vives inquiétudes depuis les premiers jours de mars. Le général Miranda avait commencé le siége de Maëstricht le 20 février ; mais quoiqu'il eût réussi à mettre le feu dans plusieurs quartiers de cette ville, elle se défendait par le secours des émigrés qui s'y trouvaient rassemblés en grand nombre, conduits par M. d'Autichamp, excellent lieutenant-général de l'armée de Condé, auquel les Hollandais doivent, à ce qu'on dit, le salut de cette place.

Le général Champmorin s'était emparé sans opposition du fort de Stevenswert sur la Meuse, et du fort Saint-Michel, qui forme sur la gauche de cette rivière la tête de pont de Venloo; le général n'avait pas pu occuper cette ville, ayant été prévenu par les Prussiens qui s'y étaient établis.

Le général Valence, quoiqu'avec des talens, n'avait pas encore acquis assez d'autorité sur les troupes pour suppléer entièrement à l'absence de Dumouriez. Il restait à Liége, et les quartiers d'hi-

ver n'avaient été ni levés, ni rapprochés. Les généraux étaient en mauvaise intelligence.

Le général Stengel occupait les quartiers autour d'Aix-la-Chapelle. C'était un excellent officier de troupes légères, et très en état de commander une avant-garde. Le général Dampierre commandait dans Aix-la-Chapelle où il s'occupait de plaisirs et de rapines. C'était un fou ambitieux, sans talens, audacieux jusqu'à la témérité, et en même temps timide par ignorance; d'ailleurs ennemi de tous ses supérieurs, et machinant, avec les jacobins de Paris, pour les calomnier, dans l'espoir d'être fait général en chef (1).

Le prince de Cobourg, qui était arrivé à Cologne, connaissant les désordres et la désunion des chefs, et la mauvaise disposition des troupes françaises, rassembla son armée, et marcha sur Aldenhoven par où il pénétra sans obstacle. Tous les quartiers se replièrent sur Liége dans la plus grande confusion, et sans combat. Le général Le Veneur, qui commandait l'attaque de Maëstricht du côté de Wyck, eut le temps et le bonheur de retirer son canon et de repasser la Meuse. Les Impériaux entrèrent sans difficulté dans Maës-

---

(1) Cette partialité vraiment injuste avec laquelle Dumouriez s'exprime à l'égard du général Dampierre, ne surprendra plus lorsque l'on se rappellera que ces deux généraux s'étaient continuellement trouvés en opposition pendant cette campagne et la précédente, et que leur mésintelligence allait jusqu'à la haine.

(*Note des nouv. édit.*)

tricht. Miranda pouvait encore continuer à la bombarder par la rive gauche de la Meuse, réunir son armée dans une position respectable, entre Tongres et Maëstricht, et arrêter là le prince de Cobourg.

C'est ce que lui ordonna le général Dumouriez sur la première nouvelle qu'il reçut de ce désastre. Ce fut aussi l'avis du général Valence qui, peu de jours après, sauva une colonne de vingt-sept bataillons, qui se retirait de Liége, en exécutant lui-même une charge vigoureuse de cavalerie, dans la plaine de Tongres. Le lieutenant-général Lanoue avait montré la plus grande bravoure dans la retraite d'Aix-la-Chapelle.

Miranda perdit la tête (1). Il prit sur lui d'ordonner d'abandonner la Meuse. Les Impériaux suivirent leur victoire, passèrent la Meuse, entrèrent dans Liége où ils prirent les magasins que les Français commençaient à rassembler, surtout pour leur habillement. La consternation était si grande dans cette armée, qu'excepté la grosse artillerie qui fut emmenée à Louvain, et de-là à Tournay, rien ne fut sauvé, pas même les bagages des troupes.

---

(1) Miranda, dans ses notes critiques sur cette partie des Mémoires de Dumouriez, rejette tous les torts sur le général Valence. Suivant lui, l'auteur aurait commis une erreur de nom, et l'on devrait lire ainsi : *Valence perdit la tête*. Miranda invoque à cet égard le témoignage du conventionnel Gossuin.

(*Note des nouv. édit.*)

Les deux généraux réunirent leurs forces dans le camp de Louvain.

Champmorin, qui ne pouvait plus se soutenir sur la rive gauche de la Meuse, évacua Stewenswert et le fort Saint-Michel où il aurait dû laisser des garnisons, et se retira sur Diest, ainsi que le général La Marlière, qui était à Ruremonde. Cette retraite laissait les Prussiens maîtres de la Basse-Meuse. Ils pouvaient traverser la Campine et venir tomber, par Anvers ou par Bois-le-Duc, sur les derrières de l'armée qui opérait en Hollande. Le prince Frédéric de Brunswick perdit un temps précieux dont le général Dumouriez profita ensuite pour mettre cette partie à couvert.

L'armée était entièrement découragée; elle s'en prenait à ses officiers-généraux, surtout à Miranda qui courut même des risques. Cependant le général Valence, aidé du général Thouvenot, parvint à remettre un peu d'ordre, mais la désertion fut énorme. Plus de dix mille hommes se retirèrent jusqu'en France. L'armée demandait à grands cris le général Dumouriez. Les commissaires de la Convention lui envoyaient courrier sur courrier pour le faire revenir. Il mandait toujours qu'on pouvait tenir dans la position de Louvain où on avait rassemblé l'armée, et qu'il n'y avait encore rien de perdu, si on lui laissait le temps d'exécuter son expédition. Cela était vrai. Les généraux Valence et Thouvenot en convenaient eux-mêmes. Quant à Miranda, autant il avait montré

de confiance jusque-là, autant il était abattu par les dernières circonstances qui justifiaient les dépêches du général Valence qui avait toujours prédit des événemens funestes, pendant que toutes les lettres de Miranda annonçaient toujours qu'il n'y avait rien à craindre du rassemblement des Impériaux : il aurait eu raison, si les Français leur eussent opposé un rassemblement pareil, ce qu'ils pouvaient et devaient faire. Il est à présumer que le prince de Cobourg n'aurait pas tenté le sort d'une bataille, et les Français ne devaient pas craindre de la donner.

Les commissaires de la Convention s'en allèrent précipitamment à Paris, y firent un rapport si alarmant, peignirent si vivement la consternation des soldats, qu'il fut décidé que le général Dumouriez pouvait seul remédier à des dangers aussi imminens et sauver l'armée; qu'on lui envoya l'ordre le plus absolu d'abandonner l'expédition de Hollande et d'aller se mettre sur-le-champ à la tête de la grande armée. Il reçut cet ordre le 8 au soir, et il partit le 9 au matin, le désespoir dans l'ame.

Il laissait l'armée aux ordres du général de Flers, qu'il savait être incapable, mais il n'avait pas un autre officier-général à mettre à sa place. Le général d'Arçon était perclus de rhumatismes, ne pouvait pas continuer la campagne, et refusait même le grade de lieutenant-général que Dumouriez venait d'obtenir pour lui, en récompense de la prise de Bréda. Il se retira à Anvers. Le lieute-

nant-général Marassé, ancien militaire, plein d'expérience, d'honneur et de courage, commandant à Anvers, ne pouvait pas, vu son grand âge, être chargé d'un commandement actif. Le projet du général était, aussitôt son arrivée à l'armée, d'y envoyer le général Miranda.

Il laissait à cette armée son chef d'état-major, le colonel Thouvenot, qui en était l'ame. Il lui laissa copie des instructions du général de Flers, à qui il recommanda de ne rien faire que de concert avec le colonel Thouvenot. Il ordonna qu'on entreprît tout de suite le passage de Gertruydenberg; que si ce passage réussissait, le général de Flers se tînt à Dort et lui envoyât un courrier pour recevoir ses ordres subséquens.

Mais le départ de Dumouriez glaça tous les cœurs de cette armée; ceux qui avaient montré le plus d'audace et d'impatience trouvaient alors l'entreprise impossible. Elle le devint effectivement quelques jours après; la marine hollandaise se renforça, les Prussiens s'avancèrent par Bois-le-Duc. Alors de Flers, d'après la partie de son instruction, en cas que le passage n'eût pas lieu, se jeta dans Bréda avec six bataillons et deux cents chevaux; le colonel Tilly dans Gertruydenberg avec trois bataillons et cinquante chevaux. Le reste de l'armée se retira à Anvers, grâce au colonel de Vaux et au colonel Thouvenot, qui évacua avec la plus grande constance les batteries du Mordyck sans rien perdre, et qui sauva l'armée entièrement découragée et en

désordre. Thouvenot fit sauter les fortifications de Klundert, n'ayant pas le temps d'armer cette petite place.

Ainsi se termina l'entreprise de la Hollande, conçue et préparée en dix jours, et qui eût probablement réussi sans la retraite d'Aix-la-Chapelle. Elle ne coûtait pas un sou à la France. Il lui restait deux bonnes places qui devaient arrêter l'ennemi, et qui pouvaient servir de places d'armes, en cas qu'on reprît le projet de la Hollande. Il n'y avait de ce côté que des avantages et point de honte; mais toutes les espérances de Dumouriez étaient perdues, et il fallait, tant pour le dehors que pour le dedans de la France, qu'il fît de nouveaux plans.

CHAPITRE IV.

Le général arrive à Anvers; fait partir les commissaires; arrive à Bruxelles; parle aux représentans du peuple; écrit à la Convention; fait arrêter Chepy et Estienne; diverses ordonnances; arrive le 13 à Louvain. — Les commissaires de la Convention viennent l'y trouver.

Tous les momens du général depuis son départ de Paris avaient été employés à son expédition de la Hollande et aux dispositions militaires de la grande armée; il gémissait, autant que les Belges eux-mêmes, de l'odieuse tyrannie qu'exerçait contre eux la Convention nationale, et surtout par les commissaires du pouvoir exécutif. L'insolence de ces satellites de l'avarice et de l'oppression égalait leur scélératesse; elle était même ridicule. La plupart se faisaient rendre les honneurs militaires, et ne marchaient qu'accompagnés de gardes et d'ordonnances. Ne se trouvant pas encore assez nombreux pour étendre leurs extorsions, ils se multiplièrent eux-mêmes en donnant à d'autres misérables des commissions.

En passant à Bruges, on avait donné un bal où le général avait assisté : un petit monsieur qui dansait vint l'aborder en lui annonçant qu'il était commissaire du pouvoir exécutif, et qu'il se rendait à Ostende et Nieuport, pour faire monter des batteries, et mettre ces deux places en état de dé-

fense. Le général lui dit très-sévèrement de se renfermer dans ses fonctions civiles, de les exécuter très-modérément, et de ne pas se mêler du tout de la partie militaire.

Un autre nommé, je crois, Lieutaud, qui résidait à Ruremonde, auprès du général La Marlière, écrivait une longue lettre à Dumouriez, dans laquelle il le tutoyait, et lui ordonnait d'abandonner toute autre entreprise pour marcher au secours de Ruremonde. Le général avait envoyé cette lettre au ministre Lebrun, se contentant seulement d'ajouter de sa main, par apostille : *Cette lettre devrait être datée de Charenton.*

Un troisième, nommé Cochelet, qui résidait à Liége, ayant reçu la déclaration de guerre décrétée le 1er février, avait pris un détachement, s'était transporté sur le territoire hollandais devant Maëstricht, y avait proclamé la guerre, avait fait arracher les poteaux sur lesquels étaient les armes des États-Généraux, et avait pris possession de la Hollande au nom de la république française. Cette parade absurde avait donné le temps au gouverneur de Maëstricht de faire rentrer ses fourrages et sa cavalerie cantonnée dans le territoire hors de la ville, que le général Miaczinsky allait enlever. Le général Miranda, que cette démarche contrariait, ayant voulu le trouver mauvais, parce qu'il n'était pas prêt à opérer, Cochelet lui avait écrit une lettre insolente, dans laquelle il lui ordonnait de *prendre* Maëstricht, avant le 20 février,

sans quoi il le dénoncerait comme traître, et il avait envoyé copie de cette lettre à la Convention qui avait applaudi à cette fermeté romaine. Cependant ce Cochelet s'était fait ensuite révoquer, parce qu'enivré de son proconsulat, il avait méconnu l'autorité des députés de la Convention.

A son arrivée à Anvers, le 2 février, le général avait trouvé la ville consternée de la résidence d'un de ces petits tyrans dont il a oublié le nom, et qu'il avait fait révoquer. Toutes les villes de la Belgique étaient gouvernées par un ou plusieurs de ces affreux proconsuls. Ils commençaient par mettre sous le sequestre l'argenterie des églises et les revenus du clergé et des nobles, dont ils pillaient ou vendaient à bas prix le mobilier; ils supprimaient les impôts pour flatter la populace, cassaient les magistrats élus par le peuple, créaient des clubs, et exerçaient une autorité purement arbitraire, soutenus par la force militaire qui leur obéissait aveuglément.

La Belgique entière trouvait cette tyrannie anarchique insupportable. Dumouriez en avait porté les plaintes à la Convention, et ensuite aux commissaires, Camus, Treilhard, Merlin et Gossuin, qu'il avait rencontrés à Gand : ceux-ci ne pouvaient ou ne voulaient pas y remédier. Il leur avait prédit que, dès que le prince de Cobourg se présenterait en force sur la frontière, il fallait s'attendre à un soulèvement général; que nos faibles garnisons seraient égorgées, et nos crimes punis par les

Belges ; qu'il trouvait ce genre de guerre beaucoup plus dangereux que celle qu'il aurait à soutenir contre les Impériaux.

La déroute d'Aix-la-Chapelle, la retraite honteuse de nos troupes jusqu'à Louvain, leur désertion, leur désordre, leur consternation, précipitaient alors le danger du soulèvement prédit par le général.

Une circonstance aggravait encore ce danger. Les commissaires avaient projeté de faire exprimer à chaque province son vœu pour la réunion à la France. Ils assemblaient le peuple dans les églises, sans aucune forme régulière. Le commissaire français, soutenu par le commandant militaire, par des soldats, par des clubistes français et belges, lisait l'acte d'accession que souvent personne ne comprenait, non plus que sa harangue. Les assistans signaient cet acte, la plupart en tremblant ; on imprimait ces pièces, et on les envoyait à la Convention qui, sur-le-champ, créait un département de plus.

Dans plusieurs provinces, ces opérations *fraternelles* s'étaient faites avec violence, notamment à Bruxelles et à Mons ; on avait tiré des coups de fusil et donné des coups de sabre. Il paraissait des protestations imprimées, on voyait éclater des soulèvemens partiels à Wawres, à Hall, à Braines, à Soignies. Le plus dangereux était celui de Grammont. Dix mille paysans s'y étaient réunis, ils avaient des canons, avaient emprisonné les commissaires, et

battu des détachemens de la garnison de Gand. Ces soulèvemens allaient incessamment augmenter et se multiplier. L'armée française, suffisant à peine pour résister à l'armée impériale, ne pouvait pas se diviser pour aller faire cette guerre partielle, aussi cruelle qu'injuste, sur toute la surface de la Belgique. Quelques officiers flamands pouvaient se détacher de l'armée impériale, pénétrer, à la faveur de la langue, au travers de l'armée française, avec quelques soldats choisis, et donner une forme régulière à cette guerre intestine.

Le général, qui détestait l'injustice de la Convention, n'avait jamais voulu consentir à devenir l'instrument de la tyrannie et le fléau des Belges. Un double intérêt dirigeait alors sa conduite; celui de délivrer ce malheureux pays et celui de sauver son armée. Il y réussit, et il invoque à cet égard le témoignage de ce bon peuple de qui il a reçu les marques les plus honorables d'estime et de reconnaissance, en traversant les Pays-Bas depuis ses disgrâces.

En arrivant à Anvers le 11, il trouva la ville dans la plus grande consternation. Un commissaire-exécutif, nommé Chaussard (1), qui s'était *mo-*

---

(1) Ce portrait, tracé par le général Dumouriez, pourrait faire concevoir de M. Chaussard une opinion peu exacte. Il ne faut pas confondre ce littérateur distingué avec les grands coupables de la révolution, auxquels on semble ici l'assimiler. Fils d'un architecte estimé, M. Chaussard adopta sans doute, avec la plus vive chaleur, les nouvelles opinions; mais on ne peut lui reprocher

destement appliqué le surnom de *Publicola*, venait de casser tous les magistrats, et avait donné ses ordres pour les faire arrêter, ainsi que les notables, au nombre de soixante-sept. Le général Marassé avait éludé jusqu'alors l'exécution de l'ordre qu'il avait reçu de *Publicola;* mais l'évêque et tous les autres étaient en fuite ou cachés. Le général envoya ordre par écrit à Chaussard, et aux autres commissaires ses collègues, de sortir sur-le-champ d'Anvers et de se rendre à Bruxelles; il leur annonçait qu'en cas de refus d'obéir, le général Marassé les y ferait conduire par force. Chaussard vint, avec beaucoup de dignité ou d'insolence, se plaindre de cet ordre, et dit qu'il lui semblait dicté par un visir. Le général lui répondit gaiement: « Allez, M. Chaussard, je ne suis pas plus visir » que vous n'êtes Publicola. » Il le fit partir sur-le-champ. Il rétablit ensuite le bon ordre et les magistrats dans cette ville importante. Il fit défense au club de se mêler en aucune manière des affaires publiques, et il laissa l'ordre au général Marassé de faire murer la porte du club, et de

---

aucun des actes qui ont souillé ces temps malheureux. Quelques discours exagérés, quelques démarches indiscrètes, voilà à peu près où se bornent les torts que l'on peut lui imputer. Comme écrivain et comme poëte, le nom de M. Chaussard appartient à notre époque. Il professa la littérature avec succès au Lycée d'Orléans, et il a publié un grand nombre d'ouvrages tant en prose qu'en vers. M. Chaussard vient de mourir à Paris (1823).

(*Note des nouv. édit.*)

faire emprisonner ceux des clubistes qui contreviendraient à cette ordonnance qui fut imprimée dans les deux langues, publiée et affichée.

Il partit ensuite pour Bruxelles. Depuis quelques jours, sur les plaintes en tout genre qu'il avait reçues de cette ville, il en avait ôté le commandement au général Moreton qui y avait commis des excès de toute espèce, et il l'avait remplacé par le lieutenant-général Duval. Celui-ci était un excellent officier, que sa santé seule empêchait d'être à l'armée où il avait servi, l'année précédente, avec beaucoup de gloire et d'utilité. Il était rempli de vertus civiles, citoyen éclairé, et parfaitement choisi pour faire oublier le gouvernement tyrannique de Moreton qui, après avoir refusé d'obéir, était enfin parti sur un ordre du ministre, pour aller commander à Douai où il a fait encore bien du mal avant de mourir.

Duval rendit compte au général du désordre et de la consternation qui régnaient à l'armée rassemblée à Louvain d'où il arrivait. On avait perdu presque toutes les tentes et les bagages dans la retraite; il n'y avait pas de quoi camper la moitié de l'armée, et cependant on ne pouvait y rétablir l'ordre et la confiance, ni la faire mouvoir, qu'en la faisant camper. On avait aussi perdu beaucoup de canons de bataillons.

Les officiers-généraux commandant l'artillerie, ne recevant point d'ordre dans la confusion de cette retraite, et n'en demandant pas, avaient tenu

entre eux un conseil de guerre, d'après la décision duquel ils emmenaient tout le parc d'artillerie en France. Les canons de 24, ceux de 16, les mortiers, les pontons étaient déjà sur la route de Tournay. Heureusement les pièces de 12 et de 8, et les obusiers étaient encore à Anderlecht; ainsi l'armée n'avait plus que quelques canons de bataillons, et il ne lui restait pas une pièce de bataille ou de position. Le général ordonna que les pièces de 24 et de 16 s'arrêteraient à Tournay, et que tout le parc qui était à Anderlecht irait rejoindre l'armée à Louvain.

Bruxelles était rempli d'officiers et soldats de toute arme, qui allaient en France. Le général les fit retourner au camp, et il envoya ordre à Tournay, à Mons, et dans toutes les places du département du Nord, de faire arrêter ceux qui voudraient passer, et de les faire rétrograder pour rejoindre l'armée.

Le général Stengel s'était retiré à Namur avec un ou deux escadrons de hussards : le général lui envoya ordre de rejoindre l'armée. Le général Neuilly, qui avait tenu son quartier d'hiver dans le pays de Stavelo, avec la moitié de l'avant-garde de l'armée des Ardennes, s'était pareillement retiré à Namur : le général lui ordonna de venir prendre la position de Judoigne, pour assurer la communication entre l'armée et le corps commandé par le lieutenant-général d'Harville, à qui il réitéra l'ordre de rassembler ses cantonnemens, ou

au moins de les resserrer, s'il n'avait pas assez de tentes pour camper, afin d'empêcher que le prince de Hohenlohe et le général Beaulieu ne pussent forcer le passage de la Meuse, ou tourner la droite de l'armée, pour venir tomber sur Bruxelles et Mons. La garnison de Bruxelles était très-faible, et le général fut encore obligé d'en prendre les meilleurs bataillons pour renforcer l'armée.

On avait fait partir de France un secours de dix mille hommes levés à la hâte dans le département du Nord. On avait beaucoup vanté au général ce renfort. On appelait cette troupe les *centeniers;* c'étaient des compagnies qui devaient être de cent hommes, mais qui étaient fort au-dessous de ce nombre, et très-inégales, composées de vieillards et d'enfans armés de piques, de couteaux de chasse, de fusils de chasse, de pistolets, à qui on avait promis vingt sols par jour; ils devaient être chargés de garder les places de la Belgique, mais non pas, disaient-ils, de les défendre ni de faire la guerre. Cette milice, qui était de l'imagination des commissaires Gossuin et Merlin, ne pouvait qu'augmenter le désordre, la consternation et l'indiscipline : le général se hâta de la renvoyer en France.

Au milieu de ces détails militaires, ce qui occupait le plus Dumouriez était de ramener l'esprit des Belges en faisant cesser la tyrannie qui les accablait : il savait bien que tout ce qu'il ferait à cet égard exciterait contre lui les Jacobins et la Con-

vention; mais les maux étaient si graves, les injures si cruelles, le danger de la vengeance si pressant, qu'il jugea qu'il n'y avait plus de ménagement à garder. Chepy, peu de jours avant son arrivée, avait pressé le général Duval de faire couper des têtes; il menaçait de mettre Bruxelles à feu et à sang; il avait fait arrêter plusieurs personnes riches, et les avait envoyées dans les citadelles du département du Nord. Le général le fit arrêter et l'envoya à Paris, conduit par la maréchaussée.

La légion des Sans-Culottes, créée par le général Moreton, composée de la plus vile canaille, faisait trembler cette ville où elle commettait continuellement des cruautés et des extorsions. Un Français, très-mauvais sujet, la commandait avec le titre de général; il se nommait Estienne : le général le fit mettre au cachot, et fit publier et afficher une ordonnance pour que cette troupe fût abolie, et que qui que ce soit n'osât se présenter sous cette dénomination.

Il fit assembler les magistrats de la ville, il les pria, devant tout le peuple, de ne pas attribuer à la nation française les crimes de quelques particuliers; il promit la punition des coupables; il assura qu'il venait de donner des ordres pour rendre à leurs familles les citoyens paisibles qu'on en avait arrachés, sous prétexte de servir d'otages. Les représentans laissèrent couler des larmes de reconnaissance, et firent imprimer les détails de cette scène intéressante.

Il publia une ordonnance pour autoriser les citoyens à porter leurs plaintes aux magistrats, et ceux-ci à les vérifier et leur donner une forme légale, contre ceux des commissaires, ou autres Français, qui auraient abusé de leur pouvoir. Il en donna une autre pour défendre aux clubs de s'immiscer dans les affaires publiques. Par une autre, il commanda que les vases sacrés fussent rendus à toutes les églises, et il autorisa les magistrats et les commandans militaires à y tenir la main. Toutes ces ordonnances furent imprimées dans les deux langues et envoyées dans toute la Belgique. L'effet en fut très-prompt. Les habitans de Grammont écrivirent au général qu'ils déposaient les armes. La paix fut rétablie entre les Français et les Belges ; cette nation estimable oublia tous les maux qu'on lui avait fait supporter, et ne vit plus dans nos soldats que des défenseurs et des frères. A la vérité les garnisons se conduisaient assez bien, surtout dans les grandes villes, et sans l'odieux décret du 15 décembre et l'envoi des commissaires, les Français auraient été fort aimés dans les Pays-Bas.

Il écrivit le 12 mars une lettre à la Convention, qui parut si terriblement vraie, que le président, et le comité auquel elle fut renvoyée, n'osèrent pas la faire lire à la tribune. Une copie de cette lettre se glissa dans le public, elle fut imprimée à Anvers. Dans cette lettre le général annonçait tout ce qu'il avait été forcé de faire pour sauver la Belgique et l'armée, et il renvoyait, pour les détails, au compte

qu'en rendrait le ministre à qui il envoya toutes les pièces, en lui prescrivant de les produire hardiment et sans ménagement à la Convention.

Il assembla le commissaire-ordonnateur Petit-Jean et tous les chefs de toutes les administrations; il leur annonça qu'il allait faire un grand mouvement en avant, et il s'assura de toutes les parties de leur service, de manière à avoir d'abord des vivres pour quinze jours; il fit surtout arranger son hôpital ambulant, annonçant que sous peu il donnerait une bataille.

Le trésorier de l'armée était parti, et s'était déjà retiré à Lille avec deux millions de numéraire; le général envoya ordre au commandant de Lille de le faire sur-le-champ repartir, avec son trésor bien escorté, pour rejoindre l'armée. Il harangua la garnison de Bruxelles avec tant de succès, que tous les corps demandèrent à le suivre. Enfin il partit le 12 au soir pour se rendre à Louvain.

Avant d'entrer dans les détails militaires, et pour ne pas les interrompre, il faut parler ici de la visite qu'il reçut à Louvain des commissaires de la Convention. Le premier mouvement de Camus, Treilhard, Merlin et Gossuin, avait été de se retirer à la frontière, pendant que Lacroix et Danton étaient allés à Paris. Dès qu'ils surent l'arrivée du général, ils vinrent le joindre à Louvain, l'ayant manqué à Bruxelles.

Camus et Treilhard lui reprochèrent ses ordonnances, surtout celle qui forçait à rendre l'argen-

terie des églises ; ils lui dirent qu'il aurait dû les attendre, et ne pas agir avec cette précipitation, et ne pas se mêler du civil. Le général leur répondit que le premier de tous les décrets était le salut public ; que la Convention pouvait de loin être trompée, comme elle l'était certainement, sur les affaires de la Belgique, par ses émissaires ; que lui était sur les lieux, avait tout le poids de la guerre, de l'honneur de la nation et du salut de l'armée à soutenir, et qu'il en était responsable, non-seulement à ses supérieurs, mais à la postérité ; qu'il n'avait rien fait avec précipitation, mais après y avoir long-temps réfléchi ; que s'ils eussent été présens, il ne les aurait pas consultés, mais qu'il aurait tâché de les engager à coopérer avec lui pour parvenir à mettre fin aux crimes et à la tyrannie qui, depuis trop long-temps, opprimaient les Belges, et déshonoraient la France ; que s'ils avaient voulu s'y opposer, il aurait rendu ces ordonnances malgré eux.

Il interpella nommément Camus, qui est un dévòt (1), et il lui dit qu'il était étonné qu'un homme

---

(1) Camus avait, en effet, des principes religieux très-sévères qu'il accordait dans son opinion avec ses idées républicaines. Ce député était janséniste prononcé. « On n'apprendra pas sans quelque étonnement, disent les auteurs de la Biographie de Bruxelles, qu'un homme de ce caractère se prosternait soir et matin, pendant des heures entières, devant un crucifix de grandeur d'homme, fixé aux murs de sa chambre. » Nous ne garantissons pas, au reste, l'authenticité de cette anecdote. (*Note des nouv. édit.*)

qui affichait autant de religion voulût soutenir le vol des vases sacrés et des objets du culte d'un peuple ami. « Allez, lui dit-il, voir à Sainte-Gudule
» les hosties foulées aux pieds, dispersées sur le
» pavé de l'église, les tabernacles, les confessionnaux brisés, les tableaux en lambeaux; trouvez
» un moyen de justifier ces profanations, et voyez
» s'il y a un autre parti à prendre, que de restituer l'argenterie, et de punir exemplairement les
» satellites qui ont aussi criminellement exécuté
» vos ordres. Si la Convention applaudit à de tels
» crimes, si elle ne s'en offense pas, si elle ne les
» punit pas, tant pis pour elle, et pour ma malheureuse patrie. Sachez que s'il fallait commettre
» un crime pour la sauver, je ne le commettrais pas.
» Mais, dans ce cas-ci, les crimes atroces qu'on
» s'est permis tournent contre la France, et je la
» sers en cherchant à les effacer. »

Camus avoua que la grande difficulté était de restituer l'argenterie des églises, parce qu'on l'avait brisée pour l'entasser dans des coffres : « Eh bien!
» dit le général, puisqu'on a la matière, il n'y a
» rien de si aisé que de les faire refaire, il en
» coûtera la façon. » Camus et Treilhard soutinrent toujours que le général avait manqué de respect et d'obéissance envers la Convention. Merlin et Gossuin, plus honnêtes et de meilleure foi, convinrent qu'il avait raison, et il s'éleva entre eux une dispute violente.

Camus dit qu'il ne pouvait pas se dispenser d'en

rendre compte, et de porter ses plaintes contre le général qui l'y exhorta, en lui disant que lui-même avait rendu compte, et lui montra sa lettre du 12 (1), qui fut un nouveau motif de contestations.

C'est dans cette conférence que Camus, le plus irascible des hommes, dit, moitié riant, moitié furieux : « Général, on vous accuse d'être César; » si j'en étais sûr, je deviendrais Brutus, et vous » poignarderais. — Mon cher Camus, lui répondit-il, je ne suis point César, vous n'êtes point » Brutus, et la menace de mourir de votre main » est pour moi un brevet d'immortalité. » Les commissaires, après trois ou quatre heures de conférence, partirent la même nuit pour Bruxelles; Camus fut fidèle à sa promesse, il rendit compte avec tout le fiel d'un homme faux et méchant, et dès-lors il devint l'ennemi juré du général qui ne s'occupa plus que des moyens de se tirer du mauvais pas où l'avaient engagé les fautes de ses lieutenans, et le désordre d'une armée désorganisée qui n'avait plus le même esprit que la campagne précédente.

---

(1) Cette lettre fait partie des pièces historiques annexées au troisième volume (D).

(Note des nouv. édit.)

CHAPITRE V.

État de l'armée; sa position. — Ordre du général aux différentes divisions. — Il prend le parti de donner bataille.

L'armée parut reprendre tout son courage à la vue de son général. La joie, la confiance brillaient dans les yeux des soldats qui le caressaient, l'appelaient leur père, et montrant beaucoup de honte et de repentir, demandaient à grands cris qu'il les menât à l'ennemi. Il leur reprocha leurs désordres, et surtout leur manque de confiance dans des généraux qui les avaient jusqu'alors guidés dans le chemin de la victoire, qui étaient ses compagnons et ses élèves. Il leur dit que leur impatience, leur indiscipline, la précipitation et le désordre de leur retraite, lui avaient arraché des mains la conquête de la Hollande, de laquelle dépendait, peut-être, le sort de la campagne. Ils lui parurent très-honteux, très-disposés à réparer leurs torts, à condition qu'il ne les abandonnerait plus, et qu'il les mènerait, au plus tôt, reconquérir le pays perdu. Cette disposition aida le général a réorganiser très-vite cette armée avec le secours du général Thouvenot, chef de son état-major, qui, avec tous les autres talens pour la guerre, a particulièrement celui de l'ordre à établir dans une grande armée, et la partie des campemens et des reconnaissances. Le général rend,

avec un grand plaisir, cette justice à cet excellent officier, son ami, qui peut devenir un des meilleurs généraux de la France, s'il rentre un jour au service de sa patrie, et si les préjugés de toute espèce ne l'empêchent pas d'arriver au commandement.

L'armée, indépendamment des garnisons de la Belgique, indépendamment du corps d'armée employé à l'expédition de la Hollande, d'environ vingt mille hommes, dont deux mille de cavalerie, depuis la jonction du général de Flers; indépendamment d'une division de cinq mille hommes, dont huit cents de cavalerie aux ordres du général la Marlière; et de la division de Namur, aux ordres du lieutenant-général d'Harville; de douze mille hommes d'infanterie et quinze cents de cavalerie, était encore forte de trente-huit à quarante mille hommes d'infanterie et de quatre mille cinq cents chevaux, que le chef de l'état-major organisa de la manière suivante.

L'infanterie, composée de soixante-deux bataillons, fut partagée en quatre corps. La droite de dix-huit bataillons, aux ordres du général Valence; le centre, de même force, aux ordres du duc de Chartres; la gauche, aux ordres du général Miranda. Chacune de ces divisions égales formait sept mille hommes d'infanterie. La réserve, de huit bataillons de grenadiers, commandée par le général Chancel, recevait les ordres du duc de Chartres. Miranda donnait les siens au général Miaczinsky,

commandant les flanqueurs de gauche, qui formaient un corps de deux mille hommes d'infanterie et mille de cavalerie, et au général Champmorin, qui commandait une division d'environ six mille hommes, dont mille de cavalerie. Le général Valence avait sous ses ordres le corps des flanqueurs de droite du général Dampierre, égal à celui du général Miaczinsky, et la division du général Neuilly de quatre mille hommes, dont mille de cavalerie. L'avant-garde était composée de six mille hommes, dont quinze cents de cavalerie, aux ordres du général La Marche. Celui-ci était un vieillard usé, qui avait été un excellent colonel de hussards. Il était plein de feu, mais très-facile à décourager. Il avait avec lui deux excellens officiers, quoique fort jeunes, qui le conduisaient bien, quand il se laissait guider : le colonel Montjoie, adjudant-général, et le lieutenant-colonel Barrois, commandant de l'artillerie à cheval. Mais sa mauvaise santé et encore plus sa mauvaise tête, le rendaient très-dangereux.

La rapidité avec laquelle dans cette guerre on arrivait aux grades supérieurs, déplaçait tout le monde. Les corps perdaient de bons chefs, et l'armée acquérait des généraux inexpérimentés, et cependant il n'y en avait pas assez. L'armée n'avait alors que cinq lieutenans-généraux et douze maréchaux-de-camp, dont six étaient détachés; il n'en restait que six pour commander la ligne. Il n'y avait de tentes que pour camper à peu près la moitié de

l'armée, le reste cantonnait, ce qui augmentait l'indiscipline et la maraude.

En arrivant à Louvain le 13 au matin, le général trouva que les trois divisions de son infanterie étaient campées ou cantonnées, sur la hauteur en arrière de Louvain, ayant devant elles le canal de Malines. La réserve, avec un petit corps de cavalerie, étaient à deux grandes lieues en avant de Bauterzem, et l'avant-garde était encore à plus de deux lieues en avant à Cumptich, ayant un petit poste de quatre cents hommes dans Tirlemont. L'ennemi s'avançait et occupait tous les villages entre Tirlemont et Tongres. Son projet était de tourner notre droite le 16, et s'il l'avait exécuté le 13 ou le 14, l'avant-garde se serait culbutée sur la réserve, celle-ci sur le corps d'armée, et c'en était fait de l'armée entière qui n'avait ni champ de bataille reconnu, ni ordre de rassemblement.

Le général se porta le 14 à son avant-garde, et fit sur-le-champ une disposition plus solide. Il plaça le général Dampierre avec ses flanqueurs à Hougaerde, à la droite de Cumptich, et il ordonna au général Neuilly de venir de Judoigne à Lummen, pour appuyer encore cette droite et déborder l'ennemi. Il ordonna au général Miaczinsky de prendre à gauche une position entre Diest et Tirlemont, du côté de Halen, en mettant la Gette devant lui. Il ordonna au général Champmorin d'occuper Diest avec sa division. Ce général lui avait mandé que Diest était une petite ville fermée, dont on pouvait faire un

bon poste; il lui ordonna d'y travailler, et d'y laisser deux bataillons et cinquante chevaux, lorsqu'il recevrait ordre de marcher en avant.

Il ordonna au général La Marlière de laisser à Aerschott un petit poste de communication avec Diest, et de se porter à Lier pour éclairer la Campine; d'arrêter la colonne prussienne qui pourrait se porter dans cette partie, et de couvrir la retraite de l'armée d'expédition de Hollande qu'il jugea avoir renoncé au projet du passage du Mordyck, comme cela n'était que trop vrai. Il envoya ordre au général de Flers de se presser d'entrer dans Bréda, d'envoyer le colonel Tilly dans Gertruydenberg avec les garnisons indiquées, et de renvoyer l'armée d ns les lignes d'Anvers, aux ordres du général Marassé à qui il comptait envoyer bientôt un successeur en état de faire la campagne, et il fit placer à Turnhout le corps de la gendarmerie, avec la légion du Nord, aux ordres du colonel Westermann, pour protéger cette retraite, éloigner l'ennemi, et communiquer avec le général La Marlière, et par lui avec la grande armée.

Le 15 mars au matin, l'avant-garde ennemie attaqua Tirlemont d'où les quatre cents hommes se retirèrent sans combat, mais avec perte, s'étant laissé surprendre. Le général Dampierre, accoutumé aux retraites, prit sur lui, dès les premiers coups de fusil qu'il entendit de loin, d'abandonner son poste de Hougaerde où il gardait un des passages de la Gette, de se retirer sur Louvain, et de

mander au général Neuilly de se retirer de son côté sur Judoigne. Le général n'a pas eu le temps d'approfondir si ce fut peur ou trahison, qui fit faire ce faux mouvement à sa droite. Si l'ennemi l'avait connu, l'armée française pouvait être culbutée. Le général ne s'occupa qu'à réparer cette faute, d'autant plus grave qu'elle accoutumait le soldat aux terreurs paniques et aux retraites précipitées; il fit replacer dans la nuit même ces deux divisions dans leurs postes. Ce qu'il y eut de singulier, c'est que le général Miaczinsky en fit autant à la gauche, et se retira dans les bois près de Louvain, où on le perdit pendant deux jours; mais il fut remplacé par la division du général Champmorin, à qui le général envoya, le 15, ordre de venir avec vivacité occuper les hauteurs d'Oplinter, à la gauche de Tirlemont, où Champmorin arriva le 16 au soir. Heureusement que les ennemis, qui avaient fixé leur marche en avant pour le 16, ne s'aperçurent pas de ces mouvemens rétrogrades du 15, et ne furent pas à portée d'en profiter. Le même jour, le général avança avec toute son armée, et bivouaqua très-près de Cumptich en avant de Bauterzem, pour prendre sa revanche le lendemain, et ne pas laisser aux ennemis l'avantage de débuter contre lui par un succès; cela était d'autant plus important, que, s'il les laissait maîtres de Tirlemont, il fallait nécessairement qu'il reculât, et alors le découragement aurait bien vite repris ses troupes.

Les Impériaux tenaient avec une forte avant-garde Tirlemont et l'espace entre les deux Gettes, depuis la chaussée de Saint-Tron, jusque vis-à-vis d'Hougaerde. Le 16 au matin, le général les attaqua vigoureusement ; et comme la hauteur d'Oplinter prend un flanc sur le grand chemin de Saint-Tron, quand il se fut rendu maître de Tirlemont après quelques résistances, les Impériaux, dont la droite se trouvait débordée par la position du général Miranda sur les hauteurs d'Oplinter, se hâtèrent de passer le petit bras de la Gette, pour se retirer sur les hauteurs de Neerlanden, Nerwinde, Middlewinde et Oberwinde.

Entre les deux Gettes, à une lieue et demie sur la droite en avant de Tirlemont, est un village, nommé Gotzenhoven, qui domine toute la plaine ; c'est un mamelon, ayant en avant de lui des haies, et des fossés pleins d'eau sur sa droite et en arrière.

Les Impériaux n'eurent l'air de connaître l'importance de ce poste, que lorsque les Français s'en furent emparés, et que Dumouriez y eut placé le général La Marche avec son avant-garde et du canon. Ils tenaient encore alors les deux villages de Meer et de Hattendover que le général faisait attaquer par ses colonnes, à mesure qu'elles débouchaient de Tirlemont; ils avaient fait une grande faute, en n'occupant pas en force Gotzenhoven dont la position pouvait, ou défendre, ou foudroyer ces deux villages. Ils réunirent alors un gros còrps d'infanterie et de cavalerie, pour tâcher

de déloger les Français de Gotzenhoven. Ils y firent, mais inutilement, des prodiges de valeur. Les cuirassiers vinrent charger avec la plus grande intrépidité l'infanterie française jusque dans les haies du village ; leur perte fut très-considérable. Cette attaque se réitéra plusieurs fois. Ils ne purent pas tourner Gotzenhoven par la droite, ce qu'ils essayèrent en vain, parce que le général Neuilly, qui avait passé la Grande-Gette à Lummen, arriva fort à propos avec sa division sur cette droite pour venir prendre la position de Neerhelyssen. Le combat ne finit, et les Impériaux ne furent en pleine retraite que vers les quatre heures après midi. Il avait duré au moins huit heures entre deux avant-gardes, à peu près d'égale force, également soutenues par leurs armées. Les Impériaux avaient beaucoup plus perdu que les Français, à qui l'avantage était resté, mais qui pensèrent perdre leur général à l'attaque de Gotzenhoven.

Ce combat de Tirlemont, qui a coûté plus de douze cents hommes aux Autrichiens, rendit à l'armée toute sa confiance. Le général la plaça en deux parties, la droite et le centre depuis Gotzenhoven jusqu'au grand chemin sur la ligne des villages qui avaient servi de champ de bataille. Le général Neuilly appuyait la droite à Neerhelyssen. Le général Dampierre, qui arriva le soir du combat, fut posté à Esemaël, en avant du centre. Le général Miaczinsky, qui arriva en personne avec sa cavalerie, ayant laissé près de Louvain son

infanterie, consistant en huit bataillons, fut placé au pont de la petite Gette, vis-à-vis d'Orsmaël. Une partie de la division de Miranda resta derrière la grande Gette, campée ou bivouaquée à la gauche de Tirlemont, s'avançant en potence jusqu'à Oplinter où arriva dans la nuit la division du général Champmorin.

Il fallait, après ce premier succès, prendre un grand parti. L'armée impériale allait continuellement recevoir des renforts, l'armée française en avait très-peu à espérer. La cavalerie autrichienne était déjà du double plus nombreuse que la française, et d'une espèce bien supérieure. Il ne fallait pas penser à défendre pied à pied les Pays-Bas, avec une armée indisciplinée, n'ayant point assez de généraux, incapable d'exécuter des marches promptes et des manœuvres habiles, devant une cavalerie nombreuse et aguerrie, n'ayant derrière elle aucune place, aucun poste fortifié.

Il fallait cependant arrêter l'ennemi, et cela ne pouvait se faire que par une bataille. Dans la position présente, la vraie prudence était de tout hasarder, avant que le prince de Cobourg eût reçu toutes les troupes qu'il attendait pour commencer la campagne. Les deux armées étaient d'égale force; celle qui attaquerait avait l'avantage de l'offensive. Cet avantage avait été pendant quinze jours entre les mains du prince de Cobourg. Le général Dumouriez venait de le reprendre par le combat de Tirlemont.

S'il avait le bonheur de gagner une bataille décisive, telle qu'il voulait la donner, 1° il faisait reprendre entièrement à son armée l'opinion de sa supériorité, et il intimidait les ennemis; 2° il assurait la fidélité des Belges, et la levée des vingt-cinq bataillons de cette nation aurait été beaucoup plus prompte : ainsi il se serait donné au moins vingt mille hommes d'infanterie de plus; 3° il regagnait le terrain perdu du côté de Liége, car les Autrichiens n'auraient pas pu tenir cette ville, ni même Aix-la-Chapelle, et se seraient retranchés sous Maëstricht; 4° il faisait reculer le prince de Cobourg, lui faisait nécessairement repasser la Meuse, et l'affaiblissait au point de ne pas pouvoir rentrer en campagne avant le mois de mai, au plus tôt.

Il comptait alors donner une bonne position défensive dans un camp retranché entre les deux Gettes, au général Valence, qui y aurait observé l'ennemi, et reçu tous les renforts de France et des Pays-Bas, pendant que le général d'Harville se serait également renforcé du côté de Namur. Le général Valence aurait été maître de la campagne, et aurait tenu en échec le prince de Cobourg, tandis que le général Dumouriez aurait envoyé le général Miranda prendre le commandement de l'armée d'Anvers, et se portant lui-même avec trente mille hommes contre Bois-le-Duc, aurait repris son projet d'attaque de la Hollande, et aurait forcé à la fois les passages par le Mordyck et Gorcum. S'il n'avait pas pu pénétrer en Hollande, il se serait au moins

emparé des places de la *Généralité* et de la Flandre hollandaise : par-là il aurait couvert sa gauche, et se serait procuré des vivres, des habits, des armes et de l'argent.

Dès-lors il se serait vu indépendant de la Convention, et pouvant peut-être lui faire la loi pour l'avantage de sa malheureuse patrie, pour la vengeance de Louis XVI, et pour le rétablissement de la monarchie constitutionnelle.

Si au contraire le général Dumouriez était vaincu, il comptait, 1° prendre la position derrière le canal de Louvain, pour couvrir quelque temps Bruxelles et renforcer son armée; 2° garder la position de Namur, en portant par la suite le corps du général d'Harville à vingt-cinq mille hommes, et replaçant la division du général Neuilly en communication par Judoigne, avec sa retraite sur la forêt de Soignies, pour couvrir Bruxelles; 3° former un pareil corps d'armée sous Anvers, tenant toujours Bréda et Gertruydenberg, avec une communication par Lier et Diest; 4° faire assembler sur les derrières un corps de quatorze à quinze mille hommes du côté de Bruges, pour couvrir la Flandre maritime; 5° négocier avec les Impériaux pour obtenir une suspension d'armes, pendant que dans les différens camps on aurait travaillé à persuader aux troupes, ce qui n'était que trop vrai, que leur désorganisation et les désastres qui en résultaient, venaient de l'absurde gouvernement de la Convention; qu'il était temps de faire cesser l'anarchie qui entraînait

la ruine entière de la France; que de l'armée seule dépendait le sort de la patrie. Alors, quand les esprits eussent été bien préparés, son projet était de renforcer l'armée des bataillons belges qui détestaient la Convention et les jacobins ; de se déclarer ouvertement contre elle en faveur de la royauté constitutionnelle ; de prendre des ôtages pour garantir les prisonniers du Temple et marcher sur Paris.

Tels étaient les projets du général Dumouriez ; tels étaient ses motifs pour donner une bataille décisive, et pour faire tous ses efforts pour la gagner; car jamais il n'a eu la lâcheté de penser à se faire battre. Il voulait tâcher d'être le maître des événemens. Quoiqu'il détestât les tyrans de la France, quoiqu'il eût horreur des cruautés et des crimes qui la déshonoraient, il ne s'en croyait pas moins obligé de soutenir l'honneur de sa nation, et de répondre à la confiance qu'elle lui avait montrée jusqu'alors. Jusqu'au dernier moment il a fait ce qu'il a pu pour que les étrangers ne fussent pas les maîtres de diriger les événemens de la France, et pour que sa patrie ne fût offensée, ni dans sa dignité, ni dans ses possessions. C'est ce qui lui a attiré le reproche très-mal fondé de la part du public mal instruit, et nommément de la part de l'électeur de Cologne, de n'avoir changé de parti qu'après avoir été battu.

N'avait-il pas auparavant déclaré la guerre aux jacobins par les ordonnances qu'il avait faites à Anvers et à Bruxelles? N'avait-il pas chassé et emprisonné les commissaires spoliateurs, qui n'agis-

saient que par ordre de la Convention? N'avait-il pas écrit à cette même Convention la lettre du 12 mars? N'avait-il pas fait rendre l'argenterie des églises? Sa correspondance avec Pache, qui est imprimée, celle avec Beurnonville et Lebrun, qui l'est aussi dans les Moniteurs de mars et avril, ne contiennent-elles pas les vérités les plus dures et l'opinion la plus franche du général contre les auteurs des maux de la patrie? Que s'il n'y parle pas de la famille royale, c'est qu'il avait à craindre que ce qu'il eût dit en leur faveur ne devînt leur arrêt de mort.

En lisant ces Mémoires, en rappelant les faits et les écrits de ce temps, on y verra que le général Dumouriez n'a jamais varié dans son opinion; qu'ennemi des tyrans de sa patrie, il a toujours été son défenseur zélé; que ses ennemis ont été les siens propres; qu'il leur a fait une guerre franche, en même temps que généreuse, parce que son civisme n'a jamais été ni fanatique, ni injuste, ni sauvage; que ces mêmes émigrés, qui le détestent autant que les jacobins mêmes, ont éprouvé en toute occasion son humanité et sa générosité, et que dans une guerre qui ne ressemble à aucune autre, dans une guerre d'opinion, où l'instabilité de principes et de conduite trouverait même des excuses, il n'a ni cruauté, ni abus de ses succès, ni perfidie, ni changement de parti, ni faiblesse dans ses disgrâces à se reprocher; que par principe de philanthropie il a sauvé à l'empereur ses Pays-Bas,

de l'aveu de l'archiduc Charles, des ministres, des généraux, de l'armée et des peuples; et cela sans arrière-pensée de trouver dans ses États un asile, puisqu'alors il ne faisait un traité avec le prince de Cobourg, que pour marcher sur Paris, dans l'espoir de délivrer sa patrie.

Horriblement calomnié auprès de l'empereur, ne pouvant pas se retirer dans ses États qu'il espérait trouver ouverts pour lui, quand même toutes les autres puissances lui fermeraient les leurs, il attend tout du temps, il ne perd ni l'espoir, ni le courage; fort de son caractère et de sa conduite, il se console avec cette sentence de Valère-Maxime : *Perfecta ars, fortunæ lenocinto defecta, fiduciâ justâ non exuitur, quamque scit se laudem mereri, eam etsi ab aliis non impetrat, domestico tamen acceptam judicio refert* (1).

(1) « Celui qui a fait son devoir peut être trahi par la fortune; il ne se laisse point décourager; en vain lui refuse-t-on les éloges dont il se sent digne; il est dédommagé par le témoignage de sa conscience. »

CHAPITRE VI.

Bataille de Nerwinde.

Le prince de Cobourg s'était avancé entre Tongres, Saint-Tron et Landen. Le combat de Tirlemont, du 6, l'avait engagé à se tenir ensemble. Les deux armées bivouaquaient et se trouvaient en présence. Le général Dumouriez passa la journée du 17 à reconnaître la position de l'ennemi, à placer ses troupes dans l'ordre où il voulait qu'elles combattissent, et à préparer son plan d'attaque. Il avait devant lui la petite Gette qui, prenant sa source dans la mairie de Jaudrain, court presque parallèlement avec la grande Gette qu'elle va rejoindre au-dessous de Leaw. Cette rivière le séparait de l'ennemi; elle est encaissée, et bordée des deux côtés de collines qui, dans la partie occupée par les Impériaux, s'élevaient en amphithéâtre jusqu'au terrain plus élevé de Landen et de Saint-Tron.

Il avait calculé que le prince de Cobourg devait avoir toute la force de son armée sur Tongres et Saint-Tron, à cause de la nécessité de tirer ses vivres de Maëstricht et de Liége, et que par conséquent sa gauche qui s'étendait du côté de Landen devait être plus faible, et susceptible d'être tournée

ou dépostée. Il savait aussi qu'il avait négligé d'occuper la petite ville de Leaw, qui est un poste de campagne très-régulier, et qui, dans le projet d'attaque d'une des armées contre l'autre, pouvait servir, ou de pivot au mouvement de l'agresseur, ou de point de résistance pour l'attaquer.

En avant de la ligne ennemie, qui s'étendait de Landen vers Leaw, sont les trois villages d'Oberwinde, Middlewinde et Nerwinde; au-dessous de celui du centre, est un monticule, nommé la Tombe de Middlewinde, qui domine les trois villages et un vallon qui les sépare de la ville de Landen. En cas d'attaque, celui qui occupe cette place est maître de toute cette plaine, et doit nécessairement faire reculer son ennemi.

C'est sur ces données que Dumouriez avait arrangé le plan de la bataille, dont voici la disposition. La première colonne formant la droite de l'armée, composée de l'avant-garde aux ordres du général Lamarche, débouchant par le pont de Neerhelyssen, devait se porter dans la plaine entre Landen et Oberwinde, pour déborder la gauche de l'ennemi et inquiéter son flanc. La deuxième colonne, composée de l'infanterie de l'armée des Ardennes, commandée par le lieutenant-général Leveneur, débouchant aussi par le même pont, soutenue par un gros corps de cavalerie, devait se porter avec rapidité sur la Tombe de Middlewinde, et attaquer le village d'Oberwinde qui ne pouvait résister au canon de 12, placé sur la Tombe. La troisième

colonne aux ordres du général Neuilly, débouchant aussi par le même pont, devait attaquer en même temps le village de Nerwinde par sa droite.

Ces trois colonnes formaient l'attaque de droite, commandée par le général en chef Valence qui devait ensuite, en cas de succès, par un quart de conversion par sa gauche, poussant la gauche de l'ennemi devant lui, continuer à marcher en bataille, laissant Landen derrière lui, et faisant face à Saint-Tron.

L'attaque du centre, commandée par le duc de Chartres, était composée de deux colonnes. La quatrième colonne, commandée par le lieutenant-général Dietmann, passant la rivière au pont de Laër, devait traverser rapidement le village, qui n'était occupé que par quelques tirailleurs impériaux, et se porter directement sur le front du village de Nerwinde. La cinquième colonne, commandée par le général Dampierre, devait, après avoir passé au pont d'Ésemaël, se porter sur la gauche de Nerwinde. Ces deux colonnes devaient ensuite suivre le mouvement de la droite, en formant une ligne diagonale avec leur point de départ.

L'attaque de gauche, aux ordres du général Miranda, était composée de trois colonnes. La sixième aux ordres du général Miaczinsky, passant la rivière à Over-Helpen, devait attaquer devant elle, en se dirigeant sur Neerlanden, observant de ne jamais dépasser la tête de la cinquième colonne. La septième colonne aux ordres du général

Ruault, devait passer la rivière au pont d'Orsmaël, et attaquer par le grand chemin de Saint-Tron. La huitième colonne aux ordres du général Champmorin, devait passer la rivière au-dessous de Neerlinter, au pont de Bingen, et se jeter dans Leaw, qu'elle devait tenir jusqu'à la fin de la bataille.

En cas d'une pleine réussite, l'armée française devait à la fin de l'action se trouver rangée en bataille, sa gauche à Leaw et sa droite à Saint-Tron, faisant face à Tongres qui était le point *obligé* de retraite de l'armée impériale. Les bords de la Gette à portée des ponts, étaient garnis de batteries pour protéger la retraite des colonnes en cas de défaite.

Le 18 mars, entre sept à huit heures du matin, toutes les colonnes s'ébranlèrent à la fois avec beaucoup d'ordre, et passèrent la rivière sans obstacle. Le général Lamarche se porta d'abord dans la plaine de Landen, mais il fit la première faute, n'y trouvant pas d'ennemis, de se rabattre par sa gauche sur le village d'Oberwinde, et de se confondre avec la seconde colonne; celle-ci fut retardée par la lenteur de la marche de l'artillerie et de l'infanterie; cependant elle attaqua sur les dix heures le village d'Oberwinde et la Tombe de Middlewinde, avec tant de vigueur, qu'elle les emporta; mais elle n'eut pas la sagesse de garder la position de la Tombe que les Autrichiens reprirent et qui fut disputée toute la journée. La

troisième colonne entra avec tant de vivacité dans Nerwinde, qu'elle en chassa les Impériaux; mais le général Neuilly abandonna presqu'aussitôt ce village, pour s'étendre dans la plaine, en se rapprochant de la deuxième colonne. Le général Neuilly prétend qu'il en a reçu l'ordre du général Valence qui dit de son côté que ce fut un malentendu du général Neuilly.

Les Impériaux rentrèrent aussitôt dans Nerwinde d'où ils furent chassés une seconde fois par la quatrième et la cinquième colonne aux ordres du duc de Chartres. Le général Desforêts, excellent officier, y fut blessé d'un coup de fusil à la tête. La confusion se mit dans cette attaque, le village se trouva encombré d'infanterie qui se mêla, se mit en désordre, et l'abandonna encore à l'apparence d'une seconde attaque de l'ennemi.

Le général Dumouriez qui arriva sur ces entrefaites, fit attaquer encore une fois le village qui fut encore emporté, mais les troupes en sortirent aussitôt, et tout ce qu'il put faire fut de les rallier à cent pas de Nerwinde qui resta rempli de morts et de blessés des deux partis, et que les Impériaux n'occupèrent que le soir. Ce fut dans ce moment de désordre que la cavalerie impériale, débouchant dans la plaine entre Nerwinde et Middlewinde, chargea la cavalerie française, à la tête de laquelle combattait avec beaucoup de valeur le général Valence qui fut blessé, et obligé de se retirer à Tirlemont. Cette cavalerie impériale fut

très-maltraitée et repoussée. Pendant cette charge un autre corps de cavalerie déboucha avec la même fureur par la gauche de Nerwinde pour se jeter sur l'infanterie de la quatrième colonne. Le général Thouvenot qui s'y était posté, fit ouvrir les rangs pour la laisser passer, ensuite il lui fit faire, si à propos, une décharge de canon à mitraille et de mousqueterie, par le régiment de Deux-Ponts, que presque toute cette cavalerie fut détruite.

Dès-lors le sort de la bataille se trouva fixé à la droite et au centre en faveur des Français qui s'étant remis en bon ordre, pleins de confiance et de courage, passèrent la nuit sur le champ de bataille, se préparant à recommencer le lendemain à la pointe du jour pour compléter leur victoire. Les Impériaux ont avoué qu'ils étaient prêts à faire leur retraite, et que leurs équipages avaient déjà eu ordre de se retirer sur Tongres.

Mais les événemens se passaient bien différemment à la gauche. La sixième et la septième colonne avaient attaqué devant elles avec beaucoup de vigueur ; mais étant déjà maîtresses d'Orsmaël, la terreur se mit dans les bataillons de volontaires qui abandonnèrent les troupes de ligne. Les Impériaux, voyant le désordre, l'augmentèrent par une charge de cavalerie, qui acheva de mettre ces deux colonnes en déroute. Guiscard, maréchal-de-camp de l'artillerie, fut tué, ainsi que plusieurs aides-de-camp et officiers d'état-major ; les gé-

néraux Ruault et Ihler furent légèrement blessés.

Il y avait encore bien de la ressource, il n'était pas plus de deux heures après-midi, les Impériaux ne poursuivaient pas ces deux colonnes qui avaient repassé le pont d'Orsmaël; le général Miranda venait de recevoir l'avis qu'il venait d'arriver à Tirlemont les huit bataillons du corps des flanqueurs de Miaczinsky tout frais, et dont il pouvait se renforcer, en leur faisant occuper la hauteur de Wommersem en-deçà de la Gette. Mais, soit que le général eût perdu la tête, soit plutôt qu'il se livrât à son ressentiment, et que voyant le succès de la droite, commandée par son rival, le général Valence, il voulût l'empêcher, il donna l'ordre de la retraite, et l'exécuta jusque derrière Tirlemont, à plus de deux lieues du champ de bataille; ce qu'il y eut de plus perfide dans sa conduite, c'est qu'il n'envoya au général aucun avis de ce mouvement qui livrait le centre et la droite de l'armée à tout le poids de l'attaque de l'ennemi, qui au reste ne profita pas de cette lâche retraite, ni pour se débarrasser de cette gauche qu'il pouvait détruire entièrement, en la poursuivant jusqu'à Tirlemont, ni pour recommencer l'attaque contre le centre et la droite, qu'il pouvait prendre en flanc.

Le général Champmorin s'était emparé de Leaw où il se maintint, jusqu'à ce que voyant la retraite du général Miranda, il abandonna très-tard ce poste, repassa par son pont de Bingen qu'il coupa après lui, et remonta à sa position d'Oplinter. Peut-

être l'inaction des Impériaux contre la gauche de l'armée française, après la retraite du général Miranda, est-elle due à la position de Champmorin à Leaw, d'où il débordait leur droite.

Le général Dumouriez avait été occupé pendant toute l'action à rétablir l'ordre à sa droite et à son centre, et à s'assurer du succès dans cette partie, qui était la plus essentielle, étant chargée de tout le mouvement, dont la gauche était le pivot. Dès deux heures après-midi il avait cessé d'entendre le feu de sa gauche, qui avait été jusqu'alors très-vif, mais il avait d'abord attribué ce silence à un succès; il avait pu juger par la progression du feu, que les sixième et septième colonnes, que la difficulté du terrain l'empêchait de voir, après avoir poussé ce qui était devant elles, s'étaient arrêtées à un point fixe pour ne pas dépasser la tête des colonnes de leur droite : mais rien ne pouvait lui faire conjecturer l'inconcevable retraite du général Miranda, et il est peut-être heureux de l'avoir ignorée, dans le moment où il était occupé à réparer les désordres de la droite et du centre.

Sur la fin de la journée, il remarqua des colonnes impériales qui se portaient de leur droite à leur gauche pour la renforcer, ce qui lui fut d'un mauvais augure; mais il n'avait encore que des soupçons, n'ayant aucun message du général Miranda. Il passa ainsi la soirée devant le village de Nerwinde. A la fin ses soupçons qu'il n'avait communiqués qu'au général Thouvenot, devinrent des inquiétudes

réelles. Il partit avec le chef de l'état-major, deux aides-de-camp et deux domestiques, pour se porter à sa gauche. En arrivant au village de Laër à dix heures du soir, il fut étonné de le voir abandonné par ordre du général Dampierre qui, après s'être conduit avec beaucoup de valeur dans la bataille, avait repassé, sans avoir reçu d'ordre, la Gette, à la nuit tombante, avec sa division, et s'était retiré à sa première position du village d'Esemaël. Continuant sa route, il arriva près du pont d'Orsmaël qu'il croyait occupé par les colonnes de Miranda, et qui l'était par les hulans autrichiens, par lesquels il pensa être pris. Il se replia par le chemin de Tongres sur Tirlemont, étonné du silence et de la solitude qu'il trouva jusqu'à une demi-lieue de cette ville, où il trouva trois ou quatre bataillons bordant le grand chemin, sans cavalerie, et sans ordre, qui lui apprirent la honteuse retraite de sa gauche.

Il trouva dans Tirlemont le général Miranda qui froidement écrivait à ses amis. Le général Valence avait fait tous ses efforts inutilement pour l'engager à se reporter en avant, en l'assurant que la bataille était gagnée par la droite et le centre, et que ce mouvement achèverait de décider le succès. Le général Dumouriez lui ordonna très-sévèrement de rassembler, dans la nuit même, son corps d'armée, et d'aller occuper la hauteur de Wommersem, le grand chemin et le pont d'Orsmaël, ainsi que celui de Neerhelpen, pour au moins assurer le passage

de la Gette et la retraite de la droite et du centre qui se trouvaient engagés au milieu de l'armée ennemie avec une rivière derrière eux.

Telle est cette bataille de Nerwinde qui a décidé le sort de la campagne, et qui eût été entièrement gagnée, si le général Miranda, après le premier désordre de ses deux colonnes, au lieu d'ordonner la retraite, avait bordé la Gette, et avait conservé la position des ponts d'Orsmaël et de Neerhelpen, qui le tenait toujours en ligne avec sa droite et sa gauche. Cette retraite a été d'autant plus fâcheuse, que ces deux colonnes ont perdu plus de deux mille hommes, pendant que le reste de l'armée n'en a perdu que six cents, après de sanglants combats. Les Impériaux ont avoué quatorze cents hommes de perte, c'est-à-dire le double. Les Français ont perdu environ trois mille hommes tués ou pris, et plus de mille blessés, outre beaucoup de canons.

Les deux partis ont fait également des fautes. Les Français n'ont pas pressé assez l'attaque de la Tombe de Middlewinde, qui était le point décisif; ils l'ont ensuite abandonnée sans savoir pourquoi. Le général Neuilly a pensé tout perdre en abandonnant le village de Nerwinde sur un ordre verbal; Miranda, après s'être emparé du village d'Orsmaël, a eu tort de céder à la terreur de ses troupes, et a tout perdu en ordonnant la retraite qui est devenue une déroute. Les Impériaux ont fait la première faute de ne pas défendre les bords de la Gette; la seconde, de ne pas attaquer en tête

et en flanc les trois colonnes de droite, pendant qu'elles montaient pour les attaquer, exposées aux feux des villages de Leer, Nerwinde, Middlewinde et Oberwinde ; troisièmement d'avoir abandonné le poste élevé et avantageux de la Tombe de Middlewinde, et de n'y avoir pas placé une batterie ; quatrièmement de n'avoir pas occupé Leaw à leur droite ; cinquièmement de n'avoir pas poursuivi Miranda dans sa déroute ; sixièmement de n'avoir pas au moins attaqué avec leur droite, qui n'avait plus d'ennemis en tête, le flanc gauche des colonnes du centre de l'armée française, qui étaient en bataille devant Nerwinde (1).

---

(1) On a reproché au général Dumouriez diverses inexactitudes et quelques omissions dans le récit que l'on vient de lire. Miranda, grièvement inculpé par le général en chef, présenta dans le temps à la Convention un récit tout à son avantage. D'autres narrateurs ont ajouté des circonstances échappées à la fois à Miranda et à Dumouriez. Nous ne pourrions, sans dépasser les limites de ces notes, nous livrer ici à l'examen contradictoire de ces différens témoignages ; mais, pour mettre le lecteur en état de se former une opinion, nous avons annexé à la fin de ce volume (*note* B), 1° le récit de la bataille de Nerwinde, extrait des *Victoires et Conquêtes*. Toutes les versions sont rapprochées dans ce récit auquel on a joint un extrait de la relation de Miranda. 2° Le rapport officiel du prince de Cobourg. Ces deux pièces nous paraissent suffisantes pour mettre le lecteur sur la route de la vérité.

(*Note des nouv. édit.*)

CHAPITRE VII.

Retraite du 19. — Combat de Gotzenhoven.

Il ne restait au général Dumouriez d'autre parti à prendre que d'assurer la retraite de la droite et du centre de son armée. Leaw, le point déterminant du succès, était abandonné; tout ce qu'il pouvait espérer dans la confusion des troupes aux ordres de Miranda, était de ramener cette gauche, non pas sur le terrain de la bataille au-delà de la petite Gette, mais sur ses bords en-deçà. Il manquait beaucoup de canons à ces deux colonnes qui avaient souffert dans leur déroute. Tous les généraux, officiers supérieurs ou d'état-major, étaient hors de combat. Indépendamment de la perte réelle par le fer de l'ennemi, plus de six mille hommes étaient déjà désertés sur le chemin de Bruxelles et de la France.

Le général passa le reste de la nuit à donner les ordres de retraite à sa droite que commandait alors en chef le duc de Chartres par l'absence du général Valence, et qui se conduisit avec sang-froid, courage et prudence. Les Impériaux venaient de gagner une grande victoire, mais ils n'en étaient pas sûrs. Ils avaient été si frappés des grands avantages remportés par la droite et le centre des Français, que malgré le succès de leur droite contre

notre gauche, ils n'étaient pas tentés de les poursuivre. Ils voyaient les Français en bataille, prêts à recommencer; ils soupçonnaient vraisemblablement que leur gauche allait reprendre sa position : ainsi ils n'interrompirent pas plus la retraite, qu'ils n'avaient mis d'obstacle à l'attaque.

Cette retraite se fit en plein jour, par les mêmes ponts, par le même procédé, avec la même fierté, sans précipitation. Dumouriez envoya le général Thouvenot à la droite pour recevoir les colonnes et les placer à mesure dans le champ de bataille, depuis Gotzenhoven jusqu'à Hackendower, pendant que lui-même se chargea de rassembler la gauche et de la ramener aux points de Wommersem et du pont d'Orsmaël. Les ennemis étaient déjà maîtres de ce dernier, et le général, pour les empêcher d'avancer trop par la chaussée, prit la précaution d'envoyer ordre au général Dampierre, posté à Esemaël, de faire faire un mouvement à gauche à la moitié de sa division pour flanquer le grand chemin, et de tenir dans cette position en potence jusqu'à ce que le centre eût repassé la rivière; alors de rétablir lentement sa ligne avec lui, et de reculer en front de bandière jusqu'au champ de bataille, dont Gotzenhoven fait la droite, et Hackendower la gauche, faisant face à la petite Gette.

Cet ordre, parfaitement exécuté par le général Dampierre, sauva l'armée; car les colonnes de Miranda avaient acquis un tel degré de désordre et d'apathie sur leur honte du jour précédent, qu'il

était dix heures du matin avant que le général Dumouriez pût les faire marcher, en bonne contenance, en avant d'Hackendower, en bataille à la droite et à la gauche du grand chemin.

La tête de l'armée impériale avait déjà passé le pont d'Orsmaël, et s'était formée avec son artillerie sur la hauteur de Wommersem que le général ne put jamais engager ses troupes à attaquer, quoiqu'elles fussent écrasées par cette artillerie dominante, et qu'elles souffrissent cette perte continuelle avec une constance héroïque. Dumouriez pensa être tué dans cette occasion; un boulet fit abattre son cheval et le couvrit de terre : la vivacité avec laquelle il se releva empêcha un grand désordre, et peut-être une déroute que sa chute fut sur le point d'occasioner. Cette gauche, qui avait fui la veille avec tant de lâcheté, soutint alors avec intrépidité tout l'effort de l'attaque des Impériaux, mais le général n'y distingua qu'un courage de résistance, dénué de l'audace qu'il voulait inspirer, pour aller à la baïonnette culbuter les troupes établies sur le plateau de Wommersem, ayant la Gette à dos. Il se mit plusieurs fois à la tête de la colonne sans pouvoir la faire avancer, trop heureux de la voir tenir ferme dans sa position qui était plus dangereuse que ne l'aurait été une attaque vigoureuse sur cette partie de l'armée impériale qui, séparée du reste, avec un pont pour retraite, aurait pu être battue, s'il avait eu plus d'officiers pour conduire ses colonnes.

Pendant que la gauche de l'armée française éprouvait encore ce reste d'impression de la terreur de la veille, la gauche des Impériaux montrait la même stupéfaction par la même cause, et laissait passer tranquillement la rivière à la droite et au centre des Français; elle leur laissa même prendre la position de Gotzenhoven où elles se rangèrent en bataille avant de se décider à passer elle-même la rivière pour venir les attaquer. Ainsi toute la journée se passa en manœuvres et en déploiemens, formant un superbe coup-d'œil d'exercice, avec quelques canonnades et fusillades entre les têtes des deux armées, et le soir on bivouaqua très-près l'un de l'autre en bataille.

Cette retraite fière, et faite avec le plus grand ordre, a été d'autant plus admirée des Impériaux, qu'elle ne parcourait qu'environ trois quarts de lieue de terrain, et que l'armée française paraissait reprendre tranquillement sa position de la veille de la bataille. On a dû la glorieuse victoire de Jemmapes principalement à la valeur héroïque et au coup-d'œil sûr du jeune duc de Chartres. A Nerwinde, on lui eut l'obligation du salut de la droite et du centre de l'armée, dont il exécuta la retraite avec un sang-froid intrépide qui arrêta la poursuite des généraux et de l'armée ennemie qui l'admirèrent. Mais dans la soirée même que l'armée avait repris la position entre Gozenhoven et Hackendower, le général Dumouriez eut lieu d'être convaincu, par l'esprit de dégoût et d'apathie qui re-

gnait dans son armée, que s'il restait en position de recevoir bataille le lendemain, il serait infailliblement battu, et qu'alors la déroute serait complète.

Dans tous les temps, pour bien conduire le soldat français, il a fallu consulter ses impressions, mais plus encore depuis la révolution qui, ayant entièrement anéanti la subordination militaire, a donné encore plus d'essor à cet esprit volontaire et capricieux qui tient au caractère national. Il est dans la nature active et impétueuse du Français de marcher toujours devant soi et de conquérir; mais il n'est pas propre à conserver ses conquêtes. Sans que sa bravoure diminue, la guerre défensive et méthodique l'ennuie et le contrarie; et dans ce cas, lorsqu'il ne peut pas être retenu par la sévérité des lois militaires qui n'existent plus, il abandonne ses chefs et ses drapeaux, et il déserte par légèreté et sans s'embarrasser des conséquences. Les troupes de ligne, contenues par un reste d'attachement à leurs drapeaux, et de pudeur, faisaient encore bonne contenance, mais les gardes nationales, qui faisaient les trois quarts de l'armée, disaient tout haut qu'il était inutile de se faire tuer dans la Belgique, qu'il fallait aller défendre ses foyers, et partaient par compagnies et par bataillons entiers. Il eût été dangereux et impossible de vouloir les retenir par force.

Il ne fallait plus penser qu'à se retirer en bon ordre pour couvrir leur défection et les empêcher

d'être massacrés par les Impériaux et par les paysans. Le général sentit douloureusement cette nécessité, et se vit contraint à passer la grande Gette dans la nuit, et à se retirer sur les hauteurs de Cumptich, en arrière de Tirlemont. Tous ses mouvemens arrangés avec méthode, et exécutés avec une précision qu'on aurait à peine espérée d'une armée plus exercée et point battue, se firent avec succès. Les Impériaux, trompés par les feux entretenus avec soin, et par la vigueur et la bonne contenance de l'arrière-garde, ne se mirent en mouvement que le 20 pour venir tâter Tirlemont d'où les Français avaient eu le temps d'évacuer leurs magasins. Cependant le général Miaczinsky, qui était chargé de la garde de cette ville, y perdit un canon de 12 par la précipitation de sa retraite.

CHAPITRE VIII.

Retraite des 20 et 21. — Combat sur la Welpe. — Lacroix et Danton à Louvain. — Combat du 22.

La position de Cumptich a l'avantage d'être très-élevée au-dessus de la Gette. Ce camp faisant face à Tirlemont, a sa gauche appuyée à la Welpe, qui court ensuite derrière lui par Bautersem et Wertryk; la droite, en arrière de Hougaerde, est moins bien défendue. Ce n'est cependant qu'une position de passage; elle ne protège pas Louvain, si l'ennemi passe par Diest; ni Bruxelles, s'il tourne par Judoigne. Le général, ne pouvant pas y tenir long-temps, profita de la journée du 20 pour passer la Welpe, et prendre le camp de Bautersem, sa droite appuyée à Op et Neerwelpe, sa gauche sur les hauteurs et dans les bois en avant de Pellenberg.

Il renvoya le général Neuilly avec sa division, renforcée jusqu'à six mille hommes, vers Judoigne, avec ordre d'empêcher les partis impériaux de pénétrer, de les observer et de se retirer sur Bruxelles par la forêt de Soignies, en cas qu'il fût poussé par une force très-supérieure; il lui donna une instruction pour la défense de cette forêt, et il écrivit au général Duval de renforcer le général Neuilly de tout ce qu'il pourrait tirer de sa garnison,

et des troupes qui lui arriveraient. Il lui donna en même temps ses ordres pour faire arrêter les déserteurs et les renvoyer au camp.

Il écrivit au lieutenant-général d'Harville de mettre une garnison de deux mille cinq cents hommes dans le château de Namur, et de se tenir prêt à marcher avec le reste, soit en avant soit en arrière, soit sur Bruxelles, selon le mouvement que faisait le général Beaulieu qui, avec huit à dix mille hommes, s'avançait par Huy.

Il avait placé à Diest une garnison suffisante, croyant cette place à l'abri d'un coup de main, d'après le rapport du général Champmorin, qui n'était pas exact. Il mit en communication avec ce poste le général Miaczinsky à l'abbaye de Gemps; il renforça la garnison de Malines ; il envoya le général Ruault à Anvers, pour soulager le vieux lieutenant-général Marassé, et prendre le commandement de ce corps d'armée qui, renforcé de la division de La Marlière, montait à plus de vingt mille hommes ; il recommanda au général Ruault de tenir Lier tant qu'il pourrait, et de se retirer ensuite dans les lignes d'Anvers si les Prussiens et les Hollandais venaient sur lui en trop grand nombre. Le même jour, 20, un détachement des ennemis, sans canons, moins fort que la garnison de Diest, vint l'insulter, elle se sauva lâchement jusqu'à Malines. L'avant-garde impériale fit aussi, sans succès, une attaque sur les villages d'Op et Neerwelpe.

Pendant que le général Dumouriez était occupé à cette attaque, il vit arriver les commissaires Lacroix et Danton qu'il renvoya à Louvain où il arriva le soir. Ils paraissaient très-affectés de la perte de la bataille, et surtout du débandement de l'armée, ayant rencontré à Bruxelles, et tout le long de la route, des corps entiers de déserteurs. Mais ils l'étaient bien plus de la commission qu'ils avaient, disaient-ils, d'engager le général à se rétracter de sa lettre du 12, qui avait occasioné un grand déchaînement contre lui dans la Convention, à cause de sa trop franche véracité. Il leur déclara qu'il n'avait mandé que ce qu'il pensait; que les désastres dont ils étaient témoins, étaient une conséquence des maux qu'il avait prévus, et auxquels il avait voulu remédier autant qu'il le pouvait, surtout en faisant cesser la tyrannie et l'injustice dans la Belgique; que la nécessité où il allait se trouver de se retirer d'un pays où il n'avait aucun moyen de se défendre, devait leur faire sentir combien étaient sages les ordonnances qu'il avait rendues, et contre lesquelles la Convention n'était prévenue, que parce qu'elle était mal instruite et trompée; que ces ordonnances avaient désarmé les paysans, et nous avaient ramené la bonne volonté du peuple; qu'ainsi elles allaient être le salut de l'armée, qui, désorganisée, battue, plus rebutée encore qu'effrayée, était hors d'état de se défendre, à la fois, contre les Impériaux, plus nombreux qu'elle et vainqueurs, et

contre les gens du pays révoltés de nos excès en tout genre. Ils furent obligés d'en convenir, mais comme ils insistaient cependant sur la rétractation, le général, après leur avoir retracé tous ces griefs, leur avoir peint très-fortement tous les malheurs en tout genre, qui allaient résulter de la conduite folle et criminelle de la Convention, leur déclara positivement qu'il ne se rétracterait pas, parce que la perte ou le gain d'une bataille ne changerait jamais rien ni à ses principes, ni à son opinion, ni à son caractère. Ces commissaires mirent dans toute cette négociation beaucoup d'esprit, d'intérêt et de cajolerie. Enfin, après une très-longue discussion, le général consentit à écrire, en six lignes, au président : « Qu'il priait la Convention de ne rien préjuger sur sa lettre du 12 mars, avant qu'il eût le temps de lui en envoyer l'explication. » Les deux députés partirent avec cette lettre insignifiante.

Le 21, le général ayant appris la perte de Diest, jugea qu'il était nécessaire de se rapprocher de Louvain de peur que l'ennemi ne passât le canal pour couper sa communication avec Malines, ou n'attaquât Louvain même. Il fit occuper les hauteurs de Pellenberg par la division du général Champmorin, flanqué à sa gauche par celle de Miaczinsky à Saint-Petersroëde. Il plaça le général Lamarche avec l'avant-garde sur les hauteurs de Coorbeck, bordant le grand chemin. Il plaça les dix-huit bataillons de l'armée des Ardennes, commandés par le général Leveneur, sur les hauteurs et dans

les bois de Merendael; la division du général Dampierre vers Florival en communication avec celle du général Neuilly qui se retira vers Tombeke à la tête de la forêt de Soignies.

Le mouvement de l'armée fut inquiété par les Impériaux; on se cannona toute la journée.

Le 22 au matin, les ennemis firent une attaque générale contre Pellenberg, Coorbeck et le bois de Merendaël. Blierbeck était en avant de la position du général Leveneur qui avait jugé nécessaire de l'occuper. Une colonne de grenadiers hongrois s'empara de ce village, mais elle en fut chassée avec un grand carnage par le régiment d'Auvergne commandé par le colonel Dumas qui lui prit deux pièces de canon. L'attaque contre l'avant-garde fut beaucoup moins vive. Celle contre le Pellenberg fut très-acharnée: le général Champmorin la soutint avec autant de courage que d'intelligence. Il fut renforcé de quelques bataillons et ne put être forcé. Cette violente attaque avait duré toute la journée sur le front de l'armée; les colonnes des Autrichiens, très-maltraitées, se retirèrent.

Telle est la brillante journée du 22 de Louvain. La veille, le général Dumouriez avait été dans le cas, pour des prisonniers et des blessés, d'envoyer le colonel Montjoye au quartier-général du prince de Cobourg. Il y vit le colonel Mack, chef de l'état-major de l'armée impériale, officier d'un rare mérite, qui lui dit qu'il croyait qu'il serait avantageux aux deux partis de convenir d'une suspension

d'armes. Le 22, le général, qui avait beaucoup réfléchi sur la position et les dangers de son armée, renvoya le colonel Montjoye demander au colonel Mack s'il voulait venir à Louvain reporter au général la proposition qu'il avait faite. Le colonel Mack vint le soir. On convint verbalement, en peu de mots, des articles suivans : 1° que les Impériaux ne feraient plus de grandes attaques, et que le général de son côté ne chercherait pas à livrer bataille ; 2° que, d'après cet armistice tacite, les Français se retireraient sur Bruxelles lentement, en bon ordre, sans être inquiétés ; 3° qu'on se reverrait, après l'évacuation de Bruxelles, pour convenir des faits ultérieurs.

Telle fut la première convention, non écrite, entre les deux généraux. Elle devenait de plus en plus nécessaire au général Dumouriez dont l'armée diminuait à tous momens, surtout en officiers ; auquel il restait peu de munitions en cas d'affaire, et qui était malheureusement très-convaincu qu'en cas d'attaque sérieuse il serait certainement abandonné.

Il en eut la preuve le lendemain. Les Impériaux se croyaient si peu liés par cette convention du colonel Mack, que le général Clairfayt à qui on l'avait laissé ignorer, attaqua le Pellenberg et l'avant-garde du général Lamarche. Le combat se rétablit sur tout le front de l'armée. Champmorin défendit sa position avec la même vigueur ; mais vers la fin de la journée, dans le temps où l'infanterie impériale se retirait, où il ne restait plus devant nous que

des troupes légères et des tirailleurs, le vieux Lamarche perdit la tête, et, malgré les prières de Montjoye, de Barrois et des chefs de corps, il se replia sans ordre d'abord sur l'abbaye du Parc, ensuite de l'autre côté de la Dyle, derrière Louvain. Les Impériaux, qui avouent sept cents hommes de perte, c'est-à-dire deux mille dans les combats de Louvain, étaient si rebutés qu'ils ne profitèrent point de cette lâche retraite qui laissait un vide très-dangereux entre les généraux Leveneur et Champmorin. Le premier avait parfaitement combattu toute la journée ; mais dès qu'il se vit abandonné par le général Lamarche, il n'attendit aucun ordre, passa aussi la Dyle, et alla se placer entre Coorbeck et Heverle. Après cette défection, Dumouriez n'eut d'autre parti à prendre que d'ordonner au général Champmorin d'abandonner le Pellenberg, et de se retirer aussi derrière la ville, passant par l'abbaye de Vlierbecke et par la ville. Miaczinsky se retira par un pont un peu plus éloigné, donnant sur le chemin de Diest, protégé par une batterie de canon placée sur la hauteur.

Le général avait profité de ces deux journées pour faire évacuer ses blessés et ses farines sur des bateaux qu'il dirigea sur Malines. Une partie des autres approvisionnemens fut jetée dans les canaux ; mais l'avarice et la confusion en firent parvenir une grande quantité entre les mains de l'ennemi qui entra dans Louvain le soir même, après que le général en fut sorti avec la garnison de cinq

bataillons, qui fit l'arrière-garde. Les Impériaux prirent aussi sur le canal de Louvain les bateaux chargés des blessés que l'escorte abandonna à la vue de quelques hussards. Ils les traitèrent avec beaucoup d'humanité, malgré les atroces calomnies des jacobins, répandues pour irriter les soldats français, et les engager à faire la guerre sans quartier et avec barbarie.

Cette honteuse retraite de Louvain prouve combien était difficile et dangereux l'état des généraux en chef des armées françaises, continuellement trahis par des généraux désobéissans qui donnaient l'exemple de l'insubordination et quelquefois de la lâcheté ; abandonnés par les soldats, et surtout par les officiers ; obligés, quand, en conséquence d'un plan d'attaque ou de défense, ils avaient donné un ordre, d'en avoir un autre tout prêt pour réparer ou la mauvaise exécution, ou le défaut d'exécution du premier ; ne connaissant jamais ni la force des différens corps de leur armée, ni leur véritable position, parce qu'ils ne restaient jamais dans celle qui leur était ordonnée ; dépendant du caprice, des passions, de la mauvaise foi ou de l'ignorance des chefs qui devaient les seconder ; n'ayant aucun moyen ni de punir, ni de s'assurer l'obéissance ; certains de se faire des ennemis très-dangereux de ceux auxquels ils reprochaient seulement leurs fautes ; toujours incertains sur l'article des subsistances, parce qu'on avait substitué à l'ancien régime des ignorans et des fripons ; n'osant jamais

hasarder une grande manœuvre avec des soldats braves jusqu'à la témérité, mais sans officiers, sans expérience, mal armés, faciles à décourager, mutins, raisonneurs, de différentes factions, toujours débandés et pillards, plus prompts à se rebuter qu'à se ranimer, et n'ayant aucun moyen de ralliement, aucune loi, aucun frein.

Avec de tels moyens, quand les généraux avaient d'heureux succès, ils étaient sûrs d'être calomniés dans les journaux et dans les clubs, et d'être dénoncés à la Convention, la plus aveugle, la plus imprudente et la plus soupçonneuse. S'ils étaient malheureux, on jetait sur eux la responsabilité de tous les événemens, on les accusait de trahison ou de lâcheté.

Tel était et tel est encore le sort des généraux de la république française, dans une guerre d'où dépend non-seulement la destruction de l'empire français, mais la liberté individuelle de chaque citoyen. Dumouriez a été remplacé par Dampierre qui a eu le bonheur d'être tué; Dampierre par Custine, qui a péri sur un échafaud; celui-ci par Houchard, qui a eu le même sort après avoir battu l'armée anglaise et fait lever le siége de Dunkerque. Les désorganisations de toute espèce auraient amené la ruine entière de la France, et peut-être son partage entre ses conquérans, si leurs armées n'eussent été conduites par des généraux trop froids et trop méthodiques, et si la Providence n'avait suscité le génie de Carnot,

qui, secondé par l'habileté et le courage de Pichegru et de Jourdan, a ramené la victoire sous le drapeau tricolore (1).

---

(1) Le général Dumouriez a fait disparaître de cette édition un paragraphe dans lequel il avait commis une erreur inconcevable. Il confondait, dans ce passage, le maréchal Jourdan avec l'horrible Jourdan, surnommé *Coupe-Tête*, dont la présence hideuse effraya long-temps la ville d'Avignon.

(*Note des nouv. édit.*)

CHAPITRE IX.

Retraite sur Bruxelles. — Son évacuation. — Camp d'Enghien. — D'Ath. — Conférence à Ath avec le colonel Mack. — Arrestation du général Miranda.

Le désordre de la retraite de Louvain avait détruit toute l'énergie que l'armée avait montrée dans les combats précédens. Heureusement la nuit avait caché aux ennemis ce débandement universel dont, malgré la convention verbale du colonel Mack, il aurait probablement profité pour achever de la disperser et de la détruire. Le général réussit difficilement à lui faire faire halte sur les hauteurs de Cortenbergue, à moitié chemin de Bruxelles. Cette nouvelle circonstance lui fit changer toute sa disposition. Il commença par envoyer ordre au général Duval de commencer l'évacuation de Bruxelles.

Il ôta le commandement de l'avant-garde au vieux général Lamarche qu'il envoya en France sous prétexte de soigner sa santé qui, à la vérité, était très-mauvaise. Il le remplaça par le général Vouillé. Il forma cette avant-garde, devenue arrière-garde, d'une forte division d'artillerie, de toute la cavalerie et de vingt-cinq bataillons, presque tous de troupes de ligne. Il prit lui-même son poste à cette arrière-garde, forte de douze à quinze mille hommes, qu'on pouvait dire être l'armée. Le

reste marchait en avant et sous la protection de cette troupe d'élite, qui conserva une contenance digne de l'importance de sa fonction.

Il établit son camp sous Bruxelles, le long de la petite rivière de Woluwe, sa droite à Sanpeters-woluwe, et sa gauche à Vilvorde. Il n'avait gardé que la quantité de pièces de position nécessaires pour son arrière-garde; et comme il avait pris la précaution de faire passer son parc d'artillerie à Anderlecht, au-delà de Bruxelles, il le fit partir le 23 par le chemin d'Enghien et d'Ath pour se porter à Tournai.

Le prince de Cobourg, qui ignorait le déplorable état de l'armée française, ne pouvait que se féliciter de la suspension d'armes qui opérait sans combat l'évacuation des Pays-Bas. Au reste, la résistance, en cas que le général eût cru être obligé de l'employer, n'eût produit que la ruine du pays, sans remplir le but de s'y maintenir. Depuis que l'empereur Joseph en a démoli les places fortes, ces provinces n'offrent plus qu'une campagne rase sans point de défense. Une bataille gagnée vous rend maître de cinquante lieues de terrain; une bataille perdue vous rejette à l'extrême frontière. Le prince de Cobourg fut très-fidèle à la promesse du colonel Mack, et resta trois jours à Louvain, n'envoyant à notre suite que de faibles avant-gardes.

Le général Dumouriez put donc s'occuper tout entier du sort de Bruxelles et des grandes villes par lesquelles son armée devait passer, en exécutant

sa retraite. Il était essentiel pour l'humanité et pour la justice, d'empêcher le pillage des Belges qui nous avaient reçus à bras ouverts; il était très-important aussi de ne pas les irriter. Ils nous rendaient encore les plus grands services, ils avaient pardonné nos excès, il ne fallait pas rouvrir des plaies récentes : le désespoir leur aurait fait reprendre les armes que les dernières ordonnances du général Dumouriez leur avaient fait tomber des mains, et l'armée française, enveloppée entre les Autrichiens et les Belges, eût été entièrement détruite en peu de jours.

Le 25, l'armée traversa Bruxelles dans le plus grand ordre, et se retira sur Hall d'où elle devait marcher sur deux colonnes pour regagner la frontière de France. Il n'y eut ni pillage, ni insulte, ni propos de part et d'autre. Les habitans de cette capitale n'ont pas oublié ce service, et en ont témoigné leur reconnaissance au général Dumouriez par toutes les marques d'estime (1) publique; il leur sait gré d'avoir été justes envers lui, et il ne serait ni proscrit ni errant s'il avait trouvé partout la même équité.

Ayant pris le parti nécessaire de se retirer lente-

(1) Le nom de Dumouriez sera toujours cher et respectable aux Belges. C'est pour avoir voulu les sauver du décret du 15 décembre qu'il s'est perdu. Ils n'oublieront point sa générosité et son humanité. C'est ce que promet, au nom de sa patrie, l'*Editeur* *.

* Cette note est due au libraire belge qui publia la première édition des Mémoires de Dumouriez. (*Note des nouv. édit.*)

ment et avec décence jusqu'à la frontière, il s'occupa des divisions séparées de son armée, pour que leur marche rétrograde fût en mesure avec la sienne.

Par sa droite, pendant que le général Beaulieu, avec sept à huit mille hommes, pénétrait par Huy, le prince de Hohenlohe arrivait de la province de Luxembourg sur Namur occupé par le général d'Harville avec environ quinze mille hommes. Mais cette division avait été formée aux dépens des garnisons de Givet et de Maubeuge. Le prince de Hohenlohe pouvait tourner vers une de ces deux places, l'enlever et pénétrer sur le territoire français. Dumouriez avait mandé au général d'Harville de laisser dans la citadelle de Namur des vivres, des munitions et deux mille cinq cents hommes de garnison, et de se retirer avec le reste en deux colonnes, l'une sur Givet, où il devait envoyer le lieutenant-général Bouchet, l'autre sur Maubeuge, qu'il devait conduire lui-même en s'arrêtant d'abord à Charleroi, ensuite sur la hauteur de Nimy, au-dessus de Mons. Cette position de Mons couvrait Maubeuge, le Quesnoy, Condé et Valenciennes : il devait trouver à Mons la division du général Neuilly, forte de six mille hommes; ainsi son camp de Nimy aurait été de dix à douze mille hommes en attendant les renforts de France.

Pendant son séjour à Bruxelles le général reçut la réponse du général d'Harville qui lui mandait qu'il n'y avait pas assez de vivres, de munitions et d'argent pour approvisionner le château de Namur

pour seulement quinze jours; qu'il fallait défendre ce poste avec toute son armée, ou l'abandonner. Il concluait par demander des ordres précis. Cette dépêche était accompagnée de l'avis, par écrit, du général Bouchet, et de pièces justificatives du commissaire des guerres Barneville. Il n'y avait pas à balancer sur la réponse. Laisser cette division à Namur, c'était risquer de voir attaquer Givet ou Maubeuge, dénuées de troupes; risquer de perdre au moins une de ces deux places, et ensuite le corps d'armée posté à Namur, qui eût été facilement enveloppé. Laisser deux mille cinq cents hommes dans la citadelle sans vivres et sans munitions, c'était livrer cette garnison aux Autrichiens, et s'affaiblir d'autant. Il ordonna donc au général d'Harville d'évacuer entièrement Namur, et de se retirer, par gradations et en bonne contenance, sur Givet et Maubeuge.

A sa gauche il avait six bataillons dans Bréda, et trois dans Gertruydenberg, qu'il pouvait bien regarder comme perdus, mais qui ayant pour quatre ou cinq mois de vivres et beaucoup de munitions, pouvaient arrêter très-long-temps les Prussiens et les Hollandais. Il voulait conserver avec eux un échelon de communication, en gardant la citadelle d'Anvers, dans laquelle il ordonna de jeter le général Berneron avec deux mille hommes et pour six mois de vivres.

Il envoya le lieutenant-général Omoran commander à Dunkerque et dans la partie maritime

du département du Nord ; il lui donna pour instruction : 1° De faire relever les lignes et les forts du camp retranché entre Dunkerque et Bergues ; 2° de tracer et faire arranger un camp retranché sur la hauteur du Mont-Cassel ; 3° de se rendre en personne à Courtrai, pour y recevoir l'armée de l'expédition de Hollande, et la placer dans le camp de Haerlebecke, ayant l'Escaut devant elle. Il envoya en même temps ordre aux généraux Marassé et Ruault de faire leur retraite, en passant l'Escaut, par la tête de Flandre, pendant que la garnison de Malines se retirait par Dendermonde ; de longer l'Escaut en traversant Gand, et de s'arrêter dans le camp de Courtrai, ou Haerlebecke, en ayant soin de ne point précipiter leur retraite, et de couper tous les ponts derrière eux.

Le projet du général Dumouriez était, s'il eût gardé les citadelles de Namur et d'Anvers, de former en dehors du territoire français une ligne imposante, passant de la droite à la gauche par Namur, Mons, Tournai, Courtrai, Anvers, Bréda et Gertruydenberg. Dans cette position, si la suspension d'armes pouvait se continuer, il espérait influer de plus près sur le rétablissement de l'ordre dans l'intérieur, et se donner tout entier à ce soin. Si la suspension ne tenait pas, les Impériaux se trouvaient au centre d'un demi-cercle, dont il fallait nécessairement qu'ils attaquassent les deux extrémités pour opérer avec succès, ce qui les forçait à une guerre de siéges, aux dépens de leur

propre territoire, et ce qui donnait le temps de réorganiser et de renforcer l'armée qui aurait repris confiance, ayant à son dos et derrière elle les places fortes. Dans ce projet, le général Dumouriez devait occuper la ville de Tournai et le camp d'Antoing, d'où, en cas d'une trop grande supériorité de l'ennemi, il avait une très-bonne position à prendre dans son ancien camp de Maulde.

En conséquence de ce plan, qui n'avait encore éprouvé de changement que par l'évacuation forcée du château de Namur, il marcha le 26 à Enghien, et le 27 à Ath, pendant que la division du général Neuilly marchait à Mons, par Hall et Braine. En arrivant à Ath, il reçut ordre de la Convention de faire arrêter le colonel du 73e régiment d'infanterie, qui avait abandonné l'armée sans ordre avec ses deux bataillons, et était rentré en France, et le général Miranda (1). Dumouriez fit exécuter à regret l'ordre contre ce général, parce qu'il était bien sûr que cette rigueur était moins un acte de justice qu'une manœuvre d'acharnement des jacobins contre Pétion et la faction de la Gironde, qui étaient les amis et les protecteurs de Miranda, qui s'est tiré d'affaire en accusant le général Du-

---

(1) Miranda prétend, dans son écrit déjà cité, que l'ordre de l'arrêter n'émanait point de la Convention, mais de Lacroix et des autres commissaires envoyés par elle à l'armée. Miranda ajoute que cet ordre ne fut donné que sur les dénonciations de Dumouriez même.

(Note des nouv. édit.)

mouriez, après sa défection de l'armée, événement qui a été très-favorable à Miranda.

Le même jour le colonel Mack arriva à Ath, et, sans rien écrire, il fut rédigé entre lui et le général une convention beaucoup plus formelle que la première. Le colonel commença par exprimer au général la reconnaissance des Impériaux, de ce que, par la sagesse de ses ordres, la retraite s'exécutait d'une manière qui sauvait des désastres affreux au pays, désastres dont ne pouvait profiter aucune des deux nations. Il fit valoir de son côté la modération avec laquelle se conduisaient les troupes impériales, pour ne pas trop inquiéter la retraite des Français, de manière cependant à cacher aux deux armées la connivence entre les généraux.

On convint que l'armée française resterait encore quelque temps sur la frontière dans la position de Mons, Tournai, Courtrai, sans être inquiétée par l'armée impériale; que le général Dumouriez, qui ne cacha plus au colonel Mack le projet qu'il avait de marcher sur Paris, réglerait, quand il serait temps, les mouvemens des Impériaux qui n'agiraient que comme auxiliaires; que s'il n'avait pas besoin de secours, ce qui était à souhaiter pour les deux partis, ils resteraient sur leur frontière sans s'avancer, et que l'évacuation totale de la Belgique serait le prix de cette condescendance; que si au contraire il ne pouvait pas opérer tout seul, non pas la contre-révolution, mais la réformation, c'est-à-dire le rétablissement

d'une monarchie constitutionnelle, il indiquerait lui-même le nombre et l'espèce de troupes dont il aurait besoin pour réussir dans ce projet, et qu'on ne les ferait marcher que sur sa direction. Le général lui annonça sa marche du lendemain sur Tournai, celle du général Neuilly sur Mons, et de l'armée de la Hollande sur Courtrai.

Il fut enfin décidé que, pour lier les opérations entre les deux parties d'armées impériales, du prince de Cobourg et du prince de Hohenlohe, lors du mouvement du général Dumouriez sur Paris, Condé serait remis aux Autrichiens, comme place de garantie, qu'ils y tiendraient garnison, mais sans aucune prétention à la souveraineté, et avec la condition qu'elle serait rendue à la France après la guerre, et après le règlement des indemnités, mais que toutes les autres places, si le parti constitutionnel était dans le cas d'avoir besoin du secours des Impériaux, recevrait garnison mi-partie, sous les ordres des Français. Les généraux Valence, Thouvenot et Chartres avec le colonel Montjoye, assistèrent à cette conférence. Telle est la première époque, telles sont les premières conditions traitées entre le prince de Cobourg et le général Dumouriez qui suivait son plan, et que les circonstances pressaient de plus en plus.

CHAPITRE X.

Camp de Tournai.

Le 28, le général marcha à Tournai où il prit la position d'Antoing, ayant son avant-garde dans Tournai et ses flanqueurs de gauche commandés par le général Miaczinsky sur le mont de la Trinité. Il envoya le général Leveneur avec l'armée des Ardennes occuper le camp de Maulde.

Il trouva dans cette ville madame de Sillery (1) avec mademoisell d'Orléans, qu'il n'avait jamais vues, et qui y étaient restées sur la recommandation que le général avait faite précédemment au lieutenant-général Omoran, commandant dans le Tournaisis, de les y garder, puisque mademoiselle d'Orléans, âgée seulement de quinze ans, se trouvait proscrite de France par un décret rendu contre les émigrés. Cette jeune princesse qui, ainsi que ses deux frères Chartres et Montpensier, est parfaitement élevée, est un modèle de vertu, de résignation et de constance.

Le duc de Chartres, qui avait servi avec une valeur distinguée et un patriotisme pur et désin-

(1) Madame la comtesse de Genlis, auteur d'une foule d'ouvrages diversement jugés.

(*Note des nouv. édit.*)

téressé, pendant la campagne précédente, et qui venait encore de déployer si utilement, pour la cause publique du nom français, un courage et un civisme à toute épreuve, était lui-même sous le décret du bannissement de la maison de Bourbon, et devenait susceptible des chicanes les plus injustes, le jour qu'il rentrerait en France.

Le général, pendant les deux jours qu'il passa à Tournai, donna à cette princesse, intéressante par ses malheurs et ses vertus, les témoignages de l'intérêt respectueux qu'elle méritait; et comme elle craignait fort, ainsi que madame de Sillery, de tomber entre les mains des Impériaux, à cause des émigrés auxquels les dames croyaient une influence plus forte que celle dont ils jouissaient, le général à son départ de Tournai les fit passer à Saint-Amand d'où elles consentirent ensuite, d'après les assurances des officiers-généraux autrichiens, à se rendre à Mons pour chercher un asile au moment où la protection du général Dumouriez, bien loin de leur être utile, ne pouvait que leur devenir funeste. Puisse la vertueuse innocence de mademoiselle d'Orléans trouver sa récompense, ou au moins sa sûreté, dans les soins de la bienfaisante Providence!

C'est dans le camp de Tournai que Dumouriez apprit que le général Neuilly, en arrivant à Mons, n'avait pas pu retenir sa division qui, au lieu de prendre la position des hauteurs de Nimy, avait pillé les magasins, et s'étant débandée, s'était en-

fuie sans être ni suivie ni attaquée, jusqu'à Condé et Valenciennes. Il ne restait plus au général Neuilly que sa cavalerie. Le général lui ordonna de se retirer avec elle dans Condé, et de la répandre en avant, embrassant le plus de terrain qu'il pourrait entre Binche, Roeux, Soignies et Leuse, coupant les ponts, enlevant les fourrages, chevaux et chariots.

Cet abandon de Mons rendait la position de Dumouriez à Tournai fort précaire, sa droite se trouvant entièrement découverte; mais indépendamment de la suspension d'armes, il connaissait assez le pays pour être sûr de sa retraite, et il ne voulait pas la faire qu'il ne connût le mouvement de sa gauche, parce que dans le cas où le camp d'Haerlebecke eût été occupé, il se fût toujours trouvé en mesure. Il prit seulement la précaution de mander au général d'Harville de ne plus s'occuper que du camp de Maubeuge et de Givet pour empêcher les ennemis de pénétrer de ce côté sur notre territoire.

Le 29, arrivèrent à Tournai trois députés des jacobins, qui s'annoncèrent de la part du ministre Lebrun dont ils apportèrent au général une lettre vague; cette lettre disait qu'ils avaient des communications à lui faire, concernant les affaires de la Belgique. Ces trois hommes, dont les dépositions exagérées forment un corps de délit contre le général Dumouriez, se nommaient Proly, petit intrigant, né à Bruxelles; Dubuisson, homme de lettres obscur,

ayant été chassé de Bruxelles, et Péreyra, juif portugais (1). Le premier était fort connu précédemment du général, comme on l'a vu dans le premier livre de ces Mémoires. Le second affectait un air d'homme de lettres, et le troisième était un jacobin très-emporté. Ils se formalisèrent de ce que le général ne voulut point traiter d'affaires avec eux, ni devant mademoiselle d'Orléans, ni dans son appartement où ils étaient venus le relancer. Il leur fixa un rendez-vous chez lui.

La conversation qu'ils ont dénoncée entre eux

---

(1) Proly était un fils naturel du prince de Kaunitz. Ayant adopté avec une ardeur extraordinaire les principes de la révolution, il vint à Paris et s'affilia à la société des Jacobins. Accusé plus d'une fois à la tribune de cette société comme conspirateur, il finit par être compromis dans le procès d'Hébert, et condamné à mort le 24 mars 1794. Dubuisson, homme de lettres et auteur de plusieurs ouvrages dramatiques, était né à Laval en 1753. Il passa dans les Pays-Bas après l'évacuation de l'armée autrichienne, et s'y étant prononcé contre le parti de Van-der-Noot, il fut incarcéré comme ami du général Vander-Mersh, et ne recouvra la liberté qu'en 1790. Dubuisson, de retour à Paris, se fit recevoir à la société des Jacobins; mais lié avec l'Espagnol Gusman, le Prussien Clootz, Pereyra, Desfieux, et les Autrichiens Frey, beaux-frères de Chabot, il fut accusé par Robespierre d'avoir voulu semer la discorde parmi les Jacobins qui l'exclurent de leur société. Il fut bientôt après traduit au tribunal révolutionnaire, condamné à mort comme complice d'Hébert, et exécuté le 24 mars 1794. Pereyra, juif portugais et jacobin obscur, périt également, entraîné dans la chute du parti d'Hébert, accusé d'une conspiration tendant au massacre de la Convention et au rétablissement d'un tyran sous le nom de *grand-juge*.

(*Note des nouv. édit.*)

et le général est à peu près exacte. Ils furent d'accord avec lui sur la nullité, l'incapacité et le désordre de la Convention, et sur la nécessité de l'anéantir, et d'établir une autre législature. Voici la seule réticence importante qu'ils se sont permise, et qui était la clef de leur mission. Après être convenus de la nécessité d'anéantir le corps-législatif, et de le remplacer, ils eurent l'air de chercher avec le général comment se ferait le remplacement. Alors l'un des trois hasarda de dire que les jacobins avaient président, registres, tribune, correspondances, orateurs, habitude de traiter les grandes affaires, qu'ainsi le remplacement était tout trouvé. Le général, avec sa véracité tranchante, rejeta très-loin cette idée, motivant son refus d'adhésion sur l'immoralité, la grossièreté, l'imprudence, la cruauté et la mauvaise composition de cette société, ajoutant que c'était à elle qu'il attribuait tous les malheurs de la France.

Alors Proly lui demanda : « Qui donc feriez-vous » représentans, au lieu de ceux actuels, sans passer » par les lenteurs et les vices du mode d'élection » des assemblées primaires ? — Rien n'est plus sim- » ple, dit le général : les administrateurs des dé- » partemens et des districts sont actuellement très- » épurés, leur patriotisme est éprouvé, il n'y a qu'à » prendre tous les procureurs-généraux des dépar- » temens et des districts, pour cette première et » unique fois; et pour compléter le nombre, y » joindre des membres des départemens et des dis-

» tricts ; ils formeront une législature très-régu-
» lière ; on rétablira la constitution de 1789, 90 et
» 91, toute la France sera d'accord, les armes tom-
» beront des mains des prétendus royalistes, les
» puissances étrangères n'ayant plus de prétexte de
» guerre, et trouvant un gouvernement solide avec
» qui traiter, seront plus faciles pour la négocia-
» tion de la paix, soit ensemble, soit séparément ;
» car ne croyez pas, ajouta-t-il, que la république
» puisse subsister, vos crimes et vos folies en ont
» détruit la possibilité. » Ces trois hommes disputèrent un peu, mais au total ils écoutèrent très-tranquillement ces blasphèmes du général dont ils ont rendu un compte si effrayant. Dubuisson, qui le cajola davantage, lui dit qu'il allait rendre compte et qu'il espérait de revenir bientôt (1). Ils prirent congé de lui tranquillement, sans que certainement il pensât à faire arrêter trois émissaires aussi peu importans.

Le général ne doute pas que s'il eût abondé dans leur idée de faire remplacer la Convention nationale par la société des Jacobins, il n'eût gagné toute leur confiance, mais il avoue que son caractère peut-

(1) Le compte rendu par les commissaires Proly, Dubuisson et Pereyra, de cette conversation avec le général Dumouriez, fut communiqué à la Convention par Cambacérès dans la séance du 1er avril 1793. Le lecteur aimera à trouver cette pièce qui complète le récit du général, dans les *Éclaircissemens* placés à la fin de ce volume (C).

(*Note des nouv. édit.*)

être trop franc dans cette circonstance, ne lui laissa pas même la possibilité d'employer la flexibilité nécessaire pour se prêter à cette feinte. Il prévit sur-le-champ que cela ne pouvait s'exécuter que par une suite de crimes sanglans qui lui faisaient horreur, et les événemens postérieurs lui ont prouvé qu'il ne s'était pas trompé.

Le même jour il reçut une lettre des sept commissaires de la Convention, réunis à Lille, qui lui mandaient de se rendre en cette ville, pour répondre à des accusations intentées contre lui. Il répondit, qu'en présence de l'ennemi, nécessaire à son armée, occupé à la réorganiser et à la raffermir, ce qui était vrai, il ne pouvait pas la quitter un instant pour aller suivre un procès; que si les commissaires voulaient se transporter à l'armée, il leur répondrait avec sa franchise ordinaire, sur tous les points; que si cela n'était pas très-pressé, dans quelques jours, dès qu'il aurait achevé sa retraite sur le territoire français, il aurait plus de temps pour suivre ses affaires personnelles; qu'au reste il n'entrerait dans Lille qu'avec des troupes, pour punir les lâches qui, après avoir abandonné leurs drapeaux, calomniaient les braves défenseurs de la patrie.

CHAPITRE XI.

Retraite du camp de Maulde.

Depuis plusieurs jours le général était très-inquiet du corps d'armée d'Anvers, n'ayant point de ses nouvelles, ignorant même si le général Ruault, qui y portait ses instructions, n'avait pas été pris en passant. La retraite d'Anvers, en traversant l'Escaut par la tête de Flandre, devait nécessairement être longue et difficile; mais il savait que les ennemis étaient bien moins nombreux dans cette partie, que le corps d'armée qui avait à se retirer. Les Prussiens et les Hollandais étaient allés attaquer Gertruydenberg, et masquaient Bréda. Le colonel Mylius, avec tout au plus deux mille hommes de troupes irrégulières impériales, s'était présenté devant Anvers.

Cette partie d'armée française était tombée dans un désordre encore plus grand que le reste. La terreur s'en était emparée, les généraux n'en étaient plus les maîtres. Le 26, le colonel Mylius eut l'audace de sommer la ville. Une partie de l'armée était déjà passée, mais au lieu d'attendre le reste, excepté un corps que le colonel Thouvenot arrêta à Gand, les autres se retiraient précipitamment par Bruges sur Dunkerque. Le général Marassé, d'après l'ins-

truction de Dumouriez, avait fait couler la frégate l'Ariel, dont les mâtures, agrêts et artillerie avaient été embarqués sur le brick et sur les chaloupes canonières, pour être transportés par les canaux à Dunkerque. Il avait fait embarquer sur d'autres bateaux tout ce qu'il avait pu d'approvisionnemens, mais il en restait encore beaucoup dans la ville avec plus de huit mille hommes. Comme la terreur et la confusion redoublaient à l'approche des Impériaux, il tint un conseil de guerre dans lequel il fut décidé tout d'une voix, qu'il valait mieux sauver cette partie de l'armée en capitulant pour emmener tous les effets et magasins appartenans à la nation française, que de risquer d'être forcés, et de tout perdre en s'opiniâtrant.

Il faudrait, pour bien juger cette capitulation, connaître parfaitement les circonstances dont le général Dumouriez n'a jamais su les détails, à cause de la rapidité des événemens qui ont suivi. Les Impériaux ont un talent particulier pour faire mouvoir leurs avant-gardes, les multiplier à l'œil, et tromper l'ennemi sur leur force réelle : il est à présumer que les généraux français, déconcertés d'ailleurs par la terreur de leurs troupes, ont cru avoir devant eux toute l'armée prussienne et hollandaise. Ce qui a été très-fâcheux, et ce qu'on ne peut pas approuver, c'est qu'ils aient capitulé pour la citadelle qui pouvait être regardée comme indépendante de la ville, et qui dans aucun cas ne devait entrer dans cette capitulation.

Quoi qu'il en soit, le 27 ou le 28, l'armée française sortit d'Anvers, pour se rendre sur la frontière de France. Mais aucune de ces troupes ne prit la direction de Courtrai ; elles n'étaient plus libres de prendre le camp d'Harleebecke qui n'eut pas lieu ; elles rentrèrent les unes plus tôt, les autres plus tard, sur le territoire français où elles furent disposées par le général Omoran dans le camp de Cassel et dans les lignes de Dunkerque, ou servirent en partie à former le camp de la Madelaine sous Lille.

Ce fut dans la nuit du 29 au 30 que Dumouriez reçut, sans détail, les premières nouvelles de cette dispersion de plus de vingt mille hommes de son armée. La débandade du corps de Neuilly, qui avait produit l'abandon de Mons, avait dégarni sa droite ; celui de Courtrai exposait encore plus sa gauche, on pouvait venir le tourner par la gauche de l'Escaut, et s'il était obligé de se retirer devant l'ennemi, il était sûr, d'après la mauvaise disposition des troupes, d'éprouver une déroute complète. Il prit donc le parti d'abandonner, le 30 au matin, le camp de Tournai. Il avait précédemment envoyé le général Leveneur occuper celui de Maulde. Il fit passer l'armée du Nord au pont de Mortagne, et lui fit prendre l'excellent camp de Bruille qu'il joignit par trois ponts au camp de Maulde. Il envoya le général Miaczinsky avec quatre mille hommes occuper Orchies, pour assurer la communication avec Lille, et il mit son quartier-général à Saint-Amand avec son parc d'artillerie.

Les deux garnisons de Bréda et de Gertruydenberg se trouvaient totalement coupées d'avec l'armée, par la capitulation inattendue du château d'Anvers. C'était un corps de cinq à six mille hommes, sacrifiés, perdus sans utilité, sans espoir de secours, qui pouvaient être fort utiles pour défendre la Flandre maritime française. Le général fit passer par le colonel Mack au général de Flers et au colonel Tilly, qui commandaient dans ces deux places, l'ordre de capituler honorablement, à condition de venir en France avec armes et bagages, ce qui a été exécuté et ce qui était un grand service rendu dans cette circonstance où plus de la moitié de l'armée avait déserté, et remplissait les villes frontières ou se rendait à Paris.

C'est à la suspension d'armes qu'on doit à cette époque le salut des frontières ; car si les Impériaux eussent fait irruption, le désordre était si grand qu'ils auraient pénétré.

Au travers de ce chaos, du désordre et du dégoût de l'armée, elle n'avait pas cessé de montrer de l'attachement à son général ; elle lui rendait justice sur tout ce qu'il faisait pour la sauver et la remettre en ordre. L'arrière-garde surtout, et les troupes de ligne, qui l'avaient toujours vu le dernier dans les retraites, à toutes les heures de jour et de nuit, et toujours exposé, le plaignaient, et avaient pris beaucoup d'humeur contre ses ennemis, contre les jacobins et contre la Convention nationale. Le vœu était presque général pour le rétablissement de la

monarchie et de la constitution. Très-peu de bataillons volontaires osaient s'élever pour la république. La cavalerie et les troupes de ligne étaient très-décidées. L'artillerie même disait qu'elle défendrait son général contre tous les malveillans. On parlait même hautement de marcher sur Paris pour renverser les anarchistes auxquels l'armée attribuait très-justement tous les revers qu'elle venait d'essuyer. Ayant appris qu'on voulait appeler le général à Paris, leur propos ordinaire était de dire qu'ils l'y conduiraient eux-mêmes, et qu'ils suivraient sa fortune.

Le général étudiait ces dispositions qui étaient soutenues par les plaintes des généraux et de la plupart des officiers, qui voyaient outrager dans les feuilles des jacobins, accuser de trahison, arrêter, maltraiter sans aucun égard, les chefs sous lesquels ils avaient précédemment vaincu les ennemis; ils jugeaient, par un retour sur eux-mêmes, que leur élévation rapide aux grades supérieurs les exposait au même sort. Plusieurs cependant, entre autres Dampierre, entretenaient des correspondances perfides avec les chefs de l'anarchie, envisageaient dans le désordre actuel l'espoir de supplanter leurs supérieurs, et tenant publiquement le même langage que leurs collègues, entretenaient et suscitaient sous main la frénésie jacobine par leurs insinuations calomnieuses.

Les esprits étaient dans la plus grande fermentation, et les choses tendaient à un dénouement qui ne pouvait qu'être prompt et violent. La

Convention avait dans Valenciennes trois commissaires, Lequinio, Cochon et Bellegarde, qui traitaient déjà l'armée et ses chefs en rebelles, et refusaient, tantôt de laisser passer les convois et l'argent, tantôt de laisser communiquer l'armée avec la garnison; ils avaient déjà hasardé un manifeste contre le général Dumouriez, et ils l'avaient envoyé à l'armée et à la garnison de Condé. Dans cette place était le général Neuilly avec une garnison de quatre bataillons et un régiment de cavalerie. Cette garnison était très-divisée d'opinions; il semblait cependant qu'elle penchait pour Dumouriez auquel le général Neuilly était très-attaché.

A Lille, la division d'opinions était encore plus marquée. Les commissaires de la Convention, qui s'y trouvaient réunis, excitaient, à l'aide du club, le petit peuple, qui était très-nombreux, contre les bourgeois. Les soldats, surtout les troupes de ligne, se livraient à des mouvemens pétulans et tenaient beaucoup de propos en faveur de leur général et contre la faction anarchique; mais tout cela n'avait ni ensemble, ni chefs, ni tenue. D'ailleurs cette garnison était travaillée avec des assignats. Le même moyen était employé dans l'armée du général, et tout autour de lui, avec la plus grande activité. Les commissaires tentèrent aussi la voie de l'assassinat.

Le 31 mars, six volontaires du troisième bataillon de la Marne demandèrent à parler au

général qui les fit introduire. Ils avaient le derrière de leur chapeau sur le devant de la tête, et dessus était écrit avec de la craie blanche, *République*. Ils lui firent une longue harangue fanatique, dont le résultat était qu'il devait aller se présenter à la barre de la Convention, en obéissant à un ordre qu'il devait recevoir; sans quoi, ils avaient juré ainsi que plusieurs autres de leurs camarades, d'imiter Brutus, et de le poignarder. Il leur répondit avec beaucoup de tranquillité et de douceur, qu'ils étaient aveuglés par un faux zèle; qu'ils devaient voir que tout allait mal; que toutes les fureurs qu'on employait, bien loin d'affermir la république, prouvaient l'impossibilité de la soutenir, parce qu'un gouvernement anarchique, sans frein, sans justice et sans lois, ne pouvait pas subsister. Tout en argumentant avec le général, ils s'approchaient pour l'envelopper, ce qui serait peut-être arrivé sans l'intrépide vigilance du fidèle Baptiste qui, saisissant le plus avancé, appela la garde; ils voulurent alors se servir de leurs armes, mais on les prévint; le général leur sauva la vie et les empêcha d'être maltraités; il prit seulement la précaution de s'assurer d'eux. L'indignation fut générale dans l'armée, et ce fut ce même jour que tous les corps firent des adresses signées d'individus de tous les grades, dans lesquelles ils protestaient d'un attachement inviolable à leur général; la plupart de ces adresses contenaient le vœu de marcher sur Paris pour rétablir le roi et la constitution de 1789.

D'après ces pièces et les hostilités commencées par les commissaires qui le provoquaient et qui animaient contre lui les peuples et les garnisons, le général, muni de ce vœu universel, travailla à s'emparer des trois villes qui lui étaient les plus nécessaires et sans lesquelles il ne pouvait faire aucune démarche d'éclat avec utilité.

Il commence par avouer, et même sans honte, que sans perdre un seul moment son projet de vue, il l'a manqué faute d'employer des moyens nécessaires sans doute alors, mais que son caractère, ennemi de la perfidie et de la cruauté, lui a fait rejeter. Il a trop compté sur la force, la bonne foi et la conviction; il n'a ni répandu d'argent, ni détruit ses plus mortels ennemis, lorsqu'il le pouvait. On lui proposa une mesure qui eût été très-utile, c'était de réunir en un seul camp toutes les troupes de ligne, de désarmer les gardes nationales, et de les renvoyer; cela ne pouvait pas s'exécuter sans une grande effusion de sang, parce qu'il y avait déjà une forte animosité entre les deux corps; s'il effectuait cette mesure sans distinction, il offensait beaucoup de bataillons de volontaires qui avaient fait la guerre très-valeureusement, qui venaient de lui témoigner leur vœu dans des adresses très-franches et très-ardentes, et, pour les récompenser, il allait les exposer ou au déshonneur, ou au massacre. S'il faisait des exceptions, il pouvait se tromper en les faisant tomber sur des anarchistes

déguisés, et il ne pouvait plus compter sur ces troupes.

L'histoire ne présente chez aucun peuple aucune circonstance où l'opinion ait autant agité, en sens contraire, les passions des hommes; ait autant défiguré leur caractère; les ait transportés aussi loin au-delà de la nature et des affections sociales que dans la révolution française. Le fanatisme de liberté était une noble exaltation en 1789; il est devenu passion licencieuse en 1790 et 1791. Il semblait que la constitution devait fixer son caractère, et le rendre sage; mais les succès de 1791, au lieu de le rendre noble, héroïque et généreux, l'ont fait dégénérer en frénésie aveugle, insolente et barbare, et l'époque qu'on retrace dans ces Mémoires lui a donné encore un degré de férocité de plus.

La lutte n'était pas égale entre Dumouriez et les jacobins. Ses moyens étaient trop faibles et trop réguliers. On ne pouvait surmonter les crimes des jacobins que par des crimes encore plus étonnans; il fallait opposer la corruption à la corruption, la perfidie et la cruauté à la scélératesse et à la barbarie. La secte des jacobins ne peut être anéantie que par un plus grand scélérat qu'eux, ou par le fer étranger. Ainsi la suite de ce récit n'est que le détail des maladresses du général Dumouriez qui a voulu conserver sa propre estime, et purger les crimes de sa nation; ce qui était incompatible.

Il lui était arrivé, dans la conférence qu'il avait

eue à Louvain avec Danton et Lacroix, sur une proposition peu délicate de ces commissaires, relative à la manière de se conduire avec les Belges, de leur dire ce qu'il avait répété depuis à Camus, que, même pour le salut de sa patrie, il ne consentirait jamais à commettre une action qu'il regarderait comme un crime. Il a su depuis que Danton avait dit : « Le général Dumouriez est une ame » faible, il n'est pas à la hauteur de la révolution. » La révolution s'était encore *élevée* depuis cette époque, et ce général, qui volontairement est resté au même point, parce que, dans tout ce qu'il a fait, il a agi par principe et sans intérêt personnel, ne pouvait que manquer de succès, lorsque, pour réussir, il fallait déployer des vices supérieurs à ceux qu'il avait à combattre.

Il envoya ordre au général Miaczinsky, qui était à Orchies, de se présenter avec sa division devant Lille, d'y entrer, de faire arrêter les commissaires de la Convention, et les principaux clubistes, et, dès que cela serait fait, de se rendre à Douai, d'en chasser le général Moreton, d'y faire reconnaître, ainsi qu'à Lille, le vœu unanime de l'armée pour la constitution, et de se rendre ensuite par Cambray à Péronne où il devait prendre poste. Ce malheureux officier-général ne connut pas assez l'importance de sa mission, la confia à tout le monde, entre autres au fameux mulâtre Saint-George, colonel d'un régiment de hussards, qui le trahit, l'attira dans Lille avec une très-petite escorte; dès

qu'il fut entré on ferma la porte sur lui, on l'arrêta, et il fut conduit à Paris où il a été décapité. Cet infortuné Polonais avait, en 1770, été un des chefs de la confédération de Pologne, à l'époque où Dumouriez était chargé, par la cour de France, de la diriger. Il avait été pris par les Russes dans un combat; il était ensuite venu réclamer des indemnités en France, et le général n'ayant pas pu réussir à les lui faire obtenir, lui avait fait avoir le grade de maréchal-de-camp, la permission de lever un corps franc, et l'avait employé très-utilement à l'armée. Miaczinsky, fort brave à la guerre, ne montra pas le même courage dans sa défense personnelle et dans sa mort; il chargea beaucoup le général Dumouriez, même avec des impostures grossières, qui lui furent sans doute suggérées par des scélérats qui l'égaraient; il ne fut pas sauvé; il accusa aussi le député Lacroix, ce qui le perdit.

La division que commandait Miaczinsky, et qu'il avait eu si grand tort de quitter, resta errante sur les glacis de Lille où on ne voulait pas la recevoir. Le général Dumouriez l'ayant appris, envoya son aide-de-camp le colonel Philippe de Vaux, pour en prendre le commandement et la ramener sur Orchies et Douai. Le colonel de Vaux fut arrêté par la trahison d'un de ses confrères, mené à Paris et décapité. Il est mort avec une grandeur d'ame héroïque. Philippe de Vaux, né à Bruxelles, avait d'abord servi en Autriche; il avait ensuite pris parti contre l'empereur dans

les révolutions de son pays. Le général Dumouriez, qui l'avait connu à Paris, l'avait pris pour un de ses aides-de-camp. Il avait de l'esprit, un grand courage, une ame fière et sensible, et toutes les qualités nécessaires pour devenir un très-bon officier général.

Le commandement de Valenciennes était entre les mains du maréchal-de-camp Ferrand, que Dumouriez avait fait successivement colonel et officier-général, qu'il croyait honnête et attaché. Cet homme était d'âge à ne pas se laisser fanatiser, et avait paru jusqu'à cette époque un homme sage et raisonnable; mais les caractères se brisent devant les opinions, et Ferrand était devenu un des plus ardens déclamateurs contre son général, et un des plus forts soutiens du parti des anarchistes. Le grand prévôt de l'armée, nommé l'Écuyer, avait demandé comme une grâce, d'être chargé de la commission d'aller arrêter les députés qui étaient dans Valenciennes; dès qu'il y fut entré, il devint bientôt leur confident et leur bras droit; mais par un événement bizarre, il a péri depuis sur l'échafaud, parce qu'il avait écrit une lettre très-circonstanciée à Dumouriez sur les moyens qu'il avait arrangés pour arrêter les députés; que cette lettre fut trouvée dans la redingote du général, lors de l'assassinat du 4 avril.

Ces deux hommes déjouèrent tous les moyens qu'employa le général pour se rendre maître de Valenciennes, qui leur furent communiqués pendant

les premiers jours, et ils changèrent l'esprit des troupes qu'on y avait fait entrer.

Ainsi les projets sur Lille et Valenciennes étant échoués aussi rapidement, il ne restait que la ressource de prendre Condé. La position de l'armée sur l'extrême frontière et presqu'en dehors, devenait très-embarrassante, parce que dépendant des places fortes pour les subsistances, il fallait ou la dissoudre, ou se joindre aux Impériaux, ou prendre une place.

Le premier ôtait toute ressource, et assurait tous les avantages aux anarchistes; le second répugnait au général et aux troupes, par le principe très-louable de fierté nationale; d'ailleurs ce consentement ne pouvait être universel, vu le peu d'accord des opinions, et le travail très-actif des jacobins sur l'esprit des soldats; le troisième était impossible, n'ayant pas l'artillerie de siége qui avait été renvoyée dans Lille lors de la retraite des Pays-Bas. D'ailleurs ce troisième moyen amenait indubitablement la guerre civile; un siége entraînait des longueurs, pendant lesquelles les soldats français pouvaient faire les mêmes réflexions qui frappaient Dumouriez, et qui l'arrêtaient dans tous ses mouvemens; c'est qu'il était affreux de voir battre entre eux les Français, ayant pour spectateurs les étrangers qui n'auraient pas manqué ensuite de s'en mêler, lorsque les deux partis se seraient mutuellement affaiblis.

Dumouriez voulait aller à Paris, mais ce n'était

que par la majorité de l'opinion qu'il pouvait y réussir. Tout autre moyen lui paraissait aussi incertain qu'odieux, et chaque jour, chaque heure diminuait son espoir. Il voyait sa position, sans se flatter et sans s'abattre ; il la combinait sous toutes les faces, et il ne se rappelle pas ces cinq jours d'avril sans frémir.

CHAPITRE XII.

Arrestation des commissaires de la Convention et du ministre de la guerre.

Le 1er avril, le général Dumouriez, pour être plus près de son armée, et pour favoriser un projet de surprendre Valenciennes qui lui fut proposé, et qui manqua par la faiblesse de l'officier-général qui en fut chargé, transféra son quartier-général, de la ville, aux Boues-de-Saint-Amand où sa cavalerie de confiance était cantonnée, et d'où il était aussi plus près de Condé. Différentes circonstances l'empêchèrent d'aller d'abord dans cette ville, ce qui est une grande faute, et ce qui, peut-être, a achevé de ruiner ses affaires ; il eût peut-être mieux fait d'y établir tout de suite son quartier-général ; mais tout ce qui s'est passé a été si brusque et si imprévu ; les communications lui étaient si parfaitement fermées ; il ignorait si complètement ce qui se passait au-delà de Valenciennes et de Lille ; il était si occupé à observer et maintenir l'esprit de son armée, qu'il faudrait avoir éprouvé sa position pour le blâmer ou le justifier, sur les fautes que lui a fait faire l'enchaînement forcé des circonstances.

Peut-être même est-il avantageux pour lui de ne pas s'être emparé de Condé où il se serait éta-

bli; car si l'inconstance du caractère français avait amené une défection, se trouvant enfermé dans une place, il aurait pu être, ou livré ou assassiné par ses propres troupes. Les commissaires de Valenciennes profitèrent de sa lenteur à cet égard pour s'y rendre, y répandre des manifestes, des assignats et des jacobins. Le sixième régiment d'infanterie, le seul des troupes de ligne qui eût toujours un esprit d'insubordination et de jacobinisme décidé, et un bataillon de gardes nationales de Versailles, firent peur au général Neuilly qui, dès-lors, ne fut plus maître de la place, quoiqu'il se le persuadât encore, et le fît assurer au général Dumouriez qui le crut trop long-temps.

Dans ce bataillon de Seine-et-Oise, ou de Versailles, était un capitaine de la compagnie d'artillerie, nommé Le Cointre, fils du fameux député de Versailles : ce jeune homme déclamait fort contre les constitutionnels. Ayant été maltraité, à ce sujet, par des officiers de dragons, il quitta sa garnison pour venir porter ses plaintes au général qui le fit arrêter, pour se donner un ôtage dans la personne du fils d'un des plus enragés de la *Montagne;* il fit arrêter pareillement un lieutenant-colonel, officier d'état-major de l'armée, nommé de Piles, qui déclamait avec violence contre lui; et n'ayant aucun lieu sûr où retenir ces prisonniers, il les envoya, ainsi que les six assassins, à Tournai, priant le général Clairfayt de les faire garder en dépôt dans la citadelle.

Le lieutenant-général Leveneur, qui lors de l'insurrection et de la fuite de La Fayette, l'avait suivi, et qui devait le pardon de cette défection et son rétablissement dans son grade au général Dumouriez, vint alors lui demander la permission de se retirer de l'armée, sous prétexte de santé. Son projet et son espoir étaient de commander l'armée des anarchistes. Le général lui accorda la permission de se retirer, ainsi qu'à un général Stetenhoffen, étranger, qu'il avait fait maréchal-de-camp. Dampierre était au Quesnoy avec sa division, et traitait de là avec les commissaires, ainsi que le général Chancel qui était cantonné à Fresnes, et les généraux Rosières et Kermorvan, qui avaient le commandement des Belges au camp de Bruille.

Toutes ces défections ont été d'autant plus affligeantes pour lui, que tous lui devaient leur état; qu'ils avaient, pendant toute la campagne, plus fortement crié que les autres contre l'anarchie, et qu'ils pressaient avec le plus de chaleur, en apparence, l'exécution de son projet. Au reste, excepté Dampierre qui est mort général d'armée, et Chancel qui, ayant remplacé Neuilly dans le commandement de Condé, a été obligé de se rendre après un long blocus, tous les autres ont été punis de leur ingratitude et de leur lâche inconséquence, par le soupçon, le mépris et la perte de leurs emplois. Ce mauvais exemple de l'abandon des généraux qui avaient été, en apparence, les plus attachés à la cause de leur général en chef, ne pouvait

que produire un terrible effet sur les soldats, et ajouter une grande force au parti des Jacobins.

Le général voyait avec douleur que les opinions se divisant suivant les divers intérêts, il ne pouvait plus marcher sur Paris tranquillement, comme la première disposition de l'armée le lui avait fait espérer précédemment, il ne pouvait plus réussir par la masse d'opinions de son armée entière. Il fallait alors, pour pénétrer, commencer la guerre civile à laquelle il avait toujours répugné; faire battre une partie de ses troupes contre l'autre, extrémité terrible pour un général qui avait toujours regardé ses soldats comme ses enfans, et qui ne les avait jamais conduits que par la sensibilité et l'affection mutuelle.

Une autre circonstance le rendait forcément timide et paralysait tous ses mouvemens : c'était le danger des prisonniers du Temple. Il avait à craindre que, dans leur première rage, les Jacobins ne sacrifiassent ces victimes infortunées qu'ils traitaient trop indignement, pour espérer qu'ils les ménageassent dans leur premier mouvement. S'ils eussent été massacrés à la suite de l'insurrection et de la marche sur Paris de Dumouriez, toute l'Europe lui en eût fait le reproche, et l'histoire l'eût consigné pour l'éternité; lui-même se serait préparé des regrets pour toute la durée de sa vie.

Dès Tournai, il avait médité sur cette circonstance terrible. Outre les généraux Valence, Chartres et Thouvenot, MM. Montjoye, colonel-adjudant-

général, et Nordmann, colonel du régiment de hussards de Berchiny, ont été dans sa confidence à cet égard. Il ne craint pas de compromettre ces deux officiers, en donnant une publicité, qui les honore, au projet dont il voulait leur confier l'exécution pour sauver la famille royale. Il avait voulu les faire partir avec trois cents hussards, sous le prétexte d'aller arrêter la fuite des déserteurs de l'armée, et de les y ramener. Ils devaient être porteurs d'une dépêche au ministre, qui aurait justifié leur mission et lui aurait donné un air naturel, en cas qu'ils fussent contraints de se justifier. Ils devaient pousser jusqu'à la forêt de Bondy; s'y cacher, arriver ensuite par le boulevard du Temple; enfoncer la garde, en donnant plusieurs fausses alertes dans différens points; enlever en croupe les quatre illustres prisonniers; avoir dans la forêt une voiture, et les mener à toutes jambes jusqu'à Pont-Sainte-Maxence où se serait trouvé un autre corps de cavalerie pour les recevoir.

Mais pour cela, il fallait avoir ou Valenciennes, ou Lille; les circonstances avaient empêché l'exécution de ce projet auquel étaient tout dévoués les deux estimables officiers qu'on vient de nommer. Il n'y avait donc plus aucun moyen de les sauver de la rage des Jacobins. Il eût fallu avoir le temps d'arranger une conjuration à Paris, et les émigrés avaient si mal réussi en ce genre de tentative, qu'il eût été fou d'y compter. N'ayant plus aucun espoir de délivrance pour eux, le

général n'avait d'autre ressource que les ôtages; c'est ce qui l'avait rendu si avide de s'emparer des commissaires de la Convention, tant à Lille qu'à Valenciennes, et ce qui le détermina à se saisir de ceux qui vinrent d'eux-mêmes se jeter dans ses mains.

Le 2 avril au matin, le général reçut avis par un capitaine de chasseurs à cheval, qu'il avait posté à Pont-à-Marque, sur la route entre Lille et Douai, avec quinze hommes déterminés, pour arrêter tous les courriers qui entreraient dans Lille ou en sortiraient, et surtout les commissaires, s'ils reprenaient le chemin de Paris, que le ministre de la guerre avait passé, se rendant à Lille, et lui avait dit qu'il se rendait de-là auprès du général Dumouriez, son ami. Les liaisons de ce ministre avec le général étaient connues. L'estime mutuelle et les services essentiels rendus par le général au ministre, ne pouvaient laisser aucun doute. Dumouriez fut étonné de n'avoir reçu de Beurnonville, ni courrier, ni avis préliminaire, dans un temps où il ne pouvait plus douter de sa proscription, et où le Rubicon était passé. Ce fut le premier et le seul avis qui le prépara en quelque sorte à la scène qui se passa le même jour.

Sur les quatre heures du soir, deux courriers arrivèrent qui lui annoncèrent l'arrivée du ministre de la guerre avec quatre commissaires de la Convention nationale. Ils avaient l'effroi et le désespoir peints sur la figure. Interrogés par des offi

ciers de l'état-major, ils ne balancèrent point à dire que le général Dumouriez était perdu sans ressource ; qu'on venait le chercher pour le conduire à la barre de la Convention en vertu d'un décret, mais qu'il n'arriverait pas jusqu'à Paris, parce qu'on avait disposé des assassins sur la route, par bandes de vingt et trente, à Gournay, à Roye, à Senlis, pour s'en défaire. Ils désignèrent même des hussards et des dragons, dits de la république : c'étaient deux régimens de nouvelle levée. Le général avait cassé un escadron des hussards qui avaient refusé d'obéir à leur colonel, et les avait renvoyés à pied et sans armes. Les Jacobins leur avaient rendu l'un et l'autre pour assassiner le général dans la route. Les dragons étaient une troupe de coupe-jarrets, très-lâches, qui commettaient beaucoup de crimes à Paris : on avait eu beaucoup de peine à les en faire partir pour l'armée où ils avaient voulu avoir la même conduite; le général les avait traités très-sévèrement; lors de la retraite des Pays-Bas, ils s'étaient enfuis jusqu'à Paris, d'où on les avait renvoyés pour aider les hussards.

Les courriers précédaient le ministre à si peu de distance qu'il arriva pendant qu'ils donnaient ces détails. Il entra suivi des quatre commissaires, Camus, Lamarque, Bancal et Quinette. Le ministre embrassa d'abord le général avec cette effusion qui avait toujours caractérisé leur attachement mutuel; ensuite il lui annonça que ces Messieurs venaient

lui notifier un décret de la Convention nationale. Tous les officiers de l'état-major remplissaient l'appartement où se trouvait aussi le général en chef Valence. Partageant les opinions de leur général, comme ils avaient partagé ses travaux, ses dangers, ses victoires et ses disgrâces, son sort devenait le leur. Leurs physionomies peignaient plus d'indignation que d'inquiétude. Cette impression, qui pouvait avoir des suites violentes, nécessitait le général à augmenter l'apparence du calme qu'il s'était résolu de montrer dans cette circonstance critique.

Ames nobles et sensibles, qui avez conservé, dans la disgrâce de votre général, l'attachement à vos principes et la constance à l'amitié; qui avez sacrifié vos places et votre avancement; qui l'avez courageusement accompagné dans sa retraite, recevez ici l'hommage de son estime et de sa reconnaissance! Et vous, général Valence (1), à qui l'on s'était adressé pour l'arrêter, en vous assurant sa dangereuse place, votre ame noble et généreuse n'a pas balancé un moment! Vous vous êtes sacrifié à la fois à vos principes et à l'amitié; vous avez un plus grand mérite encore, c'est de lui avoir toujours caché les démarches que les commissaires

---

(1) Le général Valence est mort pair de France en 1822, emportant avec lui les regrets de ceux qui l'avaient connu, et laissant la réputation d'un homme intègre et d'un militaire distingué.

(*Note des nouv. édit.*)

avaient faites auprès de vous, et qu'il n'a sues que très-long-temps après. Votre ami Dumouriez consigne dans ces Mémoires toute sa sensibilité : il vous doit sûrement la vie; car on n'eût mené à Paris que son cadavre inanimé : il donnerait la sienne pour vous!

Camus fut le porteur de parole de la députation. Il dit alors, d'une voix peu assurée, au général, qu'il le priait de passer dans une autre chambre avec les députés et le ministre, pour entendre la lecture d'un décret de la Convention. Le général lui répondit que, comme toutes ses actions avaient toujours été publiques, comme un décret donné par sept cents personnes ne pouvait pas être un mystère, ses camarades devaient être les témoins de tout ce qui se passerait dans cette entrevue. Cependant Beurnonville et les autres députés insistèrent avec tant d'honnêteté, qu'il passa avec eux dans un cabinet, dont les officiers de l'état-major ne voulurent pas permettre que la porte fût fermée; le général Valence entra avec lui dans le cabinet.

Là, Camus lui présenta le décret; le général, après l'avoir lu lui-même froidement, le lui rendit, et lui dit, « que sans vouloir blâmer jusqu'à un certain point une décision de la Convention nationale, il ne pouvait pas s'empêcher de juger que ce décret était déplacé, que l'armée était désorganisée et mécontente, que s'il la quittait en cet état, il annonçait d'avance sa dissolution totale; qu'il était sage de suspendre l'exécution de cet ordre;

que lorsque le travail dont il était occupé pour rétablir l'armée serait terminé, il rendrait compte de sa conduite ; qu'alors on jugerait si les circonstances exigeaient ou permettaient qu'il se rendît à Paris ; qu'il lisait au reste dans ce décret, qu'en cas de refus ou de désobéissance, les commissaires devaient le suspendre de ses fonctions, et nommer un autre général ; que lorsque la Convention les avait choisis pour une mission aussi délicate et aussi sévère, elle avait autant compté sur leur prudence que sur leur fermeté ; qu'il ne refusait pas positivement l'obéissance, qu'il demandait seulement le retard ; qu'étant sur les lieux, ils pouvaient juger ce qu'ils avaient à faire, et qu'ils étaient les maîtres de décider sa suspension, que même pour la faciliter il leur présentait sa démission qu'il avait offerte tant de fois depuis trois mois. »

Alors Camus, après avoir commencé par assurer qu'ils n'étaient pas compétens pour accepter sa démission, lui demanda : « Mais après avoir donné » votre démission, que ferez-vous ? — Ce qui me » conviendra, répondit le général ; mais je vous dé- » clare sans détour que je ne me rendrai pas à » Paris, pour me voir avili par la frénésie, et con- » damné par un tribunal révolutionnaire. — Vous » ne reconnaissez donc point ce tribunal ? dit Ca- » mus. — Je le reconnais, dit le général, pour un » tribunal de sang et de crimes, et tant que j'aurai » un pouce de fer dans ma main, je ne m'y soumet- » trai pas ; je vous déclare même, que si j'en avais

» le pouvoir, il serait aboli, étant l'opprobre d'une
» nation libre. »

Les trois autres députés avaient plus de douceur et d'honnêteté que Camus. Comme ils virent que le dialogue devenait trop vif, ils s'interposèrent, et cherchèrent à persuader au général qu'il n'était point question dans la Convention d'aucune résolution funeste contre lui; que tout le monde l'estimait et l'aimait; que sa présence ferait tomber toutes les calomnies; que ce voyage ne serait pas long; que les commissaires et le ministre resteraient à l'armée pendant son absence. Le député Quinette s'offrit à l'accompagner, à le couvrir de son corps, et à le ramener, faisant les plus grands sermens de s'exposer à tous les dangers pour le sauver : la discussion devint alors froide et paisible.

Le député Bancal, homme d'esprit, prit le général par son amour pour la gloire, et lui cita les exemples d'obéissance et de résignation des plus fameux Grecs et Romains. Le général lui répondit : « Monsieur Bancal, nous nous méprenons toujours
» sur nos citations, et nous défigurons l'histoire ro-
» maine en donnant, pour excuse à nos crimes,
» l'exemple de leurs vertus que nous dénaturons.
» Les Romains n'ont pas tué Tarquin. Les Romains
» avaient une république bien réglée et de bonnes
» lois. Ils n'avaient ni club des jacobins, ni tribu-
» nal révolutionnaire. Nous sommes dans un temps
» d'anarchie. Des tigres veulent ma tête, et je ne
» veux pas la donner. Je peux vous faire cet aveu,

» sans craindre que vous me soupçonniez de fai-
» blesse. Puisque vous puisez vos exemples chez
» les Romains, je vous déclare que j'ai joué sou-
» vent le rôle de Décius, mais que je ne serai ja-
» mais Curtius, et ne me jetterai jamais dans le
» gouffre. »

Les députés lui protestèrent qu'il était trompé sur l'état de Paris; que d'ailleurs, il n'avait affaire ni aux jacobins, ni au tribunal révolutionnaire; qu'il n'était appelé que pour paraître à la barre de la Convention, et pour revenir sur-le-champ à son poste. « — J'ai passé le mois de janvier à Paris, leur dit
» le général, et sûrement il ne s'est pas calmé de-
» puis, surtout après des revers. Je sais par vos pa-
» piers les plus authentiques que la Convention est
» dominée par le monstre Marat, par les jacobins
» et par les indécentes tribunes toujours remplies
» de leurs émissaires. La Convention ne pourrait
» pas me sauver de leur fureur, et si je pouvais
» prendre sur ma fierté de comparaître devant de
» pareils juges, si je faisais cette démarche, ma
» contenance elle-même m'attirerait la mort. » Camus alors reprit sa question catégorique : « Vous
» ne voulez donc pas obéir au décret de la Con-
» vention ? » A laquelle le général répondit qu'il lui avait déjà dit ses motifs. Il pressa alors les députés de prendre un parti modéré pour ne pas en venir aux extrémités; il les exhorta à retourner à Valenciennes et à rendre compte des motifs, en appuyant sur l'impossibilité de séparer en ce mo-

ment le général de son armée, sans risquer de la voir se débander entièrement.

Il avoue que s'ils avaient pris ce parti, il aurait commis l'imprudence de les laisser aller : les trois collègues de Camus avaient l'air assez raisonnable, mais celui-ci se jetait toujours au travers des voies d'accommodement. — « Pensez, dit un d'eux, que » votre désobéissance perd la république.—Cambon » a dit à votre tribune, au milieu des plus grands » applaudissemens, répondit le général, que le sort » de la république ne dépend pas d'un homme. Je » vous déclare d'ailleurs que la république est un » titre que nous ne pouvons pas nous attribuer. » Elle n'existe pas. Nous sommes dans une parfaite » anarchie. Je vous jure que je ne cherche pas à » éluder un jugement. Je vous promets sur ma pa- » role d'honneur, et les militaires y sont fidèles, » que dès que la nation aura un gouvernement et » des lois, je rendrai un compte exact de ma con- » duite et de mes motifs, je demanderai moi- » même un tribunal, et je me soumettrai à un ju- » gement; quant à présent, ce serait un acte de » démence. »

Tel est le précis et le sens exact d'une conférence qui a duré près de deux heures. On se sépara, et les commissaires passèrent dans une autre chambre pour délibérer. C'est ici le lieu de placer la justification du général Beurnonville, sur lequel Dumouriez a été long-temps dans l'erreur, et a porté des plaintes injustes dont il s'empresse de publier le

désaveu. Il a appris depuis par un homme sage, impartial et très-instruit, que ce ministre avait toujours été fidèle à l'amitié et à la reconnaissance. La violence des accusations de Marat contre le ministre ajoute une preuve convaincante à ce qu'il a appris avec certitude à cet égard.

Il est certain qu'interpellé plusieurs fois par Dumouriez, pour savoir ce qu'il ferait à sa place, le ministre lui répondit toujours : « Je n'ai point de conseil » à vous donner; vous savez ce que vous avez à » faire. » Dès que les députés furent sortis, le général reprocha à Beurnonville de ce qu'il ne l'avait pas averti, et lui offrit de rester avec lui à l'armée, et d'y reprendre le commandement de l'avant-garde; alors le ministre répondit : « Je sais que je dois » succomber sous mes ennemis, mais je mourrai à » mon poste. Ma situation est horrible; je vois que » vous êtes décidé, et que vous allez prendre un » parti désespéré, je vous demande en grâce de » me faire subir le même sort qu'aux députés. — » N'en doutez pas, lui répondit le général, et je » crois par-là vous rendre service. » Il était bien éloigné alors de rendre justice à la magnanimité de Beurnonville qu'il regardait comme un ingrat, ou un homme faible, entraîné par les circonstances. Puissiez-vous, brave Beurnonville, recevoir par cette justification de votre conduite, quelque consolation, et puisse votre cœur, justement ulcéré, se rouvrir à l'amitié !

Le ministre, Valence et Dumouriez passèrent

alors dans la chambre commune où tous les officiers attendaient avec impatience le résultat de cette longue conférence; ils lui ont dit depuis que s'il avait consenti à se laisser mener à Paris, ils auraient employé la violence pour l'en empêcher. Mais leur inquiétude n'était pas encore entièrement dissipée, parce qu'il ne leur avait pas fait part de ce qu'il avait décidé. Les députés en arrivant au logement du général, avaient trouvé le régiment des hussards de Berchiny en bataille dans sa cour, et le général avait ordonné au brave colonel Nordmann de tenir à pied un officier sûr avec trente hommes, prêts à exécuter ce qu'il ordonnerait. Toutes les passions qui agitaient les spectateurs se peignaient avec beaucoup d'énergie, et le général s'attachait à les modérer.

En se promenant, il s'approcha du docteur Menuret, médecin de l'armée, et lui dit gaiement : « Hé bien! docteur, quel topique conseilleriez-vous » de mettre sur cette plaie? — Le même que » l'année passée au camp de Maulde, répondit vi- » vement Menuret, un grain de désobéissance. »

Au bout de plus d'une heure, les députés rentrèrent dans la salle. Camus, d'un ton très-troublé, mais brusque, dit à Dumouriez : « Citoyen » général, voulez-vous obéir au décret de la » Convention nationale, et vous rendre à Paris? » — Pas dans ce moment-ci, répondit le général. » — Hé bien! je vous déclare que je vous suspens de » toutes vos fonctions. Vous n'êtes plus général,

» j'ordonne qu'on ne vous obéisse plus, et qu'on » s'empare de vous. Je vais mettre le scellé sur vos » papiers. » Un murmure d'indignation se fit entendre. « Dites-moi les noms de ces gens-là, dit » brutalement Camus, en désignant les officiers » qui l'entouraient. » — Ils les diront eux-mêmes, répondit le général. — « Cela serait trop long, ré- » pondit Camus, qui ne savait plus ce qu'il disait. » Donnez-moi tous vos porte-feuilles. »

Le général vit alors, par des mouvemens, que l'indignation des officiers était à son comble, et allait éclater. Il dit alors d'un ton ferme : « Ceci » est trop fort, il est temps de mettre fin à tant » d'impudence; » et il commanda en allemand aux hussards d'entrer : « Arrêtez ces quatre hommes, » dit-il à l'officier, et qu'on ne leur fasse pas de » mal. Arrêtez aussi le ministre de la guerre, et » qu'on lui laisse ses armes. » Camus s'écria alors : — « Général Dumouriez, vous perdez la répu- » blique. — C'est bien plutôt vous, vieillard in- » sensé, » lui dit le général. On les emmena dans une autre chambre, et après leur avoir donné à boire et à manger, on les mena dans leur voiture à Tournai, avec une lettre pour le général Clairfayt à qui Dumouriez manda qu'il lui envoyait des ôtages qui répondraient des excès auxquels on pourrait se porter à Paris. Il le pria de distinguer dans le traitement le général Beurnonville, ministre de la guerre. Ils furent escortés jusqu'à Tournai par un escadron de Berchiny.

Telle a été la démarche forcée de l'arrestation des commissaires de la Convention. Quant à leur remise entre les mains des Impériaux, il faut se souvenir que le général Dumouriez n'avait aucune place assurée où il pût les garder lui-même, et que les Autrichiens étant aussi intéressés que lui au sort des prisonniers du Temple, il ne pouvait pas les remettre en des mains plus sûres. Ils ne pouvaient être détenus que comme ôtages, et leur sort n'était pas inquiétant puisque leur détention était un simple acte de précaution. D'ailleurs il faut considérer que le prince de Cobourg consentait à n'agir que comme auxiliaire, pour aider le général Dumouriez à renverser les jacobins, et rétablir la constitution; ainsi ces otages n'étaient réellement pas les prisonniers des Impériaux qui ne les avaient qu'en dépôt, mais ceux du général Dumouriez. Ils les envoyèrent à Maëstricht où ils furent gardés jusqu'au changement de circonstances (1).

Cet événement est encore une preuve de l'aveugle précipitation de toutes les démarches de la Convention nationale qui, dans aucune circonstance

(1) Camus et ses trois collègues, à la suite de cette arrestation, subirent une longue captivité. La liberté ne leur fut rendue que vers la fin de décembre 1795, en vertu d'un traité qui les échangea contre S. A. R. Madame, duchesse d'Angoulême. Camus et ses collègues, de retour en France, prirent place au conseil des Cinq-Cents, où un décret rendu par la Convention leur avait réservé une place, et firent, le 11 janvier 1796 et les jours suivans, le récit de leur captivité.

(*Note des nouv. édit.*)

n'a pu avoir une conduite réfléchie et prudente. Il est à remarquer que ce même Camus, qui avait quitté Liége en poste, pour aller donner sa voix contre Louis XVI (1), avait encore quitté précipitamment la frontière pour aller solliciter l'arrestation du général Dumouriez, avait lui-même dicté le décret, et avait sollicité la mission de venir l'exécuter. C'est ce qui le rendait si âcre dans la discussion, de peur que ses collègues ne se laissassent persuader, et ne retournassent à Valenciennes, comme le leur conseillait le général.

(1) Cette assertion n'est pas exacte. Camus, absent par commission, ne prit aucune part au jugement de Louis XVI. Il suffit, pour se convaincre de cette vérité, de consulter les divers appels nominaux qui eurent lieu à la Convention nationale ; il est vrai que Camus revint à Paris à cette époque, mais ce fut dans le temps de la discussion. Dans une opinion qu'il fit imprimer, il dit « qu'il fallait traiter Louis en *ennemi vaincu*, c'est-à-dire avec générosité. »

(*Note des nouv. édit.*)

CHAPITRE XIII.

Assassinat du 4. — Journée du 5. — Départ du général Dumouriez.

Aussitôt après cet événement remarquable, le général envoya Montjoie pour en prévenir le colonel Mack et convenir d'un rendez-vous pour achever le traité qui devenait plus nécessaire que jamais, et convenir des mesures réciproques à prendre, d'après la conduite que tiendrait l'armée après un aussi grand éclat. Ayant appris qu'il devait y avoir à Anvers un congrès des ministres des puissances coalisées, il fit partir le général Valence pour Bruxelles, afin d'en être à portée. Il composa dans la nuit un court manifeste (1) qui fut mis à l'ordre le lendemain; il y rendait compte des faits de la veille, et des motifs qu'il avait eus pour arrêter les commissaires de la Convention. Il insista surtout sur la nécessité d'avoir des ôtages pour arrêter les crimes que les jacobins pourraient se permettre à Paris, en apprenant cette nouvelle.

Il monta à cheval le 5 au matin, se rendit au camp, et parla aux troupes qui parurent approu-

(1) Ce manifeste, intitulé : *Déclaration du général Dumouriez à la nation française*, appartient à l'histoire. Nous l'avons recueilli à la fin de ce volume (*note* D). (*Note des nouv. édit.*)

ver avec enthousiasme le parti qu'il avait pris. Il se rendit ensuite à Saint-Amand où était le corps d'artillerie, qui lui donna les mêmes marques d'approbation et de dévouement, quoique ce corps fût travaillé avec beaucoup d'activité par des émissaires de Valenciennes, et surtout par deux de ses officiers supérieurs, dont un lieutenant-colonel nommé Boubers, qui avait eu précédemment des obligations très-particulières au général. Il crut, pour marquer plus de confiance, devoir coucher à Saint-Amand où Montjoie lui rapporta la réponse du colonel Mack. On était convenu que, le 4 au matin, le prince de Cobourg, l'archiduc Charles et le baron de Mack, se trouveraient entre Boussu et Condé, où le général se rendrait de son côté, et que là on conviendrait des mouvemens des deux armées, et de la direction des secours des troupes impériales, si le général Dumouriez jugeait en avoir besoin.

Cette journée du 3 se passa très-bien, à quelques murmures près dans quelques bataillons de volontaires; l'armée paraissait d'accord, et un mouvement que préparait le général pour le 5, devait écarter tous les moyens secrets de cabale, en éloignant les troupes de Valenciennes dont le voisinage était si dangereux, et en faisant cesser l'oisiveté d'un camp stable où les cabales ont toujours plus d'activité. Il voulait aller prendre, avec la plus grande partie de son armée, la position d'Orchies, d'où il aurait menacé Lille, Douai et Bouchain.

Il avoue que s'il eût pris ce parti aussitôt à sa rentrée sur le territoire français, il eût eu plus d'avantages; mais alors il comptait sur Valenciennes et Condé, et c'est peut-être à cette erreur qu'il faut attribuer tout ce qui est arrivé.

Il est difficile, au reste, de juger à présent ce qui serait arrivé dans cette hypothèse. Il est une chaîne d'événemens que toute la prudence humaine ne peut, ni calculer, ni prévoir, parce que ce sont des élans subits de la volonté d'un peuple, qui ne peuvent être, ni concertés, ni arrangés, et qui arrivent avec une rapidité à laquelle, ni le talent, ni la sagesse ne peuvent mettre obstacle. Le principe qui a détaché si brusquement les soldats français d'un général qu'ils adoraient, a un côté louable en lui-même. Ils combattaient pour la liberté de leur patrie; ils ont vu ce général traiter avec l'ennemi, ils se sont crus trahis, ils ont passé de l'amour à la haine. Ils ne pouvaient pas être instruits des détails de sa négociation, ni des ménagemens qu'il avait eus pour l'intérêt et l'honneur de sa patrie. Il n'avait pu que leur représenter en gros la nécessité de changer le gouvernement et de détruire l'anarchie; ils avaient applaudi à ce projet, mais comme le général n'avait appuyé son plan, ni de séductions, ni de corruptions, ni de terreur, ni de châtimens, la première impression s'affaiblissait facilement, et l'activité des jacobins, bien plus continue, bien plus vigilante, bien plus à portée d'eux, les travaillait continuellement.

La calomnie la plus grossière fructifie très-vite dans l'esprit des hommes, surtout agités par un démon révolutionnaire qui enfante le soupçon. Une fois le mot *traître* prononcé, la multitude, excepté quelques individus supérieurs, qui partageaient le prétendu crime et la disgrâce de leur général, cherchait à trouver dans la définition de ce mot le portrait exact de l'homme que des proclamations, et encore plus des assignats, vouaient à son exécration. Sa prudence était finesse, son amour pour le bien devenait ambition personnelle, sa réticence était fourberie. Un quart-d'heure de travail ténébreux du mensonge, soutenu du grand véhicule pécuniaire, effaçait un mois de réflexion dans des hommes qui par état réfléchissent peu, qui aiment les scènes barbares et sanglantes. Si l'on veut examiner avec sang-froid la progression de cette révolution, on verra que la *guillotine* en activité est le mobile de l'exaltation du patriotisme français. Le spectacle de têtes coupées, de corps en lambeaux, promenés dans Paris et dans d'autres villes, a rempli les uns de terreur, et les autres d'une audace barbare; mais il a toujours conduit à un but décisif, c'est d'amener au même point, les uns par la terreur, les autres par la nécessité d'assurer leur impunité, en multipliant les meurtres. Mais enfin cette guillotine a aggloméré la nation en masse, et la met en état d'exécuter des choses étonnantes.

Français, ne croyez pas que l'indulgence philo-

sophique avec laquelle Dumouriez vous juge, soit un éloge de vos inconséquences et de vos forfaits. Il déteste vos crimes, il regarde votre genre de liberté comme insensé et anti-social, et il aimerait mieux périr sous votre injuste et permanente guillotine, que d'excuser ou partager votre frénésie; il ne compose point avec ses principes ni vis-à-vis de vous, ni vis-à-vis de ceux qui ne cherchent à vous déprimer que parce que votre licence est le fléau de leur despotisme.

Cette digression peint l'état de l'ame de Dumouriez à l'époque terrible qui a peut-être décidé du sort de la France. Agité par tous les mouvemens de sa position, mais soutenu par ses principes, il a résisté aux élans de l'ambition. Sa philosophie ne lui permettait pas d'être ni Cromwel, ni Monck, ni Coriolan. Sa position était extrême, son caractère était modéré; il voyait tout ce qu'il pouvait faire, il ne le voulait pas, il a échoué; mais il se félicite d'avoir été malheureux plutôt que criminel.

Pour agir méthodiquement il lui restait à s'assurer de Condé. Les rapports qui lui arrivaient de cette place variaient à chaque instant. L'ame du peuple en révolution ressemble à une mer agitée, l'inconstance est son caractère distinctif. Il voulait, avant de faire son mouvement sur Orchies, purger la garnison de Condé, et s'assurer parfaitement cette place pour arranger les mouvemens des Impériaux dont il ne pouvait avouer la coalisation,

que lorsqu'il aurait déclaré ses vues ultérieures et qu'il aurait commencé sa marche sur Paris.

Le 4 au matin, il partit à Saint-Amand pour se rendre à Condé. Il avait laissé à Saint-Amand le général Thouvenot pour beaucoup de détails relatifs au mouvement qu'il avait projeté et pour maintenir l'esprit public. Une escorte de cinquante hussards qu'il avait commandée se fit long-temps attendre, et le général, qui voyait écouler l'heure du rendez-vous du prince de Cobourg, ne prévoyant d'ailleurs aucun événement funeste, laissa un de ses aides-de-camp pour indiquer à cette escorte la route qu'elle devait prendre, et partit avec le duc de Chartres, les colonels Thouvenot et Montjoie et quelques aides-de-camp, n'ayant pour escorte que huit hussards d'ordonnance, ce qui formait à peu près un groupe de trente chevaux. Il prit ainsi tranquillement la route de Condé, pensant profondément à toute autre chose qu'à ce qui allait le jeter dans un grand danger qu'il n'avait pu prévoir.

Parvenu à une demi-lieue de cette place, entre Fresnes et Doumet, il vit venir de Condé un adjudant-général de la part du général Neuilly, qui lui dit que la garnison était en grande fermentation, qu'il ne serait peut-être pas prudent d'y entrer, et qu'il fallait attendre que ce mouvement se décidât pour ou contre. Se trouvant trop près pour reculer, il renvoya cet officier avec ordre au général Neuilly de faire sortir le dix-huitième

régiment de cavalerie pour venir à sa rencontre, et il dit à l'adjudant qu'il l'attendrait à Doumet.

Il venait de rencontrer sur le grand chemin une colonne de trois bataillons de volontaires qui marchaient sur Condé avec leur bagage et leur artillerie. Étonné de cette marche qu'il n'avait point ordonnée, il avait demandé à des officiers de ces bataillons où ils allaient, ils lui avaient répondu qu'ils allaient à Valenciennes; il leur avait dit qu'ils lui tournaient le dos et qu'ils allaient arriver à Condé. Il était alors au milieu d'eux, et s'était arrêté au bord d'un fossé pour les laisser passer; il ne conçoit pas comment il ne fut pas arrêté alors.

C'était en ce moment qu'était arrivé le message du général Neuilly. Alors combinant ensemble le rapport qu'il venait de recevoir sur la garnison de Condé, et la marche irrégulière de ces trois bataillons, il s'écarta à cent pas du grand chemin pour entrer dans la première maison de Doumet, et donner un ordre par écrit à ces trois bataillons de retourner au camp de Bruille d'où ils étaient partis. Dans le moment la tête de cette colonne rebroussa chemin et se porta sur lui à toutes jambes et avec des cris tumultueux. Alors il remonta à cheval et s'éloigna au petit trot jusqu'à un petit canal qui bordait un terrain marécageux. Des cris, des injures, et surtout le mot *arrête*, *arrête*, le forcèrent à passer le fossé. Son cheval ayant refusé de le franchir, il fut obligé de le passer

à pied. Quand il fut de l'autre côté, les coups de fusil avaient succédé aux cris, et toute la colonne était ébranlée, la tête et le centre cherchant à toute course à le joindre, la queue rebroussant chemin avec la même rapidité, pour lui couper la communication avec le camp de Bruille qu'il voulait regagner.

En ce moment il courut le plus grand danger. Il était à pied. Le baron de Schonberg, son neveu, qui l'avait joint la veille à travers mille dangers, avait mis pied à terre, et voulait absolument en se sacrifiant lui donner son cheval. Il ne voulut jamais y consentir. Il monta enfin sur le cheval d'un domestique du duc de Chartres qui, étant très-leste, se sauva à pied. Son cheval fut pris, et mené en triomphe à Valenciennes. Deux hussards furent tués, ainsi que deux domestiques du général, dont un portait sa redingote. Le colonel Thouvenot eut deux chevaux tués sous lui, et sauva en croupe le fidèle Baptiste qui perdit aussi deux chevaux. L'infortuné Cantin, son secrétaire, fut pris, et on annonça qu'il était mort sur l'échafaud; mais cette nouvelle a été démentie. Il fut sauvé et a fait avec honneur toute la guerre de la révolution (1). Ce jeune homme était plein d'esprit, de courage, de patriotisme et d'attachement. Les trois bataillons ont tiré plus de dix mille coups de fusil.

Le général ne pouvant plus rejoindre son camp,

---

(1) Il était, en 1816, chef d'escadron dans un régiment de cavalerie. (*Note du général Dumouriez.*)

longea l'Escaut et arriva, toujours poursuivi d'assez près, à un bac, en avant du village de Wihers en pays impérial; il y passa lui sixième; les autres gagnèrent à toute course le camp de Maulde, au travers des coups de fusil. Dès qu'il fut passé, il gagna à pied, au travers des marais, un petit château dont on lui ferma d'abord la porte; mais dès qu'il se fut nommé, il fut reçu avec la plus grande cordialité par ces bons Belges. Il continua sa route à pied vers Bury où était une division du régiment de dragons impériaux de La Tour, commandée par un major très-honnête; il écrivit sur-le-champ au colonel Mack, et il prit quelque nourriture dont il avait grand besoin. Il avait déjà été rejoint par le fidèle Baptiste qui, traversant tout le camp, était revenu par Mortagne et avait mis l'alarme partout.

Il apprit par lui et par les nouvelles qu'il reçut dans la journée, que le projet des trois bataillons avait été ignoré; qu'à la nouvelle de leur désertion et de l'assassinat du général, l'indignation la plus vive avait éclaté; que l'escorte des hussards, à laquelle s'était jointe d'autre cavalerie, avait poursuivi ces trois bataillons qui, rebroussant chemin, s'étaient enfuis dans Valenciennes. On lui dit que tout le camp était inquiet et le demandait.

Il était déjà trop tard lorsqu'il reçut ces nouvelles pour aller rejoindre son armée; d'ailleurs il avait nécessairement à raisonner avec le colonel Mack qu'il attendait, ayant manqué le rendez-vous du matin. Ce colonel arriva le soir. Le général,

après lui avoir raconté l'assassinat auquel il venait d'échapper, lui dit que ce n'était qu'un crime particulier, qui, bien loin d'influer sur l'esprit de son armée, ne devait nécessairement servir qu'à fortifier ses sentimens pour son chef, et à rompre tout ce qui pouvait encore lui donner quelque communication avec les anarchistes; qu'en conséquence, bien loin d'être découragé, son projet était de se rendre à la pointe du jour dans son camp, de se remettre à la tête de ses soldats qui le redemandaient à grands cris, et de suivre son plan avec vigueur et sans ménagement. Le colonel Mack, très-connaisseur en vertus militaires, a avoué depuis que ce genre de courage lui avait paru plus étonnant que celui qu'on montre dans une bataille. S'il avait pu lire alors dans l'ame du général, il aurait vu que cette sécurité apparente était mêlée d'une grande inquiétude fondée sur l'exemple de La Fayette. Mais son parti était pris, il voulait se sacrifier jusqu'à la fin pour que son armée ne pût pas dire un jour que la défection venait de lui, qu'il avait été rappelé, et qu'il s'était refusé aux vœux de ses soldats.

Il passa une partie de la nuit à rédiger, avec le colonel Mack, la proclamation du prince de Cobourg qui parut en date du 5 avril, imprimée à la suite de celle du général Dumouriez (1). Dans cette proclamation le général impérial disait qu'il n'était

(1) Le lecteur trouvera cette pièce à la fin de ce volume sous la lettre E. (*Note des nouv. édit.*)

qu'auxiliaire, que l'intention de son souverain était de ne faire aucune conquête, mais de ramener la paix et l'ordre en France, et d'y coopérer avec le général Dumouriez dont il adoptait les principes exprimés dans sa proclamation.

On convint encore, avant de se séparer, que le général, dès qu'il serait maître de Condé, y introduirait garnison autrichienne, pour pouvoir en faire un dépôt de subsistances pour l'armée impériale; dans le cas où elle serait forcée d'opérer pour soutenir Dumouriez; qu'on lui donnerait sur-le-champ tel secours qu'il demanderait, qu'il spécifierait le nombre d'infanterie et de cavalerie, la partie où il devrait opérer soit par jonction de troupes, soit par une ou plusieurs diversions séparées; que cependant Dumouriez n'y aurait recours que dans un cas absolu, paraissant plus convenable qu'il tâchât d'opérer avec ses seules troupes; que dans ce cas, les Impériaux resteraient neutres, et ne dépasseraient pas leurs frontières.

On a blâmé la proclamation du prince de Cobourg, faite en conséquence de cette négociation, et on a tort. Quel avantage n'eût-ce pas été pour eux, et en même temps quelle gloire, si dans le cas où le général Dumouriez eût pu être maître de son armée et marché sur Paris, ils eussent, par une sage et noble modération, épargné bien de l'argent et du sang dont quelques places acquises avec bien de la peine ne leur payent pas le dédommagement!

Il est à craindre que l'avidité de conquêtes des

puissances belligérantes ne soit un des principaux obstacles à la terminaison de cette guerre sanglante et ruineuse. Elle a empêché de chercher à brusquer les événemens : dans le temps où le départ du général Dumouriez a produit l'entière dissipation de son armée, on pouvait alors marcher rapidement sur Paris. On a perdu du temps à faire une guerre méthodique. Les Français ont eu celui de se remettre ; ils sont plus nombreux et plus forts qu'ils n'étaient alors, et ils s'aguerrissent.

Le 5 avril à la pointe du jour, le général, avec une escorte de cinquante dragons impériaux, passa aux avant-gardes de son camp de Maulde; il y fut reçu avec beaucoup de tendresse ; il parla à tous les corps qui lui répondirent avec affection ; cependant il remarqua quelques visages sombres, et quelques groupes factieux. Il voulut de-là aller à Saint-Amand, pour y faire des changemens à son camp, et préparer le mouvement sur Orchies, que l'aventure de la veille avait retardé.

Comme il était prêt à entrer dans cette ville, un de ses aides-de-camp arriva au galop, et lui dit que, dans la nuit, le corps d'artillerie, excité par les émissaires de Valenciennes qui avaient fait courir le bruit que le général s'était noyé la veille dans l'Escaut, en fuyant à l'ennemi, avait envoyé des commissaires à Valenciennes; qu'au retour de ces commissaires, il s'était mis en insurrection, avait chassé ses généraux, avait attelé, et se disposait à partir pour Valenciennes.

Le général avait en ce moment, à sa suite, les deux escadrons de Berchiny, un des hussards de Saxe, cinquante cuirassiers, et un escadron de dragons de Bourbon. Dans son premier mouvement, il voulut se porter avec cette cavalerie sur Saint-Amand, mais on lui en représenta les dangers et l'inutilité, n'ayant pas d'infanterie à portée, et pouvant être foudroyé par l'artillerie. Il se rendit à ce raisonnement; il apprit, peu après, que toute l'artillerie était partie pour Valenciennes. Le quartier-général, le trésor de l'armée et tous les équipages restaient sans gardes dans Saint-Amand; il envoya ordre de les faire retirer à Rumégies sur la route d'Orchies, à une lieue de son camp : ce village se trouvait couvert par une partie de son avant-garde qui y était cantonnée.

Le corps de l'artillerie est la force de l'armée française; ce corps sentant son importance et pouvant passer pour la garde prétorienne de la révolution, avait aussi un plus grand nombre d'orateurs et de clubistes que les autres. La désertion, qui fut sue tout de suite dans les deux camps, entraîna celle d'une partie des troupes, et répandit la confusion et le désordre dans tout le reste. Une partie des officiers-généraux, qui n'attendait qu'une occasion, s'empressa d'emmener à Valenciennes des divisions entières. Ceux qui étaient restés fidèles, soit à la personne, soit aux principes du général, au lieu de se montrer à leurs troupes, étaient frappés de terreur, se cachaient ou pensaient à leur propre salut. Le

général Lamarlière avait toujours paru un des plus ardens ennemis de l'anarchie ; il était chef de l'état-major de l'armée des Ardennes, et dans la confidence intime du général Valence qui, en partant pour Bruxelles, lui avait confié ses équipages, le priant de les lui faire passer à Tournai. Lamarlière, ajoutant la friponnerie à la scélératesse, s'appropria l'argent les chevaux et les effets de son général en chef, et se rendit à Valenciennes (1).

Le général était à Rumégies, occupé à dicter les ordres pour l'armée, lorsqu'on vint lui apprendre ces détails. Il n'y avait plus de ressources et on ne pouvait plus s'occuper que de sa propre conservation. Il monta à cheval avec les deux frères Thouvenot, le duc de Chartres, le colonel Montjoie, le lieutenant-colonel Barrois, deux ou trois officiers d'état-major et quelques aides-de-camp, sans nulle escorte, et il se retira à Tournai où il descendit chez le général Clairfayt. Une heure après, on vit arriver cinquante cuirassiers, un

---

(1) Ce fait énoncé par le général Dumouriez est tellement grave, que nous avons dû chercher à en vérifier l'exactitude. Aucune biographie ne le confirme, et toutes s'accordent à représenter le général Lamarlière comme un officier-général non moins distingué par sa bravoure que par sa probité. Ces vertus du général Lamarlière ne le mirent pas à l'abri des dénonciations si multipliées à cette malheureuse époque, et ne le préservèrent pas de l'échafaud ; il y fut traîné le 25 novembre 1793. Sa mort, dit la Biographie de Bruxelles, est l'un des plus atroces assassinats de cette sanglante époque.

(*Note des nouv. édit.*)

demi-escadron de hussards de Saxe et le régiment entier de Berchiny. Ces braves gens avaient emmené et escorté jusqu'à Tournai les équipages du quartier-général et de l'état-major. Cependant les chevaux de monture du général furent emmenés par un de ses palefreniers qui déserta. Ces troupes, et quelques autres qui arrivèrent peu à peu montant à environ sept cents chevaux et huit cents hommes d'infanterie, sont venues de leur plein gré et sans être sollicitées ; et c'est ce qui rend le général d'autant plus sensible au sort de ces braves compagnons de sa gloire précédente, de ses revers et de sa dernière infortune. Au moment de se retirer de France, le général n'invita personne à le suivre. Son plan était totalement manqué ; quelques hommes de plus ou de moins de l'autre côté ne faisaient rien aux suites. Chacun de ces individus avait une famille et des intérêts chers, il ne cherchait point à multiplier inutilement les malheureux. Ainsi ceux qui ont suivi son sort ont le mérite réel de l'avoir fait d'eux-mêmes et sans séduction.

Dans la confusion universelle, tous les ordres furent mal rendus ou mal entendus. Le lieutenant-général Vouillé, commandant l'avant-garde, ne reçut que le 6 celui de resserrer ce corps sur le camp de Maulde ; c'était l'élite de l'armée. Il n'était plus possible que le général Vouillé exécutât cet ordre ; il prit le parti de se retirer à Tournai, ainsi que les maréchaux-de-camp, Neuilly qui avait abandonné

Condé, de Bannes, Second et Dumas, et quelques chefs de bataillons de volontaires. Ils ont ensuite été rejoints par le lieutenant-général Marassé, les maréchaux-de-camp Ruault et Berneron, et le colonel Arnaudin, de la division d'Anvers, qui, apprenant sur la frontière la retraite des généraux de la grande armée, prirent le parti de rester aussi sur le territoire impérial.

Le trésor de l'armée contenait deux millions en numéraire. On l'avait mené de Saint-Amand à Fresnes entre Condé et Valenciennes. Un bataillon de chasseurs qui le gardait, délibérant pour se le partager, décida, pour éviter le carnage, de s'en faire un mérite et de le conduire à Valenciennes. Soliva, commissaire ordonnateur de l'armée des Ardennes, courut après eux avec un escadron du régiment de dragons de Bourbon, le reprit presque sur les glacis de Valenciennes, et le ramena à Fresnes; mais de nouveaux bataillons arrivant, il fallût encore l'abandonner. Soliva et les dragons se retirèrent par Mons. Il était possible de le sauver par Bruille et Mortagne, mais la confusion empêchait de prendre de bons partis dans un moment aussi extrême, aussi critique et aussi rapide. S'il eût été sauvé, la position du général et de ceux qui l'ont suivi eût été bien différente, et ce corps se fût bien vite grossi parce qu'il eût été en état de payer plus de monde, au lieu qu'il était sans argent. Cette circonstance fâcheuse prouve au moins que le trésor n'avait pas été entamé, et qu'il l'avait

négligé comme moyen de corruption. Le général y avait attaché très-peu d'importance, en quoi, comme chef de parti, il a eu très-grand tort.

Dans le fait, Dumouriez n'avait point les qualités requises pour un chef de parti. Il eût peut-être été bon général, bon ambassadeur dans un gouvernement tout formé, soit monarchique, soit républicain; mais cet état violent, destructif de toutes les idées que son éducation lui avait données sur le juste et l'injuste, le mettait hors de sa sphère. Son activité, si vantée par ses ennemis même, était arrêtée par la crainte de se jeter dans des crimes; et il aimait mieux s'estimer que de réussir. Aussi ses premières réflexions, après sa retraite chez les Impériaux, portèrent toutes sur lui-même; il s'avoua toutes ses fautes, et bien loin de se les reprocher, il s'en félicita. Faire le destin de la France eût été sans contredit un beau rôle dans l'histoire; mais ne pouvoir y parvenir que par la perfidie, la corruption, l'assassinat, la cruauté, était une condition trop forte, et il jouissait d'en être débarrassé; il allait rentrer dans un ordre secondaire, ou même dans le néant historique; sa philosophie ne pouvait qu'y gagner. Cependant il n'était ni sans chagrin, ni sans inquiétudes; mais ils portaient, ou sur des objets chers qu'il laissait en France, ou sur le sort des personnes qui l'avaient suivi; car s'il eût pu se cuirasser d'insensibilité, cette transition d'état l'eût rendu heureux.

Il invite les hommes en place à s'examiner, et

se juger eux-mêmes avec le même scrupule ; il invite les moralistes à étudier l'influence du caractère sur les succès, ou non succès des événemens de l'histoire. César et Pompée ont vidé noblement une querelle fort noble : il y avait de la grandeur, des vertus et des talens dans les deux partis. Entourons ces héros de la férocité et des crimes du *sansculotisme*, ils auraient fui ou auraient été victimes. Il faut des *Masanielles* (1) pour conduire la populace. Mais quand toute une grande nation devient populace, elle met les nations voisines dans un grand embarras, parce que le mal se répand, le bien se resserre, et parce que le feu électrique est bien plus rapide entre les peuples qu'entre les aristocrates. Il faut arriver à une pareille nation comme médecin et non comme bourreau, sinon au lieu de guérir sa maladie violente, on la gagne.

---

(1) Voyez sur Masanielle le deuxième volume des Mémoires de Dumouriez, page 86, la note.

CHAPITRE XIV.

Le général à Mons. — Établissement des Français à Leuze. — Congrès d'Anvers. — Seconde proclamation du prince de Cobourg. — Départ du général pour Bruxelles.

Après avoir raisonné sur la bizarrerie de ce funeste événement avec le général Clairfayt qui donna les ordres pour recevoir tous les Français qui arriveraient, et les loger dans les villages autour de la petite ville de Leuze qui fut fixée pour la résidence des officiers-généraux et de l'état-major français, le général partit pour Mons avec le duc de Chartres, Thouvenot le cadet, Montjoie et Barrois, et il passa par Bury pour convenir avec le commandant des avant-postes impériaux des moyens de protéger la retraite de ceux qui viendraient le rejoindre.

Les Impériaux, dans cette circonstance, ont été très-fidèles à la trêve; il est certain que s'ils eussent voulu la rompre, et s'ils eussent marché sur les deux camps français dans la journée du 5, au milieu de ce désordre, ils eussent détruit entièrement l'armée. Ils sont très-louables à cet égard; cependant, sans se souiller de la perfidie de rompre la trêve, ils auraient peut-être dû faire un mouvement et prendre le même jour la position du camp de Maulde, en poussant des têtes à Saint-

Amand. Non-seulement ils n'auraient trouvé aucune résistance, mais ils auraient ramené plusieurs bataillons qui restèrent errans pendant plus de vingt-quatre heures, et ils auraient trouvé le camp de Maulde tendu et abandonné, ce qui aurait été très-utile aux Français réfugiés chez eux. Quoi qu'il en soit, on ne peut qu'applaudir à cette fidélité à leurs engagemens; leurs motifs et leur conduite sont très-respectables, ainsi que la cordialité avec laquelle ils reçurent les Français réfugiés, qui certainement avaient été les plus braves de leurs ennemis.

Le colonel Mack se trouva à Bury, et après avoir concerté toutes leurs mesures, ils partirent ensemble pour Mons dans la voiture du général. Il fut convenu que les Impériaux feraient sur-le-champ le blocus de Condé; cette place devait être sommée au nom du général Dumouriez qui écrivit cette sommation et la remit le lendemain à l'état-major impérial. Il fut ensuite convenu que, vu la malheureuse circonstance qui avait empêché d'amener le trésor de l'armée, il serait dressé un état effectif de tous les officiers et soldats qui avaient accompagné le général, ou qui viendraient le joindre; qu'on leur paierait les appointemens de leurs grades sur le même tarif qu'en Empire, en ayant soin de former ces troupes sur le même pied, avec le même nombre proportionnel d'officiers, relativement à celui des soldats; qu'un commissaire des guerres impérial serait attaché à ce corps avec le

commissaire des guerres français, pour garantir la justesse des états de situation; qu'il serait remis du trésor de l'armée impériale une avance de 50 mille florins entre les mains de l'état-major français pour la paye; que le général Dumouriez aurait le traitement du grade de *feld-zeugmeister,* général d'artillerie; que cette paye ne serait regardée que comme une avance ou un prêt fait au parti du général Dumouriez qui s'engageait, dès qu'on aurait fait un progrès quelconque en France, à faire rembourser cette avance à la caisse militaire impériale.

Cet arrangement assurait le sort des compagnons d'infortune du général; et ce qui le console dans sa position actuelle, c'est qu'ils continuent à en jouir. A la vérité, on les a soumis, depuis le changement de circonstances, à un serment qui n'avait pas été exigé d'abord, mais alors ils étaient les soldats d'un parti, et, ce parti n'existant plus, on a cru nécessaire de s'assurer de leur fidélité. Je pourrais bien être leur caution, ayant éprouvé, pendant toute la guerre, leur courage, leur résignation et leur attachement. Qu'ils trouvent ici le témoignage de sensibilité d'un chef qui les estime et qui les aime, et puissent-ils être récompensés de leurs vertus auxquelles ils seront toujours fidèles, sous quelques drapeaux qu'ils soient obligés de servir!

En conséquence de ces arrangemens, le général Dumouriez, d'après l'ordre du prince de Cobourg, fit verser dans la caisse du petit corps d'armée fran-

çaise établi à Leuze, dix mille florins, ne voulant pas par délicatesse prendre à la fois les trente mille, parce que si l'on faisait une entrée prompte en France, il se pouvait trouver que cette somme eût suffi en pénétrant dans l'intérieur. Le général invoque le témoignage du prince de Cobourg, du colonel Mack et de l'état-major impérial sur son désintéressement personnel, qui a sans doute servi à appuyer la calomnie qui l'accusait d'avoir fui avec des trésors. Il fut encore décidé que le général, en attendant l'emploi qu'on ferait de sa troupe, aurait à l'armée un logement à portée du prince de Cobourg. En conséquence le quartier-général impérial ayant été assigné à Boussu, on marqua le sien à l'abbaye de Saint-Ghislain.

Le général Dumouriez témoigne ici sa reconnaissance à tous les officiers-généraux de cette armée, qui l'ont traité avec les égards les plus distingués. L'archiduc Charles l'a comblé de bontés particulières, ainsi que le prince de Cobourg. C'est dans ces circonstances que s'est cimentée, entre le colonel Mack et lui, une amitié que rien ne diminuera jamais de sa part. Le colonel Mack est un officier d'un rare mérite et d'une grande vertu. La confiance sans bornes que l'armée impériale avait en ses talens, est une juste récompense des grands services qu'il a rendus. Il est à souhaiter, pour l'intérêt de la maison d'Autriche, que sa faible santé se rétablisse.

Pendant les deux jours que le général Dumouriez passa à Mons, il eut à se louer de la manière

dont les habitans l'accueillirent ; il avait éprouvé la même justice à Tournai et à Leuze, et il l'a trouvée dans tous les Pays-Bas. Ce peuple, bon et sensible, appréciait les services que lui avait rendus le général, surtout à son retour de la Hollande, et dans la retraite de l'armée.

Le prince de Cobourg eut aussi une attention très-délicate. Le général ayant vu passer dans Mons un corps de deux cents chasseurs émigrés qui allaient joindre l'avant-garde de l'armée, représenta que le mélange de cette troupe avec la sienne ne pouvait que produire un mauvais effet, surtout en entrant en France; le prince de Cobourg fit sur-le-champ donner contre-ordre à ces chasseurs et les renvoya du côté de Namur, pour servir à l'avant-garde du corps d'armée séparé du prince de Hohenlohe. Le prince de Lambesc-Lorraine vint aussi témoigner au général Dumouriez sa reconnaissance sur le service essentiel qu'il avait rendu à sa maison, par esprit d'équité, étant ministre des affaires étrangères, en empêchant l'injuste confiscation de ses biens et de ceux de madame la princesse de Vaudemont.

Le prince de Cobourg partit le 7 avec le colonel Mack, pour se rendre au congrès d'Anvers, d'où il revint le 8 au soir. Le général alla passer ces deux jours a Leuze, au milieu de ses camarades dont il dissipa les inquiétudes, en leur annonçant ce qui avait été fixé pour eux. Le général Vouillé prit le commandement de cette troupe, et Dumouriez

travailla avec le général Thouvenot, chef de l'état-major, à un règlement pour déterminer son organisation, qu'il fallait refondre entièrement, pour l'adapter à la formation des troupes impériales, surtout, ces réfugiés n'étant composés que de fragmens de différens corps, et n'y ayant d'entier que le régiment de Berchiny. Le général quitta avec beaucoup de regrets les compagnons chéris de ses travaux et de ses infortunes, le 8 au soir; il semblait pressentir qu'il ne retournerait plus avec eux. Il arriva le 9 au matin à Mons où il trouva le prince de Cobourg prêt à se rendre au quartier-général de Boussu. Il alla l'y trouver, traita encore quelques affaires, et s'installa le soir même à l'abbaye de Saint-Ghislain.

Le 10 au matin, on apporta au général une proclamation du prince de Cobourg, datée du 9, qui anéantissait entièrement celle du 5, et spécifiait expressément qu'il allait opérer pour le compte de son souverain, et qu'il s'emparerait, à titre d'indemnité et de conquêtes, de toutes les places qu'il pourrait prendre (1).

Cette proclamation, ainsi que la première, sont des pièces authentiques connues de tout le monde. Les émigrés ont eu l'imprudence de se réjouir de la seconde, et de critiquer amèrement la première. On leur demanderait : *Êtes-vous Français?* Mais laissant à part l'influence des passions qui aveu-

(1) Voyez cette pièce à la fin de ce volume (lettre F).

glent presque tous les hommes, et que ressentent aussi les gouvernemens intéressés dans cette guerre qui ne ressemble à aucune autre, il n'est que trop vrai que cette seconde proclamation, en privant le parti du général Dumouriez de tout moyen de ralliement, et en faisant voir dans les puissances belligérantes des conquérans avides, a réuni tous les Français armés à la Convention nationale que la plus grande partie abhorrait; a fait disparaître la cause de la royauté devant le danger de la patrie; leur a montré, dans la défense de la *République*, le salut de la France; les a ralliés sous le point de vue de l'honneur national, et a certainement nui au succès de la première campagne, et rendu le sort de la guerre très-incertain.

Cette seconde proclamation avait été donnée au retour du congrès d'Anvers, en conséquence de ce qui y avait été arrêté entre les ministres des puissances coalisées. Le général vit alors que son traité était entièrement rompu, et sans chercher à réclamer inutilement sur ce changement subit qu'il jugeait être irrévocable, il ne consulta que son caractère et ses principes, et il se sacrifia.

Il se rendit sur-le-champ au quartier-général, et dit franchement au prince de Cobourg qu'il venait le remercier des bontés personnelles qu'il lui avait témoignées; qu'il voulait continuer à mériter son estime; que lorsqu'il s'était lié avec lui par un traité, ce n'avait été que pour opérer la régénération de la France, et non pas son démembrement;

qu'il n'entrait dans aucune discussion sur les motifs des puissances coalisées qui ne le regardaient pas ; mais que lui personnellement ne croyant pas pouvoir coopérer à la diminution du territoire français, et y employer, ou son influence ou ses médiocres talens, se croyait obligé de se retirer, et qu'il le priait de lui accorder un passe-port.

Le prince de Cobourg ne put que donner des éloges à cette délicatesse. L'archiduc Charles lui témoigna la même estime, ainsi que le colonel Mack, et le général partit pour Bruxelles. Il ne doute point qu'après une variation aussi forte dans les principes de la négociation qui avait eu lieu, après un désaveu aussi formel de la première proclamation, les Impériaux ne dussent être embarrassés de sa présence qui devenait au moins inutile, et ne vissent avec grand plaisir le parti qu'il prenait de s'éloigner; mais il ne leur laissa pas le temps de cette perplexité, et sa résolution fut prise sur-le-champ.

Au reste, avant de partir, il eut le plaisir de s'assurer la confirmation du sort de ses camarades; ils sont bien traités, et employés dans l'armée impériale où certainement ils soutiendront leur réputation.

Arrivé à Bruxelles, il expliqua ses motifs au comte de Metternich, ministre plénipotentiaire des Pays-Bas dont il reçut l'accueil le plus amical, et il prit un passe-port pour l'Allemagne.

C'est ici que finissent les Mémoires de la vie

publique du général Dumouriez. A l'époque du 11 avril, il est rentré dans la classe commune ; le reste de son existence est une Odyssée fort agitée, fort traversée, fort persécutée, accompagnée de dangers, de calomnies de toute espèce, dont il rendra peut-être compte un jour au public, non pas pour servir à l'histoire des nations, mais à celle de la vie humaine. Cette Odyssée ne peut intéresser que ses vrais amis, et il en a très-peu ; ou les vrais philosophes, et ils sont très-rares.

CHAPITRE XV.

Conclusion.

Tel est l'enchaînement des événemens qui ont rempli cinquante-cinq années de la vie du général Dumouriez jusqu'en 1794, époque à laquelle il a terminé ses Mémoires. Dans les deux dernières années de ce fatigant pélerinage, il a surtout éprouvé tous les dangers que la faiblesse et la méchanceté des hommes peuvent accumuler contre un homme en place. La calomnie et l'injustice forment la bordure de ce tableau rembruni qui peut servir de leçon aux hommes de toutes les classes, et que sa philosophie lui représente avec des consolations puisées dans sa conduite même, et surtout dans ses motifs. Il ne hait, ni ceux qui l'ont calomnié, ni ceux qui ont ordonné son assassinat, ni ceux qui lui refusent un asile, et dont la haine peu généreuse et mal raisonnée le poursuit. Les uns ignorent la vérité des faits que leur singularité rend facile à altérer. Les autres sont mûs par un fanatisme qui n'admet aucun raisonnement. Les troisièmes sont animés par l'impression de la calomnie, et ils le croient un homme dangereux.

Les ministres des cours étrangères ont répandu, d'après les émigrés, qu'on devait se méfier de lui, et qu'on ne pouvait jamais s'assurer qu'il ne re-

tournât pas se mettre à la tête des Français. Sa proscription et ses trois proclamations auraient dû être un garant suffisant de sa stabilité; ces trois pièces lui ont fait des ennemis par la mauvaise interprétation qu'on a donnée à ses expressions.

Il déclare qu'il aime toujours passionnément sa patrie, et qu'il ne balancerait pas à sacrifier sa vie pour elle; mais il déclare en même temps que tant qu'elle sera souillée de crimes et livrée à l'anarchie, il ne veut jamais y rentrer; qu'errant et proscrit, il préfère ses dangers et ses peines à toute place qui le rendrait, ou l'oppresseur de ses compatriotes, ou le complice de leurs excès.

Il a été très-franchement l'ennemi des puissances qui ont voulu se mêler des affaires de sa patrie pendant qu'il a été ministre et général, parce qu'il était très-intimement persuadé que la révolution, si nécessaire, se fût consommée sans crimes et d'une manière glorieuse, si les suggestions étrangères et l'appui donné aux émigrés n'avaient pas irrité une nation impétueuse, et ne l'avaient pas poussée au-delà des bornes. Depuis que la licence et l'anarchie ont tout perdu en France, il a voulu s'appuyer des mêmes puissances étrangères pour rétablir l'ordre, mais sans nuire à sa patrie et en ménageant sa gloire et ses intérêts.

Lorsqu'il a vu que cela était devenu impossible, il a combiné un projet de diversion dans lequel il a cru qu'il pouvait servir utilement, et sa patrie, et la cause de la paix universelle. La méfiance ou d'autres

raisons ont empêché qu'il ne fût écouté. Il gémit de la prolongation des maux de l'humanité; il désire impatiemment la fin de cette affreuse guerre, sans prévoir comment elle se terminera, car rien de ce qui se passe à présent en Europe, relativement à la France, ne peut être calculé d'après les règles de l'art de la guerre, de la politique et de la prudence humaine.

On a dit qu'il avait d'abord été corrompu par l'argent des Hollandais patriotes, et qu'ensuite il a vendu au prince d'Orange la liste des principaux conspirateurs. Cette absurde calomnie se trouve dans un ouvrage allemand sur la révolution française, intitulé : *Minerva*, estimé par son style. L'auteur a été certainement trompé, ainsi que sur d'autres circonstances de la vie publique du général Dumouriez que l'amour du merveilleux a toujours fait peindre trop en grand et trop en noir. Il déclare qu'il n'a jamais eu la liste des patriotes hollandais; qu'il n'a connu qu'une très-petite partie de ceux réfugiés en France, parce qu'ils composaient le comité révolutionnaire batave à Anvers; qu'il ne sait aucun des noms de ceux qui peuvent avoir les mêmes opinions en Hollande; qu'il n'a jamais eu aucune communication, ni avant ni depuis, avec le parti du stathouder; qu'il est même impossible qu'il en ait existé une, puisque cette cour ne lui a jamais pardonné le manifeste qui a précédé son expédition de la Hollande; qu'il n'a point reçu d'argent, qu'il est pauvre et qu'il s'en glorifie.

il terminera ces Mémoires par des observations sur les trois classes d'émigrés français. Les étrangers sont étonnés qu'ils ne se réunissent pas dans l'infortune parce qu'ils ne connaissent pas leurs caractères distinctifs. Leur schisme leur fait un grand tort, mais il est presqu'irrémédiable.

La première classe, dont les princes de la maison de Bourbon sont les chefs, est composée de l'ancienne cour, des grands ecclésiastiques, des parlemens et de la haute finance. Ils ont entraîné par séduction, et par les excès des jacobins, la petite noblesse, pour se donner une force militaire. Cette classe est purement royaliste, elle soutient et désire la monarchie absolue ou le despotisme (1); elle regrette les anciennes institutions et leurs abus qui ne peuvent plus reparaître, parce qu'un nouvel ordre de choses a rendu la France méconnaissable et demande nécessairement une nouvelle constitution morale et politique, pour rétablir sur le bonheur public la sûreté du gouvernement et la confiance des peuples.

La seconde classe, dont La Fayette était le chef apparent, est composée des monarchistes constitutionnels, qui désirent une grande réformation, où

---

(1) Dumouriez écrivait ceci en 1794; alors il ne pouvait connaître les principes qui devaient présider à la restauration, et qui ont interdit désormais tout désir contraire au maintien de la monarchie constitutionnelle.

(Note des nouv. édit.)

plutôt une rénovation totale dans les principes et les formes du gouvernement, la plupart ayant travaillé dans la première Assemblée nationale, au grand œuvre de la constitution, acteurs, ou victimes des cabales parisiennes, mais surtout des fureurs de la secte des jacobins; payant bien cher la propagation des principes qu'ils ont établis sans modification, la liberté et l'égalité, qui adoptés dans un sens trop matériel, et poussés à l'excès par le peuple, ont amené la subversion de tous les états, et l'anarchie.

La troisième classe, qui n'est divisée de la seconde que par une nuance, qui tient à l'époque de sa sortie, est composée des militaires qui ont suivi le général Dumouriez, et tous les nobles privés de toute fonction publique à cette occasion, qui ont pu s'échapper de France. Cette classe comprend aussi les membres de la Convention nationale, qui ayant eu le courage de voter pour le salut de Louis XVI, et contre tous les excès qui ont été la conséquence de sa mort, et ayant consigné leur vœu dans une protestation, ont eu le bonheur de fuir.

La première classe, la plus nombreuse, la plus brillante, la plus répandue en Europe et dans les cours dont elle reçoit communément des égards, quelquefois de petits secours insuffisans et de grandes promesses, et le plus souvent des humiliations et des caprices, intolérante envers les deux autres, ne fait, dans sa présomption peu éclairée, aucune différence entre elles et la secte des jacobins. L'emprisonne-

ment illégal de La Fayette ne lui inspire pas la moindre indulgence pour cet infortuné et respectable général. Mais elle montre surtout la plus grande haine contre le général Dumouriez ; elle a mis une activité étonnante à le calomnier, à augmenter ses dangers, et à le priver de l'asile qu'on lui refuse partout.

Cette classe a conservé toute sa fierté et ses prétentions. Elle veut tout ou rien. Le moindre succès des armées combinées, fût-il même peu important, lui inspire une joie bruyante ; elle fait éclater alors, devant les étrangers scandalisés, des projets de vengeance et d'ambition personnelle ; si les opérations se ralentissent, alors elle se croit trahie, elle éclate en plaintes indiscrètes, tantôt contre le roi de Prusse et ses généraux, tantôt contre ceux de l'empereur. Toujours extrême et toujours désobligeante pour les nations qui l'observent froidement, et qui jugent, sur les apparences, peut-être trop sévèrement, qu'il n'entre que de l'égoïsme dans tous ses mouvemens, elle a l'air de croire que l'Europe entière n'est armée que pour elle, et qu'une fois rentrée en France où elle ne reconnaîtrait plus rien, pas même la trace de ses châteaux démolis, elle va retrouver ses hôtels, ses petites maisons, ses aises, ses valets, ses clients, et surtout son pouvoir et son crédit.

Son intolérance, pour les deux autres classes d'émigrés, empêche tout rapprochement qui serait si essentiel dans leur position malheureuse, ne fût-ce

que pour s'attirer la considération et la compassion des peuples chez lesquels elles sont réfugiées ou errantes. Il est cependant dans cette classe quelques exceptions de personnes raisonnables, entraînées par leur sort, ou par les préjugés de leur naissance, qui condamnent ces excès; mais elles sont peu écoutées. Cette classe est encore divisée, en elle-même, en factions aussi actives en intrigues, en brouilleries, en jalousies, que lorsqu'elle existait à Versailles ou à Paris. C'est une cour ambulante qui n'a rien perdu de son jeu, quoique privée de sa stabilité.

Il entre plus de modération et de raisonnement dans les deux autres classes d'émigrés, et les rapprochemens sont très-faciles. La Fayette et Dumouriez, s'ils se rencontraient autre part qu'en prison, s'entendraient bien vite, et toutes les nuances qui les ont rendus ennemis, faute peut-être d'explication, s'adouciraient et s'effaceraient entièrement devant le grand intérêt de leur patrie et la communauté d'infortunes. Car ces deux chefs et ces deux classes ont voulu la liberté de leur patrie et la réforme des abus. Ils ont soutenu avec constance cette noble cause de l'humanité, et s'ils ont différé sur les moyens, ce n'est qu'une variété qui ne détruit pas le principe.

Le général Dumouriez déclare aux émigrés de toutes les classes que le sort ou les opinions ont conduits à l'exil, que ce n'est que par une réunion bien cimentée qu'ils acquerront une considération

qui peut seule améliorer leur sort à la fin de cette guerre, soit qu'ils parviennent à rentrer dans leur patrie, soit qu'ils doivent y renoncer pour toujours; que l'avantage qui résulte de l'infortune doit être d'épurer l'ame, et de ramener aux vertus énergiques; qu'il est temps de renoncer à la langue des préjugés, parce qu'on ne l'entendrait plus en France; que cette contrée est plus différente de la France de 1788, que de l'état des Gaules du temps de Jules-César; qu'il change même encore tous les six mois; et que malheureusement, les jacobins sont plus conséquens dans la gradation de leurs excès, que les émigrés qui ne se donnent pas la peine d'étudier les progressions du génie national, bâtissant tous leurs projets sur l'état de la France, au point où ils l'ont laissée à leur départ.

Leur position malheureuse peut durer encore long-temps; elle peut même devenir irrémédiable. Dans le malheur, il faut toujours supposer l'extrême, pour ne pas être trompé par l'espérance. S'ils ne se corrigent pas, s'ils continuent à développer de l'orgueil, de l'étourderie, de l'imprévoyance et de la discorde entre eux-mêmes, ils fatigueront bientôt les nations qui les tolèrent, et à qui cette guerre doit, dans maintes occasions, donner de l'humeur; ils n'auront point préparé leur ame, soit à soutenir le retour de la fortune, soit à supporter une infortune plus décidée; dans la première position, ils abuseront de leur retour en France, et ils en seront chassés encore plus ir-

révocablement que la première fois (1); dans la seconde, ils seront les plus malheureux hommes de la terre.

L'exil, ainsi que toutes les autres positions de la vie humaine, a ses avantages : il nous présente des objets de comparaison dont nous n'aurions jamais eu d'idée; il nous donne des lumières; il développe notre énergie par des privations; il nous rend indulgens et sociables; il établit entre nous et nos hôtes une expansion de sensibilité et de bienfaisance. L'homme droit, sage et réfléchi, rapporte de ce pélerinage forcé une somme de vertus mâles et douces, qui le rendent plus propre à servir sa patrie, et le conduisent à une philanthropie universelle qui diminue les terribles effets de l'égoïsme national.

Le général Dumouriez leur donne encore un autre avis qu'il prend pour lui-même; c'est d'être indulgens envers ses compatriotes, et de ne pas avilir toute la nation par des plaintes trop générales. Il est au moins imprudent de traiter de rebelles vingt millions d'hommes qui s'élèvent contre cent mille personnes. Ces vingt millions font une majorité si immense, que ce sont les cent mille qui

(1) Nous répétons qu'en livrant au public ces prophéties, le général Dumouriez a souvent consulté ses passions et ses mécontentemens, et qu'il ne prévoyait point alors les effets d'une restauration qui, en satisfaisant les besoins actuels de la société, a fermé l'abîme des révolutions.

(*Note des nouv. édit.*)

peuvent être appelés rebelles. Les émigrés de toutes les classes, s'ils aiment leur patrie, si, par conséquent, ils sont dignes d'y rentrer, dans la crainte que l'anarchie ne produise la subversion totale et le démembrement de l'empire français, doivent haïr franchement les cinq ou six cents scélérats qui égarent cette nation, estimable à tant d'égards, et qui la jettent au-delà des limites raisonnables de la vraie liberté, du vrai patriotisme, de l'égalité possible, et des moyens de bonheur et d'ordre public; mais ils doivent conserver, et plus encore dans l'infortune, un amour-propre national qui assigne leur rang dans la société.

Ils ne doivent jamais calomnier la généralité de la nation; ils doivent plaindre les Français qui sont aveuglés, et conduits par la route du crime à tous les excès. Mais il est encore un côté consolant pour le vrai Français; il voit, au travers de cette anarchie, un grand courage et une grande franchise d'opinion. Avec ces qualités, les Français peuvent revenir de leurs erreurs; mais c'est par des raisonnemens forts, et non par des injures, qu'on doit et qu'on peut les ramener. Que ceux d'entre les émigrés que leur position, leur réputation ou leurs lumières, peuvent un jour appeler à rétablir l'ordre en France, se ménagent avec soin les moyens de régénérer les opinions, en sacrifiant en ce moment leur ressentiment, de quelque espèce et quelque juste qu'il puisse être, et en n'injuriant pas tout le peuple français. On peut obscurcir ses qualité ,

mais elles ne disparaîtront jamais entièrement. Les crimes appartiennent à des particuliers, l'énergie appartient à la nation entière.

Les annales de l'univers ne présentent pas une nation attaquée par plus d'ennemis à la fois ; moins effrayée de ces apprêts foudroyans ; résistant partout avec plus d'opiniâtreté. La campagne dernière, qui devait écraser les Français, n'a fait que développer un grand ensemble de courage ; et s'ils succombent dans le cours de la campagne prochaine, ils seront conquis, mais ils ne seront pas avilis. Les émigrés ont le plus grand intérêt à ce que les Français ne soient pas méprisés ; et tout ce que leur nation perdrait d'estime réelle en Europe, serait en diminution d'intérêt pour eux. Ils ont déjà commis, pendant deux ans, une grande erreur, en peignant aux puissances étrangères les armées françaises comme lâches et incapables de résistance. Cette erreur, funeste aux Prussiens, a ôté toute confiance dans les relations des émigrés. Il ne faut plus commettre une faute aussi dangereuse.

La nation française, prise collectivement, sera toujours estimable. Elle est affectée à cette époque d'une forte maladie morale dont les affreuses convulsions ne la rendent que plus dangereuse. Les étrangers peuvent y employer le fer, mais les émigrés ne doivent se présenter qu'avec les calmans de la raison, puisqu'ils peuvent d'autant moins espérer, de mois en mois, de semaine en semaine, de rétablir l'ordre des choses qui les a chassés de leur patrie.

Ce conseil n'est point dicté par une lâche condescendance, par l'intérêt personnel ou par l'ambition. Le général Dumouriez déclare, et ses Mémoires le prouveront, qu'il désapprouve l'état actuel de la France; qu'il n'y voit que la subversion de tout principe raisonnable, et l'impossibilité de produire le bonheur public; il déclare qu'il ne se pliera jamais à cet ordre de choses; qu'il préfère la vie errante, la proscription, la misère, l'exil, à son rétablissement dans sa patrie, s'il doit être acheté par le sacrifice de ses principes moraux; mais il déclare aussi qu'il aime ses compatriotes, et que, dût-il expirer sous les poignards de leur délire, son dernier soupir serait une plainte sur leurs erreurs, et un vœu pour sa patrie!

PRÉCIS

DE LA VIE

DU GÉNÉRAL DUMOURIEZ,

EXTRAIT D'UNE LETTRE A UN DE SES AMIS (1).

.... Laissons à présent, mon cher ami, ces idées métaphoriques, trop sublimes pour être longtemps soutenues dans une lettre, et voyons ce qui résulte de ces principes. C'est que nous devons dans notre état faire le plus de bien qu'il est possible, être bons, mais surtout justes. Nous ne devons pas nous arrêter à l'opinion des hommes, et nos actions ne doivent pas être gouvernées par le *qu'en dira-t-on?* C'est surtout dans les grandes agitations des peuples, dans les révolutions des empires, que ce principe doit être soutenu avec fermeté. C'est alors qu'il

(1) Ce fragment, qui peut servir de résumé à la totalité des Mémoires du général Dumouriez, parut pour la première fois à la suite des livres VIIe et VIIIe, publiés, comme nous l'avons dit, antérieurement aux six premiers livres; le général nous apprend qu'il écrivit ce morceau à la hâte, désirant compléter l'histoire de sa vie, dans le cas où il manquerait du temps ou de la liberté nécessaire pour achever de la rédiger. Quant à nous, il suffisait que cette pièce fût l'ouvrage du général pour que nous nous fissions un devoir de l'insérer dans notre édition.

(*Note des nouv. édit.*)

faut se servir de tous ses talens pour sauver sa nation, de tout son génie pour lui représenter les dangers de ses excès, et de toute sa force pour s'arrêter au bord du crime, et ne pas y tomber. On est haï et persécuté par tous les partis, parce que tous sont entraînés par des passions violentes, et parce qu'on n'en a flatté aucun. Alors on se console, en pensant qu'on a toujours fait ce qu'on a cru son devoir, les persécutions ne paraissent plus qu'un mal d'aventure qu'on supporte avec courage, parce qu'elles auront une fin, et le pélerinage s'achève.

L'histoire vient toujours par la suite replacer l'homme vertueux dans son vrai point de vue. J'ai eu sans contredit une grande gloire militaire; mais ne pouvant pas l'effacer, mes contemporains cherchent à l'obscurcir, en me dépeignant comme un homme sans principes, sans mœurs, sans foi. Ils cherchent à m'écarter du théâtre du monde, pour faire briller des acteurs médiocres. Je m'abonne à rester spectateur dans un coin du parterre; mais je ne veux pas descendre de la scène avec opprobre. C'est ce qui m'a engagé à deux démarches décisives : la première a été de composer très-vite et de donner au public les Mémoires qui justifient les derniers actes de ma vie publique, qui sont ceux qui prêtent le plus à la calomnie.

La seconde est de courir me livrer moi-même à l'empereur, auprès duquel on m'a noirci par les impostures les plus grossières, dès que j'ai appris

qu'il avait donné des ordres pour m'arrêter. Cette démarche n'est pas dans les règles ordinaires de la prudence ; mais la vertu a une autre marche et d'autres calculs. Voici les miens : 1°. Cette démarche franche doit faire penser à l'empereur que je ne me sens pas coupable, et doit faire taire ses préventions, pour n'écouter que sa justice. 2°. On le dit juste ; je le crois : il doit être flatté de la confiance que je lui témoigne, et par conséquent il doit m'être favorable. 3°. Ou il me produira les chefs d'accusation qu'on lui a présentés contre moi, alors je les confondrai ; ou il me privera de ma liberté sans m'entendre. Dans le premier cas, surtout mes Mémoires paraissant dans l'intervalle, je rentrerai sur la scène du monde d'une manière plus utile pour ma patrie et pour l'humanité, parce que j'aurai acquis la confiance du monarque qui est le plus intéressé au rétablissement de l'ordre. Dans le second cas, je ne serai plus chargé que de moi-même, je souffrirai, je m'épurerai, je mourrai. L'histoire de ma vie vengera ma mémoire. La confiance trahie et l'injustice retomberont sur mes persécuteurs, et l'empereur lui-même me regrettera.

J'aurai le mois prochain cinquante-cinq ans. Vaut-il la peine de se cacher honteusement pour épargner quelques jours écoulés dans l'amertume, le malaise et l'opprobre ?

Voici en peu de lignes l'esquisse de ma vie, qui pourra servir de supplément à mes Mémoires, si on

ne me laisse pas le temps de les achever. Né à Cambray en 1739, dans un état médiocre, quoique noble, d'un père très-savant, très-vertueux; ayant reçu une éducation très-rigoureuse et très-étendue; j'ai embrassé la profession des armes à dix-huit ans, en 1757. Je m'y suis distingué sur-le-champ. A vingt-deux ans j'avais reçu la croix de Saint-Louis et vingt-deux blessures.

La paix s'est faite en 1763 ; je me suis mis à voyager. pour étudier les langues et les mœurs des peuples; car la morale a toujours été ma principale étude. Les émigrés ont imprimé que j'étais espion du ministère de France. Je suis persuadé que les *marquis* de Tarente et d'Athènes en auraient dit autant de Pythagore et de Platon, s'ils s'étaient trouvés dans la même position que moi.

En 1768, j'ai été rappelé d'Espagne, et envoyé en Corse dans l'état-major de l'armée; j'y ai été élevé au grade de colonel, après avoir fait glorieusement les deux campagnes de 1768 et de 1769.

En 1770, le duc de Choiseul m'a envoyé en Pologne, comme ministre, auprès des confédérés; j'y ai fait deux campagnes en chef, et de grandes négociations avec des succès très-variés. Comme les mesures des Polonais étaient mal prises, leur révolution a mal tourné, et la Pologne a été partagée.

En 1771, le marquis de Monteynard, ministre de la guerre, m'a employé à des travaux sur les

ordonnances militaires. A la fin de la même année, par ordre exprès de Louis XV, ce ministre m'a donné une mission relative à la révolution de Suède. Cette mission, sur laquelle j'avais reçu les ordres directement du roi même, était ignorée du duc d'Aiguillon, ministre des affaires étrangères, qui m'a fait arrêter à Hambourg et conduire à la Bastille en 1773. Louis XV, faible par caractère, obsédé par la Du Barry, sa maîtresse, et par le ministre tout-puissant, disgracia le vertueux Monteynard, cacha la part qu'il avait à ma mission, et me laissa tout le poids d'un procès criminel que le duc d'Aiguillon, se doutant de la vérité, n'osa pousser à bout. Je refusai les offres et l'amitié de ce maire du palais que je n'estimais pas. Au bout de six mois, je fus exilé au château de Caen pour trois mois.

Louis XV mourut en 1774; d'Aiguillon fut disgracié. Je ne voulus pas reprendre ma liberté par le bénéfice de la lettre-de-cachet du feu roi. J'écrivis à Louis XVI pour le prier de me faire transférer à la Bastille, et de me donner de nouveaux juges. Le roi ne voulut pas me remettre en prison; on me donna pour juges trois ministres : MM. du Muy, de Vergennes et de Sartine, qui déclarèrent et signèrent que j'avais été injustement persécuté. Je fus sur-le-champ employé dans mon grade de colonel, envoyé à Lille pour les nouvelles manœuvres militaires que le baron de Pirsch avait

apportées de Prusse. On me chargea aussi de l'examen d'un projet de redressement de la Lys, et d'un projet de port dans la Manche à Ambleteuse. Je passai à ces différens travaux la fin de 1774, et toute l'année 1775.

En 1776, je fus envoyé commissaire du roi avec le chevalier d'Oisy, capitaine de vaisseau, et le maréchal-de-camp La Rozière, un des plus habiles ingénieurs militaires de toute l'Europe, pour le choix d'un emplacement sur les côtes de la Manche, pour la construction d'un port. Je passai 1777 à la campagne, à vingt-quatre lieues de Paris. C'est la seule année de repos de ma vie. Mais à la fin de cette année, je fus rappelé par M. de Montbarey, ministre de la guerre, à l'occasion de la guerre de l'Amérique que j'avais prédite.

En 1778, je fis rétablir pour moi le commandement de Cherbourg, que je trouvais le point le plus favorable pour nous créer un port dans la Manche. Aidé par le zèle, l'activité et le crédit du duc d'Harcourt, gouverneur de la province, je fis décider en faveur de Cherbourg le procès qui durait depuis cent ans entre ce local et celui de la Hougue, pour la confection d'un port militaire. Depuis cette époque, jusqu'en 1789, j'ai été occupé des travaux de ce port, et je n'ai été que trois fois à Paris. Cherbourg n'avait que sept mille trois cents habitans quand j'y suis arrivé, je l'ai laissé peuplé de près de vingt mille ames.

Les émigrés, après avoir dit que j'étais espion des ministres pendant que je voyageais, ont aussi imprimé que j'étais un intrigant des bureaux de la guerre, quoiqu'en douze ans je n'aie pas passé, en différens voyages, six mois à Paris, et que j'aie très-peu fréquenté Versailles.

Récapitulons : Vingt-deux blessures à la guerre, six campagnes en Allemagne, deux en Corse, deux en Pologne, des commissions importantes, la création d'une ville et d'un port militaire, vingt ans de voyage en Europe, l'étude des langues, de la politique et de l'art militaire. Je souhaite qu'il se forme en France beaucoup de pareils espions et de pareils intrigans. Si les hommes que leur naissance, leurs richesses appelaient à soutenir la gloire et le bien être de leur patrie, s'y fussent rendus propres par les mêmes travaux et les mêmes études, on n'aurait pas eu besoin de la révolution, ou elle se serait mieux faite. Je n'y gagnais rien personnellement. J'étais au centre des maréchaux-de-camp, sûr d'être bientôt lieutenant-général, cordon rouge, et employé à la guerre. Mon traitement ou mes pensions, montaient à vingt mille francs, qui me suffisaient. Mais je voyais la France déshonorée au-dehors, ruinée au-dedans. Depuis long-temps je prévoyais l'éclat fâcheux de cette crise ; j'en avais plusieurs fois averti, par des mémoires très-sérieux, ceux des ministres que j'estimais.

Enfin, en 1789, la révolution a commencé; je l'ai rendue douce et raisonnable dans la partie où je commandais; j'ai fait punir de mort légalement à Cherbourg les excès de la populace, sans que le peuple pût m'accuser d'attenter à sa liberté. Les commandans, mes confrères, auraient rendu un bien grand service à la nation, s'ils avaient joint la même fermeté au même discernement. Les commandemens militaires ont été bientôt supprimés; alors je me suis rendu à Paris où j'ai étudié pendant deux ans la marche de la révolution. La fuite des princes avait déjà fait bien du tort au roi. J'ai prévu que le *veto* lui serait inutile et occasionerait sa perte; je m'y suis opposé autant que le pouvait un particulier qui n'était point du nombre des législateurs.

En 1791, j'ai été chargé du commandement militaire depuis Nantes jusqu'à Bordeaux. A mon arrivée, on avait la guerre de religion dans la Vendée; on y brûlait des châteaux : j'y ai tout sauvé, tout apaisé jusqu'au mois de février 1792 que j'ai été appelé à Paris, nommé lieutenant-général et ministre des affaires étrangères.

On me reproche d'avoir fait déclarer la guerre; je prouverai qu'elle était inévitable, qu'elle existait même déjà. Au reste, mon opinion a été tout entière pour cette déclaration; celle du roi était la même; non-seulement il a approuvé le rapport que j'ai lu à l'Assemblée nationale, qu'il a eu trois

jours dans ses mains ; mais il y a fait des corrections, et il a composé lui-même son discours. Au bout de trois mois, brouillé avec toutes les factions, voulant que le roi eût de la dignité dans son conseil, et gouvernât constitutionnellement ; j'ai changé le ministère, à condition que le roi sanctionnerait deux décrets que je voulais faire tourner à son utilité : dès-lors je voulais me retirer ; il ne l'a pas permis. J'ai changé de ministère par son ordre ; j'ai pris celui de la guerre. Mais, voyant aussitôt que la cour m'avait trompé et que le roi refusait sa sanction, je n'ai pas voulu être l'agent d'une intrigue ; j'ai prédit à l'infortuné Louis et à son épouse tous leurs malheurs, et au bout de trois jours j'ai donné ma démission. Je n'ai point été chassé, comme les émigrés l'ont imprimé ; j'ai quitté ma place malgré les instances de Louis ; il a été deux jours sans vouloir agréer ma démission, et nous avons mêlé nos larmes en nous séparant.

Depuis lors, j'ai fait la guerre avec des succès brillans. Si les Français avaient montré autant de sagesse et de vertu qu'ils ont eu de bonheur, la paix serait faite depuis long-temps ; Louis vivrait ; la nation ne serait pas souillée de crimes et esclave de l'anarchie ; la France serait heureuse et glorieuse avec sa constitution et son roi.

Tel est le tableau rapide de mon existence ; il suppléera à ceux de ma vie entière, si on ne me laisse pas la faculté de les achever et de les donner au public. Adieu, mon digne ami, mon cœur est

soulagé par cette importante lettre. J'attends ici les ordres de l'empereur et la décision de mon sort sans inquiétude : mon caractère, bien loin de s'affaiblir, se fortifie par les traverses, et je serai toujours MOI.

JUGEMENT

SUR BUONAPARTÉ,

ADRESSÉ PAR UN MILITAIRE

A LA NATION FRANÇAISE ET A L'EUROPE.

AVIS DES ÉDITEURS.

Le général Dumouriez, du sein de son exil, jetait souvent ses regards sur la France. Il aimait à suivre dans ses triomphes et dans ses revers cette noble patrie qu'il avait défendue avec tant de courage et de talent; il assistait en idée aux vicissitudes nombreuses de son sort. Alors, son imagination s'échauffait; ne pouvant plus servir son pays de son bras, il cherchait à l'éclairer de ses conseils; du fond de sa retraite, il s'efforçait de faire entendre aux Français une voix connue, mais qui, au milieu des agitations politiques, ne pouvait arriver jusqu'à eux.

C'est ainsi que le général Dumouriez publia à différentes époques divers écrits politiques relatifs aux circonstances. L'un de ces écrits, d'autant plus précieux qu'il n'a jamais été connu en France par des raisons que le lecteur devine aisément, nous est tombé entre les mains. Quoique Dumouriez ait voulu s'y couvrir du voile de l'anonyme, on y reconnaît aisément son style. Il serait difficile, après l'avoir lu, de conserver des doutes sur l'authenticité de ce morceau et sur le nom de son auteur.

Quant au sujet traité dans cet écrit et aux principes souvent exagérés qui ont présidé à sa composition, nous n'avons pas besoin de prévenir l'opinion du lecteur. Les hommes les plus supérieurs sont rarement exempts de jalousies entre eux. Dumouriez, banni de sa patrie, n'a pas dû voir, sans faire un retour sur lui-même, les étonnans succès d'un général dont le rôle en France éclipsait presque tous les souvenirs militaires de la révolution, et dont les facultés extraordinaires semblaient condamner la plupart des hommes de son temps à rentrer devant lui dans la foule des rangs secondaires. On peut croire qu'un sentiment pénible, né de ce contraste, n'a pas été sans beaucoup d'influence sur l'arrêt sévère prononcé par le général Dumouriez contre Bonaparte.

Au reste, la postérité, à laquelle appartiennent désormais ces deux hommes, se prononcera sur leur tombe, sans haine et sans flatterie. C'est à elle qu'il est réservé de leur assigner la place qu'ils doivent occuper dans l'histoire de la révolution française; elle jugera à son tour le jugement trop rigoureux que le général Dumouriez a porté sur Bonaparte et surtout sur l'armée française, toujours héroïque et glorieuse, quels que soient les chefs qui la conduisent à la victoire.

JUGEMENT
SUR BUONAPARTÉ,
ADRESSÉ PAR UN MILITAIRE
A LA NATION FRANÇAISE ET A L'EUROPE (1).

Si l'on juge Buonaparté par ses succès, c'est un grand homme; si l'on dépouille de ses succès ce qui appartient à la fortune, c'est un aventurier heureux dont toute la conduite militaire et politique est désordonnée, excentrique, téméraire, dont les combinaisons fausses et imprudentes auraient dû, dès ses premières entreprises, produire des résultats funestes.

Il rappelle un vers heureux contre La Harpe :

Tombé de chute en chute au trône académique.

Buonaparté s'est élevé de crime en crime, de faute en faute, au sommet de la gloire et de la puissance. Tout a réussi à son audace, parce que

(1) On ignore la date précise de la publication de cet écrit. Il paraît probable que le général Dumouriez le composa vers l'époque de la guerre d'Autriche en 1809.

(*Note des nouv. édit.*)

le continent était mûr pour la révolution qu'il y a opérée. Il n'a trouvé aucun cabinet assez fort pour arrêter son machiavélisme, aucun général assez habile pour résister à ses armes. Toutes les puissances du continent ont fourni les pierres dont est formé le piédestal de ce colosse. Sa carrière a été brillante, mais facile.

S'il eût su s'arrêter après la paix d'Amiens; s'il n'eût pas affublé sa tête ardente de la couronne de fer; s'il eût éloigné de son front audacieux le diadême impérial, teint du sang de l'intéressant duc d'Enghien; s'il eût pardonné à Pichegru et à Georges; si, étouffant une basse jalousie, il eût laissé Moreau enseveli dans les délices de *Grosbois;* si, fermant le temple de Janus, il eût laissé la France jouir d'un repos glorieux acheté par des victoires éclatantes; si, se livrant aux arts de la paix, il eût cherché à réparer les calamités d'une sanglante révolution dont il pouvait faire disparaître les horribles traces; s'il eût travaillé à rétablir le commerce, l'agriculture, les mœurs, la religion; s'il eût couronné cette carrière de bienfaisance par le sacrifice de son ambition immodérée, en faisant remonter l'héritier légitime sur un trône raffermi, purifié des abus de l'ancien gouvernement et des souillures de l'anarchie....... alors Buonaparté eût été le plus grand homme que l'histoire passée, présente et future, eût présenté à l'admiration des siècles.

Son caractère était trop violent, son ame trop orgueilleuse, ses désirs trop abjects pour s'élever à

la gloire par l'héroïsme de la vertu. C'est un homme extraordinaire, ce n'est pas un grand homme ; ce n'est pas un homme célèbre, il n'est que fameux.

L'énergie de l'empereur Alexandre, qui va certainement devenir le vengeur de l'Europe, le courage inébranlable des troupes russes, l'habileté et la constance du général Benningsen, ont détruit en Pologne le prestige d'invincibilité que la terreur crédule attachait à son nom, ont dessillé les yeux de toute l'Europe, et donnent l'espoir bien fondé de voir sa gloire et sa puissance éclipsées, après l'avoir rendu pendant quelques années le fléau du monde. Enivré par ses succès, il aura le sort des Attila, des Genseric, de mille autres conquérans plus habiles et peut-être moins injustes, moins cruels que lui ; leurs vices étaient les vices de leurs siècles et des hordes barbares dont ils étaient les chefs et les souverains *légitimes*.

Buonaparté, ayant reçu une éducation libérale par la noble charité du roi de France, porté au commandement des armées par une révolution inouïe, élevé au trône de ses bienfaiteurs, de ses créateurs, par l'aveuglement d'une nation en délire, qui a vérifié la fable des grenouilles demandant un roi, non-seulement a eu l'impudence de s'y asseoir, mais y a joint la lâcheté féroce et inutile de le teindre du sang de cette auguste famille ; et trouvant ensuite son lot trop mesquin dans ce partage des grandeurs humaines, il a aspiré à la monarchie universelle.

Étranger à la France et à l'humanité, fléau de l'univers, bourreau de la nation que la terreur et la sottise lui ont asservie, il sacrifie, avec joie, la génération présente des Français à sa féroce ambition. Que restera-t-il à la France lorsque cette sanglante comète aura cessé d'incendier le monde? Une source de guerres perpétuelles, une démoralisation totale et le gouvernement d'Alger. Que lui restera-t-il à lui-même de tous ses triomphes, de tous ses crimes? Des remords dévorans, s'il vieillit sur le trône; l'exécration publique s'il en tombe.

L'opinion publique, cette sotte reine du monde, ne juge que par les succès. Il faut tâcher de la mettre d'accord avec la raison, et lui faire connaître la fausse grandeur de son idole. Antigonus disait qu'il n'y a point de héros aux yeux d'un valet de chambre. Le bon sens est le valet de chambre des hommes en place, il les déshabille, et montre leurs défauts à nu.

Buonaparté est l'enfant de la fortune, son plus grand talent vient de ce qu'il en est persuadé. Au lieu de réduire sa célébrité à sa vraie mesure, on a tout attribué à son génie supérieur; de-là est résultée l'opinion de son invincibilité et de l'inutilité de la résistance.

Sa politique est précipitée, fausse, indiscrète; sa science de gouvernement est arbitraire, injuste, violente: il ne connaît ni les lois, ni les finances, ni le commerce. Il ne sait que dépenser follement, ruiner, détruire.

Il lui reste donc son talent militaire. Mais ce talent si vanté et si heureux jusqu'à l'année 1807, peut être contesté. Aucune de ses victoires n'a été le fruit de l'art; il aurait dû perdre toutes ses batailles, si les généraux ennemis avaient su profiter de ses témérités. Son expédition d'Égypte, sa pointe en Styrie, sa guerre de Saint-Domingue, la disposition de ses escadres, ne sont que des tissus de faux plans, ou de mauvaise conduite. Les Anglais seuls, jusqu'à l'année 1807, lui ont donné quelques corrections.

Il paraît que la Providence réservait à l'empereur Alexandre le mérite d'arrêter ce torrent. C'est donc à cette époque qu'on peut commencer à asseoir un jugement sur le faux éclat de gloire qui a accompagné Buonaparté jusqu'à celle à laquelle cette même Providence a vraisemblablement fixé sa punition.

On n'entrera pas dans l'analyse de toutes les phases de sa célébrité; l'examen de sa conduite en 1805, 1806 et 1807, suffira pour l'apprécier à sa juste valeur.

On n'examinera avec quelques détails que les trois dernières guerres de Buonaparté, celle de 1805 contre l'empereur d'Autriche, celle de 1806 contre le roi de Prusse, celle de la fin de 1806 et de 1807 contre la Russie.

PREMIÈRE ÉPOQUE. — *Guerre contre l'Autriche.*

La rapidité et l'audace ont fondé la gloire et les succès de cette guerre de deux mois, sans que l'art

militaire y ait eu aucune part d'un côté ni de l'autre. C'est à qui ferait le plus de fautes. Les Autrichiens avaient l'avantage de l'attaque ; mais ils n'en ont pas profité, et se livrant à leur lenteur ordinaire, ils ont donné à Buonaparté le temps de rassembler sur le Haut-Rhin, non-seulement les troupes placées le long de ce fleuve, mais aussi celles de la Hollande, des côtes et de l'intérieur, qu'à la vérité l'Angleterre aurait pu forcer à rester en arrière, si elle avait mis en mer, pendant l'été, des escadres légères avec quelques troupes de débarquement, pour menacer les côtes de la Manche et particulièrement la Hollande et le port de Boulogne.

Buonaparté, dégagé de cette inquiétude par l'inaction de l'Angleterre, et de toute crainte du côté du Nord de l'Allemagne par la funeste neutralité de la Prusse, dont il s'était assuré par la corruption publiquement reconnue du ministère prussien, ayant pourvu à la sûreté de l'Italie en renforçant Masséna, a donc pu porter ses forces et son point d'attaque sur la Souabe.

L'occupation d'Ulm par les Autrichiens était une mesure bien prise. Cette place d'armes était bien choisie pour une guerre d'agression à commencer sur le Rhin. Mais il fallait : 1° S'assurer de la Bavière en gardant l'électeur à Munich, ou l'envoyant à Vienne près de l'empereur ; 2° en désarmant l'armée bavaroise, ou l'incorporant ; 3° en mettant garnison autrichienne dans Passaw et Ingolstadt ; 4° en portant le corps d'armée que commandait le

général Kienmeyer dans le Haut-Palatinat, dans l'excellent camp de Schellenberg au-dessus de Donawert, qui eût couvert les magasins de Neubourg, Ausbourg et Günsbourg.

Ulm devait être bien fortifié, mis en état de soutenir un siége, en cas que, par le hasard des opérations, on fût obligé, ou de reculer ou de changer le théâtre de l'offensive. Mais il fallait bien se garder d'y tracer un front de lignes jusqu'à Memingen. Les lignes, pour couvrir une étendue de pays, sont depuis long-temps réprouvées par les gens de l'art; elles ne servent qu'à intimider l'armée qui les défend, et elles sont toujours percées quand on les attaque. Des lignes ne demandent qu'une attaque brusque, une place exige un siége, c'est au moins du temps gagné. Il fallait donc n'établir que la place d'Ulm avec une garnison de dix à quinze mille hommes et un général intrépide qu'on aurait dans tous les cas livré à lui-même.

Pendant que le général aurait travaillé avec cette forte garnison à mettre sa place en parfait état de défense, l'armée du général Mack aurait dû s'avancer rapidement dans le Wurtemberg, brusquer le fort de Kehl et Bâle, et se placer sur le Rhin; pendant ce mouvement audacieux, mais conséquent, les troupes du Voralberg, du Tyrol, devaient pénétrer par la Suisse et les Grisons, menaçant, par le pendant des montagnes, les derrières de Masséna que l'archiduc Charles aurait attaqué vigoureusement en front en passant l'Adige. Les

divisions russes arrivant successivement, auraient considérablement renforcé le camp de Schellenberg; et le roi de Prusse, entraîné par cette ouverture de campagne vigoureuse, non-seulement n'aurait pas livré passage au travers de ses États aux troupes françaises, mais, déjouant la perfidie de ses ministres, aurait masqué Mayence et menacé le Bas-Rhin.

Le changement du genre de guerre dès son principe, et la partiale neutralité du roi de Prusse ont secondé l'audace de Buonaparté; il a poussé en avant sans aucune précaution, il n'en avait pas besoin; il a continué sa route sans obstacle le long de la rive gauche du Danube, laissant en Souabe une force qui menaçait le front des lignes entre Ulm et Meningen. C'est alors que l'incapacité de Mack a encore aidé la témérité de son ennemi : il avait un grand fleuve entre lui et l'armée française.

Si, laissant Ulm garni, et détruisant le reste de ses lignes, il eût marché le long du Danube par la droite, s'il eût en même temps renforcé le camp de Schellenberg avec une partie des troupes qui étaient inutiles dans le Tyrol, Buonaparté n'eût pas pu traverser le fleuve devant lui; ou s'il y eût réussi, le général Mack se serait posté derrière le Leck, et eût pu défendre pied à pied la Bavière, bien sûr de recevoir à temps les renforts du camp de Wells et les divisions russes.

Au lieu de cela, il a attendu l'ennemi dans ses

lignes qui ne valaient plus rien, puisqu'elles étaient tournées, et il a été pris. Dès-lors les troupes du Voralberg et du Tyrol, se voyant coupées, n'ont cherché qu'à fuir, et tout a été abandonné, malgré le courage de l'archiduc Jean qui n'a pas pu arrêter cette terreur panique. En général ces archiducs Jean et Ferdinand, à l'exemple de l'archiduc Charles, qui seul, parmi les généraux autrichiens, a soutenu sa réputation, ont déployé dans cette courte guerre une énergie et des talens qui doivent fonder l'espoir du chef de leur auguste maison dans la guerre inévitable qu'il doit recommencer pour son honneur et sa sûreté contre le tyran de l'Europe.

La perte d'une armée, l'abandon de l'Italie au sein de la victoire, la fuite en Bohême, la prise de Vienne, la neutralisation de la Hongrie, ont été les suites de ces premières erreurs. Enfin on s'est arrêté à Austerlitz pour y donner une bataille qui seule pouvait sauver Buonaparté, puisque celui-ci, par sa marche triomphante et téméraire, s'était placé au fond de la nasse. Il se trouvait à deux cents lieues de ses frontières, sans forces suffisantes pour couvrir par échelons cette trop longue communication.

Les deux armées manquaient également de subsistances en Moravie. Une bataille ne donne pas du pain de quelque manière qu'elle tourne. Si, au lieu de décider en un jour du sort de l'Autriche, l'armée combinée, jetant une garnison dans Olmutz, et laissant un corps d'observation dans le duché de

Teschen, eût marché par sa droite, comme pour couvrir Prague et Égra, et se fût jetée brusquement dans le Haut-Palatinat où elle aurait trouvé des vivres; si elle eût continué sa marche rapide sur Nuremberg et Ratisbonne, et eût occupé le camp de Schellenberg à cheval sur le Danube, Buonaparté eût été forcé d'abandonner Vienne et la Bavière pour ne pas être coupé de la Souabe et du Rhin, et enfermé dans un pays sans vivres: il eût été suivi dans sa retraite par l'archiduc Charles et par l'insurrection hongroise, dont la neutralité eût été rompue par le fait de sa retraite précipitée.

Ainsi cette brillante campagne, bien loin d'être un chef-d'œuvre de l'art, est l'opération la plus téméraire, la plus contraire aux véritables règles de la guerre, et à la conduite d'un général sage et expérimenté; et si elle avait eu le résultat que méritait son imprudence, le conquérant eût fini par être poignardé par ses propres soldats, ou puni par une nation abusée et victime de ses projets fougueux.

DEUXIÈME ÉPOQUE. — *Guerre contre la Prusse.*

Cette guerre, encore plus courte et plus décisive que la précédente, avait été prévue et prédite par un observateur expérimenté qui avait fait passer au roi de Prusse trois lettres que cet infortuné monarque n'a peut-être jamais lues; dans ces lettres on lui traçait ses dangers imminens et les funestes résultats de sa conduite.

Son traité d'échange du pays d'Hanovre avait scellé son déshonneur et complété sa perte, en l'isolant de tous ses alliés naturels. Sa confiance dans une armée qui conservait plus de réputation que de force réelle, l'a persuadé qu'il pouvait seul lutter contre une nation enorgueillie de ses victoires. Brouillé avec l'Angleterre et la Suède, il a encore dédaigné les secours de la Russie. Mais ce qui a achevé sa perte, c'est le système de guerre qu'il a adopté.

Quoique Buonaparté eût laissé hiverner cent cinquante mille hommes dans l'Allemagne méridionale, il n'était prêt nulle part pour la grande attaque dont il menaçait la Prusse. Il n'avait encore rien rassemblé sur le Bas-Rhin, et ses divisions partant de la Bavière et de la Souabe pour se rassembler sur le Mein, s'y rendaient les unes après les autres, sans ensemble et avec le désordre de marches précipitées dans une saison avancée.

Puisque le roi de Prusse comptait si fort sur l'excellence de son armée, il aurait dû commencer l'offensive par l'envoi d'un corps de cinquante à soixante mille hommes sur Francfort et Wurtzbourg; alors il aurait, ou fait reculer, ou battu l'une après l'autre, ces divisions isolées. Le reste de son armée serait venu soutenir cette première offensive, et il aurait établi le théâtre de la guerre en Franconie aux dépens des puissances de la confédération du Rhin; il eût couvert ses deux alliés la Saxe et la Hesse, et il eût soumis, au moins pour quelques

mois, son fougueux ennemi à une guerre défensive très-dangereuse.

N'admettant pas ce plan vigoureux dont le grand Frédéric lui avait donné l'exemple, il aurait dû au moins rassembler son armée à la tête du Thuringer-Wald pour couvrir le débouché de Hoff et garantir la Saxe. Cette localité était bien plus aisée à défendre que la forêt de l'Argonne en Champagne, et il avait bien plus de troupes et de bien meilleures troupes à opposer à l'invasion que Buonaparté pouvait tenter, que les Français n'en avaient pu opposer à Frédéric-Guillaume en 1792. L'ennemi, arrêté dans son mouvement à sa droite et à son centre, aurait été forcé 1° de changer entièrement le front de son attaque; 2° de la verser entièrement de la droite à la gauche, de dresser sa ligne offensive par le pays de Fulde, la Hesse et la Westphalie, par conséquent de donner le temps à l'armée de Hollande de s'assembler sur le Bas-Rhin et de pénétrer par le pays de Munster pour former l'aile gauche de la ligne d'attaque.

Le roi de Prusse aurait gagné tout le temps de l'hiver pendant lequel il aurait pu, 1° se raccommoder avec l'Angleterre, en cassant sur-le-champ son indigne traité d'échange, et lui restituant le pays d'Hanovre que le roi d'Angleterre se serait trouvé engagé à garnisoner et défendre lui-même; 2° s'assurer, de la part de la Russie, non pas d'un secours insuffisant, comme il l'avait demandé et presque

accepté avec répugnance, mais d'une grande armée qui, jointe aux Saxons, aurait pénétré en Franconie, débordant la droite de l'armée française, aurait enlevé Wurtzbourg et Francfort, et aurait menacé Mayence; 3° par un quart de conversion à droite, présenter un front parallèle à la ligne d'attaque de Buonaparté, ayant son aile droite formée du roi de Suède, d'un corps russe et des Anglais, comme en 1805, et sa gauche de l'armée hessoise.

Cette disposition générale aurait démontré toute la témérité du plan d'attaque de Buonaparté, et aurait donné la juste mesure de ses talens militaires, dont ses succès, en voilant ses fautes, exagèrent l'opinion.

Au lieu de ce système sage et méthodique, le roi de Prusse, entraîné par son mauvais destin, a voulu confier le sort de ses États et sa couronne au hasard d'une bataille générale. Il a commencé par permettre la défection, sous le nom de neutralité, de l'électeur de Hesse qui n'est que trop puni de sa lâche crédulité. Par-là il s'est privé du secours de trente mille hommes d'excellentes troupes, d'un grand trésor en numéraire, qui eût été bien employé à défendre la liberté de l'Allemagne contre Buonaparté, et qui a été enlevé à titre de punition, ainsi que les États et l'honneur de ce malheureux prince; tant il est vrai que de l'argent ramassé est un malheur de plus pour un prince qui ne sait pas le dépenser à propos.

Par la défection de l'électeur de Hesse, le roi de

Prusse a eu son flanc droit découvert, et a concentré son armée dans une ligne de défense très-resserrée sur le territoire du seul allié qui lui restait, l'électeur de Saxe. Par l'abandon du Thuringer-Wald, et par la molle et timide défense du débouché de Hoff, il a ouvert le chemin de Dresde à l'ennemi et lui a procuré le moyen de déborder et de tourner sa gauche. Il a sacrifié inutilement le prince Louis, le héros de sa race, dont la division trop faible ne répondait point à la grandeur de son courage, et qu'une mort glorieuse, mais prématurée, a enlevé à l'armée qui l'adorait, peu de jours avant une bataille dont il aurait pu changer le sort.

Cette bataille était décidée d'avance dans le conseil du roi de Prusse, et son plan était peut-être déjà communiqué au vainqueur par ses infidèles ministres. Jetons un voile sur les détails affligeans de cette funeste journée. Ne nous appesantissons pas sur l'abandon de la Sala, des magasins de Naumbourg et des défilés au-dessus de cette ville. C'est dans les champs d'Auerstadt et d'Iéna qu'a été enterrée la monarchie prussienne et l'honneur de la célèbre armée du grand Frédéric. La déroute a été complète; quinze jours après il n'existait plus que le corps du brave général Blucher qui seul a succombé avec gloire. Magdebourg, Spandaw, Stettin, Custrin, Hameln, ont à peine attendu la sommation du vainqueur; pas un coup de canon n'a interrompu le sommeil des traîtres ou lâches commandans qui les ont rendues.

Tel est le tableau de la guerre de Prusse, qui montre dans le vainqueur moins d'habileté que d'audace, et qui aurait terminé sa carrière de gloire, et aurait anéanti ce fléau du monde, si l'Autriche, débouchant en Franconie derrière cette armée victorieuse, eût arrêté le cours de ses triomphes, et pour sa propre sûreté et sa propre gloire eût sauvé la Prusse par une diversion à laquelle Buonaparté n'avait rien à opposer. A la vérité, l'Autriche avait à reprocher au roi de Prusse la même timide apathie après la bataille d'Austerlitz. Mais était-ce le moment de se venger? Indépendamment des motifs de grandeur d'ame et de noblesse, que les ministres n'éloignent que trop de l'ame des souverains, et dont la voix est toujours étouffée dans les conseils par une politique étroite, froide et imprévoyante, ne s'agissait-il pas du salut de l'Allemagne? Y avait-il assez long-temps que l'empereur avait déposé sa dignité pour avoir oublié qu'il était le chef de l'empire?

TROISIÈME ÉPOQUE. — *Guerre de Pologne.*

En deux campagnes, Buonaparté avait terrassé l'Autriche, anéanti la Prusse. La saison était très-avancée. A sa place, un conquérant sage (s'il en peut exister) se fût arrêté sur l'Oder, au moins jusqu'au printemps, et eût employé son hiver à organiser l'Allemagne, à s'assurer aussi parfaitement de la soumission de l'Autriche que de celle des souverains *éphémères*, ses humbles vassaux,

attelés à son char sous le nom de Confédération du Rhin; il eût partagé ses conquêtes entre ses favoris; il eût achevé de soumettre les places de la Silésie; il eût pareillement pris, avant l'armée des Russes, Dantzick et Colberg; il eût enlevé au roi de Suède Stralsund; il eût laissé reposer son armée, il l'eût recrutée, rhabillée, réarmée aux dépens des pays conquis; il eût formé une armée allemande pour soulager et renforcer la sienne; il eût négocié avec ses ennemis toujours atteints de la *pacificomanie*, pour les diviser, les égarer, les intimider, surtout il eût caché ses projets ultérieurs pour les mieux préparer. Si sa tête fougueuse eût pu se plier à une pareille conduite, c'en était fait de la liberté du monde.

Ces projets ultérieurs méritent un développement. Leur étendue gigantesque a effrayé et émerveillé toute l'Europe, au lieu de la réunir contre leur exécution. La tête volcanique de Buonaparté, comme celle de Méduse, a pétrifié tous les cabinets. Cependant, ces projets n'étaient encore que vagues, *même dans la pensée* de Buonaparté, et il n'en est éclos de plan que depuis l'heureuse issue de la courte guerre de Prusse. Voici ce plan: Anéantir l'empire de Russie, ou contraindre l'empereur Alexandre à faire une paix humiliante, qui aurait été sur-le-champ suivie d'une alliance dont la dissolution de l'empire Turc et son partage entre la France, l'Autriche et la Russie eût été la base et le prix. Alors proposer à l'Angleterre la paix aux condi-

tions de rendre Malte, le cap de Bonne-Espérance, les conquêtes dans les deux Indes, et la liberté des pavillons. Sur le refus d'acceptation, qui n'était pas douteux, engager tout le continent de l'Europe dans une guerre navale contre *les tyrans des mers*, sous le prétexte spécieux d'assurer la liberté des pavillons et du commerce. En cas de réussite, Buonaparté se serait trouvé chef d'une ligue *sainte*, et, réunissant les trois marines du Nord à ses autres moyens navals, aurait repris, avec plus d'activité, son projet favori d'invasion, chimérique jusqu'à présent, mais qui, par cette croisade, aurait acquis de la réalité.

Il fallait d'abord, ou gagner la Russie en l'intimidant par l'exemple récent de la rapide catastrophe de la Prusse, ou lui faire la guerre à mort, anéantir cette puissance et la rejeter en Asie. Comme la négociation a manqué, comme bien loin de se laisser effrayer ou égarer, l'empereur Alexandre, avisé par le récent traité d'Oubril, non-seulement s'est résolu à la guerre, mais a empêché le roi de Prusse de faire la paix; comme il ne restait plus d'alternative à Buonaparté, il a adopté, avec la précipitation irréfléchie qui le caractérise, la partie de son plan qui devait anéantir une puissance qui osait lui résister et s'opposer à l'exécution de ses projets ultérieurs.

Voici ce plan tel que cet homme ardent l'a conçu, tel que les circonstances le déroulent successivement.

1°. Le rétablissement du royaume de Pologne,

qui aurait procuré cent mille hommes, irréguliers à la vérité, mais soumis aux mouvemens de son armée, aux ordres de ses généraux. (Il est à croire que le commandement des Polonais était la destination de Masséna). Il paraît aussi qu'on comptait fermement s'assurer de l'accession de l'Autriche au rétablissement de la Pologne, en lui donnant la Silésie en indemnité de la portion qu'elle avait gagnée par l'anéantissement de cet ancien royaume.

2°. La déclaration de guerre de la Turquie, qui, se jetant sur la Valachie et la Moldavie, aurait débordé la gauche des Russes, chargée de la défense du Dnieper, du Bog et de l'Ukraine, et aurait coupé la communication de la Crimée.

3°. L'attaque de la Géorgie, de la mer Noire et de la mer Caspienne par les Persans dont la diversion aurait forcé l'empereur Alexandre à tenir une armée en Asie, et aurait affaibli ses moyens de défense en Europe en les divisant.

4°. Un traité avec le roi de Suède, qui lui aurait rendu et garanti la Poméranie prussienne, la Livonie, l'Ingrie, la Finlande, enfin, toute la bande du midi, de l'est et du nord de la Baltique, aurait fait de la Suède une grande puissance, et aurait réduit l'empire de Russie au point de faiblesse et de nullité où il végétait avant la naissance de Pierre-le-Grand.

5°. Buonaparté comptant toujours sur son invincibilité et surtout sur le nombre de ses bataillons, se réservait la tâche, qu'il croyait facile et assurée, de

donner une bataille décisive, et de dicter ses lois dans Pétersbourg.

Ce plan est spécieux, il est vaste, il éblouit; mais il ne peut pas soutenir la coupelle de l'analyse, et le simple bon sens suffit pour en démontrer l'extravagance. Le temps des conquêtes est passé. Trente mille Grecs commandés par le plus dangereux fou de la terre, Alexandre-le-Grand, partent de l'Europe sans argent, sans magasins, ne portent que des armes et leur tactique, attaquent en aventuriers le roi de Perse, maître de toute l'Asie, mais dont les vastes États étaient gouvernés par une constitution semblable à celle sous laquelle végète à présent l'empire ottoman que Czerni Georges, à lui tout seul, pourrait détruire, s'il le mettait dans sa tête, et que la politique de ses voisins le lui permît.

Les Grecs trouvent dans cet empire de l'or, des satrapes lâches ou traîtres. Tout cède à la terreur de leurs armes. Trois batailles suffisent pour changer la face de l'Asie; et l'invincible Alexandre, après avoir fait encore une pointe ridicule dans l'Inde, après avoir massacré tous ses amis, après avoir mis le feu à Persépolis pour plaire à une courtisane, est vaincu lui-même par le luxe et les délices de l'Asie, et périt à trente-deux ans, victime de la débauche et de l'ivrognerie. Ses conquêtes deviennent la proie de ses féroces généraux, une source de guerres interminables, et *toute sa famille est massacrée.* Amen. Voilà ce qu'on nous

apprend à admirer dans les colléges ; voilà ce qui a tourné la tête de Buonaparté. Il est menacé d'avoir le sort final de son modèle ; mais il ne conservera pas la même gloire, parce que son siècle est plus raisonnable.

Revenons à l'examen des cinq branches de son plan.

Première. — *Rétablissement de la Pologne.*

Pour opérer le rétablissement du trône de Pologne, il eût fallu présenter d'avance à cette nation l'homme qu'on destinait à le remplir, que cet homme convînt à la nation, et par sa dignité personnelle, et par ses qualités connues, soit qu'il fût étranger, soit qu'il fût Piaste. On a dit que Buonaparté voulait faire revivre les droits de l'électeur de Saxe, et le porter sur ce trône, en sacrifiant l'intéressante princesse de Saxe à la bigamie de son vilain petit-frère, Jérôme, qui par-là aurait régné sur les Polonais. Je ne sais si Buonaparté a eu réellement ce projet, au moins il n'a pas eu l'impudence de l'annoncer publiquement.

Quelles que fussent ses vues à cet égard, pour arranger cette royauté, il fallait insurger la nation entière. La catastrophe du roi de Prusse pouvait engager les habitans de la partie de la Pologne sur laquelle il régnait, à une révolte partielle, et c'est ce qui est arrivé. Encore cette révolte n'a pas été générale, et quelques mille hommes seulement se sont présentés sur la proclamation ampoulée de l'é-

migré Dombrowski, qui n'était pas assez considérable dans sa patrie pour faire un effet général.

La partie de la Pologne appartenant à la Russie n'a montré aucune disposition à se soulever ; au contraire, les hommes en état de porter les armes ont été volontairement se ranger sous ses drapeaux, et les propriétaires se sont empressés de remplir ses magasins de leurs denrées. Avant de pouvoir produire un mouvement insurrectionnel, il aurait fallu chasser de ces contrées les armées russes qui les occupaient, et il fallait de longue main préparer les esprits par des négociations ténébreuses pour ébranler la fidélité des sujets. Il ne fallait donc pas annoncer l'insurrection avant de grands succès, puisque de grands succès pouvaient seuls la produire.

La partie de la Pologne appartenante à l'Autriche était surveillée avec la plus grande vigilance par le cabinet de Vienne qui, jaloux de cette précieuse possession, ne pouvait jamais être induit à l'échanger contre la Silésie. 1°. La possession de la Silésie serait devenue aussi précaire qu'odieuse, si la guerre contre la Russie avait mal tourné, ou si la mort avait arrêté la carrière gigantesque du tyran de l'Europe. 2°. La cession des provinces polonaises aurait cerné tout le nord des États autrichiens par un roi vassal de Buonaparté, par une nation régénérée et inquiète, ce qui aurait produit un effet moral funeste sur la Hongrie et la Bohême ; aurait

entouré l'empereur d'Autriche d'ennemis dévoués à leur créateur ; aurait rendu ses États pénétrables par tous les côtés, et ne lui aurait laissé d'autre ressource, pour conserver une existence avilie, que de se jeter dans la confédération du Rhin, et de se faire, comme les autres, vassal du dominateur de l'Europe.

Buonaparté n'avait qu'un moyen de forcer la maison d'Autriche à l'échange de ses provinces polonaises contre la Silésie : c'était d'employer son hiver à prendre cette même Silésie tout entière, alors de la lui offrir, et d'appuyer sa négociation par le voisinage de son armée victorieuse et de toutes les forces de la ligue du Rhin prêtes à envahir la Bohême et la Moravie. Alors la même crainte d'une attaque brusque et générale, qui a engagé la cour de Vienne à effectuer la dislocation de son armée sur l'impérieuse réquisition du conquérant de la Prusse, l'aurait forcée à cet échange. Mais une fois ce péril passé, une fois la guerre de Pologne commencée, le cabinet de Vienne ne pouvait que rejeter une proposition aussi désavantageuse, et attendre les événemens.

C'est ainsi que par sa précipitation fougueuse et irréfléchie, Buonaparté a manqué la première branche de son plan, le rétablissement de la Pologne. Il en est résulté une insurrection partielle, mesquine, misérable, qui ne fait que l'embarrasser de quelques mille hommes qu'il est obligé d'armer, habiller, nourrir, solder, qui le suivront dans sa

retraite, et lui resteront à charge, jusqu'à ce qu'il trouve quelque expédition coloniale pour s'en défaire et les enterrer.

Deuxième. — *Diversion de la Turquie.*

Aucune réflexion n'arrête la *pensée* de Buonaparté : gâté par la fortune, il ne peut pas se mettre dans la tête que les choses puissent aller autrement que son imagination les lui peint. Sacrifiant les Turcs comme les Polonais à l'exécution de ses plans gigantesques, il est bien le serpent de Cadmus, mais ses dents ne produisent pas des armées sur le sol épuisé de l'empire ottoman.

Incapable d'aucune réflexion, parce qu'elle contrarierait la fièvre d'ambition qui précipite tous ses mouvemens, il a vu *dans sa pensée* les janissaires d'Amurat, de Mahomet II et de Soliman, comme il voit dans ses *masques* du faubourg Saint-Marceau de *vrais* mameluks.

Il devait cependant être instruit par ses ambassadeurs à la Porte, par ses émissaires voyageurs, que l'existence du grand-seigneur est fondée sur l'opinion religieuse, et sans force réelle; qu'il n'a ni troupes de terre ni marine; que ses janissaires sont en guerre réglée avec les troupes organisées à l'européenne; que ses troupes d'Asie, essentiellement mauvaises, peuvent être facilement coupées de toute communication avec l'Europe par la marine anglaise et russe; que chaque pacha est despote dans sa province, tels que le pacha de Jannina, l'ayan de

Ruschuck, Paswan Oglou; que les Serviens, les Valaques, les Moldaves, les Bulgares, las des caprices et des exactions de son divan, ont secoué son joug encore plus faible que tyrannique; que l'Épire et l'Albanie s'arment sous les drapeaux des Russes; que l'empire de la mer Noire est entre les mains des Russes, comme celui de l'Archipel entre celles des Anglais; que les deux embouchures de la Propontide sont aisées à forcer; qu'une armée russe peut arriver promptement par la mer Noire, et débarquer près de Constantinople; que cette capitale est toute ouverte, qu'à l'approche des Russes toute la nation grecque se soulèverait; que ce malheureux souverain, qui n'a ni ministres ni généraux, ne peut, en cas de guerre, devoir son salut qu'à la modération de l'empereur Alexandre.

Et c'est avec de tels élémens que Buonaparté arrange une diversion turque contre la Russie, et le faible sultan, trompé par son infidèle divan, s'allie contre la Russie avec l'homme qui, peu d'années avant, lui a suscité des révoltes en Morée, en Albanie, en Épire, qui lui avait enlevé l'Égypte que les Anglais lui ont rendue.

Les Russes ont pris les devans, ils occupent la Moldavie et la Valachie, ils bordent le Danube. Le sultan sera la victime de sa déclaration de guerre irréfléchie. Mais qu'importe à Buonaparté? C'est un trône de plus à renverser. Il lui est égal que ce soit *par* lui ou *pour* lui. Il eût sacrifié il y a peu de temps cette puissance à la Russie et à l'Autriche, si elles

eussent consenti à en partager les dépouilles avec lui.

Mais cette branche de son plan n'en est pas moins extravagante et exagérée ; elle ne lui donnera aucun appui réel. Le sultan, mieux conseillé, désabusé par ses revers, fera bientôt la paix avec le juste, le magnanime empereur Alexandre, chassera l'agitateur Sébastiani et toute sa séquelle dangereuse, et finira par se joindre au reste du continent contre son tyran.

TROISIÈME.—*Diversion de la Perse.*

Buonaparté n'est entouré que de flatteurs qui égarent *sa pensée*. Un Jaubert l'a persuadé qu'il pouvait entraîner la Perse entière et la lancer contre la Russie. Ignorait-il, a-t-il caché à son maître que ce royaume est déchiré par vingt compétiteurs que rien ne peut réunir; que depuis vingt ans les Persans reculent contre des armées russes très-peu nombreuses; que, si l'empereur de Russie, pour ne pas distraire ses armées de la guerre de Pologne, veut se contenter d'une guerre défensive entre la mer Caspienne et la mer Noire, au moins pour quelque temps, il a un front assez étroit à défendre pour que tous les Persans réunis, ce qui est moralement impossible, puissent pénétrer jusqu'en Géorgie?

Et voilà les ennemis que Buonaparté veut susciter contre la Russie! Voilà la diversion qu'il prétend opérer! Rien n'égale le délire de cette bran-

che de son plan que la faiblesse des moyens de la Perse.

QUATRIÈME. — *Séduction du roi de Suède.*

L'immoralité absolue de Buonaparté est bien connue, mais il vient de donner la preuve qu'elle obscurcit sa raison. Le roi de Suède est renommé par ses qualités supérieures, par un caractère inflexible, et surtout par une probité aussi noble que scrupuleuse. Buonaparté, jugeant de son ame par la sienne propre, a assaisonné de flagorneries l'insinuation qu'il lui a fait faire de s'allier avec lui, en acceptant la restitution qu'il lui ferait de toutes les provinces enlevées aux rois ses prédécesseurs. Par-là il engageait le roi de Suède dans une guerre contre l'empereur Alexandre, plus dangereuse pour ce dernier que même celle que Buonaparté allait conduire par lui-même. La noblesse du roi de Suède s'est révoltée contre des propositions aussi insultantes; il les a rejetées avec le mépris qu'elles méritaient, et cette nouvelle preuve de la grandeur d'ame de ce monarque, en lui assurant l'admiration de son siècle, la reconnaissance de l'empereur de Russie et la profonde estime de l'Angleterre, doit engager ces deux puissances à serrer plus étroitement les nœuds de leur alliance avec lui, à l'investir de leur entière confiance, et à lui donner, ainsi qu'à sa respectable nation, les moyens pécuniaires pour ressusciter le grand Gustave-Adolphe et ses invincibles légions. Son âge,

son courage, sa vigueur, l'exemple du héros dont il porte le nom, tracent sa carrière qu'une froide et timide politique a arrêtée jusqu'ici, parce que les ministres s'y sont trop livrés dans une guerre qui exige de leur part de l'enthousiasme pour électriser les peuples.

Cette branche du plan de Buonaparté était mal calculée comme les précédentes; elle le couvre de mépris et tournera bientôt contre lui-même. Quand le crime avertit la vertu des embûches qu'il lui tend, il la rend plus forte et plus terrible.

CINQUIÈME.—*Opérations de Buonaparté en Pologne.*

Cette cinquième branche de son plan contre la Russie ne devait marcher qu'avec les quatre autres: si ce conquérant avait pu employer le moindre bon sens pour calculer qu'isolée elle l'exposait trop et trop loin de son empire; qu'il laissait derrière lui l'Allemagne à moitié révoltée et dans un chaos politique qui pouvait le priver de tous secours et de retraite en cas de disgrâces; que le roi de Suède restant maître de Stralsund et de l'île de Rugen, pouvait y rassembler une armée au moyen d'un traité de subsides avec l'Angleterre, établir une guerre offensive dans la Basse-Allemagne, en chasser ses troupes clair-semées, et, en appelant à lui les peuples insurgés, former une grande armée sur ses derrières, et le couper entièrement d'avec la France, il ne se fût pas enfourné avec une témérité fougueuse.

Il voulait décider du sort de la Russie dans une bataille générale. Mais s'il eût réussi, que fût-il devenu? Il avait encore deux cents lieues à faire dans une saison rigoureuse, de grands fleuves à traverser, dont on lui aurait disputé le passage, de nouvelles armées à combattre. C'eût été la marche d'Alexandre dans l'Inde, son armée eût refusé de marcher en avant comme celle du conquérant grec, et l'eût forcé de revenir au moins sur la Vistule.

Ainsi cette branche de son plan, aussi mal combinée que les quatre autres, dépendant politiquement et militairement de leur succès, prouve que tout ce qui sort de cette tête fumeuse est mal arrangé, gigantesque, exagéré, et sent plus l'aventurier heureux, comptant sur sa fortune, que le grand général et l'habile politique.

Examinons à présent les fautes qu'il a faites dans la conduite de cette guerre comme général. 1° Il a quitté les bords de l'Oder avec la précipitation la plus imprudente, laissant derrière lui toutes les places de la Silésie entre les mains des Prussiens, et commettant la soumission de cette province aux médiocres troupes de ses alliés allemands, dans le temps même que ses cruelles exactions désespéraient les Hessois, les Saxons, et faisaient lever un germe d'insurrection qui lui serait devenu funeste sur-le-champ, si l'Autriche lui eût présenté un fort appui en se déclarant, et faisant déboucher son armée entre le Mein et l'Elbe. Cette sim-

ple marche eût mis toute l'Allemagne en feu, eût dissous la ligue du Rhin, et eût fait rentrer le roi de Prusse dans ses États, escorté de cent mille Russes.

2°. Son armée, après une campagne aussi rapide dans l'arrière saison, après des marches aussi fatigantes, aussi longues à l'effet de poursuivre les différens corps échappés à la déroute d'Iéna, après la perte en tués, blessés, malades, que lui avaient coûtée cette grande victoire et les combats partiels qui avaient achevé l'anéantissement de cette puissance militaire; cette armée avait besoin d'armes, de réorganisation même, pour réparer les désordres qu'y avaient nécessairement introduits des victoires aussi brusques, aussi hors de l'ordre naturel de la conduite d'une guerre régulière. Tout autre général, tout autre conquérant aurait donné à ce repos nécessaire, au rétablissement de l'ordre dans son armée, à un arrangement solide pour l'Allemagne asservie, aux négociations avec l'Autriche, avec le roi de Prusse, avec la Russie même et avec l'Angleterre, tout le temps de l'hiver. Par cette conduite prudente, il aurait assuré ses derrières par la soumission de la Silésie, de Dantzick, de Colberg, et surtout de Stralsund qui deviendra bientôt un de ses principaux dangers.

Il serait entré en campagne au printemps à la tête d'une armée fraîche et puissante, renforcée de cent mille Allemands, et sa première marche n'eût été qu'un triomphe au moins jusqu'à la Vistule. En

supposant que les Russes eussent profité de ce repos pour dévaster toute la contrée entre l'Oder et la Vistule, il eût ramassé sur l'Oder des magasins dont il se fût fait suivre, ayant à sa disposition tous les chariots et les chevaux de l'Allemagne entière. Ainsi il eût établi facilement ses magasins par échelons, et n'eût jamais pu être arrêté par la disette.

Alors il eût été chercher son ennemi au-delà de la Vistule, pendant que les Turcs auraient eu le temps d'assembler leur armée qui ne peut l'être tout au plus qu'en avril ou en mai, pour menacer le flanc gauche des Russes ; alors les Polonais, préparés par des agitateurs pendant l'hiver, pourvus par lui d'armes et d'habits, qu'il aurait fait suivre avec ses magasins, se seraient levés sous la protection de son armée triomphante, non pas intempestivement, étourdiment et partiellement comme ils l'ont fait, mais par un mouvement régulier et national. Alors, ou l'ennemi se serait retiré devant lui; en ce cas toute la Pologne eût été soulevée, une forte armée de cette nation régénérée, avec un corps français, se fût portée sur Moscow ; une autre se fût jetée sur l'Ukraine, pour donner la main aux Turcs, dont la diversion fût devenue terrible; ou l'ennemi aurait voulu, comme le roi de Prusse, soumettre son sort au hasard d'une bataille; en ce cas il eût été maître du choix du terrain, de l'époque, et probablement, avec une armée plus nombreuse que celle des Russes, avec des diversions

bien établies, avec des magasins placés à sa volonté, toutes les chances eussent été en sa faveur; ou enfin l'empereur de Russie se fût décidé à faire la paix. En ce cas il en eût dicté les conditions, et toute l'Europe eût été soumise.

Cette marche était trop régulière, trop calculée pour entrer dans *la pensée* du fougueux Buonaparté. Son ame haineuse et ignoble avait pour objet d'anéantir très-promptement la noble et intéressante reine de Prusse, qu'il avait la bassesse d'insulter continuellement dans ses bulletins et par ses propos *de caporal. Il voulait*, disait-il, *lui enlever sa dernière chemise.* Tel est l'homme abject que l'Europe paraît encore respecter (1)!

C'est cette vile vengeance qui a précipité ses mouvemens. Sans faire la moindre réflexion sur la dureté et l'inclémence du climat, sur la pauvreté

---

(1) En réimprimant cet écrit de Dumouriez, nous avons eu pour but de faire connaître l'opinion du général sur l'homme extraordinaire qui a gouverné quinze ans notre patrie; mais nous n'avons point conçu la pensée de ratifier cette opinion que nous livrons à la juste critique des lecteurs. Peu de personnes en France, même parmi les ennemis de Napoléon, souscriront à un jugement trop évidemment empreint de partialité, et approuveront surtout des expressions qui ont pu être dictées par le ressentiment contre Bonaparte vainqueur et tout puissant, mais qui manqueraient de toute espèce de convenance contre Bonaparte abattu et dans la tombe. Quels qu'aient été les torts de l'homme, quelques reproches que la France et la liberté puissent lui adresser, ce n'est point avec ce ton passionné et ces expressions violentes que le jugera l'impartiale histoire. Le langage de la vérité est plus calme et plus noble. (*Note des nouv. édit.*)

du pays qu'il fallait traverser, sur les mauvais chemins, les lacs, les forêts, qui suffisaient seuls pour arrêter sa marche, sur l'énorme fatigue et les dangers de toute espèce qui allaient épuiser une armée à laquelle un repos et de bons quartiers d'hiver étaient nécessaires pour réparer ses pertes, sans consulter la prudence et l'humanité, il s'est avancé comme un fou en Pologne.

Arrivé sans obstacle à Varsovie, la seule précaution qu'il ait prise avec méthode et conformément aux règles de l'art, a été de faire un camp retranché pour établir une tête-de-pont à Praga. Mais entraîné par sa fougue, il ne s'est pas arrêté à cette disposition vraiment militaire qui le mettait à portée de réparer toutes ses premières imprudences.

Les Prussiens et les Russes lui avaient abandonné Thorn qui paraissait le pivot de leur défensive. Ils occupaient à la vérité Graudentz, mais ils avaient négligé Marienwerder et Elbing; ainsi Dantzick restait isolé et sans communication, les Prussiens n'étant pas postés en échelons pour soutenir cette place qui d'ailleurs, située sur la rive gauche de la Vistule, couverte uniquement par des fortifications de campagne élevées à la hâte, ou aurait été enlevée d'un coup de main, ou n'aurait coûté qu'un léger siége.

Il semble donc que Buonaparté aurait dû, vu la rigueur de la saison, le manque de subsistances en avant de lui, prendre dès-lors ses quartiers d'hiver,

en concentrant son armée entre Varsovie et Posen, et soumettant avec son aile gauche Dantzick, pour être maître de toute la Vistule depuis Czerck jusqu'à la mer, pendant que des corps séparés auraient soumis derrière lui les places de la Silésie, Colberg et Stralsund.

Mais ces dispositions prudentes rentraient trop dans un ordre méthodique dont il s'était écarté dès le début de sa campagne d'hiver, pour y revenir. Il voyait devant lui cette armée russe qu'il avait battue à Austerlitz, et qu'il croyait fermement devoir toujours battre. Cette armée s'était retranchée à Pultusk d'où sa droite, communiquant avec les faibles restes de l'armée prussienne, couvrait Koenisberg où était la reine de Prusse, que la rage de Buonaparté poursuivait sans relâche.

Alors il a passé le Bug et la Narew pour aller attaquer les Russes à Pultusk. Il a couvert de lignes et de têtes-de-ponts ces deux rivières. C'était au moins un travail inutile. S'il gagnait une bataille décisive, ces lignes devenaient superflues. S'il était battu complétement, c'était une retraite dangereuse. Les Russes n'auraient pas même eu la peine de les attaquer ; faisant passer un gros corps au-dessus ou au-dessous de Varsovie, ils l'auraient forcé de les abandonner pour venir se replacer au moins derrière la Warta et peut-être derrière l'Oder, suivant le plus ou moins d'audace et de vigueur que les généraux russes auraient mis dans la poursuite de leurs avantages.

La bataille de Pultusk, que, par un malentendu, le brave général Benningsen a soutenue avec sa seule division contre l'armée tout entière du vainqueur d'Austerlitz, a été très-glorieuse pour les Russes, très-contestée, très-sanglante et très-indécise. Le général Benningsen s'est retiré avec beaucoup d'ordre, et emportant l'honneur de la journée, qui n'a procuré aucun avantage au *prétendu* vainqueur, dont les bulletins mensongers, composés par l'état-major de Buonaparté pour tromper la France, et faciliter la conscription, ont peint les Russes fuyant en déroute jusqu'à Grodno au-delà du Niemen.

Le résultat nécessaire de cette prétendue victoire était de marcher sur Koenisberg, pour aller encore parader dans une capitale, et, en vrai brigand, la dépouiller comme Vienne, Dresde, Berlin, Cassel et les villes anséatiques. Les généraux Bernadotte et Ney ont été chargés de cette expédition; mais le général Benningsen, récompensé de sa bonne conduite à Pultusk par le commandement en chef, renforcé considérablement de ces mêmes Russes qu'on disait en pleine déroute, s'était rapproché de Koenisberg, et est venu battre ces deux généraux français à Moringhen. Alors autres bulletins mensongers, grande victoire, déroute complète des Russes.

Mais Buonaparté, qui savait la vérité, a jugé nécessaire de marcher en personne contre ce général russe, toujours battu, toujours en déroute dans les bulletins français. Le général Benningsen a fait

devant son ennemi supérieur une retraite très-savante et très-ferme pendant plusieurs jours, et s'est retiré dans sa forte position d'Eylau où il a attendu la bataille qu'il a gagnée, et qui a coûté à Buonaparté ses meilleurs officiers et la fleur de ses soldats.

Les bulletins mensongers ont encore cherché à atténuer la gloire et les avantages des Russes. Mais pour en découvrir la fausseté, il ne faut qu'en considérer les résultats. Si la victoire de Buonaparté était si complète, si les Russes étaient fuyant dans toutes les directions et en pleine déroute, toute leur artillerie, leurs magasins perdus, des corps entiers coupés, nous aurions appris que Buonaparté était entré dans Koenisberg dont il était si près, où il aurait trouvé des magasins suffisans pour son armée entière, et qu'il aurait au moins fait hiverner son aile gauche dans cette capitale et l'aurait cantonnée entre la Pregel et la Memel pour achever de détruire cette armée en déroute, la couper d'avec la Lithuanie, et se mettre en état d'ouvrir la campagne au printemps sur la Memel et le Niemen.

Nous voyons au contraire que le 8 au soir le champ de bataille est resté aux Russes, que le général Benningsen a daté son rapport officiel d'Eylau le 9, qu'il ne s'est retiré que le 10 derrière la Pregel pour se rapprocher de ses magasins et de ses renforts; que Buonaparté s'est avancé à Eylau, quand les Russes l'avaient évacué, pour y parader, et dater le 16 d'Eylau, où il n'était déjà plus, une

proclamation pleine d'exagération dans laquelle il annonce qu'il se retire dans ses anciens quartiers d'hiver. Voilà donc le fruit de cinq batailles gagnées en cinq jours dans lesquelles l'ennemi, toujours en déroute, a presque toujours attaqué, et a toujours résisté avec une valeur et une constance que les bulletins ne peuvent s'empêcher de citer avec éloges!

Ces mêmes bulletins sont pleins de contradictions et d'aveux indirects. Il s'est glissé surtout dans le soixantième un article remarquable.

« Du côté de Willenberg, trois mille prisonniers » russes ont été délivrés par un parti de mille Cosa- » ques. »

Willenberg est de quinze à vingt lieues en arrière de Preussich-Eylau, sur l'Omulcio, au sud-ouest des lacs et de Passenheim, d'où Buonaparté a débouché le 4 pour gagner toutes ses batailles jusqu'au 8 au soir. Ces mille Cosaques, d'où viennent-ils? Comment ont-ils débordé aussi loin l'aile droite des Français? Ils font sans doute partie de ces corps coupés qui, dans leur consternation, se permettent des singeries sur les derrières de l'armée française, et la coupent à son tour.

Au reste cette énigme se trouve expliquée par le combat du 16 février d'Ostrolencka, métamorphosé en victoire par un des derniers bulletins français, où on retrouve le général Essen, *échappé de la déroute d'Eylau*, attaquant le général Savary sur les deux bords de la Narew. Donc tous les Russes ne sont pas retirés derrière la Pregel. Donc il leur

reste encore assez de force et de courage pour aller attaquer l'ennemi à vingt ou trente lieues du champ de bataille. Donc il n'y a pas eu de victoire décisive. Donc la retraite de Buonaparté, qui s'était mis en campagne, en annonçant qu'il allait exterminer les Russes et s'emparer de Koenisberg, est une reculade honteuse nécessitée, autant par les mouvemens hardis des Russes derrière sa droite, que par le manque de subsistances et par la diminution de son armée.

Et voilà justement comme on écrit l'histoire.

Cette analyse abrégée des trois plus brillantes campagnes de Buonaparté démontre mathématiquement qu'il a été toute sa vie plus heureux qu'habile ; que n'ayant jamais éprouvé de revers, parce qu'il a toujours eu en tête des généraux effrayés, ou maladroits, ou circonscrits dans leurs opérations par des plans et des ordres de cour absurdes, il ne s'est jamais assujetti aux règles de l'art militaire, et n'a jamais calculé les chances de la guerre, les localités ni les obstacles des saisons ; qu'abusant du courage de ses excellentes troupes, il ne compte pour rien la dépopulation de la France qu'il a épuisée jusqu'à présent par ses victoires, et qu'il achèvera dorénavant d'anéantir par ses défaites ; que son ambition et l'élévation de son abjecte famille ne peut être satisfaite, que lorsque sa fureur aura dévasté toute l'Europe, l'aura couverte de misère et inondée de sang, surtout de celui des malheureux Français.

Il est cependant à espérer que le terme de ses

excès, de ses témérités, de ses conceptions, encore plus folles qu'audacieuses, est arrivé; que l'Europe entière, mais surtout la nation française, sentiront la nécessité d'anéantir un pareil fléau ; de briser cette idole de la sottise, de l'illusion et de la terreur.

Les Russes ont déjà prouvé qu'ils ne craignent ni ses armes ni ses projets. Lorsque l'empereur Alexandre aura déployé contre lui ses immenses moyens, lorsque, par des manœuvres savantes, les généraux russes, en s'étendant, auront débordé ses deux ailes et l'auront placé dans le fond d'un angle rentrant dans lequel il sera d'autant plus pressé par ses deux flancs qu'il ira plus avant ; alors gagnât-il même des victoires plus réelles que celles dont il se vante avec autant d'impudence que de fausseté, il faudra penser à la retraite pour se remettre en communication avec la France et l'Allemagne, pour recevoir ses conscrits, de l'argent, des armes, des habits, des subsistances : c'est où l'attendent les gens de l'art pour achever de le juger.

S'il peut forcer le passage de la Pregel quand son armée sera remise en état de se porter en avant, il aura encore devant lui la Memel et le Niemen défendus par des armées fraîches dont il connaît la constance inébranlable ; s'il passe le Niemen et la Pregel, et s'il s'enfonce dans les déserts et les forêts de la Lithuanie, il trouvera encore la Dwina bien plus difficile à surmonter, et il sera encore à cent lieues de Pétersbourg ; cependant sa droite sera entièrement enveloppée par une armée aussi nom-

breuse que la sienne, pendant qu'une autre armée de la même force lui disputera l'entrée dans la Courlande et dans la Livonie. Il n'aura pas même la ressource dangereuse d'une bataille générale et décisive. Les Russes lui disputeront pied à pied ces contrées difficiles, où il ne trouvera ni magasins, ni ressources d'habillement et d'armement, ni argent; il faudra qu'il tire tous ses moyens de deux cents lieues, la moitié de son armée sera employée à couvrir des communications trop faibles, parce qu'elles seront trop prolongées, elles seront menacées, interrompues, coupées, et son armée périra victime de la faim, de la fatigue, de la nudité, du climat dur, du fer des Russes, et surtout de l'extravagante ambition de ce conquérant enragé.

Laissons courir ce fou à sa perte, les Russes seuls sont suffisans pour en purger la terre. Plaignons les braves soldats devenus la plupart, malgré eux, les satellites de ce tyran du monde. Tournons nos regards derrière lui. Tous ses moyens de grande défensive arrangés, il restera encore assez de troupes à l'empereur Alexandre pour détacher par la Baltique dans sa *Schèrenflotte* vingt mille hommes qui peuvent joindre dès le printemps le roi de Suède dans l'île de Rugen.

Ce jeune monarque, à l'exemple du Grand Gustave-Adolphe, développera en Poméranie, avec le secours russe et le subside anglais, une armée de cinquante mille hommes, et s'étendant dans la Basse-Saxe depuis Dantzick et Colberg jusqu'à Hambourg,

doublera cette armée avec les insurgens de la Prusse, de la Hesse, passera l'Elbe, délivrera la Prusse et la Saxe, et établira une grande guerre au centre de l'Allemagne, à laquelle se joindra nécessairement l'Autriche. Qui s'opposera à ces deux grands orages, s'étendant du Danube à la mer Baltique? La faible ligue du Rhin? Non, elle se dissoudra, et chacun de ses membres expiera sa faiblesse, en joignant Gustave et l'empereur d'Autriche pour délivrer l'Allemagne.

Le sensible, le philanthrope Buonaparté, cet être bienfaisant qui ne respire que pour le bonheur du monde, qui offre la paix à tout moment, qui ne répand le sang, ne pille les propriétés, n'opprime et n'avilit les peuples que par l'impulsion d'une délicate fraternité, rentrera en Allemagne le fer et la flamme à la main, jettera les hauts cris sur la perfidie d'une nation égarée qui se refuse à la félicité dont il la comble, attribuera cette erreur criminelle au machiavélisme et à l'or de l'Angleterre, et cherchera à effectuer une retraite difficile au travers de ces peuples ingrats, et de rentrer en France où il rencontrera la même ingratitude.

Regardons encore plus loin. La nation portugaise, qu'il a tant pressurée et avilie, qu'il fait menacer depuis plusieurs années d'être effacée de la liste des nations pour devenir une province de l'Espagne, profitera de l'éloignement du *conquérant du Nord* qui est à huit cents lieues, traînant à sa suite toute la force militaire de France et d'I-

talie, pour reprendre son ancienne énergie, recouvrer sa liberté et son honneur, se délivrer des tributs arbitraires dont elle est accablée, et aider la nation espagnole à en faire autant. Ce seront encore deux peuples aveugles et ingrats qui échapperont à la bienveillance de *l'Auguste* moderne.

Peut-être même encouragés par l'impunité, puisque, vu son éloignement, il ne pourra les atteindre, pousseront-ils, pour assurer leur liberté, leur audace criminelle jusqu'à couronner les Pyrénées, et jeter des escadres et des troupes sur les côtes du midi et de l'ouest de la France pour protéger les insurrections des provinces qui trouvent mauvais qu'on arrache la fleur de leur jeunesse de ses foyers pour aller asseoir une famille aventurière sur tous les trônes de l'Europe, et qui ne voient la fin de ces guerres ruineuses et dévorantes, la cessation du gouvernement militaire et despotique, et le retour de la sûreté des propriétés, des lois, de la morale, du commerce, des manufactures, de la vraie liberté, du bonheur de la France et de la paix universelle de l'Europe, que dans le rétablissement des Bourbons sur un trône qui leur est bien dû en expiation du martyre du vertueux Louis XVI et de leurs longues souffrances.

Tels sont à l'ouest les dangers qui menacent le *grand* Buonaparté. Il n'a pas pu les prévoir ni les tracer dans *sa pensée*. Le défaut des ames pures, est la confiance. Ce prince juste et clément peut-il soupçonner qu'il a des ennemis?

Jetons les yeux sur l'Italie. Pendant que Buonaparté dégarnit cette contrée de troupes pour en faire refluer une partie sur son armée *triomphante* de la Pologne, et pour envoyer l'autre conquérir les montagnes un peu sauvages des Monténégrins, de la Dalmatie, de l'Albanie, de l'Épire et vraisemblablement de la Morée, provinces qu'il compte garder comme la récompense du grand service qu'il rend à la Turquie en la faisant entrer en guerre contre la Russie; les Anglais ont rassemblé plus de vingt mille hommes en Sicile; ils menacent d'aller chasser de Naples le roi Joseph, qui à la vérité sera bien défendu par l'amour des Napolitains, charmés de son génie, de sa clémence et de son désintéressement. Si malgré toutes ses vertus et ses grands talens militaires, il est obligé de céder le trône au souverain légitime et de fuir, le feu de l'insurrection qui couve dans l'Italie depuis que les Français y dominent, éclatera très-vite, et s'étendra jusqu'aux Alpes. Alors l'esprit de rébellion contre le *grand* Buonaparté et son *auguste* famille pénétrera dans le midi, pendant que les provinces du Nord, la Hollande, la Belgique, les départemens du Rhin, la ligue helvétique, excités par l'insurrection de l'Allemagne, appuyés par ces terribles Anglais (1), par les puissances du Nord, par

(1) Le courage de la nation anglaise ne peut plus rester comprimé par une inaction dont elle murmure. Les vainqueurs de Maida ne peuvent plus rester en Sicile. Le gouvernement britannique peut terminer cette guerre et porter le coup mortel à Buonaparté. Il le doit à ses alliés et à lui-même.

la Suède, la Prusse, l'Autriche, s'insurgeront aussi pour reconquérir ce qu'ils nomment leur liberté. Alors il restera pour alliés à Buonaparté, les Persans, peut-être les Turcs, et *sa pensée*. Il aura contre lui toute l'Europe désespérée, et surtout la France désabusée.

Quittons l'ironie et parlons de la France. Puisque son tyran, incapable d'aucun sentiment d'humanité, de réflexions sur ses propres dangers et sur les calamités de toute espèce qu'il accumulera sur elle, soit qu'il triomphe, soit qu'il succombe, a la folie de continuer ses projets extravagans, et la maladresse de les conduire sans calcul et sans prudence, et de faire dépendre d'un jeu de hasard terrible le sort de son siècle : il est temps, s'il existe encore en France des citoyens sages et courageux, qu'ils détrompent la nation, qu'ils lui prouvent que son existence sociale tient à la suppression d'un seul homme dont l'existence est la honte de la France et le fléau de l'univers. Ce drame sanglant et ridicule ne peut se terminer que par la catastrophe du héros de la pièce. Si elle est le résultat d'une guerre mal entamée, mal conduite, dont toute la génération présente est la victime à cinq cents lieues de sa patrie, la France en subira tout le danger, tout le dommage, et sera la plus à plaindre des puissances de l'Europe.

Cette glorieuse armée, dont les premières victoires étaient justes, parce qu'elles étaient une noble résistance à une guerre d'invasion et de spo-

liation, devenue de jour en jour une horde de brigands de toutes les nations, sans autre lien d'ensemble que l'amour du pillage, du désordre, de l'injustice et de la cruauté; cette armée qui fait la force du tyran auquel l'attachent la terreur, la démoralisation totale, la licence et l'exemple de quelques chefs heureux, premiers satellites de Buonaparté qu'il élève à des dignités dérisoires, et qui ne peuvent se maintenir qu'autant qu'il régnera; cette armée est devenue l'école de corruption de toute la jeunesse française (1). Plus cette affreuse guerre durera, plus cette jeunesse sera pervertie. Elle rentrera dans le sein de ses parens, ne connaissant de patrie que ses drapeaux, de loi que la violence. Elle sera à la disposition du premier aventurier audacieux qui renversera son idole actuelle, ou lui succédera.

Français, hâtez-vous de dessiller les yeux de cette armée avant qu'elle revienne combler votre esclavage. Sortez-la des mains de ses désorganisateurs; prouvez-lui bien que son chef n'est ni un politique sage, ni un administrateur habile, ni un grand général. Séparez-la de ces hordes étrangères qui la corrompent et l'oppriment, de ces gendarmes, jadis la terreur des brigands et les executeurs

---

(1) La passion entraîne ici le général Dumouriez au-delà de toute mesure : et la haine qu'il porte au chef, retombe sur l'armée avec trop d'injustice pour n'être pas sévèrement repoussée.

(Note des nouv. edit.)

de ses vengeances. Rappelez cette jeunesse dans sa patrie, empêchez de partir les nouvelles conscriptions, faites rentrer ces troupes de ligne vraiment françaises, et si le tigre altéré de leur sang doit, sur votre ordre, rentrer en France avec elles, qu'il y rentre enchaîné.

S'il revenait à leur tête, soit vainqueur, soit vaincu, c'est contre vous qu'il tournerait ses vengeances et sa rage. Vos enfans seraient les aveugles instrumens de son despotisme inflexible; ils deviendraient les satellites du crime et les bourreaux de l'innocence; ils deviendraient le fléau de l'humanité et produiraient une génération encore pire qu'eux, qui deviendrait l'horreur du genre humain.

La seule partie qui ait, non pas excusé, mais diminué l'odieux caractère des crimes de la révolution, est le courage invincible de l'armée française, tant qu'elle a versé son sang pour la gloire et pour le salut de la patrie. C'est alors que la nation a mérité l'estime de toute l'Europe, qu'elle s'est couverte de gloire. Tout a changé pour elle dès qu'elle s'est aveuglément dévouée à l'injustice et à l'ambition d'un heureux aventurier qui l'a enveloppée d'illusions, de séductions et d'esprit de rapine.

Le sentiment de la patrie et de la vraie gloire ne peut pas être entièrement éteint dans ces respectables vétérans qui ont triomphé en Champagne, dans la Belgique et sur les bords du Rhin. Ils respectaient leurs généraux, parce qu'ils les esti-

maient et ne les craignaient pas. Ils voulaient la liberté de leur patrie sous un gouvernement ferme, et une monarchie légitime. Aucun d'eux n'a versé le sang de son roi : loin de lui, ils n'ont pas pu le défendre. Ils ont eu horreur de ce crime, et ils l'auraient vengé.

C'est à ceux de ces braves vétérans, dont l'ame héroïque a résisté à tous les genres de séduction que l'anarchie leur a présentés pour en faire les satellites de la tyrannie, à éclairer les jeunes conscrits, à les ramener aux vertus militaires, à la vraie gloire, et à les rendre à leur patrie. C'est au sénat, au tribunat, au corps législatif, aux administrations à rappeler autour d'eux ces légions invincibles pour renverser avec le moins de commotion possible les courtisans du Corse, les vils et cruels instrumens de sa tyrannie. On verra, avec surprise, combien ils sont peu nombreux et combien ils seront peu fidèles à leur idole dès que la nation aura expliqué sa volonté par ses organes.

Attendra-t-on que tous les peuples de l'Europe se réunissent contre ce moderne Attila que le prestige d'invincibilité ne soutient plus ; que l'Allemagne, au désespoir, s'insurge en corps de nation, et ferme la retraite ; que les peuples de l'Ouest et du Midi se joignent aux ennemis du Nord et de l'Est ; que les Hollandais et les Suisses secouent un joug de fer ? Alors il sera trop tard. Si c'est par les armes des Russes et des Allemands que Buonaparté reçoit le châtiment de son ambition

effrénée, de ses cruautés, de ses rapines, de son extravagance; alors le sang des braves Français aura coulé loin de leur patrie; cette armée, la terreur du monde, sera anéantie; la France aura perdu ses défenseurs et restera toute ouverte à la vengeance des peuples que, par un vil fanatisme pour sa monstrueuse idole, elle opprime depuis plusieurs années.

Français, prévenez ce danger trop mérité: c'est à vous à briser cette idole que vos mains ont élevée, et à laquelle vous sacrifiez le plus pur de votre sang, votre liberté, votre gloire et les vertus sociales qui vous distinguaient autrefois. C'est à vous à venger l'univers que vos excès étonnent et mettent au désespoir.

La marche de toutes les révolutions est la même. L'insurrection contre un gouvernement légitime a toujours pour prétexte les abus des gouvernans, et pour cause réelle leur faiblesse. La nation ne veut que réformer, mais des scélérats audacieux s'emparent de sa confiance, l'égarent; elle renverse le trône, détruit les lois, la religion, brise tous les liens sociaux. Le renversement des premières institutions amène l'*anarchie;* le peuple, à qui on fait croire qu'il est souverain, s'imagine avoir formé une *république*. Un scélérat audacieux s'empare de l'armée, prend le titre superbe d'empereur; le prétendu peuple souverain devient esclave, et voilà le *despotisme*. Les excès, les extravagances de ce tyran obscur, et au-dessous de ce titre pom-

peux, renversent le despotisme. Alors la nation désabusée se rattache à la *monarchie* qui est le port dans la tempête.

Français, votre révolution est finie; vous en avez péniblement parcouru toutes les phases. Terminez-la vous-mêmes spontanément avant que de plus grandes calamités ne vous violentent. Replongez dans la fange la race impure qui souille le trône. Faites cesser cette farce des *valets maîtres*, qui ne serait que ridicule, si elle n'était pas épouvantable. Reprenez votre religion, vos souverains légitimes, vos lois, vos mœurs; rendez la paix à l'Europe; redevenez sages et bons, et vous redeviendrez heureux.

ÉCLAIRCISSEMENS HISTORIQUES ET PIÈCES OFFICIELLES.

Note (A), *page* 29.

Déclaration du général Dumouriez aux Bataves.

Peuple batave,

Le stathouder, qui, d'après les principes républicains, ne devrait être que votre capitaine-général, qui ne devrait exercer que pour votre bonheur le pouvoir dont vous l'avez revêtu, subordonnément aux volontés et aux décisions de votre république, vous tient dans l'oppression et dans l'esclavage.

Vous connaissez parfaitement vos droits; vous avez essayé, en 1787, de les reconquérir sur l'ambitieuse maison d'Orange; alors vous avez eu recours à la nation française; mais comme elle gémissait elle-même sous le despotisme d'une cour perfide, vous avez été le jouet des vils intrigans qui gouvernaient alors la France.

Une poignée de Prussiens, commandés par ce même duc de Brunswick que j'ai chassé depuis de la Champagne, a suffi pour vous remettre sous le joug. Quantité d'entre vous ont été victimes de la vengeance de votre despote; quantité d'autres sont venus se réfugier en France, et depuis lors, tout espoir de liberté a été perdu pour vous, jusqu'à ce que la révolution la plus étonnante que puisse présenter l'histoire de l'univers, soutenue par les succès les plus glorieux, vous ait donné dans les Français des alliés puissans, généreux et libres, qui seconderont vos efforts pour la liberté, ou qui périront avec vous.

Peuple batave, ce n'est point à vous que la république française a déclaré la guerre; amie de toutes les nations, elle a pour ennemis tous les despotes. Le peuple anglais, ce peuple si fier de sa liberté, vient de se laisser égarer par l'or et

les mensonges de son roi dont il se lassera bientôt. Plus nous avons d'ennemis, plus aussi nos principes se propageront; la persuasion et la victoire soutiendront les droits imprescriptibles de l'homme, et les nations se lasseront d'épuiser leur sang et leurs trésors pour un petit nombre d'individus qui ne font qu'entretenir la discorde pour tromper les peuples et les asservir.

Nous entrons en Hollande comme amis des Bataves, et comme ennemis irréconciliables de la maison d'Orange. Son joug vous paraît trop insupportable pour que votre choix soit douteux. Ne voyez-vous pas que ce demi-despote, qui vous tyrannise, sacrifie à son intérêt personnel les intérêts les plus solides de votre république? Ne vous a-t-il pas engagés, en 1782, à rompre, avec une perfidie déshonorante, le traité d'alliance que vous aviez conclu avec nous? Depuis lors, n'a-t-il pas toujours favorisé le commerce anglais aux dépens du vôtre? Ne livre-t-il pas en ce moment vos établissemens les plus importans, le cap de Bonne-Espérance, l'île de Ceylan et tout votre commerce des Indes, à la seule nation dont vous avez à craindre l'incessante rivalité? Croyez-vous que les Anglais, insatiables de puissance et d'or, vous rendent jamais ces places importantes qui achèvent de leur assurer l'empire de l'Inde? Non, Bataves, vous ne reprendrez votre rang, parmi les premières nations maritimes, que lorsque vous serez libres. Renvoyez en Allemagne cette maison ambitieuse, qui depuis cent ans vous sacrifie à son orgueil. Renvoyez cette sœur de Frédéric-Guillaume qui a à ses ordres ses féroces Prussiens, toutes les fois que vous voulez secouer vos chaînes. Cet appel des Prussiens est chaque fois une insulte pour les drapeaux de vos braves troupes. La maison d'Orange craint avec raison que l'esprit de liberté ne les domine? Une armée républicaine ne peut pas long-temps servir la tyrannie! Bientôt les troupes hollandaises, bientôt les vainqueurs de Doggerbank joindront aux Français leurs drapeaux et vos flottes. »

Les premiers qui se réuniront sous l'étendard de la liberté, recevront non-seulement l'assurance des places qu'ils occupent au service de la république, mais de l'avancement aux dépens des esclaves de la maison d'Orange.

J'entre chez vous, entouré des généreux martyrs de la révolution de 1787. Leur persévérance et leurs sacrifices méritent votre confiance et la mienne. Ils forment un comité qui s'agrandira en nombre. Ce comité sera très-utile dans le premier moment de votre révolution; et tous les membres, qui n'ont d'autre ambition que d'être les libérateurs de leur patrie, rentreront dans les différentes classes de l'ordre social, dès que votre convention nationale sera assemblée.

J'entre chez vous à la tête de soixante mille Français libres et victorieux : soixante mille autres défendent la Belgique, et sont prêts à me suivre, si je trouve de la résistance. Nous ne sommes point les agresseurs ; le parti d'Orange nous fait depuis long-temps une guerre perfide et cachée. C'est à La Haye qu'ont été ourdies toutes les trames contre notre liberté; nous allons chercher à La Haye les auteurs de nos maux; nous n'avons de colère et de vengeance que contre eux. Nous parcourrons vos riches provinces en amis et en frères; vous verrez quelle est la différence des procédés entre des hommes libres qui vous tendent la main, et des tyrans qui inondent et dévastent vos campagnes. Je promets aux cultivateurs paisibles, dont les moissons sont sacrifiées à la frayeur du tyran, de les indemniser par la vente des biens de ceux qui auront ordonné ces inutiles inondations. Je promets aussi de livrer dans leurs mains, et à leur juste vengeance, les personnes des lâches administrateurs, des magistrats ou commandans militaires, qui auront ordonné ces inondations.

Cependant, pour éviter tous les dégâts qu'elles occasionent, j'exhorte les habitans des campagnes, pour peu qu'ils aient en eux le sentiment de liberté, à s'y opposer, et je suivrai d'assez près ma proclamation, pour soutenir les braves et punir les lâches.

Peuple batave, prenez confiance en un homme dont le nom vous est connu, qui n'a jamais manqué à ce qu'il a promis, et qui conduit au combat des hommes libres, devant lesquels ont fui et fuiront les Prussiens satellites de vos tyrans.

Les Belges m'appellent leur libérateur ; j'espère être bientôt le vôtre.

Le général en chef de la république française.

DUMOURIEZ.

Note (B), *page* 97.

Bataille de Nerwinden.

LE combat de Tirlemont et de Goedsenhoven, où les Autrichiens avaient perdu plus de huit cents hommes, avait rendu toute la confiance à l'armée française, et Dumouriez se décida à en profiter pour livrer une bataille qui lui paraissait inévitable, et dont il se promettait les plus grands avantages, s'il pouvait la gagner. En effet, les Autrichiens pouvaient recevoir tous les jours de nombreux renforts, et les Français n'en avaient point à espérer ; leur armée n'était ni assez disciplinée, ni assez exercée pour faire une retraite lente et manœuvrière devant des forces supérieures, et ils devaient tout craindre, si on les eût forcés à recevoir alors une bataille dont la perte était probable dans le système défensif. Prenant l'initiative, et cherchant à mettre les chances favorables de son côté, Dumouriez pouvait, en cas de succès, concevoir l'espérance d'achever la levée des bataillons belges, et de repousser le prince de Cobourg au-delà de la Meuse, ou peut-être jusqu'au-delà du Rhin.

Le général en chef se décide donc à attaquer l'ennemi. En conséquence, il porte en avant son armée, et étend son front, la droite à Goedsenhoven, aux ordres du général Valence, et le centre aux ordres du duc de Chartres, vers la chaussée de Tirlemont. Le général Miranda commandait la gauche qui, disposée en potence, s'étendait d'Orsmaël aux hauteurs

d'Oplinter. Le général Neuilly appuyait sa droite à Neer-Heylissem. Le général Dampierre était posté à Esemaël en avant du centre, et le général Miaczinski, avec sa cavalerie, au pont de la petite Gète, vis-à-vis d'Orsmaël. Le front des deux armées offrait un développement de deux lieues : celle des Français, de Goedsenhoven aux hauteurs de Wommersem et d'Oplinter, et celle des Autrichiens, depuis les hauteurs de Racour jusqu'au-delà de Helle, dans la plaine de Leau. L'avant-garde était aux ordres de l'archiduc Charles ; le général Colorédo commandait la première ligne ; la seconde, au centre de laquelle se trouvaient les dragons de Cobourg, était commandée par le général duc de Wurtemberg ; une division de cavalerie et quelque infanterie, aux ordres du général-major Stipshitz, couvraient le flanc droit de l'armée, et observaient la plaine de Leau. Le corps de réserve était aux ordres du général Clairfayt. La petite Gète couvrait le front de cette ligne et séparait les deux armées.

L'armée française fut formée sur huit colonnes. La première, formant l'extrême droite de l'armée française, composée de l'avant-garde aux ordres du général Lamarche, débouchant par le pont de Neer-Heylissem, devait se porter dans la plaine, entre Landen et Overwinden, pour déborder la gauche de l'ennemi et l'inquiéter sur ce flanc. La deuxième colonne, composée de l'infanterie de l'armée des Ardennes, commandée par le lieutenant-général Leveneur, débouchant aussi par le même pont, soutenue par un gros corps de cavalerie, devait se porter avec rapidité sur la tombe de Middelwinden, et attaquer le village d'Overwinden. La troisième colonne, aux ordres du général Neuilly, débouchant aussi par le même pont, devait attaquer en même temps le village de Neerwinden, par sa droite. Ces trois colonnes formaient l'attaque de droite commandée par le général Valence. L'attaque du centre, conduite par le duc de Chartres, était composée de deux colonnes : l'une, sous les ordres du général Dietmann, passant un ruisseau sur le pont de Laer, devait traverser rapidement

le village, et se porter directement sur le front de celui de Neerwinden ; l'autre, commandée par le général Dampierre, devait, après avoir passé le pont d'Ésemaël, se porter sur la gauche de Neerwinden. L'attaque de gauche, aux ordres du général Miranda, était composée de trois colonnes : la première, dirigée par le général Miaczinski, passant la petite Gète à Overhespen, devait attaquer devant elle, en se portant sur Neerlanden : la seconde, aux ordres du général Ruault, passant la rivière au pont d'Orsmaël, devait attaquer par le grand chemin de Saint-Tron à Liége ; la troisième, commandée par le général Champmorin, devait passer la grande Gète au pont de Bingen, pour aller s'emparer du poste fortifié de Leau, qu'elle devait tenir jusqu'à la fin de la bataille.

Au point du jour, les colonnes se mirent en mouvement, et à neuf heures la droite commença à passer la petite Gète. A la gauche, le général Miranda délogea d'abord les troupes légères ennemies du village d'Orsmaël. Les Autrichiens opposent une résistance opiniâtre, et il s'établit de part et d'autre un grand feu d'artillerie, pendant lequel la troisième colonne s'empara de la ville de Leau, et s'y maintint. Cependant le général Valence, ayant passé en même temps le pont de Neer-Heylissem, attaquait le village de Racour d'où il chassa l'ennemi. Cet avantage assura le passage de l'avant-garde ; avec ce renfort, le général Valence presse les Autrichiens, et, étendant tout-à-coup ses bataillons, déborde leur aile gauche. A ce moment la résistance devient égale à l'impétuosité de l'attaque. Les Autrichiens, placés dans une position qui les met à même de dominer le front de bataille des Français, les reçoivent avec une artillerie formidable qui répand la mort dans leurs rangs. Deux fois l'infanterie retourne à la charge, et deux fois elle est repoussée avec une perte immense. Valence se met à la tête de sa cavalerie, et la fait charger si vigoureusement, qu'il pénètre à travers les rangs ennemis, malgré les efforts des Autrichiens pour l'arrêter, et ouvre un passage à son infanterie qui, pour la troisième fois, recommence l'attaque.

La mêlée devient alors terrible ; mais enfin, après un combat long-temps incertain, les Autrichiens, repoussés, opèrent leur retraite, et vont se rallier à quelque distance. Ce succès permettait aux généraux Neuilly et Leveneur de traverser la petite Gète, et de s'emparer du poste d'Overwinden. Ils réussissent en effet dans ce mouvement, et se portent aussitôt sur la tombe de Middelwinden. Ce monticule assez élevé, qui commande trois villages voisins, était couvert d'artillerie, et l'attaque était très-hasardeuse; mais la possession de Middelwinden étant nécessaire à l'exécution des plans de Dumouriez, Neuilly et Leveneur se mettent à la tête des colonnes pour l'emporter. Leur mouvement est si brusque, que, malgré l'avantage de leur excellente position, les Autrichiens sont obligés d'abandonner ce point important qui pouvait décider de la victoire. Cobourg envoie de nombreuses colonnes pour le reprendre. L'infanterie du général Leveneur, qui était restée seule pour garder ce poste, cède aux efforts des assaillans ; mais bientôt renforcé par quelques troupes, il fait une nouvelle attaque; et la tombe de Middelwinden fut ainsi disputée pendant toute la journée.

Tandis que le général Leveneur se battait ainsi opiniâtrément, le général Neuilly était lui-même vivement aux prises avec une forte colonne ennemie. Après la première occupation de Middelwinden, ce général s'était porté sur le village de Neerwinden, et s'en était rendu maître après un combat opiniâtre où les deux partis firent l'un et l'autre preuve de valeur. Un bataillon des volontaires de la Charente s'y distingua particulièrement. Le général Neuilly, au lieu de se maintenir dans Neerwinden, comme il en avait l'ordre, commit la faute de le dépasser. Emporté par l'ardeur de ses troupes, il s'était étendu dans la plaine. A ce moment, le général Clairfayt, qui venait de recevoir des renforts considérables, fit marcher la gauche des deux lignes de l'infanterie autrichienne contre le village de Neerwinden qu'il reprit. Le duc de Chartres, que sa position mettait à même d'apercevoir ces progrès de l'en-

nemi, vole aussitôt à la tête des quatrième et cinquième colonnes, fond avec rapidité sur les Autrichiens, et les chasse une seconde fois de Neerwinden. Le général Desforêts, excellent officier, fut blessé dans cette action, d'un coup de feu à la tête. La confusion succéda au succès de cette attaque : le village se trouva encombré d'infanterie, qui se mêla, se mit en désordre, et l'abandonna encore à l'approche de l'ennemi.

Dumouriez, qui arriva sur ces entrefaites, fit attaquer le village, pour la troisième fois, par toute sa droite. Le régiment de Deux-Ponts y pénétra, malgré la vive résistance de l'ennemi. Sa valeur lui coûta cher ; il perdit, dans cette attaque, plus de trois cents hommes. Mais déjà l'ennemi avait eu le temps de faire marcher sur ce point décisif toutes les troupes de son centre et une partie de celles de la droite. Après avoir défendu Neerwinden avec le plus vif acharnement, les Français, foudroyés par l'artillerie autrichienne, évacuèrent encore une fois ce village qui resta encombré de morts et de blessés des deux partis. Dumouriez essaya de reformer sa ligne en arrière de Neerwinden. Dans ce moment critique, la cavalerie impériale déboucha tout-à-coup dans la plaine, et forma deux attaques : la première, entre Middelwinden et le village évacué ; la seconde, à gauche de ce village, était dirigée sur les deux lignes d'infanterie. Valence, saisissant l'importance de ce mouvement, chargea impétueusement sur la première attaque, à la tête de la cavalerie française. Le choc fut rude ; Valence y reçut plusieurs coups de sabre, et fut obligé de se faire transporter à Tirlemont ; mais la cavalerie impériale fut repoussée. La seconde attaque de cavalerie déboucha au même instant que la première, et avec la même impétuosité, par la gauche de Neerwinden, pour se jeter sur l'infanterie de la quatrième colonne. Le général Thouvenot, qui s'y était porté, fit ouvrir les rangs pour la laisser passer ; ensuite il fit faire si à propos une décharge de mousqueterie par le régiment de Deux-Ponts, et une décharge de canon à mitraille, que cette cavalerie en fut abîmée.

A la droite et au centre, le combat se trouvait rétabli, et la victoire était encore balancée. Mais à la gauche, les affaires allaient bien différemment. Après s'être emparé du village d'Orsmaël, Miranda se l'était vu enlever par les grenadiers du prince Charles, tandis que le général autrichien Benjousky s'avançait par la chaussée de Tirlemont pour le tourner. La terreur se mit dans les bataillons de volontaires qui, se voyant près d'être enveloppés, prirent la fuite, et abandonnèrent les troupes de ligne. Les Autrichiens augmentèrent encore ce désordre par une charge de cavalerie qui acheva de mettre les deux colonnes de gauche en déroute. Guiscard, maréchal-de-camp d'artillerie, fut tué, ainsi que plusieurs aides-de-camp et officiers d'état-major: les généraux Hiler et Ruault furent légèrement blessés. Cependant Miranda, que les Autrichiens ne jugèrent pas à propos de poursuivre, et auquel le général Miaczinski amenait un secours de huit bataillons qui n'avaient point encore combattu, aurait pu facilement rallier ses troupes derrière le pont d'Orsmaël, et les ramener à la charge. Mais, au lieu de prendre cette mesure qui peut-être eût été décisive, il se laissa entraîner par ses soldats, donna l'ordre de la retraite, et l'exécuta précipitamment jusque derrière Tirlemont, à plus de deux lieues du champ de bataille, sans faire prévenir le général en chef de ce mouvement. Celui-ci conservait encore quelque espoir, et n'entendant plus le feu de sa gauche, il pouvait raisonnablement attribuer ce silence à un succès, surtout ne voyant point paraître l'ennemi sur le flanc de son centre où devaient se porter les coups décisifs. Mais sur la fin de la journée, la droite des Autrichiens, n'ayant plus d'inquiétude sur le mouvement rétrograde de Miranda, s'était reportée sur le centre et la droite de Dumouriez. Ces troupes victorieuses attaquent avec ardeur, sur le chemin de Saint-Tron, les Français qui se défendaient avec vigueur contre les attaques du centre et de la gauche de l'armée ennemie. Déjà fatigués d'un combat opiniâtre, soutenu depuis onze heures, les Français s'épouvantent à la vue de cette

droite, dont l'apparition leur annonce les désastres de la gauche. Au même moment, le désordre et la confusion deviennent extrêmes. En vain les généraux font les plus grands efforts pour les rallier, et s'opposer à une prochaine déroute. Les troupes méconnaissent leur voix : la fuite est désormais le seul moyen de salut qu'elles voient devant elles. Elles repassent précipitamment la petite Gète ; il n'est plus possible de les retenir. Cette armée, qui avait si glorieusement chassé de France les coalisés, qui, en si peu de temps, avait conquis la Belgique, perd ainsi en un instant le fruit de ses premiers succès. La bataille de Neerwinden fut aussi funeste à la république que celle de Jemmapes lui avait été favorable. Quatre mille morts ou blessés laissés sur le champ de bataille, deux mille cinq cents prisonniers, un matériel immense abandonné à l'ennemi, une armée tout entière désorganisée, l'évacuation presque totale de la Belgique, tels furent les résultats d'une journée qui fit perdre à Dumouriez toute sa gloire, et à laquelle, disait-on alors, ce général, mécontent de la Convention, avait contribué puissamment par ses mauvaises dispositions, et par la trahison. Quoique vainqueurs, les Autrichiens avaient aussi éprouvé une perte considérable. Ils avouèrent dans leurs rapports une perte de trois mille morts.

Cette bataille, qui allait une seconde fois ouvrir les portes de la France aux puissances alliées, et qui était comme le signal des désastres qui l'ont suivie, a été diversement racontée par les auteurs : nous avons suivi le récit qu'en donne Dumouriez dans ses Mémoires, le général Jomini, que nous avons copié en plusieurs endroits, et des mémoires manuscrits. Cependant il est vrai de dire que d'autres écrivains, d'une autorité moins sûre et moins positive, la rapportent tout différemment. Suivant eux, c'est Dumouriez lui seul qui, par ses mauvaises dispositions, a perdu cette bataille. Miranda, au lieu de fuir lâchement, n'aurait été vaincu que parce que Dumouriez lui avait ordonné une attaque impossible à exécuter. L'auteur du Tableau historique cite, à l'appui de cette

assertion, ce passage d'un rapport sur la bataille de Neerwinden, fait à la Convention par le général Miranda, le 29 mars 1793 : « A neuf heures, les colonnes se mirent en mouvement, et à dix l'attaque commença à la gauche. Quatre colonnes passèrent sur le pont d'Orsmaël et par la chaussée ; une autre par le pont de Leau. La position de l'ennemi était si avantageuse par le terrain, par le nombre et par la formidable artillerie qui le couvrait, que l'infanterie, avant d'avoir pu approcher ses lignes, avait été obligée de repousser la cavalerie et les troupes légères qui occupaient les villages, et d'essuyer le feu des batteries croisées, avant de pouvoir gravir les hauteurs sur lesquelles était postée l'infanterie ennemie, sur deux lignes. Les Français prirent d'abord les villages, et repoussèrent la cavalerie; mais le terrain coupé empêchant nos colonnes de se déployer, le feu des artilleurs ennemis produisit sur elles un tel effet, que l'infanterie, après les plus nobles efforts, et après avoir essuyé une perte considérable, ne put pas déposter celle de l'ennemi, qui était sur les hauteurs, couverte de toute son artillerie, tandis que celle des Français, démontée et perdant ses chevaux dans les chemins où elle se trouvait engorgée ou embourbée, ne put être mise avantageusement en batterie. L'infanterie française fut donc obligée de se replier, après plusieurs heures de combat, derrière la petite Gette, en cherchant à reprendre la position qu'elle avait avant l'attaque. Dans cette retraite, il y eut quelque désordre, mais il ne peut être attribué ni aux généraux, ni aux troupes, si ce n'est par Dumouriez, dont l'impéritie égala la malveillance envers le général Miranda. » De son côté, le général en chef autrichien Cobourg prétend dans ses rapports, que Dumouriez ne reprit point le village de Neerwinden, et que l'armée autrichienne en ayant une fois chassé les Français, elle s'y était maintenue. Tous ces rapports diffèrent donc essentiellement entre eux. Mais quelles que fussent les causes de ce désastre, la bataille de Neerwinden n'en était pas moins perdue, et ce revers allait placer la

France dans une position bien difficile dont elle ne pouvait être tirée que par des moyens extraordinaires et surnaturels, comme ceux que ses fastes militaires retraceront en partie.

Rapport officiel du prince de Cobourg.

Quartier-général de Tirlemont, du 16 au 21 mars 1793.

Le 16, après midi, l'armée quitta ses quartiers pour aller occuper le camp derrière le grand ruisseau de Gette. Tout-à-coup les deux armées se rencontrèrent, l'ennemi s'étant avancé de Louvain pour nous surprendre dans nos cantonnemens. Comme il était revenu à Tirlemont, il y eut de part et d'autre une vive canonnade qui ne causa aucune perte essentielle. La nuit mit fin à ce combat.

Le 17, l'armée prit sa position de manière à pouvoir fondre de tous côtés sur l'ennemi au moment qu'il avancerait. Nous avions devant nous le petit ruisseau de Gette, dont les avant-postes occupaient le bord. L'aile droite s'appuyait sur la chaussée de Saint-Tron. C'est ici qu'était postée l'avant-garde aux ordres de S. A. R. l'archiduc, l'armée à côté, en deux corps : le premier commandé par le général comte de Colloredo; le second par le lieutenant feld-maréchal prince de Wurtemberg; les villages d'Orsmaël, de Gulhenhoven et de Neerwinden restaient au front de l'armée. Le corps de réserve formait l'aile gauche, sous les ordres du général comte de Clairfayt. Cette aile gauche alla se poser entre Raucourt et Landen. L'ennemi occupait toujours son poste près de Tirlemont et derrière cette ville.

Le 18, à la pointe du jour, on vit l'ennemi s'avancer vers nous sur plusieurs colonnes; il se déploya à droite et à gauche sur les hauteurs en-deçà de Tirlemont, appuyant son aile gauche sur Wilmorsorn, et sa droite à Gotzenhoven. Vers les huit heures, une de ses colonnes, ayant beaucoup de gros canons, s'avança par la chaussée de Saint-Tron jusqu'à Orsmaël, délogea de ce village nos corps-francs, et éleva des

batteries considérables près de l'église. S. A. R. ordonna d'abord de faire avancer en batterie l'artillerie de notre avant-garde, et démonta plusieurs canons de l'ennemi, que celui-ci remplaça toujours par d'autres. Quoiqu'il ne pût percer plus avant, il profita cependant de l'avantage du terrain pour faire avancer une de ses colonnes à gauche sur Leau, l'autre à droite sur Raucourt, pour nous prendre en flanc et à dos, et nous envelopper, laissant son centre bien garni pour agir avec plus de force. Le prince feld-maréchal ordonna d'attaquer toutes ces colonnes. En conséquence le prince de Wurtemberg avança vers Leau, le lieutenant feld-maréchal Renjofsky vers la chaussée d'Orsmaël et de Dormaël, S. A. R. l'archiduc à la tête de deux bataillons de Starey, vers le village d'Orsmael, et le général comte de Clairfayt vers Raucourt; le général Colloredo resta au centre.

Ces généraux attaquèrent chacun le corps d'ennemis qu'ils avaient devant eux, et parvinrent, par le secours de Dieu, leur intelligence et la bravoure extraordinaire de nos troupes, à battre l'ennemi partout où il se présenta. C'était le général Dumouriez lui-même qui, à la tête de trente mille hommes, conduisit l'attaque près de Raucourt, qui était le point le plus important dont dépendait notre sort; mais le général comte de Clairfayt alla à sa rencontre avec son corps de réserve, fort à peine de sept à huit mille hommes, battit Dumouriez; et quoique celui-ci réunît tous ses efforts pour réussir dans une seconde attaque, près de Raucourt, l'ennemi fit avancer une colonne vers notre centre; mais le général Colloredo le repoussa à son tour, le délogea de Neerwinden et resta maître du village. La nuit mit fin au combat qui avait duré pendant onze heures; elle empêcha nos troupes victorieuses et invincibles de poursuivre l'ennemi. Vu la bravoure extraordinaire avec laquelle l'ennemi combattit, cette victoire nous coûta cher; nous y avons perdu, tant en tués qu'en blessés, douze à quinze cents hommes, du nombre desquels sont le major Hugo-Odonell tué, le général Rebach et le colonel

Rische blessés, ainsi que plusieurs autres officiers. La perte de l'ennemi est au moins de quatre mille hommes en tués et blessés ; nous lui avons pris au-delà de trente canons et fait deux cents prisonniers.

Le 19, à la pointe du jour, on vit au poste qu'avait occupé l'ennemi une forte arrière-garde, et son armée occupée à faire sa retraite assez en désordre ; le lieutenant-feld-maréchal Benjofsky fut détaché à sa poursuite avec six bataillons et dix escadrons; il manœuvra avec tant d'habileté, qu'il obligea l'arrière-garde ennemie à quitter ce poste qu'elle occupait ; de sorte que ce lieutenant-feld-maréchal s'est trouvé avec son détachement tout près de Tirlemont.

Le 20, M. le lieutenant-feld-maréchal Benjofsky a chassé les Français de Tirlemont et les a poursuivis à une lieue et demie au-delà de cette ville. L'ennemi a couvert sa retraite avec beaucoup d'ordre et de sang-froid. A midi précis, notre armée s'est portée sur la droite et a passé Tirlemont. Une partie fut campée derrière cette ville, ayant à dos le grand ruisseau de Gette, au milieu la chaussée qui conduit à Louvain, le corps de réserve à sa droite, et le village de Hougard derrière elle.

M. le colonel baron de Mylins, détaché près de Kemplen avec deux bataillons de Mich ; Wallis et quelques troupes légères, avaient reçu l'ordre de déloger l'ennemi, le 20, de Diest ; ce qu'il exécuta heureusement et avec beaucoup d'intelligence, ainsi qu'il appert par la relation suivante : « A » sept heures du matin, M. de Mylins avait fait la première » attaque sur Diest : il fut d'abord repoussé, mais à la » deuxième attaque, il entra dans la ville de deux côtés, fit » cinquante prisonniers, et s'empara d'un canon, ainsi que » de quelques caissons. Notre perte consiste en cinquante » hommes, tant tués que blessés, dont un capitaine. L'en» nemi ayant été coupé de la chaussée de Louvain, a dû se » retirer vers Heezenthal. »

Le 21 mars, l'armée a fait séjour.

Note (C), *page* 128.

Procès-verbal des trois conférences que les citoyens Proly, Pereyra et Dubuisson ont eues avec le général Dumouriez, à Tournay.

Chargés par le ministre des affaires étrangères d'une mission particulière très-importante, et de se rendre, chemin faisant, auprès du général Dumouriez, pour se concerter avec lui sur les moyens de maintenir la réunion de la Belgique, et d'obtenir quelques explications sur les proclamations qu'il y avait faites, les citoyens Proly, Pereyra et Dubuisson étaient en route pour se rendre à leur double destination, lorsqu'ils apprirent le malheureux succès des affaires de Nerwinde et des jours suivans. Ils se déterminèrent néanmoins à continuer leur voyage, et à joindre le général dans sa retraite. Déjà ils approchaient de Bruxelles, lorsqu'ils apprirent qu'on en commençait l'évacuation. Témoins douloureux du désordre qui régnait parmi les troupes et qui couvrait les routes d'une multitude de fuyards, ils s'arrêtèrent à Valenciennes où ils acquirent des connaissances exactes sur tous les événemens de la semaine. Informés de la direction des mouvemens rétrogrades, ils parvinrent à joindre le général à Tournay, le mardi soir 26 février, au même instant qu'il y entrait avec son avant-garde.

En apprenant qu'il n'avait que peu d'heures à y passer, et qu'il se disposait à repartir dans la nuit pour Ath où était le corps de bataille, le citoyen Proly, déjà connu assez particulièrement du général, se rendit, d'abord seul, auprès de lui pour annoncer ses collègues, et faire part de leur mission commune. Il le trouva dans une maison occupée par madame Sillery, mademoiselle Égalité et Paméla; le général était accompagné des généraux Valence, Égalité, et d'une partie de son état-major. Il était de plus entouré par beaucoup de monde, et notamment par une députation des districts de Valenciennes et de Cambrai.

L'entrevue commença par une réception peu amicale de la part du général, et par des reproches très-amers auxquels ne s'attendait nullement le citoyen Proly, puisqu'il n'y avait donné aucun sujet. Le général avait été induit en erreur par de mauvais journaux, et par une relation fausse d'une séance des jacobins, insérée d'une manière inexacte dans le journal des débats de la société. La conversation fut très-aigre; et Proly, fort de son innocence, en parla le langage avec quelque dignité.

Le général passa ensuite à une multitude de reproches contre la Convention et les jacobins. Entre autres propos extrêmement inconsidérés qu'il tenait devant tout le monde, il dit positivement que la Convention et les jacobins étaient la cause de tout le mal de la France, mais que lui général était assez fort pour se battre par devant et par derrière, et que, dût-on l'appeler César, Cromwell ou Monck, il sauverait la France, seul, et malgré la Convention. Proly trouva convenable de se retirer à l'instant, se souciant peu de servir d'occasion au général pour dire tant de folies devant tout le monde. Au retour de leur collègue, les citoyens Pereyra et Dubuisson, informés de tous ces détails, et sentant combien il importait à la chose publique de ne pas laisser le général en proie à des sentimens si extraordinaires, furent décidés par Proly à aller le trouver seul sur-le-champ pour tâcher de ramener son esprit à des sentimens plus équitables.

Ils présentèrent leurs lettres de créance du ministre Lebrun, et demandèrent un entretien particulier, afin que le général ne fût pas entraîné publiquement, comme avec Proly, aux expansives expressions de son humeur qu'ils n'attribuaient alors qu'au chagrin des échecs multipliés que nos armées venaient de souffrir. Le général les fit passer dans un appartement voisin, où ils s'occupèrent d'abord à calmer, s'il était possible, cette humeur violente dont il paraissait maîtrisé. Ces efforts furent presque heureux; et après ses diatribes répétées contre la Convention entière, le conseil exécutif et les jacobins, ils

parvinrent à lui inspirer plus de confiance, et se trouvèrent à peu près certains de savoir, dans une troisième conversation, ce que pensait véritablement un homme qui paraissait livré à mille idées contradictoires, et n'avait pas cependant énoncé assez clairement son plan de contre-révolution pour en tirer un résultat utile à la chose publique. Il était huit heures du soir; le général allait partir pour Ath; ils sollicitèrent donc une troisième entrevue, commune à eux trois, pour le lendemain l'après-midi, aussitôt son retour; elle leur fut promise positivement; et le général, devenu très-raisonnable, se porta vers eux avec un mouvement amical; et sans doute pour leur faire oublier les duretés personnelles qu'il leur avait prodiguées d'abord comme jacobins, il les embrassa en les quittant, et monta de suite en voiture pour se rendre à Ath.

Les trois collègues réunis se communiquèrent tout ce qui leur avait été dit par le général; ils virent clairement que le salut de la république dépendait de ce moment, c'est-à-dire, de savoir au juste le secret de Dumouriez, et s'il y avait véritablement quelque consistance dans ses projets. Ils écrivirent la nuit même au ministre Lebrun, et lui annoncèrent qu'ils prévoyaient qu'un d'entre eux se rendrait incessamment auprès de lui pour lui rendre compte de certains objets essentiels que des lettres expliqueraient mal. Ils se concertèrent le lendemain sur les moyens de prudence à employer pour connaître Dumouriez tout entier dans la troisième entrevue. Il revint d'Ath sur les cinq heures du soir avec son corps de bataille qu'il plaça aux environs, et sous les murs de Tournay. Le citoyen Proly et ses deux collègues se trouvèrent sur son passage à son entrée à l'abbaye Saint-Martin où était son logement et le quartier-général. Ils remarquèrent que Dumouriez avait l'air de plus mauvaise humeur que jamais. Ils sentirent que ce n'était pas là le moment convenable pour se présenter à lui, et apprirent de son aide-de-camp Devaux qu'il soupait chez le général Égalité, c'est-à-dire, chez madame Sillery, lieu de leurs premières entrevues. Ils se décidèrent à l'y voir encore; et après

deux heures d'attente, ils se rendirent chez cette dame au moment où Dumouriez y arrivait.

En les apercevant, il leur dit avec un ton d'humeur très-renforcé : Je ne suis pas ici chez moi ; je suis chez Égalité ; si vous voulez me parler, vous me trouverez après soupé à l'abbaye Saint-Martin. Ils se retirèrent sans répliquer un seul mot, bien résolus à essuyer tous les désagrémens possibles pour rendre définitive cette dernière entrevue nocturne. A neuf heures et demie ils étaient dans son appartement à l'attendre et à recorder leurs idées.

Ils y passèrent une heure et demie pendant laquelle les adjudans et autres officiers les entretinrent de propos très-inconsidérés, très-anti-patriotiques, et de la même teinte que ceux du général. Celui-ci parut enfin ; et, malgré les traces de son humeur violente, fortement imprimées sur sa physionomie, il semblait désirer lui-même la conversation qui se préparait. Cette nuance n'échappa point aux trois collègues ; il les fit asseoir, renvoya tout le monde ; et quand ils furent seuls avec lui, il recommença les mêmes sorties véhémentes contre la Convention et les sociétés populaires.

Après une multitude d'idées que les citoyens Proly, Pereyra et Dubuisson lui présentaient successivement avec rapidité, pour parvenir à détruire cette méfiance qu'il semblait avoir reprise contre eux, ils lui firent reprendre lui-même cette première idée de la veille, qu'il sauverait la patrie seul, sans la Convention, et malgré la Convention. Il répéta qu'elle était composée de sept cent quarante-cinq tyrans, tous régicides ; qu'il ne faisait aucune différence des appelans et non appelans ; qu'il les avait tous en horreur ; qu'il se moquait de leurs décrets ; qu'il avait déjà dit à Danton que bientôt ils n'auraient de validité que la banlieue de Paris. De-là, il passe à une sortie virulente sur l'armée, sur les volontaires qui étaient des poltrons, et dit qu'il ne veut que des troupes de ligne ; il s'enflamme et se transporte de fureur en parlant du nouveau tribunal révolutionnaire, jure qu'il ne souffrira pas son

existence qui est horrible. Vainement on veut lui en démontrer la nécessité par la gravité des circonstances, et par les mouvemens de cette guerre civile (dont il avait parlé avec une sorte de complaisance); il s'emporte de plus en plus, et dit trois ou quatre fois, que tant qu'il aura quatre pouces de lame à son côté, il saura bien empêcher cette horreur; que si on renouvelle à Paris des scènes sanglantes, il marche à l'instant sur Paris; qu'au reste la Convention n'a pas pour trois semaines d'existence.

Cette dernière phrase répétée dès la veille engage à hasarder enfin de lui demander ce qu'il compte faire de cette Convention annihilée et à laquelle il annonçait ne pas vouloir de successeurs.

Poussé vivement dès la veille par le citoyen Dubuisson, il hésite encore à s'expliquer; enfin serré vivement par des argumens sans réplique, il se décide à parler catégoriquement et à développer ses idées.

Ici les mots sont devenus si précieux, que pour en conserver la plupart dans leur intégrité textuelle, il faudra quelquefois tracer textuellement le dialogue.

Vous ne voulez donc pas de constitution, lui disent les trois collègues?—Non, la nouvelle est trop bête; et pour un homme d'esprit, Condorcet n'y a rien entendu.—Mais que mettrez-vous donc à sa place?— L'ancienne, toute médiocre et toute vicieuse qu'elle soit.—A la bonne heure; mais sans royauté, sans doute?—Avec un roi, car il en faut un absolument.

Ici, deux d'entre nous concentrent leur indignation, le troisième ne peut la contenir et dit vivement que pas un Français n'y souscrira, qu'ils ont tous juré le contraire, qu'ils aimeront mieux mourir jusqu'au dernier, et que pour lui le nom de Louis.... Dumouriez l'interrompt et réplique: Peu importe qu'il s'appelle *Louis* ou *Jacobus*.

Ou *Philippus*, dit Proly; à ce mot Dumouriez se livre à un mouvement violent, dit que c'est une atrocité des jacobins qui, depuis long-temps, lui reprochent d'être du parti d'Or-

léans, parce que, après l'affaire de Jemmapes, il avait rendu à la Convention un compte avantageux de la conduite courageuse de ce jeune homme qu'il forme au métier.

On n'insiste pas sur cet incident, on le ramène doucement à sa première idée de faire adopter l'ancienne constitution, même avec un roi puisqu'il le voulait; mais comment, lui dit-on, et par qui ferez-vous accepter cette constitution, puisque vous insistez sur la destruction préalable de la Convention actuelle, et que vous entendez qu'aucun corps représentatif ne la remplace, en ce moment? Dumouriez répond sans hésiter qu'il fera remplacer cette Convention par un moyen tout simple : J'ai, dit-il, mes gens tout trouvés, sans les assemblées primaires qui prendraient trop de temps à se convoquer; enfin j'ai les présidens des districts.

La conversation fut interrompue par l'entrée subite du général Valence et de l'aide-de-camp Montjoie, qui annonçaient l'évacuation de Mons.

Le citoyen Proly et ses collègues eurent l'air de vouloir se retirer : Dumouriez leur dit d'attendre un instant.

Après quelques minutes, il forme une sorte d'*a parté* avec le citoyen Proly, pendant lequel il parle d'une négociation qu'il avait entamée avec le général Cobourg pour quelques arrangemens relatifs aux malades laissés dans les hôpitaux de Bruxelles; négociation dont il comptait, disait-il, profiter adroitement pour retirer dix-huit bataillons qui sont dans les garnisons de Bréda et de Gertruydenberg.

Il lui est observé par Proly que ce commencement de négociation pourrait conduire à la paix. Dumouriez répond que c'était bien là aussi son objet; mais qu'il la ferait seul, parce que aucune des puissances belligérantes ne voudrait jamais traiter avec la Convention, ni avec le conseil exécutif qui était subordonné à sept cent quarante-cinq tyrans.

Pendant ce petit moment de conversation particulière, ses deux autres collègues s'entretenaient avec le général Valence et l'aide-de-camp Montjoie.

Ils entendaient aussi de leur part de vives plaintes contre le tribunal nouveau. Montjoie généralisait son mépris pour tous les décrets de la Convention, et disait tout naïvement qu'ils n'avaient pas le droit d'exiger son obéissance, parce qu'il n'y avait pas donné son consentement. Ce singulier principe de droit public donna la juste mesure de la judiciaire et du civisme de l'aide-de-camp.

Après quelques minutes, Dumouriez rentra dans le cercle, et en tira Dubuisson qu'il conduisit dans un coin de l'appartement, éloigné du reste de la compagnie. Aussitôt celui-ci lui fit reprendre la conversation où elle était restée, c'est-à-dire à l'emploi que dans son plan contre-révolutionnaire il comptait faire incessamment des présidens des districts.

Dumouriez se livre alors verbeusement à tous les développemens; mais, dit Dubuisson, je vois bien environ cinq cents présidens de district, énonçant ce qu'ils appelleront le vœu du peuple, et sans doute qu'ils se rassembleront à cet effet.

Dumouriez répond : « Non, ce serait trop long, et dans trois semaines les Autrichiens seront à Paris, si je ne fais la paix. Il ne s'agit plus de république ni de liberté; j'y ai cru trois jours; c'est une folie, une absurdité; et depuis la bataille de Jemmapes, j'ai pleuré toutes les fois que j'ai eu des succès pour une aussi mauvaise cause; mais il faut sauver la patrie, en reprenant bien vite un roi, et faisant la paix; car ce serait bien pis si le territoire était envahi, et il le sera, si je veux, dans moins de trois semaines. »

« Cela se peut, reprend Dubuisson; mais rendez-moi donc plus clairs vos moyens pratiques de sauver la patrie. Vous ne voulez pas de rassemblement des présidens de district; qui donc aura l'initiative pour émettre le vœu de rétablir un roi, et de reprendre la première constitution? »

Dumouriez dit : Mon armée.

Silence de la part de Dubuisson, pendant lequel Dumouriez répète : Mon armée.... oui, l'armée des *mamcluks*. Elle le sera l'armée des *mamcluks*; pas pour long-temps, mais enfin elle

le sera; et de mon camp ou du sein d'une place forte, elle dira qu'elle veut un roi. Les présidens de district sont chargés de le faire attester, chacun dans son arrondissement. La moitié et plus de la France le désire. Et alors moi, je ferai la paix dans peu de temps et facilement.

Dubuisson lui fait à l'instant beaucoup d'objections sur les moyens d'exécution, et lui représente le danger personnel que lui Dumouriez courrait, s'il était soupçonné ou traversé dans la réussite. Il répond que si ses projets échouent, et qu'il soit décrété d'accusation, comme il nous l'avait dit plusieurs fois, qu'il s'en moquait, et de ce décret, et de tous les autres; qu'il défiait la Convention de le faire mettre à exécution, au milieu de son armée, et qu'au reste, il avait toujours pour dernière ressource un temps de galop vers les Autrichiens.

Dubuisson lui représente que le sort de La Fayette n'était pas tentant pour ses imitateurs. Il répliqua : La Fayette avait inspiré le mépris pour ses talens, et la haine par la journée du 6 octobre à Versailles, à toutes les puissances du Nord; mais moi, je suis aimé et estimé d'elles toutes; d'ailleurs, je passerai chez elles de manière à m'en faire bien recevoir. Enfin Dubuisson, cherchant tous les moyens de le faire renoncer à ses idées, imagina de lui proposer un autre plan de contre-révolution qui aurait un même but, mais qui serait plus adroit et moins risquable.

Dumouriez l'écoute avec complaisance, et lui dit que, quoique meilleur que le sien, il ne peut l'adopter, parce que le temps manquerait; qu'enfin le sien est plus propre aux circonstances; et qu'il aurait déjà commencé ostensiblement à l'exécuter, s'il n'avait craint pour les jours de cette infortunée qui est au Temple et pour ceux de sa précieuse famille. Dubuisson saisit cette idée dilatoire, la lui présente plusieurs fois sous diverses expressions pour l'engager à renoncer à un plan qui compromettrait de fait l'existence royale à laquelle il prenait tant d'intérêt.

Il répond : Après que le dernier des Bourbons serait tué,

même ceux de Coblentz, la France n'en aurait pas moins un roi ; mais que si Paris ajoutait les meurtres du Temple à tous les autres, il marchait dans l'instant même sur cette ville; mais qu'il n'en ferait pas le siége à la manière de Broglie, qui était un imbécille qui n'avait pas connu sa besogne; mais que lui Dumouriez se faisait fort de réduire Paris dans huit jours avec douze mille hommes, dont un corps à Pont-Saint-Maxence, un autre à Nogent, etc., et autres postes sur les rivières; qu'ainsi, il l'aurait bientôt réduit par la famine; qu'au reste, la déclaration de guerre avec l'Angleterre, ouvrage ridicule et perfide de Brissot, mènerait à faire capituler la France entière par disette de grains, attendu qu'elle n'en recueillerait pas assez pour se nourrir, et que les corsaires anglais ne laisseraient pas entrer dans nos ports un seul navire chargé de grains.

Dubuisson lui répliqua que cette dernière donnée était inexacte; mais que sans s'arrêter à le lui démontrer, il voulait encore l'arrêter par le même intérêt pour les jours de la famille royale, qui seraient certainement dans le plus grand danger au premier acte qui signalerait son plan.

Alors Dumouriez se tait un instant, et ensuite s'écrie, comme inspiré par la force de sa situation : Eh bien! vos jacobins, à qui vous tenez tant, ont ici moyen de s'illustrer à jamais et de faire oublier tous leurs crimes; qu'ils couvrent de leurs corps ceux de la famille royale ; qu'ils fassent faire une troisième insurrection qui rachète les crimes de celles de 1789 et 1792, et que le fruit de cette dernière insurrection soit la dispersion des sept cent quarante-cinq tyrans, à quelque prix que ce soit; pendant ce temps je marche avec mon armée, et je proclame le roi.

Dubuisson, effrayé de cette scélératesse, pressent dès-lors que l'auteur de semblables confidences au milieu d'une armée et d'une ville étrangères pourrait fort bien, après une heure de réflexion, punir sa propre imprudence qui l'entraînait si légèrement à tant d'atroces confidences. Alors il gagna assez

sur lui-même pour chercher à assurer sa retraite, et celle de ses collègues; il se décide rapidement à faire accroire à Dumouriez qu'il trouve son idée belle et possible dans l'exécution; qu'il va partir pour Paris, et qu'il espère sonder adroitement les jacobins sur cet objet, qu'il ne doute même pas du succès.

Ici les confidences se multiplient de la part de Dumouriez. Il avoue qu'il a pensé à enlever à la maison d'Autriche la Belgique pour se faire reconnaître le chef de la nouvelle république belgique, amie alliée de la France. Il déclare nettement que c'est la seule haine que les ingrats de la France lui ont portée qui l'a barré dans ce projet; mais il fait entendre qu'il peut encore se réaliser pour la Belgique et pour lui, sous la protection de la maison d'Autriche.

Enfin, Dubuisson, fatigué d'être dépositaire, malgré lui, de tant de projets liberticides, demande à trois heures du matin la permission de se retirer. Dumouriez lui dit de partir pour Paris avec ses collègues, mais de revenir seul dans cinq ou six jours, après avoir jeté les racines de l'insurrection des jacobins pour opérer la dispersion, et même plus, des membres de la Convention, et la protection tutélaire qu'ils donneraient à la famille royale jusqu'à son arrivée.

Dubuisson se retire avec Proly qui était resté seul, et lui dit, dès qu'il se vit libre : Partons pour Paris, nous n'avons plus rien à faire; les horreurs que je viens d'entendre sont plus fortes encore que celles qu'il nous a dites en commun. Les chevaux de poste sont demandés, et les trois collègues indignés quittent sur-le-champ Tournai.

Dumouriez ne s'était pas couché tout de suite. Il fait une lettre au ministre Beurnonville, et annonce le citoyen Dubuisson. La lettre est arrivée par un courrier de dépêche.

Proly et ses collègues rencontrèrent à Lille les députés Delacroix, Robert et Gossuin. Sans leur développer toutes les pensées cruelles qui les agitaient, ils leur firent entendre que le salut public demandait que la ville de Lille fût à l'instant

déclarée en état de siége, et qu'ils la surveillassent exactement; qu'il était d'une importance majeure d'en faire autant pour toutes les places frontières que défendrait mal l'armée en partie dispersée, ou à la disposition d'un homme qui, d'après trois jours de conversation, leur paraissait devenir très-dangereux au salut de la république. Les députés parurent le considérer dans ce sens, et même énoncèrent le désir qu'ils avaient déjà eu de lui envoyer l'ordre d'aller se reposer à Paris. Les citoyens Proly, Pereyra et Dubuisson, un peu plus tranquilles sur le sort de Lille par la présence des commissaires, se rendirent de suite à Paris où ils ne purent arriver que samedi à huit heures du matin, malgré le désir qu'ils avaient de déposer de si grands intérêts entre les mains de la puissance protectrice de la république et du ministre qui avait eu confiance dans leur véracité.

Paris, ce 31 mars, l'an 2 de la république, et avons signé tous trois collectivement pour ce qui a été dit aux trois en commun, et chacun séparément pour ce qui regarde les conversations particulières.

PROLY, PEREYRA, DUBUISSON.

Note (D), *page* 162.

Déclaration du général Dumouriez à la nation française.

Depuis le commencement de la révolution je me suis consacré au soutien de la liberté et de l'honneur de la nation. L'année 1792 est la plus mémorable par les services que j'ai rendus. Ministre des affaires étrangères pendant trois mois, j'ai relevé et soutenu la dignité du nom français dans toute l'Europe. Une cabale odieuse m'a calomnié, en m'accusant d'avoir volé six millions destinés aux dépenses secrètes. J'ai prouvé que sur ce fonds je n'avais pas dépensé 500,000 fr.

Ayant quitté la carrière politique vers la fin du mois de juin, j'ai commandé un petit corps d'armée dans le département du Nord. On m'a ordonné de quitter ce département avec mes

troupes, dans le temps même où les Autrichiens y entraient en force. J'ai désobéi ; j'ai sauvé ce département : on a voulu m'enlever pour me mener à la citadelle de Metz, et me condamner à mort par un conseil de guerre.

Le 28 août j'ai pris, en Champagne, le commandement d'une armée de vingt mille hommes, faible et désorganisée. J'ai arrêté quatre-vingt mille Prussiens et Hessois, et je les ai forcés à la retraite, après leur avoir fait perdre la moitié de leur armée. J'ai alors été le sauveur de la France : dès-lors le plus scélérat des hommes, l'opprobre des Français, Marat, en un mot, s'est acharné à me calomnier. Avec une portion d'une armée victorieuse de la Champagne, et quelques autres troupes, je suis entré le 5 novembre dans la Belgique ; j'ai gagné la bataille à jamais mémorable de Jemmapes ; et après une suite d'avantages, je suis entré dans Liége et dans Aix-la-Chapelle à la fin de novembre. Dès-lors ma perte a été résolue : on m'a accusé de vouloir être, tantôt duc de Brabant, tantôt stathouder, tantôt dictateur. Pour retarder et anéantir mes succès, le ministre Pache, soutenu par la faction criminelle qui produit tous nos maux, a laissé manquer de tout à cette armée victorieuse, et est parvenu à la désorganiser par la famine, par la nudité. Plus de quinze mille hommes ont été aux hôpitaux ; plus de vingt-cinq mille sont désertés par misère et par dégoût ; plus de dix mille chevaux sont morts de faim.

J'ai porté les plaintes les plus fortes à la Convention nationale ; j'ai été moi-même à Paris, pour l'engager à remédier au mal : elle n'a pas daigné lire quatre mémoires que je lui ai donnés. Pendant les vingt-six jours que j'ai passés à Paris, j'ai presque tous les soirs entendu des bandes de prétendus fédérés qui demandaient ma tête ; et des calomnies de tous les genres, les menaces et les insultes m'ont poursuivi jusque dans la maison de campagne où je m'étais retiré.

Ayant offert ma démission, j'ai été retenu au service de ma patrie, parce qu'on m'a proposé de négocier la suspension de

la guerre avec l'Angleterre et la Hollande; et, en cas de non succès, l'expédition de la Hollande, que j'avais conçue comme indispensable pour sauver les Pays-Bas. Pendant que je négociais, et même avec succès, la Convention nationale s'est hâtée de déclarer elle-même la guerre sans s'occuper des préparatifs, sans pourvoir aux moyens de la soutenir; on ne m'en a pas prévenu, et je ne l'ai appris que par les gazettes : je me suis hâté de former un petit corps d'armée de troupes nouvelles qui n'avaient jamais combattu. Avec ces troupes, que la confiance rendait invincibles, j'ai pris trois places fortes; et j'étais prêt à pénétrer dans le centre de la Hollande, lorsque j'ai appris les désordres d'Aix-la-Chapelle, la levée du siége de Maëstricht et la retraite fameuse de l'armée : elle m'appelait à grands cris. J'ai abandonné mes conquêtes pour voler à son secours. Je jugeais que je ne pouvais relever nos affaires que par un prompt succès. J'ai ramené mes compagnons d'armes à l'ennemi. Le 16 mars j'ai eu un avantage considérable à Tirlemont, le 18, j'ai donné une grande bataille : la droite et le centre, que je conduisais, ont vaincu; la gauche, après avoir attaqué imprudemment, a fui. Nous avons fait, le 19, une retraite honorable avec les braves qui me restent, car une partie de l'armée était débandée. Le 21 et le 22 nous avons combattu avec le même courage, et c'est à notre fermeté qu'on doit la conservation du reste d'une armée qui ne respire que pour une liberté sage, pour le règne des lois et pour l'extinction de l'anarchie.

Dès-lors les Marat, les Robespierre et la secte criminelle des jacobins de Paris ont conspiré la perte des généraux, et surtout la mienne. Ces scélérats, mus par l'or des puissances étrangères pour achever de désorganiser les armées, ont fait arrêter presque tous les généraux; ils les tiennent dans les prisons à Paris, pour les septembriser. C'est ainsi que ces monstres ont forgé un mot pour conserver à la postérité le souvenir des affreux massacres des six premiers jours de septembre.

Pendant que je suis occupé à récompenser l'armée, que j'y

travaille jour et nuit, hier, 1er avril, sont arrivés quatre commissaires de la Convention nationale, avec un décret pour me traduire à la barre; le ministre de la guerre, Beurnonville (mon élève), a eu la faiblesse de les accompagner pour succéder à mon commandement. Les gens qui étaient à la suite de ces perfides émissaires m'ont averti eux-mêmes que différens groupes d'assassins chassés ou fuyards de mon armée, étaient dispersés sur la route pour me tuer avant mon entrée à Paris. J'ai passé plusieurs heures à chercher à les convaincre de l'imprudence de cette arrestation. Rien n'a pu ébranler leur orgueil : je les ai fait arrêter tous pour me servir d'ôtages contre les crimes de Paris. J'ai sur-le-champ arrangé une suspension d'armes avec les Impériaux, et je marche vers la capitale pour éteindre le plus tôt possible les germes de la guerre civile.

Il faut, mes chers compatriotes, qu'un homme vrai et courageux vous arrache le bandeau dont on couvrait tous nos crimes et nos malheurs. Nous avions fait, en 1789, de grands efforts pour obtenir la liberté, l'égalité et la souveraineté du peuple. Nos principes ont été consacrés dans la déclaration des droits de l'homme. Il est résulté des travaux de nos législateurs, d'abord la déclaration qui dit : « Que la France est et restera une monarchie; » 2° une constitution que nous avons jurée en 1789, 1790 et 1791. Cette constitution devait et pouvait être imparfaite, mais on devait et on pouvait croire qu'avec le temps et l'expérience on rectifierait les erreurs, et que la lutte nécessaire entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, établirait un équilibre sage qui empêcherait l'un des deux pouvoirs de saisir toute l'autorité, et d'arriver au despotisme. Si le despotisme d'un seul est dangereux pour la liberté, combien plus est odieux celui de sept cents hommes, dont beaucoup sont sans principes, sans mœurs, et ne sont parvenus à cette supériorité que par des cabales ou des crimes!

L'exagération et la licence ont bientôt trouvé insupportable le joug d'une constitution qui donnait des lois. Les tribunes

influençaient l'Assemblée des représentans, et étaient elles-mêmes soufflées par le club dangereux des jacobins de Paris. La lutte entre les deux pouvoirs est devenue un combat à mort. Dès-lors l'équilibre a été détruit. La France s'est trouvée sans roi : la victoire du 10 août a été souillée par les crimes atroces des premiers jours de septembre.

Tous les départemens, mais surtout la malheureuse ville de Paris, ont été livrés au pillage, aux dénonciations, aux proscriptions, aux massacres. Nul Français, excepté les assassins et leurs complices, n'était sûr de sa vie ni de ses propriétés : la consternation de l'esclavage était augmentée par les bruyantes orgies des scélérats : des bandes de prétendus fédérés couraient les départemens et les dévastaient ; des sept cents individus qui composaient le corps despotique et anarchique, quatre ou cinq cents gémissaient et décrétaient sous le glaive des satellites des Marat et des Robespierre. C'est ainsi que l'infortuné Louis XVI a péri sans procédure juridique et sans tribunal.

C'est ainsi que le décret du 19 novembre provoque toutes les nations, et leur promet notre secours, si elles se désorganisent.

C'est ainsi que le décret injuste et impolitique du 15 décembre nous a aliéné les cœurs des Belges, nous a chassé des Pays-Bas, et aurait fait massacrer toute notre armée par ce peuple révolté contre nos vexations et nos crimes, si je n'avais sauvé cette même armée par mes proclamations : c'est ainsi que s'est établi, par un décret, le tribunal féroce qui met la vie des citoyens à la merci d'un petit nombre de juges iniques, sans secours ni sans appel à aucun autre tribunal : c'est ainsi que depuis un mois tous les décrets sont marqués au coin de l'avarice insatiable, de l'orgueil le plus aveugle, et surtout du désir de conserver le pouvoir, en n'appelant aux places les plus importantes de l'Etat que des hommes audacieux, incapables et criminels ; en chassant ou massacrant les hommes éclairés et à grand caractère ; en soutenant un fantôme de république que leurs erreurs en administration et en politique,

ainsi que leurs crimes, ont rendu impraticable : ces sept cents individus se méprisent, se détestent, se calomnient, se déchirent, et ont déjà pensé souvent se poignarder. En ce moment leur ambition aveugle vient de les porter à se coaliser de nouveau : le crime audacieux s'allie avec la vertu faible pour conserver un pouvoir aussi injuste que chancelant : leurs comités dévorent tout : celui de la trésorerie nationale absorbe les fonds publics sans pouvoir en rendre compte.

Qu'a fait cette Convention pour soutenir la guerre contre toutes les puissances de l'Europe qu'elle a provoquées ? elle a désorganisé les armées : au lieu de renforcer et recruter ses troupes de ligne et ses anciens bataillons de volontaires nationaux, qui lui auraient formé une armée respectable ; au lieu de récompenser ces braves guerriers par de l'avancement et des éloges, elle laisse les bataillons incomplets, nus, désarmés et mécontens : elle traite de même son excellente cavalerie : la brave artillerie française est de même épuisée, abandonnée et dénuée de tout ; et elle crée des corps nouveaux composés des satellites du 2 septembre, commandés par des hommes qui n'ont jamais servi, et qui ne sont dangereux qu'aux armées qu'ils surchargent et qu'ils désorganisent ; elle sacrifie tout pour ces satellites de la tyrannie, pour ces lâches coupeurs de têtes. Le choix des officiers, le choix des administrateurs dans toutes les parties est le même : on voit partout la tyrannie qui flatte les méchans, parce que les méchans seuls peuvent soutenir la tyrannie ; et, dans son orgueil et son ignorance, cette Convention ordonne la conquête et la désorganisation de l'univers ; elle dit à un de ses généraux d'aller prendre Rome, à un autre d'aller conquérir l'Espagne, pour pouvoir y envoyer des commissaires spoliateurs, semblables à ces affreux proconsuls romains contre lesquels déclamait Cicéron ; elle envoie, dans la plus mauvaise saison de l'année, la seule flotte qu'elle ait dans la Méditerranée, se briser contre les rochers de la Sardaigne ; elle fait battre par les tempêtes les flottes de Brest pour aller

contre la flotte anglaise qui n'est pas encore sortie. Pendant ce temps-là, la guerre civile s'étend dans tous les départemens : les uns, excités par le fanatisme qui dérive nécessairement de la persécution ; les autres, par l'indignation de la mort tragique et inutile de Louis XVI ; les autres, enfin, par le principe naturel de résister à l'oppression, prennent les armes partout : partout on s'égorge, partout on arrête les moyens pécuniaires et les subsistances. Les Anglais fomentent ces troubles, et les alimenteront par des secours quand ils voudront. Bientôt il ne restera pas un de nos corsaires en mer; bientôt les départemens méridionaux ne recevront plus les grains de l'Italie et de l'Afrique ; déjà ceux du Nord et de l'Amérique sont interceptés par les escadres ennemies; la famine se joindra à nos autres fléaux, et la férocité de nos cannibales ne fera que croître avec nos calamités.

Français, nous avons un point de ralliement pour étouffer le monstre de l'anarchie, c'est la constitution que nous avons jurée en 1789, 90 et 91 ; c'est l'œuvre d'un peuple libre, et nous resterons libres, et nous retrouverons notre gloire en reprenant cette constitution. Développons nos vertus, surtout celle de la douceur ; déjà trop de sang a été versé.

Si les monstres qui nous ont désorganisés veulent fuir, laissons-leur trouver ailleurs leur punition, s'ils ne la trouvent pas dans leurs ames corrompues : mais s'ils veulent soutenir l'anarchie par de nouveaux crimes, alors l'armée les punira.

J'ai trouvé dans la générosité des ennemis que nous avons tant offensés, la sûreté de la paix extérieure : non-seulement ils traitent avec humanité et honnêteté nos blessés, malades et prisonniers qui tombent entre leurs mains, malgré les calomnies que répandent nos agitateurs pour nous rendre féroces, mais ils s'engagent à suspendre leur marche, ne point passer les frontières, et à laisser notre brave armée terminer toutes nos dissensions intérieures.

Que le flambeau sacré de l'amour de la patrie réveille en nous la vertu et le courage! Au seul nom de la constitution la

guerre civile cessera, ou ne pourra exister que contre quelques malveillans qui ne seront plus soutenus par les puissances étrangères qui n'ont de haine que contre nos criminels factieux, et qui ne demandent qu'à rendre leur estime et leur amitié à une nation dont les erreurs et l'anarchie inquiètent et troublent toute l'Europe. La paix sera le fruit de cette résolution, et les troupes de ligne, ainsi que les braves volontaires nationaux qui depuis un an se sont sacrifiés pour la liberté, et qui abhorrent l'anarchie, iront se reposer au sein de leurs familles, après avoir accompli ce noble ouvrage.

Quant à moi, j'ai déjà fait le serment, et je le réitère devant toute l'Europe, « qu'aussitôt après avoir opéré le salut » de ma patrie par le rétablisssment de la constitution, de » l'ordre et de la paix, je cesserai toute fonction publique, » et j'irai jouir dans la solitude du bonheur de mes concitoyens. »

Le général en chef de l'armée française.

Signé Dumouriez.

Aux bains de Saint-Amand, le 2 avril 1793.

Note (E), *page* 171.

Le maréchal prince de Saxe-Cobourg, général en chef des armées de S. M. l'Empereur et de l'Empire, aux Français.

Du 5 avril.

Le général en chef Dumouriez m'a communiqué sa déclaration à la nation française; j'y trouve les sentimens et les principes d'un homme vertueux qui aime véritablement sa patrie, et voudrait faire cesser l'anarchie et les calamités qui la déchirent, en lui procurant le bonheur d'une constitution et d'un gouvernement sage et solide. Je sais que c'est le vœu unanime de tous les souverains que des factieux ont armés contre la France, et principalement celui de S. M. l'empereur et de S. M. prussienne. Rempli d'estime encore pour l'ensemble d'une nation si grande et si généreuse, chez laquelle les prin-

cipes immuables de la justice et de l'honneur furent jadis sacrés, avant qu'à force d'attentats, de bouleversemens et de prestiges, on soit parvenu à en égarer et en corrompre cette portion qui, sous le masque de l'humanité et du patriotisme, ne parle plus que d'assassinats et de poignards, je sais aussi que ce vœu est celui de tout ce qu'il y a en France d'honnête, de sensé et de vertueux. Profondément pénétré de ces grandes vérités, ne désirant que la prospérité et la gloire d'un pays déchiré par tant de convulsions et de malheurs, je déclare par la présente proclamation, « que je soutiendrai de » toutes les forces qui me sont confiées les intentions géné- » reuses et bienfaisantes du général en chef Dumouriez et de » sa brave armée. » Je déclare en outre que, venant récemment, et à plusieurs reprises, de nous battre en ennemis vaillans, intrépides et généreux, je ferai joindre, si le général Dumouriez le demandait, une partie de mes troupes ou toute mon armée à l'armée française, pour coopérer en amis et en compagnons d'armes, dignes de s'estimer réciproquement, à rendre à la France son roi constitutionnel, la constitution qu'elle s'était donnée, et par conséquent les moyens de la rectifier si la nation la trouve imparfaite, et ramener ainsi en France, comme dans le reste de l'Europe, la paix, la confiance, la tranquillité et le bonheur. Je déclare par conséquent ici, sur ma parole d'honneur, que « je ne viendrai nul- » lement sur le territoire français pour y faire des conquêtes, » mais uniquement et purement aux fins ci-dessus indiquées. » Je declare aussi sur ma parole d'honneur que, « si les opéra- » tions militaires exigeaient que l'une ou l'autre place forte » fût remise à mes troupes, je ne la regarderai jamais autre- » ment que comme un dépôt sacré, et m'engage ici de la ma- » nière la plus expresse et la plus positive, de la rendre aus- » sitôt que le gouvernement qui sera établi en France, ou le » brave général avec lequel je vais faire cause commune, la » demanderont. » Je déclare, enfin, que je donnerai les ordres les plus sévères, et prendrai les mesures les plus rigou-

reuses et les plus efficaces pour que mes troupes ne commettent pas le moindre excès, ne se permettent pas la moindre exaction ou la moindre violence, respectant partout les personnes et les propriétés sur le territoire français; et que quiconque de mon armée oserait contrevenir à mes ordres, serait puni sur-le-champ de la mort la plus ignominieuse.

Donné à mon quartier-général de Mons, ce 5 avril 1793.

Signé le prince de COBOURG.

Note (F), *page* 185.

Le maréchal prince de Saxe-Cobourg, général-commandant en chef les armées de S. M. l'Empereur et de l'Empire, aux Français.

Du 9 avril.

La déclaration que j'ai donnée de mon quartier-général de Mons, le 5 avril 1793, est un témoignage public de mes sentimens personnels pour ramener, le plus tôt possible, le calme et la tranquillité en Europe. J'y ai manifesté, d'une manière franche et ouverte, mon vœu particulier pour que la nation française eût un gouvernement solide, durable, qui reposât sur les bases inébranlables de la justice et de l'humanité, qui donnât à l'Europe la paix, et à la France le bonheur. Maintenant que les résultats de cette déclaration sont si opposés aux effets qu'elle devait produire, et qu'ils ne prouvent que trop combien les sentimens qui l'ont dictée ont été méconnus, il ne me reste qu'à la révoquer dans toute son étendue, et à démontrer formellement « que l'état de guerre » qui subsiste entre la cour de Vienne, les puissances coali» sées et la France, se trouve dès à présent malheureusement » rétabli. » Je me vois donc forcé par l'empire des circonstances, que des hommes profondément criminels se sont obstinés à diriger vers le bouleversement et le malheur de leur patrie, d'annuler complètement ma déclaration susdite, et

de faire connaître que cet état de guerre si funeste se trouvant rétabli, j'ai donné les ordres nécessaires pour y donner suite de concert avec les puissances coalisées, avec toute l'énergie et la vigueur dont les armées victorieuses sont susceptibles. La rupture de l'armistice est la première démarche hostile, que la funeste combinaison des événemens m'ait forcé de faire. Il ne subsistera donc de ma première déclaration, que l'engagement inviolable que je renouvelle ici avec plaisir, que la discipline la plus sévère sera observée et maintenue par mes troupes sur le territoire français; que toute contravention sera punie avec la dernière rigueur.

La franchise et la loyauté, qui de tout temps ont été le mobile de nos actions, m'obligent à donner à cette nouvelle *Adresse à la nation française,* toute la publicité dont elle peut être susceptible, pour ne laisser aucun doute sur les suites qui en pourront résulter.

Donné à mon quartier-général de Mons, le 9 avril 1793.

Signé le prince de COBOURG.

FIN DES ÉCLAIRCISSEMENS HISTORIQUES ET DES PIÈCES OFFICIELLES.

TABLE
DES MÉMOIRES DE DUMOURIEZ.

PREMIER VOLUME.

DEUXIÈME VOLUME.

LIVRE CINQUIÈME

TROISIÈME VOLUME.

SUITE DU LIVRE CINQUIÈME.

LIVRE SIXIÈME.

LIVRE SEPTIÈME

QUATRIÈME VOLUME.

LIVRE HUITIÈME.

FIN DE LA TABLE.

